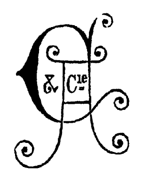
VICTOR BÉRARD

L'Angleterre

et l'Impérialisme

Avec une Carte en couleur hors texte



Armand Colin et Cie, Éditeurs
Paris, 5, rue de Mézières
1900

TABLE DES MATIÈRES

JOSEPH CHAMBERLAIN, p. 1-56.

I. — « Je viens à vous de Birmingham » : les Midlands et le radicalisme anglais, p. 1-8 ; l'Union Politique de Birmingham et de Manchester, p. 8-16.

II. — « A la surface il y a des raisons honorables pour expliquer ma conduite » : la carrière municipale de *Joe*, p. 17-24 ; le radical constructeur aux Communes, p. 25-32 ; l'alliance libérale et le syndicat unioniste, p. 33-44 ; l'impérialisme agressif, p. 45-48.

III. — « Tous les hommes sont qualifiés pour commettre des crimes » : égoïsme, ignorance et judaïsme du néo-radicalisme *Brummagem*, p. 49-53 ; la science et le désintéressement international des vieux radicaux, p. 53-56.

L'IMPÉRIALISME, p. 57-117.

I. — « Je bois au commerce et à l'empire » : l'Empire du Monde et l'impérialisme aristocratique, doctrinaire et littéraire, p. 57-64 ; l'impérialisme utilitaire et commercial, p. 65-78.

II. — « Notre fer, nos draps, notre coton et même notre bijouterie » : les Midlands et la décadence de l'industrie du fer, p. 73-81 ; la baisse du commerce. le danger allemand et le danger américain, p. 82-92 ; *markets! Markets!* le chemin de fer le Cap-Caire, Fachoda et le Transvaal, p. 93-100.

III. — « Il faut renoncer au *conservatisme insulaire* » : le bourgeois unioniste et impérialiste, routinier et accapareur, p. 100-109 ; les petits patrons et les gros messieurs de Birmingham, p. 110-117.

LE PROTECTIONNISME, p. 119-177.

I. — « Tous les renseignements tendent à prouver le déplacement du commerce aux dépens de l'Angleterre » : Liverpool, port de l'Europe, p. 119-128 ; après l'année 1872, chute de Liverpool, p. 128-134.

II. — « L'ouverture du canal de Suez a changé tout notre commerce » : le *laisser-faire* et la prospérité, p. 135-146; la crise, le canal de Suez et l'essor allemand, p. 146-161.

III. — « C'est le premier abandon officiel de la doctrine du *laisser-faire*... » : la théorie anglaise de la force allemande, p. 162-167; *Free Trade*, *Freer Trade*, *Fair Trade*, p. 167-177.

LE LIBRE-ÉCHANGE, p. 179-232.

I. — « Nous voyons dans le Libre-Echange une nécessité vitale, une nécessité impériale... » : Manchester et le coton, p. 179-185; travail, paix et liberté, 185-195.

II. — « Nous avons transformé toutes nos affaires » : l'industrie textile, p. 195-205; le commerce des fils et tissus, p. 205-215; concurrence hindoue et japonaise, p. 215-223; science, efforts et internationalisme de Manchester, p. 223-232.

LE PANBRITANNISME.

I. — « Le prêtre et le propriétaire, la terre et l'Eglise, la noblesse et la ploutocratie vont se coaliser... » : le charbon et les constructions navales derniers alliés du coton contre l'impérialisme, p. 233-239; l'Empire constitutionel et commercial, p. 239-246; l'Empire militaire, 246-256.

II. — « Je refuse de parler des États-Unis comme d'une nation étrangère » : la concurrence américaine, p. 257-265; la métallurgie *yankee*, p. 265-275; l'Amérique centre des *Bretons*, p. 276-287.

LE RATIONALISME ALLEMAND, p. 289-332.

I. — « Nous avons un grand exemple dans l'Empire allemand » : le succès de l'Allemagne, p. 289-294; causes véritables de prospérité, 295-306.

II. — « L'énergie, la bonne organisation, les armes toutes modernes et les manières conciliantes des Allemands... » : la science allemande, p. 317-323; les langues étrangères, p. 317-322; la solidarité allemande, p. 323-332.

L'EMPIRISME ANGLAIS, p. 333-381.

I. — « C'est notre paresse plus que toute autre chose qui a livré notre clientèle aux Allemands » : le conservatisme anglais, p. 333-337; l'ignorance de l'industrie anglaise, p. 338-350; l'ignorance du commerce anglais, p 351-360.

II. — « L'opinion de trente millions d'hommes pervertie par trois ou quatre cents gentlemen... » : la distinction aristocratique, p. 361-369; l'égoïsme *jingo*, p. 378-373; la réforme nécessaire, p. 373-378; la fin de la vieille Angleterre, p. 378-381.

L'ANGLETERRE

ET L'IMPÉRIALISME

JOSEPH CHAMBERLAIN

I

Je viens à vous de Birmingham, c'est-à-dire de la ville entre toutes où le radicalisme agressif a son centre, de la ville qui toujours se distingua par ses sympathies démocratiques...

Discours de J. Chamberlain à Cardiff, 6 juillet 1886.

Birmingham, métropole des *Midlands* et du *Black Country*, capitale du Pays Noir et des Terres Centrales, est assise au cœur de l'Angleterre. Sur le plateau bossué de collines, coupé de vallons et de marais, qui occupe le centre de l'île et qui fait seuil entre les monts Gallois et les montagnes Pennines, Birmingham est au passage naturel entre les côtes galloises et écossaises de la mer d'Irlande et les côtes anglaises de la mer du Nord et de la Manche. Là,

prennent leurs sources tous les grands fleuves du royaume, Severn, Tamise et Trent. De là, ils s'écoulent, lents et tortueux, aux quatre coins de l'horizon. Birmingham, à la source de toutes les rivières, est à distance presque égale de tous les grands ports. C'est le carrefour des deux routes diagonales qui, du sud au nord, uniraient Exeter, Bristol, Derby, Leeds et Newcastle, et, de l'est à l'ouest, Londres, Liverpool, Manchester ou Glasgow[1].

Au cours de l'histoire anglaise, la route diagonale du sud au nord n'eut jamais grande importance : des bords de l'Ex aux bords de la Tyne, c'est partout la même plaine ondulée sous les mêmes couches de calcaire et de craie, partout la même verdure sous les averses venues de la mer, les mêmes cultures, les mêmes récoltes, la même race; et ce fut toujours la même histoire sous les invasions de peuples maritimes. De l'ouest à l'est, au contraire, l'île est comme partagée entre deux natures et deux nations qui se font face. D'un côté, à l'est, c'est le pays plat de la Tamise et du Trent, la prairie trempée de brouillards, les champs humides bordant les estuaires de fleuves sinueux, la plaine des cultures et des gras paysans. De l'autre côté, à l'ouest, c'est une plage étroite de sables et de boues, quelques rades enfoncées en cul-de-sac dans le marais, et, surplombant la mer, la montagne presque désolée, aux vallons déserts, aux maigres troupeaux. Durant dix siècles, la fertilité de la plaine attire les conquérants du dehors, Romains, Saxons, Danois et Normands. Et la montagne sert de refuge, durant dix siècles, à

1. Pour tout ceci, voir l'*Atlas général* Vidal-Lablache; l'éditeur a bien voulu me permettre d'en donner un carton à la fin de ce volume.

tous les vaincus indigènes, gaëls, pictes ou gallois. La conquête normande, à la fin, semble installée pour toujours : elle est maîtresse de toute la plaine; elle y fonde sa loi, sa religion, sa langue et sa féodalité. Mais la montagne et la plage occidentale, restent insoumises ou toujours prêtes à la révolte. Il faut des siècles encore pour établir la paix et l'union entre les deux Angleterres des conquérants et des vaincus. L'histoire anglaise n'est en somme que la rivalité guerrière, puis politique, de ces deux peuples. Ce fut cette rivalité qui créa Birmingham, puis qui fit son importance et sa fortune.

Les conquérants, en effet, venus de l'est ou du sud, s'avancèrent toujours jusqu'à la grande forêt d'Arden, qui, couvrant alors ce pays marécageux marqua de ce côté la frontière de l'Angleterre conquise : les châteaux normands de Warwick, de Kenilworth et de Dudley en gardèrent le pourtour. Mais, venues de l'ouest, les bandes de Welsh franchissaient avec leurs troupeaux la vallée de la Severn et s'aventuraient jusqu'à ces fourrés. Une clairière fut l'un des rendez-vous extrêmes de marchés et de foires où, faisant trêve pour quelques heures, Welsh et Anglais vinrent échanger leurs produits. Ainsi débuta Birmingham. Plus tard, aux deux bouts de sa rue, la ville gardera son marché des Welsh et son marché des Anglais; les deux noms subsistent encore, *Welsh Market*, *English Market*. Le bourg naquit et vécut de ce marché, bourg d'auberges et de tournebride, de boutiques et d'auvents, d'artisans aussi, de charrons, de maréchaux ferrants et de batteurs de fer, qui hébergeaient et approvisionnaient cette population flottante et qui la fournissaient d'objets ouvrés, d'ustensiles, d'armes, de sellerie, de quincaillerie, de bimbeloterie et de

menue bijouterie. Au courant des siècles, le bazar de la forêt gagnera peu à peu la clientèle du monde : il deviendra un gigantesque magasin de quincaillerie ou, comme le disaient déjà les gens du XVII[e] siècle, la boutique à joujoux de l'univers, *the world's toy shop*.

Le bourg et l'industrie se développèrent ensemble, à mesure que les relations s'améliorèrent entre les deux Angleterres de l'est et de l'ouest. L'union en un seul royaume et la paix civile s'établirent enfin : alors Birmingham devint une ville prospère. Mais jusqu'à nos jours la réconciliation, imposée par la force, n'était qu'apparente. L'égalité entre les deux peuples n'existait pas. La préséance demeurait toujours à l'Angleterre du conquérant. Elle, seule, avait tout le pouvoir politique. Car elle tenait la royauté émanée d'elle. Elle tenait la Chambre des Lords, assemblée de ses grands chefs devenus maîtres ou régisseurs des provinces conquises. Elle tenait la Chambre des Communes, assemblée de ses barons et chefs subalternes, auxquels on avait adjoint, par privilège, les représentants de certains bourgs et de certains corps favorisés (tous ces bourgs et tous ces corps étaient naturellement dans l'Angleterre normande : on n'avait pas appelé au conseil des conquérants les vaincus, dépouillés de tout droit et, à plus forte raison, de tout privilège). Elle tenait l'administration et le pouvoir local par l'Église d'État, dont les cures et évêchés étaient à la nomination de sa royauté ou de sa noblesse, par les *conseils de paroisse*, par les *justices de paix*, les shérifats, lieutenances, jurys, etc., tous instruments d'exploitation aux mains de la petite ou grande aristocratie conquérante. Elle tenait la richesse, en un temps où toute richesse venait de la culture. Elle avait enfin la supériorité du nombre

dans ses villes et bourgs populeux, dans ses fermes et châteaux, semés à travers la plaine fertile. Bref, elle avait le droit légal et elle avait la force[1].

Tout changea brusquement au cours du dernier siècle. La plage et les vallons de l'ouest, jusqu'alors déserts ou dépeuplés, devinrent soudain une pépinière de villes. L'industrie moderne, ouvrant le sol, en fit jaillir, avec le charbon, les cités ouvrières et, parmi les fabriques des faubourgs agrandis, les foules humaines s'entassèrent. La verte Angleterre normande, qui dormait dans sa brume ensoleillée et dans ses privilèges, la plantureuse Angleterre de Durham, d'York et de Salisbury, la libre et joyeuse Angleterre de Windsor, l'*Old merry England*, vit se dresser, sur l'autre bord de l'île, une nation nouvelle. Relevée par les prédicateurs de religions indépendantes, — par les « dissidents », — et par la science des grands inventeurs, noire, hâve, assombrie de fumées et d'idées puritaines, courbée sous la misère quotidienne et sous la contrainte séculaire, cette Angleterre de la houille était affamée de pain blanc et, depuis des siècles, affamée de revanche. La lutte héréditaire l'avait dressée aux patients efforts. Le souvenir de l'antique spoliation ne l'avait jamais quittée. Elle avait conservé la notion de ses droits. Ses libres méditations religieuses lui avaient inculqué le souci des devoirs. Longtemps captive sous le filet des privilèges, l'Angleterre vaincue relevait enfin la tête... Dès lors, une ligne sud-nord tirée en travers de l'île, du golfe de Bristol au golfe de Newcastle, marquera de nouveau la frontière de deux peuples.

1. Sur tout ceci, voir l'admirable chapitre de Ch. Seignobos dans son *Histoire politique de l'Europe contemporaine*.

Sur la plage occidentale, c'est l'Angleterre noire autour de Manchester et de Glasgow, ses capitales. Elle triple, décuple, centuple en un siècle ses énormes cités. Sa population, tout urbaine, est bariolée de races et de cultes. Tous les vaincus et tous les *outlaws* des siècles antérieurs, Gallois, Écossais, Irlandais, Danois et Saxons, y ont mêlé leur sang. Chacun d'eux, dans la Bible, s'est taillé une religion à sa mesure, et vingt chapelles dissidentes ont pris la place de l'ancienne église d'État. Mais ce peuple si divers s'est fait un idéal commun et, surtout, des habitudes communes. Sa pensée indépendante et sa morale puritaine lui ont donné la réflexion, le flegme, le calcul, la maîtrise de soi et la sobriété presque austère. Amaigri et affiné, il s'est lentement « entraîné » — c'est lui qui a créé le mot et la chose — vers un but librement choisi, et ce but est la conquête du bonheur matériel par le libre développement, physique et mental, des individus et de la communauté. Depuis un siècle, poursuivant cette course au bonheur, il est toujours arrivé le premier. C'est le peuple *smart*, actif sans agitation, alerte sans nervosité, toujours « en forme », sans poids inutile et sans bagage encombrant, toujours en marche, sans hâte épuisante, vers la fortune et vers la liberté...

Dans les plaines de l'est, la vieille Angleterre verte garde à Londres sa capitale. Mais elle vit surtout à la campagne, dispersée à travers champs ou groupée dans ses vieilles petites villes et dans ses fermes. Autour de ses châteaux, elle maintient ses énormes *estates* (propriétés). Autour de ses clochers gothiques, de ses évêques et de ses universités, elle maintient l'orthodoxie officielle de son Église établie. Sa race unifiée et surnourrie perpétue le type de John Bull à

l'encolure de taureau, âme violente et corps sanguin, au poing toujours tendu vers l'expansion brutale, au ventre toujours prêt pour l'absorption énorme, gros et gras homme engraissant toujours, toujours crevant de colères tyranniques ou d'aploplectiques ripailles.

Entre ces deux Angleterres, les villes d'industrie, Newcastle, Leeds, Sheffield, Cardiff, jalonnent la frontière comme autant de forteresses. Au centre de la ligne, Birmingham déborde un peu et fait coin avançant dans le pays ennemi : c'est en cet endroit que le volcan industriel a le plus approché de Londres sa poussée de déjections. Rien ne peut dépeindre la hideur actuelle de cette ancienne forêt des fées. Le peuple noir l'a saccagée, éventrée, couturée de canaux, souillée de flaques écumeuses où vacillent les reflets des fournaises : sous les débris et les gales sordides, sous la glue du charbon délayé, c'est devenu le *Black Country*, le Pays Noir.

Birmingham, clairière de la forêt, avait été le poste avancé des gens de l'Est; Birmingham, métropole du Pays Noir, est devenue la forteresse avancée des gens de l'Ouest. Place de rassemblement pour chaque descente contre l'ennemi, c'est ici que, depuis un siècle, l'Angleterre noire est venue se grouper ou se refaire avant et après chaque attaque contre l'Angleterre verte : c'est, comme dit M. Chamberlain, le centre du radicalisme agressif. Car la lutte installée depuis un siècle s'est poursuivie sans trêve : lutte politique, économique et sociale, tour à tour violente et modérée, mais toujours âpre et continue; lutte des dépouillés contre les *beati possidentes*, des fils des vaincus contre les fils des conquérants; lutte des réformateurs contre les conservateurs satisfaits; lutte des droits naturels et des devoirs personnels

contre les privilèges et les franchises hérités; agression permanente des gens de l'Ouest pour un changement radical du vieil état de choses. C'est là toute la politique intérieure de l'Angleterre depuis un siècle, et Birmingham en a été la source.

C'est que Birmingham, au milieu du dernier siècle, était devenu un rendez-vous de dissidents et de novateurs. Presbytériens, Baptistes, Unitariens, Quakers, Méthodistes, Ariens, tous les *dissenters*, tous les *nonconformists*, tous les rebelles à l'Église établie y avaient leurs temples, et les catholiques aussi et les juifs. Les apôtres de fois nouvelles, les Wesley, les Whitefield, les Priestley, y avaient conquis de nombreux adhérents, et les créateurs ou dompteurs de forces nouvelles, mécaniciens et chimistes, le même Priestley, Watt et Boulton, s'en étaient fait une patrie. Boulton groupa en une société d'amis — la Société Lunaire, qui se réunissait à chaque pleine lune — ces prédicateurs et ces inventeurs, et c'est ainsi que les deux courants de libre examen et d'applications scientifiques se mêlèrent pour le service du peuple et pour la réforme de la communauté. Le peuple, d'abord, sans trop comprendre, toléra les idées nouvelles : dans le cabaret *Aux armes de Leicester*, il répétait les chansons de J. Freeth « pour les fils de l'Indépendance et les amoureux de la Liberté ». Mais survint la Révolution française et la Société de Boulton fêta le second anniversaire de la Bastille détruite : alors le chauvinisme populaire s'éveilla contre ces admirateurs de l'étranger; pieusement, aux cris de *King and Church for ever, le Roi et l'Église à jamais!* le bon peuple s'en alla saccager la maison de Priestley et les temples des dissidents (1791).

Cette tempête passagère ne découragea pas les réformateurs de Birmingham. Mais elle leur fut une dure leçon dont ils profitèrent. Les « excès » de la Révolution française soulevaient autour d'eux l'indignation générale. Le préjugé conservateur s'enfonçait plus au fond de tous les cœurs anglais, et la vénération des vieilles choses, et surtout le respect de la vieille Constitution. Les réformateurs de Birmingham comprirent que nulle force humaine ne pourrait lutter contre ces sentiments, et ils adoptèrent une tactique toute différente de ceux de Manchester. Ceux-ci, révolutionnaires, exaspéraient John Bull par leurs exhibitions de drapeaux tricolores et par leurs hurlements à la française : *Liberté ou la mort!* Ceux de Birmingham se mirent à proclamer bien haut leur attachement inviolable à la vieille Constitution.

Cet attachement pouvait être sincère, ne les liant à rien. Cette constitution que tous vénéraient, personne ne l'avait jamais vue. Elle n'existait pas; du moins, elle n'avait jamais pris corps en un texte formulé. Les grandes lignes en apparaissaient vaguement dans la brume des siècles; mais les détails étaient laissés à la libre imagination de chacun : « Vénérez-vous hautement la Constitution de l'Angleterre, en tant que fondée sur les trois *estates* du Roi, des Lords et des Communes? » demandaient les réformateurs de Birmingham à leurs catéchumènes, et ils ajoutaient aussitôt : « Reconnaissez-vous la nécessité d'une réforme parlementaire? Êtes-vous absolument convaincus de l'obligation de poursuivre ce grand objet par les seuls moyens constitutionnels et légaux? » Pour eux donc, le Roi, les Lords et les Communes étaient les grandes lignes de l'édifice auquel on ne pouvait toucher; ils ne voulaient

changer qu'un tout petit détail, l'organisation des Communes, que les gens de l'Est avaient jadis imaginée à leur fantaisie et qu'aujourd'hui les gens de l'Ouest imaginaient autrement. Mais ce détail changé ferait une complète réforme, la Réforme, comme on dira désormais : si l'on enlevait à l'Est, qui les possédait tous, un certain nombre de sièges aux Communes et si l'on donnait ces sièges à l'Ouest, qui jusqu'ici n'en possédait aucun, on renversait du coup tout l'ancien état de choses.

L'Ouest comprit la sagesse de cette tactique et vint se ranger derrière Birmingham en une gigantesque Union Politique « pour recouvrer la liberté, le bonheur et la prospérité de ce pays ». Ainsi s'organisa, du chaos des tendances révolutionnaires, le parti légal de l'Ouest, le « parti radical » anglais (1812-1830). Le mot et la chose étaient dans l'air depuis longtemps. Lecky a raison de remonter jusqu'en 1769 comme « à la vraie date de naissance du radicalisme anglais : en cette année décisive, pour la première fois, on tenta sérieusement de réformer et de contrôler le Parlement sous une pression du dehors, *by pressure from without*, en faisant de ses membres les subordonnés de leurs constituants ». Voilà bien en quelques mots l'exacte définition du radicalisme anglais : c'était une pression du dehors sur le dedans, de l'Angleterre expulsée et dépossédée sur l'Angleterre barricadée dans ses franchises et dans ses privilèges ; et cette pression devait être exercée par le renversement des rôles entre élus et électeurs.

Car, whigs ou tories, les deux partis de la vieille Angleterre se considéraient non pas comme les serviteurs, mais comme les maîtres héréditaires ou du moins les tuteurs traditionnels du peuple, qui, maté-

riellement inapte à se conduire, était légalement inapte à faire connaître sa volonté. Les deux partis avaient la même théorie et la même pratique du gouvernement, qu'ils fondaient sur la même notion de franchises, et qu'ils tournaient vers le même service des privilèges, au nom des mêmes « droits légaux ». Ces droits légaux, c'étaient les droits héréditaires, traditionnels, tels que les avait consacrés, sans les définir exactement d'ailleurs, le dernier contrat de 1688 entre la Royauté rajeunie et le Parlement restauré. Ce contrat ne liait et n'avantageait que la seule Angleterre de la conquête. « Maintenir » les franchises des conquérants était son but. « Je maintiendrai » était la devise du roi comme la loi du Parlement. Tous les politiques proclamaient leur loyauté au « maintien » de ce contrat, qui, très mal formulé d'ailleurs, supportait des interprétations diverses, et deux au moins de ces interprétations avaient fait école. Les uns, les tories, se proclamant les serviteurs des franchises royales, — ils disaient : la prérogative royale, — s'en servaient pour défendre leurs propres privilèges de lords et de puissants seigneurs. Les autres, les whigs, se posant en défenseurs des franchises — ils disaient : des libertés — parlementaires, s'en servaient pour défendre leurs propres privilèges de haute bourgeoisie et de petite noblesse. Nous autres Français, nous voyons dans les *tories* les conservateurs des vieux errements et les champions des privilèges aristocratiques, dans les whigs au contraire les avocats du peuple et les chercheurs de nouveautés. Tous deux étaient des « mainteneurs » de vieilles choses, et les whigs n'étaient pas les moins aristocrates.

Le parti de la nouvelle Angleterre, le parti radical,

se leva au nom du peuple et pour le service des « droits naturels ». Il ne se souciait ni de contrats plus ou moins fictifs ni de tradition. Il ne se réclamait que des intérêts matériels et visibles de tous, du droit de tous au pain et au bonheur. Il ne lui semblait pourtant pas impossible ni révoltant qu'il y eût, qu'il dût y avoir des privilèges et des droits légaux; mais il ne pouvait admettre sans révolte qu'il y eût, qu'il dût y avoir tant d'affamés et tant de misère, — c'était le temps des grandes crises industrielles et des grandes famines de l'Ouest (1829-1830). Il ne pouvait admettre surtout que le calcul humain fût impuissant à diminuer, ou même à supprimer, la part de la misère et de la faim. Les institutions parlementaires, disait-il, ne sont après tout que l'application du calcul commun à la gestion des affaires communes : un Parlement ne peut donc pas être recruté sans tenir compte des intérêts communs et toutes les institutions doivent être orientées vers un but unique : améliorer la vie matérielle de tous, assurer le bonheur matériel et la prospérité de tous.

Ces notions, apparues au siècle dernier, furent précisées et systématisées sans doute au commencement de celui-ci, par les théoriciens du radicalisme, par les philosophes de l'école utilitaire, Bentham, les deux Mill et leurs disciples. Mais ce furent les gens de Birmingham qui, de 1815 à 1830, en formulèrent un catéchisme politique et en firent le programme de l'Ouest. Ils fondaient leur Union Politique « pour réformer la Chambre des Communes, pour assurer une représentation réelle et effective des basses et moyennes classes, pour influencer les élections au Parlement et faire arriver des représentants capables de reconquérir ou de défendre les droits des classes

industrieuses, et pour soulager la détresse nationale ». Avec les principes, ils formulèrent aussi la méthode : tout par les voies constitutionnelles et légales, rien par la violence; pas de tocsin et pas de piques. « Nos galants voisins, les Français, ont accompli une Révolution glorieuse, sur les barricades qu'a cimentées le meilleur de leur sang. Nous ne voulons pas de barricades. Sans effusion de sang, sans anarchie, sans violation de la loi, nous voulons accomplir la plus glorieuse Réforme que mentionnera l'histoire du monde. » L'Union prit pour devise sur l'un de ses cachets : *Paix*, *Loi*, *Ordre*, et sur un autre : *Liberté*, *Unité*, *Prospérité*.

Avec l'instrument forgé par ceux de Birmingham, l'Ouest se mit à l'œuvre et, en quelques années, imposa aux gens de l'Est la grande Réforme de 1832. Redistribuant les sièges aux Communes et réglant les conditions électorales pour toute l'étendue du royaume, cette réforme brisa le privilège de l'Angleterre verte et donna plus de cent députés à l'Angleterre noire. Les vieilles familles de grande ou de petite noblesse avaient eu jusque-là le monopole du Parlement : en pratique, les lords avaient peuplé les Communes de leurs cadets ou de leurs clients. Désormais, le peuple eut une influence sur les élections et cette influence alla toujours grandissant. Par la suite, deux autres réformes électorales, en 1867 et en 1884, finirent par donner au peuple le contrôle presque absolu. Mais c'est de 1832 que date vraiment cette ère nouvelle, et c'est grâce à l'Union de Birmingham qu'elle s'ouvrit.

Une fois entré dans la place, le peuple de l'Ouest appropria le château normand aux nouveaux besoins de l'industrie et du commerce. L'aménagement exté-

rieur et intérieur, politique et social, se fit sans violence, — l'Ouest restait fidèle aux leçons de l'Union Politique, — et tous y coopérèrent. Mais ce fut l'œuvre surtout des Écossais, des Gallois, des riverains de la mer occidentale, de Manchester et de Glasgow. Birmingham, pour un temps, perdit la direction effective. Elle restait toujours la ville sainte des dissidents, la gardienne de l'arche. Elle fournissait l'armée radicale de sages conseillers et de barbes vénérables. En son nom, John Bright, son député, répétait à deux générations successives les adages d'autrefois : « Pas de violence. La force n'est pas un remède, *Force is no remedy*. » En son nom, avec une ardeur toujours impuissante, il protestait contre toutes les guerres, guerre de Crimée et guerre de Chine, guerre des Afghans et guerre des Zoulous, auxquelles, pourtant, les désirs et les appétits de l'Ouest n'avaient pas été étrangers...

Mais c'était Manchester et son école qui donnaient le mot d'ordre. C'était à Manchester, dans le *Free Trade Hall*, dans la *Salle du Libre-Échange*, que les chefs du peuple se réunissaient autour du prophète Cobden. Manchester semblait avoir reçu de cet émissaire divin la loi des temps nouveaux. Dogmatiquement, à tous les peuples de la terre, l'oracle de Manchester annonçait l'éternelle vérité : plus de barrières entre les peuples, si l'on veut ouvrir à tous le chemin du bonheur ; laissez dire, laissez passer, laissez faire ; la seule liberté doit être le guide ; elle seule peut concilier les contradictions apparentes et les intérêts rivaux. A l'intérieur du royaume, John Bull, de plus ou moins bonne grâce, dut accepter le nouvel évangile et concéder au peuple de l'Ouest toutes les libertés qu'il demandait : liberté religieuse, liberté d'admi-

nistration locale, liberté de réunion et d'association, liberté absolue de commerce et de transaction; en cinquante ans (1830-1880), la moyenâgeuse Angleterre, ligotée de contraintes féodales, devint le plus libre des États.

Au dehors, John Bull dut s'enrôler à la solde de Manchester. Il semblait qu'entre eux un pacte eût été conclu : « John, avait dit Manchester, puisque, gros et grand et brutal comme te voilà, tu sembles né pour la table et pour la guerre, nous allons nous partager les rôles. Je travaillerai pour nous deux et je t'entretiendrai. Toi, tu courras le monde, tu mangeras et tu te battras pour nous. Tâche seulement que tes frasques ne me coûtent pas trop cher et que tes exploits ne gênent ni mes convictions religieuses, — je fermerai les yeux, — ni mon honorabilité commerciale, — il m'arrivera de te désavouer. » Et, durant cinquante ans, le pacte se maintint pour le plus grand profit des deux contractants : John Bull se battit et mangea tant qu'on voulut; Manchester travailla et fila et empila les balles de coton et les sacs d'écus. Leurs efforts réunis aménagèrent le monde, comme ils avaient aménagé le royaume, pour les besoins du peuple de l'Ouest. Partout les douanes et les barrières commerciales furent abolies ou abaissées; la volonté ou l'influence de l'omniprésent John Bull renversa tous les obstacles. Quand leurs efforts communs semblèrent avoir terminé l'œuvre, quand il sembla que, pour tout jamais, on avait assuré à l'Angleterre noire la vie abondante dans la liberté et la prospérité dans le travail, Manchester se reposa, et Cobden, le plus grand des prophètes, s'endormit rassasié de jours...

C'est alors qu'apparut Joseph Chamberlain pour

rendre à Birmingham le premier rang et pour mener le peuple à la vraie terre promise. Car la Grande-Bretagne ne leur suffit plus : au delà des plaines et des mers de l'Angleterre verte, il leur a ouvert les lointains horizons de l'Empire. Il leur a montré les grappes merveilleuses que son ami, Ch. Dilke, avait rapportées jadis de cette *Greater Britain*, et, derrière lui, l'Angleterre noire s'est remise en route vers la conquête de cette Plus Grande-Bretagne Il va devant; il est le prophète, le vrai maître du jour, l'homme qui, depuis cinq ans, semble personnifier toutes leurs ambitions et tous leurs rêves, le plus aimé et le plus attaqué de leurs hommes d'État, le grand *Joe*, qu'amis ou ennemis, tous, ne désignent plus que par ce nom irrespectueux et tendre. John Bull a dû lui remettre la direction de son Empire en le nommant Ministre des Colonies, et *Joe* travaille depuis cinq ans, pour que dans cet Empire tout soit ordonné suivant les nouveaux besoins des radicaux de Birmingham.

II

J'ai été attaqué avec une incroyable amertume. On dit que je suis poussé par un dépit personnel et par une animosité intéressée. (*Applaudissements des Irlandais.*) Je ne me plains pas, quand nos honorables collègues de l'Irlande peignent ainsi les choses : c'est leur habitude de discussion... Mais à mes honorables amis, dont j'ai la malchance de ne point partager l'avis, je demande si vraiment il est nécessaire d'imputer à un homme public les motifs les plus bas, quand, à la surface, il y a des raisons parfaitement honorables qui expliquent suffisamment sa conduite... L'accusation d'inconsistance me pèse peu. Pour un homme d'Etat, l'absolue consistance n'est pas, je crois, une vertu nécessaire, et j'admettrais que souvent le devoir d'un homme d'Etat est de changer ses opinions quand les circonstances ont changé. Mais, en réalité, j'ai toujours tenu le langage que je tiens aujourd'hui...

Discours de J. Chamberlain, à la Chambre des Communes, 1er juin 1886.

Le chœur des députés libéraux. — Traître ! traître ! lâcheur !
Le chœur des députés irlandais. — Judas ! Judas !

La carrière de Joseph Chamberlain semble à première vue un peu déconcertante, faite de cahots et de rebroussements, et ses adversaires prétendent qu'il fut l'homme du monde le plus inconsistant. En un

petit volume, intitulé *Avant que Joseph vint en Égypte*, ils ont réuni, de ses discours anciens, les passages les plus contradictoires, semble-t-il, à son langage actuel. A première lecture, les contrastes sont un peu choquants en effet. Avant d'aller en Égypte, Joseph disait aux électeurs de Sheffield :

« Le *Times* m'appelle libéral avancé, et je serai toujours fier d'être un libéral avancé, si l'on entend par là que j'emploierai toutes les occasions et toutes mes forces pour avancer mon libéralisme, et non, comme tant d'autres le font aujourd'hui, tout mon libéralisme pour avancer mon influence[1]. »

Il disait à son peuple de Birmigham :

« La baisse de notre commerce deviendra, je le crains, pire de jour en jour. Mais lord Derby assure que la production de nos terres pourrait être doublée, si l'on y mettait un capital suffisant. Voilà donc, au milieu de nous, un commerce encore intact, qui nous donnerait un revenu annuel de 250 millions de livres et qui assurerait à nos classes laborieuses du travail et des salaires. Et pour gagner ce commerce, nous n'aurions ni à coloniser les déserts de l'Afrique, ni à exporter la civilisation dans nos caisses d'opium, ni à l'imposer à des peuplades ignorantes à la pointe de nos baionnettes, ni à nous concilier des rois nègres en favorisant la traite, mais simplement à libérer le sol de l'Angleterre des entraves du passé[2]. »

Il disait aux Communes :

« L'Angleterre, sans doute, a des millions de livres à dépenser pour flatter le bas patriotisme des cafés-concerts, *the vulgar patriotism of music halls*! Ce nouvel Impérialisme a déjà infecté bien des juge-

1. 1er juin 1874.
2. 27 juin 1876.

ments parmi nos fonctionnaires au dehors, et, à moins que, rapidement, sévèrement, durement, il ne soit réprimé, je ne puis mesurer ni l'étendue des responsabilités, ni le terme des dangers et peut-être des désastres qui pourront incomber à ce pays[1]. »

Et quand lord Randolph Churchill, apôtre de cet Impérialisme, essayait de débaucher à son parti les libéraux modérés, J. Chamberlain s'écriait :

« Non, je ne crois pas que parmi nous il se trouve des hommes pour s'enrôler dans cette bande hétérogène, qui s'intitule Parti Constitutionnel et où se coudoient Libre-Échangistes et Protectionnistes, Orangistes de l'Ulster et Catholiques romains, Tories démocrates et Réactionnaires fossiles, marchands de vins et gens d'Église, unis en société de garantie mutuelle pour se garder la paix, les privilèges ou le pouvoir[2]. »

Mais Joseph alla en Egypte et il en revint tout changé, dit-on. Aujourd'hui, après avoir pourchassé et renversé Gladstone, « qui se dressera devant la postérité, disait-il jadis, comme le plus grand homme de son temps, grand par l'éloquence, grand par l'habileté, grand par la persévérance dans le dessein, grand par le talent de construction, mais plus grand encore par le caractère et par ce ton élevé qui, de lui, a passé dans toute notre vie publique[3] », il est le collègue de lord Salisbury qu'il appela jadis « le plus immoral des politiciens[4] ». Il est l'allié des tories, qu'il n'appelait jamais que le « vieux stupide parti[5] ». Il

1. 14 août 1878 ; 27 mars 1879.
2. Warrington, 8 septembre 1885.
3. Birmingham, 4 juin 1883.
4. Ironbridge, 14 octobre 1885.
5. Denbigh, 20 octobre 1884.

est du côté des Lords contre lesquels il proclamait sa rancune de dissident et sa haine de démocrate : « J'ai avec eux un vieux compte à régler et je vous donne ma parole que je ne l'oublierai jamais.... Voici trop longtemps que nous sommes un peuple monté par les Lords, *a peer-ridden nation*[1] ». Il est « avec l'Église et avec la bière », avec la masse de ce clergé « toujours opposé à tout développement de la liberté, à toute réforme politique et sociale », et avec les marchands d'alcool « empoisonneurs du peuple[2] ». Dans les Universités, dont il raillait les préjugés et le bavardage séniles, il enseigne maintenant, recteur honoraire, le patriotisme et l'ambition impériale[3]...

A la réflexion, pourtant, il semble possible d'admettre que cet homme n'a jamais changé : « Je suis venu, il y a quinze ans, dit-il aux électeurs de Hanley, vous dénoncer la Chambre des Lords, et je reviens ce soir vous faire son éloge, et l'on en conclut que je suis l'homme du monde le plus inconséquent. Je réponds que les circonstances ont changé, mais non moi[4]. » Et il a raison : il n'a peut-être jamais changé. Tel il apparut aux Communes en 1876, tel on le voit encore aujourd'hui. Il a soixante-trois ans bien sonnés : après vingt-cinq ans de vie publique et deux ou trois ministères, tous s'entêtent à le considérer comme un jeune homme et presque un débutant, l'homme de demain, « l'homme qui vient », *the coming man*. Rien dans sa physionomie, ses gestes, sa parole et toute sa personne, n'a varié. Sa longue charpente reste tou-

1. Birmingham, 8 et 25 janvier 1880.
2. Glasgow, 15 septembre 1885.
3. Glasgow, 3 novembre 1897 : *Patriotism*, an address to the students on... his installation as Lord Rector.
4. 12 juillet 1895.

jours droite. Il garde la même allure un peu raide et saccadée, mais alerte. Sa face osseuse, au large front sans ride, aux longues mâchoires plates sans bajoues, conserve sous la chevelure encore noire un teint de vigoureux adolescent. La barbe entièrement rasée ne date pas la tête de ce toujours jeune premier.

Ses amis, en le regardant, reconnaissent Pitt, l'autre grand *commoner*. Il a plutôt. non du grand Fox de l'histoire, généreux et passionné, mais du *fox* (renard) de la vie ordinaire. La caricature le représente sous les traits d'un carnassier de second rang, jaguar, panthère ou renard. Il en a le profil allongé, avec l'œil rond et le nez en quête du vent. Il en a la bouche un peu méchante et le corps un peu étriqué dans sa longue et élégante sveltesse. Il en a la fertilité d'invention, l'endurance, le rapide entrain, — c'est essentiellement, disent ses adversaires, ce qu'on appelle un homme *smart* [1], — et l'ardeur silencieuse à la chasse ou, chassé lui-même par une meute trop nombreuse, le dédain des aboiements tant que la meute n'est pas sur son dos. Mais, pressé, il sait tout en filant donner le coup de mâchoire, et sa dent aiguë pénètre et traverse jusqu'au cœur : il saigne d'un coup les roquets et les poules, les faibles. Souvent on l'a traqué jusqu'en son trou de Birmingham. Toujours il en est sorti par quelque tour de sa façon. Ses dehors n'ont pas changé, et son fils, qui cherche à l'imiter en tout, — même face rasée, même port insolent, même monocle, même orchidée à la boutonnière, — semble l'aîné des deux.

Au dedans, il n'a pas varié davantage. Trente années de luttes ont pesé sur lui sans rien briser ni

1. *Quarterly Review*, 1883, p. 55.

rien détendre. Aussi tendu qu'au premier jour est son désir d'être le maître dans Birmingham et dans Rome, aussi entière sa conviction que, pour le bien du peuple et de l'humanité, ce poste lui est dû. Au seuil de la vieillesse, il apporte intacte sa confiance en soi et en son travail acharné. Il a conscience peut-être de ses manques et de ses faibles. Il sent combien son instruction première fut courte et limitée, quelle ignorance des choses anciennes ou lointaines se creuse derrière ses apparences d'homme informé, — il n'avait jamais soupçonné la puissance ni même l'étendue des Républiques sud-africaines, — et quelle vivante personnification il est de cette Angleterre des affaires, empirique, illettrée, dédaigneuse de tout savoir qui n'est pas le fruit de l'expérience personnelle. Il a donc conscience de ses faibles; mais, sans les avouer jamais, il va toujours à les redresser, ou du moins à les pallier et à les cacher sous l'imperturbable assurance, sous les dehors corrects et froids, sous l'orchidée et le monocle qui font ici le *gentleman*. Derrière ce monocle, il continue de regarder en face les situations et les hommes, et chaque fois il découvre le joint pour l'acier toujours souple, toujours tranchant de sa volonté. Ne s'en rapporter jamais qu'à son expérience personnelle et n'épargner aucun moyen de l'enrichir et de l'élargir [1]; n'avoir foi qu'en sa décision et ne reculer devant aucune responsabilité, engageât-elle le sort de l'Empire et du monde; à soixante-trois ans, conserver l'ambition enthousiaste

1. Voyages en Suède, pour étudier le système anti-alcoolique de Gothembourg, en Irlande, en Russie, en Égypte, aux États-Unis, au Canada *to see for myself the condition of the country... to consult local opinion... to devote my holiday to the consideration of these questions on the spot... to make an impartial inquiry.* (*Discours, passim.*)

et pratique, imaginative et calculatrice de la jeunesse, et la force de caractère, et la vigueur d'action, et l'âpreté au travail, bref rester « l'homme qui vient », beaucoup d'hommes d'État accepteraient à ce prix le renom d'inconsistance.

« Je n'ai jamais changé, dit-il; je reste un vrai, un vieux radical, le disciple de Cobden et de John Bright, l'homme de Manchester et de Birmingham[1]. » Et il a raison, en apparence tout au moins, « à la surface », comme il dit. Car amis et adversaires reconnaissent que Chamberlain, c'est Birmingham, et Birmingham, c'est Chamberlain[2]. Ils se sont faits l'un l'autre, et l'un par l'autre. Il n'est pas *brummagem*. Mais avant de naître, en sa qualité de dissident, il était de Birmingham, et, s'il naquit et vécut sa jeunesse à Londres (1836-1854), une bonne fée le conduisit à Birmingham avant que l'influence du dehors ait pu le façonner[3]. Quand il vint, à dix-huit ans, se joindre à l'industrie de son oncle Nettlefold, il n'avait pas respiré le mauvais air des hautes écoles et des universités. Il apportait aux saines doctrines une âme encore neuve et un esprit non encombré. Birmingham lui donna, dans le commerce des vis, un instrument de fortune qui, en vingt ans à peine (1854-1873), le fit indépendant et puissant. Mais lui, en retour, il donna à Birmingham le monopole de ce commerce, et ce monopole fut pendant longtemps l'un des grands facteurs de la prospérité commune...

1. Greenwich, 30 juillet 1889.

2. Lord R. Churchill citant Dixon, député de Birmingham : « in fact it seems as if the terms of J. Chamberlain and Birmingham were become synonymous. »

3. Discours de J. Chamberlain aux bijoutiers de Birmingham, janvier 1894 : « I first saw the light in London, but I am thankful for my fate which brought me very quick to Birmingham. »

Puis Birmingham le prit, encore inconnu, sans grande culture et sans valeur apparente, sans estampille officielle; elle le forma dans ses sociétés de discussion (*debating societies*), l'instruisit dans ses bibliothèques et ses clubs, l'initia à ses budgets et au maniement de ses affaires locales, dans son *School Board*, et elle le choisit pour son conseiller, puis pour son maire, et pendant trois ans elle l'habitua à se considérer comme le maître absolu, mais responsable (1873-1876). Lui, en retour, comme il le proclamait en 1891 aux applaudissements de son peuple, il prit dans la Birmingham de 1873 un énorme village de quatre cent mille âmes, poussé trop vite dans la misère et mal venu, un amas de briques et de bois, un dédale insalubre, sans éclairage et sans eau, un fouillis d'usines et de maisonnettes, sans édifices, sans parcs et sans air. En trois ans, il fit une grande ville, percée d'avenues, tirée de ses ornières, délivrée de ses épidémies et de ses compagnies à monopole, s'éclairant par ses usines municipales, s'abreuvant et se lavant à ses fontaines et à ses piscines municipales, pourvue de tout le confort populaire, — bains publics presque gratuits, écoles, jardins, monuments, collections, bibliothèques et musées ouverts à tous. — Bref, il fit de toutes pièces la vraie capitale du radicalisme, aménagée « pour l'instruction, la santé, la récréation, le bien-être et le plaisir du peuple ouvrier ». Et cette œuvre n'engagea pas l'avenir financier. Même en argent, la spéculation fut fructueuse pour sa ville... Birmingham avait fait sa fortune : il assura pour jamais la fortune de Birmingham.

Puis son peuple le choisit comme député et l'imposa au Parlement (1876). Ce fut presque un scandale

dans ce monde parlementaire anglais qui ne se recrutait pas, comme le nôtre, parmi les maires de province et les grands hommes de clocher. Les hommes nouveaux, les parvenus, n'y avaient pas accès. Il fallait encore des parchemins historiques ou universitaires. Whigs et tories méprisaient d'avance cet intrus démagogue, ce « républicain athée et partageux », qu'ils imaginaient en bonnet rouge, en carmagnole et en sabots [1]. Mais Birmingham avait fait de lui un gentleman correct, élégant, le républicain *fashionable* qui savait à l'occasion baiser la main de la princesse de Galles; Birmingham lui avait enseigné l'usage de l'orchidée et du monocle. Et lui, dès son premier discours, il imposa à tous ces parlementaires le choix de son peuple, tant sa claire et sobre parole rendait acceptables et même sympathiques les revendications du vieux radicalisme *brummagem*.

Devant le peuple de l'Angleterre noire, sans doute, il avait bien pu et il peut bien encore prendre le ton et l'allure ordinaires aux radicaux. Car ce sont les radicaux qui, dans la vie publique anglaise, ont implanté les grandes démonstrations populaires, les meetings, processions et pétitions *monstres*, et, parfois aussi, les déclarations un peu monstrueuses. Ils sont obligés d'en user ainsi. Ils ont à donner confiance à leur peuple en lui faisant *réaliser* la grosseur de leur parti et de leurs revendications. Ils ont aussi à intimider l'adversaire et à crier très haut et à exiger beaucoup, pour être à la longue médiocrement exaucés : « C'est toujours la vieille histoire, disait-il lui-même : le conservatisme reste sourd et muet, tant qu'on ne l'a pas complètement effrayé [2]. »

1. Voir les caricatures dans la *Review of Reviews*, 15 août 1895.
2. Birmingham, 26 novembre 1883.

Donc, il a, lui aussi, employé les vieux moyens du radicalisme. Il a menacé les Lords « qui n'ouvrent ni ne filent, et qui vivent du travail d'autrui », l'Église « qui mange le bien du pauvre », et même un peu toute la vieille machine gouvernementale. Il a comparé le royaume à la ruche : au sommet, la Reine, que tous honorent et respectent ; au-dessous, les Frelons parasites ; au-dessous, les Abeilles travailleuses et patientes qui, durant la belle saison, nourrissent les parasites, mais, quand vient l'hiver, font place nette[1]. Il a proclamé son respect des seuls droits naturels. Il a affiché des théories égalitaires à la française. En 1870, il a même présidé des banquets pour saluer la troisième aurore de la république et pour jurer que le siècle ne finirait pas sans l'établissement d'une pareille république à Wesminster. Il a promis au paysan la vache et les quatre arpents (la poule au pot ne suffit plus), aux ouvriers les quatre L ou les quatre F (libération de l'école, du travail, de la terre et de l'église, *Free School*, *Free Labour*, *Free Land*, *Free Church*), à tous le suffrage universel, et des pensions pour la vieillesse, et le bonheur sans trouble dans un pays de miel et de lait. Il a promis bien d'autres choses encore, l'impôt progressif, la séparation de l'Église et de l'État, le morcellement de la grande propriété, le renouvellement triennal du parlement, l'abolition des lois de chasse, l'instruction laïque et gratuite, la paix éternelle et l'abstention de toute conquête pacifique ou guerrière[2]...

Mais, dans les deux Angleterres, cette tactique n'a,

1. Hanley, 7 octobre 1881.
2. Programme de 1885.

jamais trompé personne, ni le peuple qui l'applaudissait, ni « le vieux stupide parti » qui pourtant criait au scandale. Seule la naïveté française a pu se laisser prendre à ces parades et, quand il proclamait son respect ou sa sympathie des choses et des personnalités françaises, croire que celui-là, du moins, ne serait jamais un autre Crispi. Car, nous autres Français, nous pensons toujours que radicalisme et radicaux en tout pays sont des nôtres : nous oublions que le radicalisme anglais fut créé au temps de notre bon roi Louis XV et que les radicaux anglais ne nous doivent presque rien, sauf, peut être, le moyen commode d'exciter par notre exemple les revendications de leur peuple ou d'épouvanter par notre exemple les résistances de leurs aristocrates. Ne nous y trompons pas. J. Chamberlain, même quand il semblait parler notre langue, n'a jamais été des nôtres. Son radicalisme est entièrement anglais ou du moins anglo-saxon ; s'il a emprunté quelque chose à l'étranger, c'est aux seuls Anglo-Saxons d'outre-mer. Dès le début (27 juin 1876), il disait à son peuple :

Eh bien, messieurs, je suppose que mon programme est radical, et qu'il a peu de chances d'aboutir à la chambre actuelle, ni même dans une chambre quelconque, tant qu'il n'aura pas été réclamé avec une vigoureuse insistance par le peuple de ce pays. Mais, tout radical, ce programme n'est aucunement révolutionnaire. Assurer une meilleure représentation du peuple, répandre la tempérance, amener le règne de l'instruction, écarter les obstacles au progrès politique et à l'union sociale, procurer la nourriture et le confort à des millions de nos concitoyens, voilà, je pense, des buts constitutionnels, que nous poursuivrons par des moyens constitutionnels... Il n'y a rien dans ce programme qui ne soit réalisé déjà dans nos domiciles d'outre-mer, nos domiciles d'Anglo-Saxons en Amérique

ou en Australie. Vous savez que là-bas nous avons des terres où habite la liberté, où le bonheur, la prospérité matérielle, le confort et la culture intellectuelle sont plus également répandus qu'en aucun autre coin du monde. On nous dit, messieurs, que l'Angleterre est le paradis du riche : ne tolérons pas qu'elle devienne le purgatoire du pauvre.

Ses adversaires, pourtant, ont grand tort de prétendre qu'il a voulu systématiquement « américaniser » la théorie et la pratique du gouvernement. Dès le début, il a protesté : « Plus on étudie les systèmes étrangers et plus ils apparaissent de mauvais guides pour nous-mêmes. Les différences de race et d'histoire, les influences du présent et du passé empêchent toute organisation politique de fonctionner semblablement en deux pays dissemblables, même aussi peu dissemblables que les États-Unis et l'Angleterre[1]. » En réalité, il n'a jamais eu qu'un maître, Birmingham, et ce maître ne lui a enseigné qu'une chose : les théories et le langage de l'ancienne Union Politique.

C'est toujours la même répudiation des tendances révolutionnaires et la confiance, comme il dit, « en la capacité d'un sage gouvernement, fondé sur la représentation de tout le peuple, pour ajouter quelque chose à la somme du bonheur humain ». Sans rêver la suppression violente de l'état actuel, il projette « la construction d'une société coopérative en vue d'une vie plus noble, plus large, plus heureuse, meilleure pour tous les citoyens et surtout pour les plus pauvres[2] ». C'est le radical *constructeur*. « Car il y a deux sortes au moins de radicalisme. Le radicalisme

1. *Fortnightly Review*, XXIV, p. 723.
2. Ipswich, 14 janvier 1885.

onstructif cherche par une législation pratique à lever la condition, à améliorer l'état moral et intellectuel des classes laborieuses. L'autre, le radicalisme hurleur, est trop occupé d'idéals impossibles pour songer à une législation raisonnable et pratique [1]. » Entre les deux radicalismes, le choix de J. Chamberlain n'a jamais hésité : il est un homme pratique, *I am a practical man*, et il cherche à améliorer, non à renverser l'État, *to improve not to upset the government* [2]. Aussi garde-t-il le respect de la vieille constitution, prise dans son ensemble : « Le peuple repousserait dédaigneusement toute tentative pour briser notre vieille constitution [3] » ; il y a, seulement, le petit détail des Communes qu'il veut améliorer sans cesse : « Nous sommes gouvernés par la couronne, les lords et les Communes. Je ne veux rien dire de la prérogative royale, sinon que tout effort pour l'étendre amènerait un contre-effort pour la limiter. Je ne veux rien dire des lords ; certains prétendent que le moment serait venu de reviser la situation et le rôle de cette chambre. Moi, je me hasarde à dire que la question urgente, la question initiale pour tout vrai réformateur, est toujours la réforme des Communes [4]. »

Il a voulu constamment réformer les Communes et les mettre sous le contrôle plus immédiat du peuple par l'extension du suffrage à tous les membres de la communauté. La loi sera parfaite et pourra travailler efficacement au bonheur de tous, quand les Communes ne seront plus que le procureur des droits

1. Birmingham, 2 juillet 1886.
2. Leeds, 22 janvier 1879 ; Birmingham, 7 juillet 1881.
3. Liverpool, 25 octobre 1881.
4. Dundee, 14 février 1889.

populaires, que nul ne songe plus à nier, en face des privilèges que nul ne songe à supprimer en bloc. Car la loi n'est pas l'exposé rationnel et éternel des droits et des devoirs de chacun. Elle n'est que la conciliation, expérimentale et temporaire, des privilèges aristocratiques et des revendications populaires, des droits naturels et des droits légaux[1]. Elle doit limiter ces deux forces opposées et pourtant indissolubles, empêcher surtout que l'une soit jamais écrasée sous la brutale expansion de l'autre : la loi est avant tout « la garantie du faible contre le fort, la sauvegarde des minorités contre la majorité[2] ». L'homme d'État radical, serviteur du peuple, doit sans doute travailler à la poussée constante du programme populaire, à la reconnaissance journalière de quelque revendication nouvelle, à la suppression journalière, au *desétablissement*, de quelque vieux privilège ; il doit ne pas craindre d'agiter le pays, tant que la prospérité et le bonheur du peuple ne seront pas assurés. Mais, serviteur aussi de la loi, ennemi-né de la force quelle qu'en soit l'origine, — *Force is no remedy*, — le radical doit, comme la loi elle-même, passer toujours du côté de l'opprimé contre l'oppresseur ; il doit défendre le privilège encore établi contre la violence de l'anarchie révolutionnaire, aussi bien que le droit déjà reconnu contre le retour ou la compression du despotisme conservateur...

1. Liverpool, 25 octobre 1881 : *It is now the law. It is to-day in actual operation. It may not be perfect. I am not here to say that experience may not show that it also in turn may be capable of and require amendment. But I say we have a right to demand that that experience should be given to us.*

2. Birmingham, 29 janvier 1887 : *What is the law? The law is the security of the weak against the strong..., the safeguard of the few against the many.*

Voilà, d'après J. Chamberlain, quelle est la vraie doctrine radicale. C'est pour avoir constamment appliqué ces principes, en apparence du moins, qu'il fut traité de Judas par les Irlandais. Tant que les conquérants de l'Irlande, les *landlords* privilégiés, cherchèrent à étouffer les cris du peuple sous la coercition de leurs amis les Tories, il fut du côté des Irlandais, car il hait la coercition : — *I hate the coercion*, fut toujours son adage. Il chercha, d'accord avec les Irlandais, les moyens légaux pour réformer constitutionnellement cet état de choses : il devint le confident et le conseiller intime de Parnell. Mais quand, — c'est ainsi du moins qu'il expliqua la chose à ses électeurs, — quand, impatients des lenteurs légales et des nécessités constitutionnelles, Parnell et les Irlandais recoururent aux moyens révolutionnaires du Plan de campagne, puis quand ils réclamèrent le droit de briser l'union constitutionnelle, traditionnelle, indissoluble des trois royaumes, il resta du côté de la loi et de la constitution : faisant, comme toujours, passer son devoir de radical, disait-il, avant ses préférences ou ses obligations d'ami, il devint le plus grand adversaire de Parnell et de l'indépendance irlandaise.

De même, à l'égard des partis anglais, c'est pour avoir constamment tenu la conduite apparente d'un vrai radical qu'il est aujourd'hui traité et qu'il sera toujours traité de lâcheur et de traître. Car il faut s'entendre : whig et tory, les deux partis de la vieille Angleterre peuvent avoir leurs règles, leurs traditions, leurs formules, et leur foi en la parole d'un maître, d'un *leader*. Les citoyens de la vieille Angleterre peuvent se dévouer, corps et âme, depuis leur naissance jusqu'à leur mort, au service de l'un ou

l'autre de ces frères rivaux. Mais la nouvelle Angleterre, prétend J. Chamberlain, n'a pas à s'occuper de ces querelles : ce sont affaires du voisin. Elle ne doit avoir en vue que son propre intérêt et son propre triomphe. Elle ne peut les assurer à elle seule, n'étant pas de force à lutter contre les deux mainteneurs de la vieille Angleterre à la fois. Mais il se trouve que, de ces deux frères ennemis, l'un ou l'autre est toujours disposé à lui tendre la main : entre eux, elle peut être l'arbitre, qui fait pencher la balance et qui empoche le prix de la pesée. Au gré donc de ses intérêts présents, le parti radical fera alliance tantôt avec les whigs et tantôt avec les tories, et il restera fidèle à cette alliance temporaire, tant qu'il en percevra le profit. Mais il changera d'ami, le jour même où, de l'autre côté, le bénéfice lui semblera plus grand ou plus sûr. C'est par ce jeu de bascule qu'il a toujours avancé sa cause. Ce sont les whigs qui lui ont fait les grandes réformes électorales (1832-1867-1884). Mais ce sont les tories qui lui ont donné le Libre-Échange et les grandes réformes administratives.

A la mesure de ces principes, la voltige politique de J. Chamberlain devient une courbe parfaitement calculable. Quand il arriva au Parlement en 1876, les radicaux étaient unis aux whigs pour former le parti libéral. Il entra dans ce parti, mais, dès l'abord, il prévint de ses intentions : « Je ne suis pas un whig, ni certainement un tory, mais un radical... et je crois qu'un parti est l'union *plus ou moins temporaire* de gens ayant un but commun, important, à atteindre[1]. »

1. *Fortnightly Review*, XXIV, p. 726. Warrington, 8 septembre 1885.

il ne considérait cette union que « comme un moyen, une occasion — *an opportunity* — d'avancer la législation radicale[1] ». Il accepta donc l'autorité du *leader*, mais à la condition que ce *leader* fût de son choix, et il fit rétablir Gladstone, que les whigs avaient écarté comme trop enclin au radicalisme. Il accepta de même l'organisation du parti, mais à condition qu'elle fût retaillée sur le patron radical. Jusqu'alors le *leader* et ses intimes, têtes pensantes, décidaient de tout; J. Chamberlain n'a jamais pu avoir confiance dans l'intelligence d'autrui, « quelque colossale qu'elle pût être[2] ». Il mit donc le *leader* sous le contrôle du peuple, en syndiquant tous les comités liberaux du royaume en convoquant, à Birmingham, une sorte d'assemblée du peuple libéral; devant ce *caucus* (dénomination empruntée par ses adversaires à la langue de la démagogie américaine), le chef libéral dut venir exposer ses projets et ses actes : le parti libéral passait ainsi sous le contrôle des Deux Mille de Birmingham, c'est-à-dire sous le contrôle de J. Chamberlain lui-même[3]... A ces conditions il accepta le mot d'ordre et les formules du parti. Il s'en alla prêcher le programme autorisé. Mais, sur les mêmes plates-formes libérales, il donnait aussi, sans l'autorisation du *leader*, son propre mot d'ordre et son programme *brummagem*. Il ne s'inféoda jamais au

1. Birmingham, 2 juillet 1886.
2. Aux Communes, 9 avril 1886.
3. *Quarterly Review*, 1883, p. 276 : *His « caucus » system is intended to overawe members of Parliament and directly interferes with the independence of constituencies and supplants parliamentary government by establishing innumerable centres of political action, whose course and policy are always to be decided by the wirepuller at the chief centre, — that is by Mr Chamberlain at Birmingham.*

parti libéral; mais, pour un temps (1876-1886), il annexa ce parti à son radicalisme et à sa personne. Aussi travaillait-il de tout son cœur pour la cause commune, parce qu'en réalité il travaillait pour son peuple et pour lui-même : chaque fois que le parti libéral dut paraître devant les électeurs, ce fut lui qui décida de la victoire.

Revenus deux fois aux affaires (1880 et 1885), un peu grâce à lui, les Libéraux reconnurent ses services : pour se l'attacher, suivant l'habitude des vieux partis, ils lui taillèrent dans le butin sa large part. On lui offrit même la haute situation et les gros émoluments de Premier Lord de l'Amirauté[1]. « Mais je ne crus pas, dit-il à son peuple, que la place d'un radical fût à la tête d'un des grands organes de dépenses et de guerre. Je pris des emplois plus humbles, les emplois les plus bas dans l'estime de nos grands politiques : le Ministère du Commerce et le Secrétariat de l'Intérieur; là, du moins, je pouvais vous servir et avancer notre politique commune[2]. » Ministre donc, il travailla pour son peuple de commerçants, par ses grands comités et ses grandes enquêtes sur la Baisse du Commerce, et par sa loi des Faillites; pour son peuple de matelots, par sa guerre contre les armateurs cupides qui, voulant toucher l'assurance, envoient en mer de vieux bateaux condamnés d'avance avec leurs équipages; pour tout son peuple d'ouvriers, par ses tentatives contre le marchand d'alcool et de misère, et par la nouvelle réforme électorale de 1884. Il fut le radical constructif et l'homme pratique : tourné vers les réformes de législation courante, il

1. Ministre de la Marine, 112 500 francs par an.
2. Birmingham, 19 juin 1886.

inclina tout le cabinet à ce radicalisme. Il admettait qu'entre whigs et radicaux l'alliance demandait de mutuelles concessions; parfois, il se plaignait que les radicaux, « le sel du parti », l'équipe la plus active, dussent faire les plus grands sacrifices[1]. En réalité, il s'arrangea toujours pour que ses concessions à lui fussent négatives, concessions de temps et de formes, et que celles des whigs fussent toutes positives, concessions d'actes et d'idées. C'est ainsi que la réforme électorale de 1884 conduisit presque au suffrage universel. Les radicaux obtinrent pour leur peuple de nombreux sièges. Dès lors, « pionniers du parti libéral », ils montrèrent la route, et les whigs durent suivre, avec la permission seulement, étant vieux et sans ardeur, de traîner la jambe et de grommeler un peu. Quand le *Times* annonçait la reprise des whigs et leur triomphe sur les radicaux à l'intérieur du Cabinet : « Vous savez bien, disait J. Chamberlain aux électeurs de Liverpool, que, si le *Times* avait raison, ce n'est pas un ministre qui vous parlerait ce soir[2]. »

Pourtant, un jour, le *leader* Gladstone et, derrière lui, le gros du parti libéral prirent un chemin qui peut-être était conforme à leurs principes et à leur passé, mais qui, aux yeux de J. Chamberlain, avait le tort de ne pas mener tout droit au bonheur de son peuple : ils s'entêtèrent dans cette question irlandaise qui, en somme, n'intéressait pas Birmingham. Ne leur marchandant d'abord ni son appui, ni sa fertile coopération, J. Chamberlain se donna tout entier à la solution de ce problème irlandais. Réserve faite,

1. Greenwich, 1er juillet 1883.
2. 25 octobre 1881.

bien entendu, des intérêts et des principes dont les radicaux ont la garde, il fit un plan, deux plans, négocia avec les Irlandais, avec les Orangistes, avec tous les partis. Il construisit sur le papier toute une Irlande nouvelle... Mais le *leader* Gladstone donna la préférence à d'autres, sans tenir compte, au gré de J. Chamberlain, des nécessités radicales, c'est-à-dire des intérêts de l'Angleterre noire et des préjugés ou des théories de J. Chamberlain lui-même. Le *Home Rule*, établissant une Irlande indépendante, donc privilégiée, brisait le droit commun aux Trois Royaumes. Le rachat des terres irlandaises par l'État prenait l'argent du peuple anglais pour doter le paysan de l'île sœur. Le résultat final était une rupture de la vieille Constitution et un danger permanent pour l'Angleterre noire, car l'Irlande indépendante et hostile pourrait en face de Liverpool devenir un foyer de guerre civile et un point de débarquement étranger... J. Chamberlain protesta comme il le devait, mais vainement. Gladstone ne l'écoutant plus, il dut, en fin de compte, sacrifier à son devoir de radical sa vénération filiale pour le plus grand des *leaders*, et il sortit du cabinet et de l'alliance libérale, le cœur navré, mais avec la conscience du devoir accompli (1886).

Quelque temps, il espéra que les libéraux reviendraient à la sagesse et à l'obéissance. Il s'offrit aux tentatives de réconciliation. Mais les libéraux tardèrent un peu, puis pelotèrent et lui laissèrent le temps de combiner de nouvelles alliances. Il s'était tourné vers les tories, et il avait vu qu'en réalité ce ne sont plus les noirs réactionnaires que le vain peuple pense. Lord Beaconsfield, déjà, leur avait donné la formule nouvelle : « Quel est le devoir de l'homme d'État?

C'est d'effectuer par des moyens pacifiques et constitutionnels tout ce que ferait une révolution par des moyens violents[1]. » Depuis lord Beaconsfield, une autre influence avait continué son œuvre : « J'ai souvent pensé, dit un jour J. Chamberlain à son peuple, que bien des libéraux se sont étrangement mépris sur le caractère et la valeur de lord Randolph Churchill. J'ai souvent différé de lui. Souvent même nous avons été en conflit personnel. Mais j'ai toujours rendu justice à son courage, à son extraordinaire habileté, à sa rapide appréciation du sentiment public. Élevé dans les traditions du vieux torysme, il s'en est dégagé et s'est montré capable d'apprécier les forces nouvelles qui ont grandi dans le gouvernement, incapable de poursuivre une politique réactionnaire. A des électeurs tories, il fait des déclarations libérales[2]. »

Lord Randolph Churchill méritait cet éloge. Dans le parti tory, il avait toujours tenu la même conduite que J. Chamberlain dans le parti libéral, — n'acceptant de cœur que les mots d'ordre donnés par lui-même et ramenant tout à son autorité. Dégagé du « torysme noir », son torysme démocratique ne différait guère du radicalisme brummagem. C'était, au fond, la même théorie utilitaire et la même pratique démagogique. Ne comptant plus sur la force du gouvernement et sur l'ignorance des masses pour maintenir les privilèges de la royauté et des classes seigneuriales, il voulait les appuyer sur l'amour du peuple, les lier aux intérêts et aux préjugés populaires. Par tous les moyens, grands et petits, il vou-

1. Birmingham, 7 juin 1881.
2. Birmingham, 23 décembre 1886

lait que le peuple se sentît heureux ou fier d'entretenir de si bons maîtres. Maîtres, les lords devaient cacher ce titre et se montrer seulement comme les pasteurs du troupeau, comme les pères de la grande famille. A l'école de lord Randolph, leurs femmes apprirent à saluer l'électeur, à l'embrasser même, à le combler de sourires et de bière, pour le conduire à l'urne conservatrice, et les amis de lord Randolph, en le regardant, reconnurent eux aussi un nouveau Pitt, « un ministre imposé non par le Roi à son peuple, mais par le Peuple à son roi ».

Au moment même où J. Chamberlain rompait définitivement avec les whigs, lord Randolph sortait du cabinet tory (décembre 1886), puis de la politique et du monde. Ce départ laissait une belle place à prendre, et utile au peuple, si les tories voulaient poursuivre dans la nouvelle voie. *Joe*, avec un peu d'étude et de patience, se sentait les moyens et l'esprit du rôle. Les théories libérales, qui l'avaient uni aux whigs, n'étaient point essentielles à son radicalisme. « Il y a quinze ans, disait-il, j'ai été jeté dans la politique par mon intérêt pour les questions sociales et par mon désir d'augmenter le bien-être du plus grand nombre. Je me tournai vers le parti libéral comme vers le grand instrument de progrès et de réforme[1]. » Ce n'était donc pas l'amour de la liberté qui pouvait être son seul mobile; d'autant qu'en cette même année 1886, la grande Commission parlementaire « sur la Baisse du Commerce » avait rencontré un parti protectionniste naissant. Les capitales des *Midlands*, Birmingham et Sheffield, ruinées ou entamées par la concurrence allemande, rapportaient au

1. Birmingham, 21 avail 1886.

protectionnisme allemand tout le succès de leurs rivaux. Elles réclamaient des mesures de défense et la construction d'un *Zollverein* « panbritannique », qui grouperait en Union douanière tous les Etats et pays anglo-saxons. Contre le *Free Trade*, le libre-échange, de Manchester, qui avait été l'évangile du vieux radicalisme, les *Midlands* élevaient la doctrine nouvelle du *Fair Trade*, du « bon commerce », des droits non protecteurs, disaient ils, mais compensateurs [1].

J. Chamberlain était donc tout prêt à condamner la doctrine du *laisser faire*; ne pensant comme toujours qu'au bien-être et aux besoins de ses chers Midlands, il voyait qu'on peut atteindre ce bien-être par d'autres routes que la liberté [2]. Depuis sa mairie de Birmingham, il avait la pratique et l'estime du socialisme communal et il ne cachait pas son faible pour le socialisme d'État : il en avait même exposé « les aspects favorables » aux lecteurs de la *North American Review*. Le patriarcalisme des nouveaux tories n'était donc pas pour l'effrayer. Bien souvent il avait dit à son peuple : « Voyez un peu ces tories qui me reprochaient jadis mon radicalisme. Aujourd'hui (1884-1885), ils me volent toutes mes idées. Car les tories sont au ministère, mais on pourrait croire que les radicaux sont au pouvoir. Je ne puis plus avoir une

1. La meilleure définition du *Fair Trade* a été donnée, dès 1885, a la grande Commission parlementaire sur la *Depression of Trade*, par le président de la Chambre de Commerce de Birmingham : *to que free entrance of colonial produce into this country, and to obtain free or, at least, preferential entry to the colonies for our goods, in return for their protection or support by England* (*Blue Book*, C. — 4715, p. 35). Nous y reviendrons plus loin.

2. Glasgow, 13 février 1889.

idée sans qu'ils me la volent, et, l'autre soir, à la Chambre des Communes, quelqu'un me disait : « Mon cher ami, prenez garde à ce que vous dites. Si vous disiez du mal des Dix commandements, je crois que Balfour et son monde proposeraient aussitôt un bill pour les abolir. Ces gens font de la besogne radicale sous la livrée tory[1]. »

Il pouvait donc avoir sa place et continuer sa besogne radicale dans une alliance avec les tories nouveau jeu. Et c'était un devoir pour lui de prendre cette place. Même au prix de quelques apparentes concessions, même au prix de calomnies et d'insultes, il devait à son parti et à son peuple de pousser jusqu'au bout la pression de l'Angleterre noire sur ce qui restait encore de la vieille Angleterre. Or, depuis la réforme de 1884, le contrôle du peuple était pratiquement installé sur toute la vie anglaise, sociale, politique, commerciale et même intellectuelle. Il ne restait plus que deux ou trois forteresses aux mains des conquérants, et, du dehors, ces forteresses semblaient imprenables. C'était d'abord l'Église d'État : les moyens actuels semblent encore insuffisants pour essayer contre elle une attaque ouverte. Mais c'étaient aussi les salons et le Foreign-Office. John Bull se réservait encore la conversation des ambassadeurs et le sourire des duchesses. Le peuple noir lui-même estimait encore que John, seul, a la carrure, la prestance, le teint, le mollet et la poigne nécessaires pour bien porter la cocarde et les chamarres et pour tenir les rênes sur le lourd carrosse de Sa Majesté Britannique...

Les envieux aujourd'hui reprochent à *Joe* d'avoir

1. Hackney, 24 juillet 1885.

conquis les sourires des duchesses et d'avoir grimpé, alerte et svelte valet de pied, sur le siège à crépines, auprès de ce gros John Bull. En réalité, il n'a forcé la porte des salons et des grands clubs aristocratiques que pour y installer tout son peuple. Aujourd'hui les bijoutiers de Birmingham et leurs dames et leurs demoiselles discutent, jouent au tennis ou prennent le thé avec la plus haute noblesse. Et c'est pour appuyer, à petits coups, comme sans y toucher, sur les rênes de John, c'est pour détourner peu à peu le vieux carrosse vers les voies radicales de l'Impérialisme et de la Protection que *Joe* est monté là-haut... Et voici que le peuple des deux Angleterres déclare maintenant que ces gens de l'Ouest pourraient, en dépit de leur maigreur, devenir de très habiles cochers. Et ces résultats admirables ont été acquis en dix ou douze années (1887-1899), sans aucun sacrifice ni de la part du peuple, ni de la part de J. Chamberlain

Car, en apparence toujours, il n'a rien sacrifié, rien répudié, ni son nom, ni ses théories, ni « sa surface » de radical. D'abord il n'a consenti à l'alliance que si les tories, au contraire, changeaient de nom et d'état. Les whigs unis aux radicaux étaient devenus les libéraux, puisque la liberté était le but commun de leur nouveau parti. Les tories unis aux radicaux ont dû prendre le nom d'*Unionistes*, puisque l'intégrité de l'Etat, « l'union » des trois royaumes, est le premier but à défendre contre les Home Rulers séparatistes, — cette union « sans laquelle il n'y aura ni commerce pour le patron, ni salaires pour l'employé[1] ».

Puis les tories ont dû renoncer à leurs traditions

1. Programme unioniste de 1895.

obscurantistes : lord Salisbury, « qui pense, disait *Joe* en 1877, que l'ignorance doit être encouragée[1] », a fait voter une loi d'instruction populaire, la plus démocratique que l'on ait proposée. Ils ont dû renoncer à leur monopole de grands terriens et préparer, par une loi d'allotements, la venue des petits propriétaires. Ils ont dû renoncer à la transmission intacte des grands héritages et établir une taxe de transmission qui entame et rongera les grosses fortunes. Enfin ils ont dû se plier au contrôle du peuple et tourner toute leur politique, — c'est-à-dire toute leur diplomatie, puisque les affaires extérieures sont toujours leur souci principal, — vers les intérêts du peuple, vers la poursuite du bonheur populaire, vers l'établissement de cet Empire qui doit restaurer la fortune des *Midlands*.

Pour établir ce contrôle du peuple, l'ancienne machine radicale, le *caucus*, ne pouvait convenir. Conforme à la nature du parti libéral et aux habitudes des whigs, ce procédé de délibérations publiques et de libres discussions ne cadrait ni avec les nécessités du parti unioniste, ni avec les habitudes des tories. Qui dit *union* dit avant tout discipline, donc centre d'autorité et minimum de discussion, et d'autre part les tories ont toujours préféré aux meetings populaires les conférences de salons ou de cabinet. J. Chamberlain ne pouvait pas amener son peuple tout entier dans le cabinet et dans les salons unionistes. Mais il y entra pour tenir la place et le rôle du peuple, et il y fit entrer les amis du peuple, c'est-à-dire ses amis personnels. Une fois entré, il exigea pour le peuple, c'est-à-dire pour lui-même, la plus forte part.

1. *Fortnightly Review*, 1877, p. 75.

En juillet 1895, la nouvelle administration se constitua : ministères des Colonies (125 000 francs) et de la Marine (112 500 francs), présidence du Conseil privé (50 000 francs), chancellerie de Lancastre (50 000 francs), sous-secrétariat de l'intérieur (37 500 francs), secrétariat des finances à la guerre (37 500 francs), sous-secrétariat des colonies (37 500 francs), *sollicitor general* (150 000 francs), les amis du peuple et de *Joe* étaient bien pourvus, et son fils, J. Austen Chamberlain, devenait à trente ans Lord civil de l'Amirauté (25 000 francs). Le vieux torysme cria au scandale et l'un des grognards de Derby et de Disraeli prit la parole :

Si l'on eût consulté les vieilles gens, qui se tenaient devant Salomon, ils auraient donné leur avis comme firent jadis les vieilles gens à Rohoboam. Mais on est allé trouver les jeunes gens de Birmingham et, sans daigner même expliquer clairement leurs projets, ils ont dit : « Mon petit doigt en sait plus long que tous vos pères... » Il y avait pourtant un programme et des traditions, avant que l'on allât se fournir de législation constructive à Birmingham. Quand Joseph fut appelé au gouvernement... de l'Egypte, il apporta aussi une politique de constructions et son premier soin fut de faire venir tous ses frères, de les implanter dans les meilleures terres du pays, dans le canton de Goschen. Et le second soin de Joseph fut de dépouiller les Égyptiens de toute leur monnaie, de tous leurs troupeaux, de leurs terres et finalement de leur liberté, pour en faire les esclaves, les alliés de Pharaon, c'est-à-dire de Joseph[1]... »

J. Chamberlain, comme toujours, semble donc avoir asservi à son radicalisme ses prétendus alliés.

1. M. Th. Gibson Bowles, à la Chambre des Communes, 13 avril 1896. M. Goschen, libéral-unioniste, est ministre de la Marine.

Le parti libéral avait été pour son peuple et pour lui « le grand instrument de paix et de progrès » ; cette formule, qui revenait autrefois dans tous ses discours, n'avait pas été vaine, car, de la mairie de Birmingham, elle l'avait fait progresser lui-même jusqu'au ministère. Le parti unioniste sera pour lui et pour son peuple le grand instrument de profit et de prospérité. *Paix*, *Loi*, *Ordre*, disait l'ancienne Union Politique sur l'un de ses cachets; *Liberté*, *Unité*, *Prospérité*, disait-elle sur l'autre. J. Chamberlain ne fait que remplir les deux parts du vieux programme *brummagem*. C'est pour l'unité et la prospérité qu'il travaille aujourd'hui, dans un Cabinet unioniste, au Ministère des Colonies, comme autrefois c'était pour la liberté et pour la paix qu'il travaillait dans un Cabinet libéral, aux Ministères du Commerce ou de l'Intérieur. Après un demi-siècle de réformes, la paix sociale et la liberté politique lui semblent assurées, pour quelque temps du moins. Mais l'Union est menacée au dedans entre les trois royaumes, et l'Unité n'est pas établie au dehors entre les morceaux de l'Empire. De même la Prospérité semble menacée au dehors et au dedans : après cinquante années d'une fortune inouïe, voici que le commerce et l'industrie de l'Angleterre noire semblent en péril. De terribles concurrents se dressent partout, Allemands, Japonais et Américains. La chute des vieux empires et le protectionnisme des vieux pays lui ferment, un à un, ses meilleurs débouchés. Suivant son habitude, elle s'est donc tournée vers ses chefs radicaux ; elle leur a demandé de faire leur métier de législateurs, c'est-à-dire « de chercher les causes de ce mal et, si possible, de les supprimer par une législation adéquate, afin d'as-

surer le plus grand bonheur du plus grand nombre[1] ». J. Chamberlain s'est mis à l'œuvre : comme toujours, il a trouvé le remède dans une alliance, l'alliance de tous les pays anglo-saxons, la fédération « panbritannique », — on sait ce que dans sa bouche alliance veut dire.

Mais on ne comprendra vraiment cette partie de son œuvre qu'après avoir, sur place, étudié l'état de l'industrie dans le Pays Noir et l'état du commerce à Liverpool. Dès aujourd'hui, pourtant, on doit saisir, sous l'apparente variété des allures et des moyens, l'admirable unité de cette carrière toute consacrée au service de son ambition et aux intérêts de Birmingham : « Par eau, par route ou par voie ferrée, on peut poursuivre le même voyage », disait-il un jour. Radical, libéral, ou unioniste, il a toujours marché vers le même but : le bonheur de son peuple. Sa route politique a eu trois grandes étapes : municipale (1870-1876), nationale (1876-1887), impériale aujourd'hui ; elle n'a jamais eu qu'un terme : la fortune et la grandeur de son peuple par sa grandeur et sa fortune personnelles... La première étape lui a valu un médaillon sur une fontaine de sa ville ; la seconde un buste ; il travaille pour la statue.

Et de même on doit saisir l'admirable unité de cet esprit si fertile, si remuant et pourtant si simple. Il n'a jamais rien vu, rien étudié, rien compris que par rapport à Birmingham. Chaque fois qu'un problème s'est posé devant lui, il a cherché ce qu'en diraient et ce qu'en récolteraient les gens de Birmingham. Il a « transporté toutes les questions à domicile » et il les a toutes « illustrées par des exemples domesti-

1. Birmingham, 7 juin 1881.

ques[1] ». Parmi les hommes, il n'a jamais eu de sympathies que pour ceux de Birmingham et de leur sorte, jamais de haine que contre ceux qui en différaient[2]. Chaque fois qu'il s'éloigne de son peuple, il en emporte comme une réduction dans la personne de son féal Jesse Collins. C'est son unique confident, son intime conseiller, son Birmingham de poche. Il l'emmène partout avec lui : au Parlement, en Suède, en Égypte, au Ministère, chez les Libéraux et chez les Unionistes. De cet honnête *Brummagem*, il a fait un sous-secrétaire d'État. Partout il lui faut son Jesse sous la main, pour lui servir de poids et de mesure. Quand Jesse paraît, tout le monde aujourd'hui sait que *Joe* est par derrière. Mais, d'ordinaire, *Joe* va devant. Ce long et maigre chevalier ne redoute ni les fier-à-bras, ni les hosteliers perfides, — « il est avec la bière », — et Jesse fidèle le suit, béatement bercé sur quelque sinécure, car le temps n'est plus où chevaliers errants et fidèles écuyers ne songeaient qu'à l'honneur et qu'à leur dame : « Je suis un homme pratique, et non pas un hâbleur constamment engagé à la poursuite d'idéals impossibles[3]. »

Aujourd'hui, cet homme pratique est l'arbitre de la situation. Ministre des Colonies, c'est lui qui, par la force des choses autant que par la force de son ambition, impose les mesures les plus graves. Un ministère conservateur, voulant toucher le moins possible aux questions du dedans, se tourne toujours vers les Affaires étrangères. A cette heure, toute la politique extérieure de l'Angleterre est une politique coloniale, car le Foreign-Office ne se sent plus de taille à lutter

1. Birmingham, 21 avril 1886.
2. Chambre des Communes, 9 avril 1886.
3. Dundee, 14 février 1889.

pour la grande politique d'autrefois, pour Pékin contre les Russes, pour Constantinople contre les Allemands. On abandonne à leur sort les vieux empires que l'on étayait jadis en vue de l'exploitation. On ne songe plus qu'à édifier pour son compte un nouvel Empire, où l'on englobera les colonies actuelles, les autres États anglo-saxons, tout l'univers « panbritannique » et, en outre, tout ce que l'on pourra prendre sur les terres du voisin ou dans les pays sans maître. John Bull a les poings un peu fatigués, mais l'appétit reste bon...

Aussi quand, en 1895, le cabinet conservateur fut constitué, on savait d'avance que le Ministre des Colonies aurait un grand rôle, et, d'avance, certains prédirent de quelle façon J. Chamberlain l'entendrait. Dès le début, on lui prêta l'espoir d'une grande guerre avec la France, et ses anciens amis mettaient en garde l'opinion. Pour cadeau de Noël, en 1895, la radicale *Review of Reviews* offrait à ses lecteurs un roman politique, où, d'avance, les événements récents étaient imaginés. C'était intitulé *Joe Blastus, the King's chamberlain*, à cause d'un certain Blastus qui fut, dit-on, camérier, *chamberlain*, du roi Hérode. L'auteur racontait les efforts du nouveau Blastus pour créer des difficultés avec la France. Au centre de l'Afrique, dans les terres dites d'influence anglaise, un roi des Monbuttos, harassé par les chasseurs d'esclaves et délaissé par l'Angleterre, avait appelé les Français; le drapeau tricolore était arboré dans ce Monbuttoland où, depuis longtemps, le drapeau britannique avait disparu; Blastus, indigné et tout aise, poussait à la guerre; seules, la sagesse et la modération d'un certain lord Adam, président du conseil, empêchèrent la collision.

Voilà prédite dès 1895 toute l'affaire de Fachoda. Si dès la même année l'auteur n'a pu prédire aussi l'affaire sud-africaine, c'est qu'il n'avait pas encore en mains le compte interminable, qu'il a publié depuis, des actions de J. Chamberlain, de ses fils, de son frère, de ses associés, de ses parents, de son féal Jesse et de ses électeurs, de tout le Birmingham *chamberlainiste*, en un mot, dans les Compagnies de mines et de colonisation. Aujourd'hui nous savons que le *raid* Jameson et la guerre sont l'œuvre réfléchie de J. Chamberlain et, ici encore, nous pouvons constater son admirable fidélité aux vrais principes du radicalisme *brummagem* : l'utilité de Birmingham et l'intérêt personnel lui faisaient un devoir de mettre les mains sur les terres, les chemins de fer, les diamants et l'or des Boers. S'il eût été *tory* ou *whig*, il eût, comme lord Salisbury et comme John Morley, pensé que l'on ne fait pas la guerre pour des *gold-fields*. S'il eût été l'homme de Manchester, il eût encore pensé que la violence n'est jamais une source de réels et de longs bénéfices, que la paix seule affermit ou rétablit les fortunes et que coups de bourse et coups de main sont également indignes de l'honnête homme. Mais il était l'homme de Birmingham, le radical agressif et constructeur : au nom de l'intérêt personnel et immédiat, son seul maître, il a voulu, décidé et préparé l'agression sur les champs d'or qu'il convoitait.

III

Tous les hommes sont qualifiés sans doute pour commettre des crimes. Ce sont les seuls hommes éclairés qui ont qualité pour faire les lois contre le crime. Moins un homme est instruit, plus il est enclin à séparer son intérêt des intérêts de son voisin. Plus un homme est éclairé, plus il perçoit distinctement l'union de son intérêt personnel et de l'intérêt général.

Bentham, *Principes de la loi pénale*, III, 2.

Joseph Chamberlain n'est donc pas l'homme inconstant, le politicien volage, que ses adversaires nous dépeignent. Il a toujours eu le langage et le geste d'un radical ; il est toujours resté, *à la lettre*, l'homme de Birmingham. Comme il le disait lui-même, il est inutile d'imputer à sa conduite les motifs les plus bas : *à la surface*, on en trouve des raisons parfaitement honorables. Il semble, à voir son actuelle popularité, que ces raisons de surface suffisent au public anglais. Mais, nous autres, Français, sous les mots, nous recherchons l'esprit et, sous les actes, les intentions. Or, dans les radicaux anglais, nous étions habitués à retrouver toujours le double esprit des dissidents et des philosophes.

Il nous semblait qu'à l'école des dissidents, le radi-

calisme anglais avait appris certains mots évangéliques et qu'il parlait avec conviction de charité et de paix. Les radicaux offraient la paix à tous les hommes de bonne volonté. Jamais ils n'envisageaient, jamais surtout ils n'espéraient la possibilité d'une grande guerre, leur fût-elle la plus productive du monde. Toujours ils protestèrent contre l'emploi, même apparemment légitime ou légal, de l'épée : ils étaient convaincus qu'un peuple, comme un homme, se blesse toujours au sabre quand il manie trop souvent le sabre... Ils tâchaient de soulager toutes les souffrances, du moins ils les respectaient toutes, et jamais ils ne versaient le vinaigre dans les plaies du blessé. En face de l'Irlande crucifiée, ils auraient eu des larmes et de la pitié effective, et non pas seulement des calculs de droits ou d'argent. Jamais ils n'auraient tendu à l'agonisante l'ironique éponge de fiel : quand un des martyrs de l'Irlande, mis au bagne pour avoir défendu son peuple, crevait de froid, mais restait demi-nu plutôt que d'endosser la livrée du forçat, jamais ils ne se seraient levés pour amuser le peuple de ce spectacle et lui dire : « M. O'Brien pense que ce serait une dégradation pour lui d'endosser l'uniforme de la prison. Je suis sûr, messieurs, que vous ne connaissez pas cet uniforme (*Rires*). Moi, je le connais, ayant quelque expérience des prisons... en tant que chargé de les inspecter (*gros rires*), et je vous assure que cet uniforme n'est pas dégradant, mais, au contraire, plus confortable et plus seyant que bien des habits de nos ouvriers[1] (*Bravos*). »

Les anciens radicaux étaient capables d'amour pour beaucoup de leurs semblables et d'amitié pour

1. Dundee, 14 février 1889.

quelques-uns. Ils restaient fidèles à ces amitiés ou si, parfois, l'humanité et les choses humaines étant fragiles, leurs amitiés venaient à se rompre, ils en respectaient les secrets et le souvenir. Ils ne tiraient pas de leurs poches, à tout instant, des lettres et des petits papiers contre leurs amis d'autrefois devenus leurs adversaires. Ils n'auraient pas lu aux Communes les lettres de Gladstone et de Parnell. Ils n'auraient pas raillé en public les intimes effusions et les confidences de John Morley. Le commerce d'amitié avait, pour eux, d'autres règles que le commerce ordinaire, et leurs amis n'étaient pas seulement des associés ou des correspondants temporaires contre qui l'on doit prendre à toute heure la précaution commerciale du copie de lettres. Aussi, quand on leur parlait de l'union des cœurs, ils comprenaient sans peine; ils ne répondaient pas que « ce sont là généralités vagues et phrases sonores, qui ne veulent rien dire et qui ne mènent à rien [1] ». Ils ne pensaient pas que le sentiment fût ridicule, surtout quand il avait été désintéressé et fatal : ils n'auraient jamais raillé le sentiment qui conduisit les Girondins à l'échafaud [2]. Bref, l'Évangile et sa tendresse semblaient avoir pénétré ou du moins effleuré le vieux radicalisme. Il n'était pas allé en Amérique et il n'en avait pas rapporté le respect judaïque du droit légal; car si *Joe* n'est pas Judas, son langage est tout judaïque quand il vient prêcher sa doctrine américaine : « Les Américains ne tolèrent pas qu'une considération senti-

1. Bradford. 19 septembre 1888 : *We are promised, if we will put M. Gladstone back into office, that there will be a union of hearts! A union of hearts! I want you to examine that phrase carefully.*
2. Même discours.

mentale, quelle qu'elle puisse être, se tienne sur la route de la loi, de la loi faite par la majorité de la nation au moyen de ses représentants constitutionnels [1]. »

Et nous étions habitués encore à retrouver, dans le radicalisme anglais, l'enseignement et l'esprit des philosophes. La philosophie anglaise, expérimentale et utilitaire, avait dressé sans doute les anciens radicaux au calcul des forces et au respect des faits. Mais elle leur avait enseigné aussi l'impuissance finale de l'expérience personnelle, non contrôlée par l'expérience de tous, et l'immoralité du calcul personnel, non conforme aux intérêts de tous. Et, par « tous », elle entendait l'humanité tout entière. Bentham et ses disciples se proclamaient citoyens du monde et non de Birmingham. Leur radicalisme était humanitaire et non *brummagem*. Ce furent eux qui inventèrent le mot *international* : ils n'auraient pas compris le mot *unioniste*. Ils parlaient une langue humaine : dans leur anglais, ils versaient à chaque instant des mots et des notions de l'étranger. Aussi professaient-ils une philanthropie sans frontières. Ils étaient bons patriotes; mais le chauvinisme agressif leur parut toujours une monstruosité du présent ou une tare du passé. Bentham, dès 1789, saluant la paix universelle, posait les *Principes de loi internationale* pour le jour prochain « où un citoyen du monde aurait à préparer le code international universel [2] ».

Dans la communauté humaine, poursuivant le règne du droit et de l'égalité, ils avaient sans doute l'horreur des solutions violentes : ils prêchaient le

1. Birmingham, 19 avril 1888.
2. Bentham, édit. Bowring, VII, p. 537.

respect temporaire des privilèges établis. Mais, s'ils respectaient le privilège chez les autres, jamais ils ne songèrent à le conquérir ou à le fonder pour eux-mêmes. Ils croyaient, avec Payne, « qu'un lord ne perd rien à devenir un homme, mais qu'un homme perd tout à devenir un lord ». Si, fabricants de vis, ils avaient débuté dans une ville où tout le monde avait le droit d'en fabriquer aussi, ils n'auraient pas employé tous les moyens, — que la loi permet peut-être et que l'honorabilité commerciale approuve, mais que leur conscience eût désapprouvés, — pour se créer un monopole et fonder leur fortune sur la misère de beaucoup. L'honorabilité ne leur suffisait pas; jamais le crayon satirique, mais fidèle, de la caricature n'aurait pu les montrer se souriant devant leur glace et se disant à eux-mêmes : « Vous, Joe, vous êtes un accapareur! *You, Joe, are a monopolist* [1] »

Ils travaillaient pour toute la communauté, pour toute l'humanité, dont ils se proclamaient solidaires. Et cette solidarité, non bornée par les frontières, n'était pas bornée davantage par le temps ou la mort : ils se déclaraient solidaires de toutes les générations passées et futures. Ils n'admettaient pas que le service des intérêts présents engageât ou compromît les intérêts de l'avenir. Ils n'auraient jamais admis qu'en politique « la seule loi est, pour chaque génération, de résoudre ses propres problèmes et de mener à bien ses propres réformes, le seul devoir de traiter la question du moment [2] ». Ils connaissaient des problèmes éternels, des devoirs immuables et des questions survivant aux intérêts passagers. Car le

1. *Review of Reviews*, 1896, supplément, p. 51.
2. Birmingham, 7 juin 1881.

bien-être de tous était leur but prochain, sans doute; mais l'étude du passé leur avait appris que ce bien-être n'est pas tout et qu'un grand peuple ne vit pas seulement de pain. Un des leurs, Grote, après trente années de commerce, consacrant sa vie à la gloire du peuple athénien, avait écrit son *Histoire de la Grèce* pour apprendre à son peuple ce que doit être une démocratie véritable, c'est-à-dire véritablement humaine, poursuivant l'utile sans âpreté, le beau sans dilettantisme, le bien sans fanatisme, le vrai sans intolérance... Ces mots que Grote, après Périclès, répétait à tout son peuple, on les chercherait en vain dans les quatre ou cinq volumes des discours de Joe, dont le bureau d'homme d'État n'est toujours qu'un comptoir de marchand. On y trouvera seulement quelques citations exactes de la Bible ou de Shakespeare, empruntées aux bons dictionnaires de concordances, et des citations fausses de « Tocquevilles » anglais[1].

« C'est qu'alors, dit la *New Review*[2], le parti radical avait une cervelle. C'était le temps des Mill, des Grote, des philosophes radicaux qui, sans paraître aux Communes ou sur les plates-formes électorales, montraient pourtant la route. Le parti radical représentait un peu plus qu'une coalition hétérogène d'intérêts : il avait une théorie de l'État. » Les théoriciens, dans leurs retraites de bénédictins, au milieu des livres et des mémoires, menaient comme Bentham une vie de bénédictins. Ils y entretenaient leur croyance aux principes, leur confiance un peu naïve, — mais combien plus saine que la sécheresse actuelle, — en la raison et en l'honnêteté des hommes, et leur

1. Discours de Liverpool, décembre 1899.
2. 1895, p. 117.

certitude de la perfectibilité humaine, et leur espérance et leur attente prochaine d'un avenir meilleur. Aussi leur foi a-t-elle soulevé des montagnes. Car, désintéressée, ils pouvaient la faire partager au monde. Ne cherchant ni les gros sous de la réclame ni le gros vin de la popularité, ils restaient néanmoins en contact avec les meneurs du peuple et des affaires publiques, et ceux-ci, gardant leur respect, prenaient leur mot d'ordre. Le grand organisateur radical, Place, venait chaque jour consulter celui qu'il appelait « son cher vieux père », Bentham : il n'avait pas le beau mépris des philosophes et des idées qu'affiche aujourd'hui le Napoléon de Birmingham[1].

Les politiciens, de leur côté, faisaient la besogne quotidienne et servaient de leur mieux l'intérêt du moment. Mais, quand le maître Bentham ou ses disciples leur soumettaient quelque problème moral ou quelque scrupule de justice, leur prêchaient quelque idée généreuse ou quelque devoir humain, le parti n'accusait pas ses penseurs « de trahir le devoir national et de se laver les mains, comme Pilate, des responsabilités nationales[2] ». Les *Joe* répondent aujourd'hui : « Croyez-vous que nous allons compromettre l'Etat pour plaire à une bande de philosophes? Ce ne sont pas les philosophes qui ont construit l'Empire et nous ne permettrons pas aux philosophes de le renverser. Vous venez nous dire : Périsse l'Angleterre, mais soyons vertueux! Et votre exhortation au suicide se cache sous une exhortation à la vertu... Mais ne croyez pas nous convaincre. Vous serez défaits. Vous aurez du moins la consolation de con-

1. Leeds, 22 janvier 1879.
2. Birmingham, 23 janvier 1889.

stater que seule une démocratie a les ailes assez larges pour abriter encore et couvrir de l'impunité les prédicateurs de doctrines subversives[1]. »

Ces vieux radicaux étaient tous des hommes de pensée et des hommes de cœur, en même temps que des hommes d'action et de caractère : ce n'étaient pas que des hommes d'affaires, passant et gagnant leur vie à tenir la balance publique des privilèges et des droits, et provoquant sans cesse de nouvelles pesées pour empocher le profit. Ils ne cherchaient pas tour à tour le progrès *ou* la prospérité, la liberté *ou* l'union. Jamais ils ne dissociaient ces notions indissolubles; pour eux, pas d'union possible sans la liberté, pas de prospérité durable sans l'effort au progrès. Au dedans, assagir John Bull, et non le flatter ou le duper; au dehors, tendre la main vers tout peuple, vers tout homme de paix et de liberté : voilà ce que nous autres, Français, à qui Bentham donnait le beau nom de concitoyens du monde, voilà ce que nous pensions être le programme essentiel du radicalisme anglais. Aussi beaucoup d'entre nous, à première rencontre, n'ont-ils pas reconnu un radical anglais dans cet homme de Birmingham qui n'a jamais voulu être que le plus grand faiseu et, à l'occasion, le plus fort serreur de vis. Voilà urtant le vrai *leader* de l'Angleterre Nouvelle.

1. *National Review*. 1894, Maxse : « Judas ».

L'IMPÉRIALISME

I

Je me lève pour porter le toast de ce soir, et je bois *au Commerce et a l'Empire!* C'est un toast, messieurs, qui contient tout un monde, qui fait appel à nos imaginations comme à nos intérêts matériels et, pourtant, il tiendrait en un seul mot, car les deux termes sont synonymes, et l'Empire, pour reprendre un mot célèbre, c'est le Commerce!

J. Chamberlain, au Congres des Chambres de Commerce, 10 juin 1896.

Pour comprendre le pouvoir de *Joe*, il faut considérer le phénomène le plus important de l'histoire récente en Angleterre, la diffusion du sentiment impérial jusqu'aux couches les plus profondes du peuple britannique. Quelque temps, on a pu nier la réelle puissance de l'*impérialisme* sur les esprits et sur les cœurs anglais. Aujourd'hui, l'impérialisme triomphe. Des mots et des refrains, où si longtemps il s'est complu, il passe aux actes : de l'orchestre des *music halls*, le voici qui débute sur la scène du monde. La tragédie sud-africaine, pour lui, n'est qu'un début :

il n'y a pas trouvé le succès rapide qu'il espérait; mais il escompte une revanche prochaine, et, mis en appétit de gloire, il ne s'en tiendra pas à l'Afrique. Il lui faut le monde, les deux hémisphères anglo-saxons, l'Empire « panbritannique ». Après la faillite du panslavisme et du panlatinisme, pendant un sommeil du pangermanisme, voici que le panbritannisme arrive à conduire les destinées du Royaume-Uni et à menacer les destinées de l'univers.

L'univers entier est en jeu. Fonder un empire anglais ou plutôt anglo-saxon, — *briton*, comme ils disent, — qui engloberait tous les *Britons* du monde, c'est-à-dire tous les individus et toutes les communautés parlant anglais; recoudre l'Inde au Canada, l'Australie à l'Égypte, les États-Unis au Cap; de ces morceaux aujourd'hui épars, faire un impérial manteau pour la vieille mère patrie; fédérer les républiques et les monarchies, les États souverains et les colonies vassales, les peuples libres et les multitudes dépendantes ou sujettes; par un fil ténu, mais infrangible, faire qu'à toute minute la volonté anglaise passe de l'un à l'autre et que la force anglaise, tout autour du monde, circule et déploie ses effets; bref, rebâtir, sur un plan élargi, avec les deux tiers de l'humanité blanche, un empire comparable, en grand, à celui des Romains, c'est bien le monde entier que menace un tel *impérialisme*. Or, depuis dix ans bientôt, il semble qu'il ait triomphé de toutes les résistances en Angleterre.

Si l'on jette un regard en arrière, la rapidité de ce triomphe est faite pour surprendre [1]. Dans cette vieille, raisonnable, calculatrice et conservatrice Angleterre,

1. Pour tout ceci, voir *Journal of the Royal Colonial Institute*, vol. XXIV, part. III : *British Federation, its Rise and Progress*.

où les idées nouvelles se fraient si lentement leur chemin, il a suffi de trente ans au paradoxe d'un écolier pour devenir l'opinion commune. C'est tout frais émoulu de l'Université, que Ch. Dilke énonça vers 1868 son rêve de la « Plus Grande-Bretagne », et ce fut alors un haussement d'épaules dans l'étendue des trois royaumes. L'Angleterre presque entière partageait les idées de Goldwin Smith. Elle semblait persuadée que fatalement, tôt ou tard, ses colonies devaient se séparer de la mère patrie, qu'avant peu les États-Unis Canadiens, Australiens, etc., suivraient l'exemple de l'Amérique. Elle envisageait cet avenir sans crainte. Parfois même elle semblait l'appeler de ses vœux. La préoccupation de tant d'affaires si lointaines et la tutelle de tant de millions d'hommes si étrangers paraissaient un peu lourdes à l'élite de ses politiciens et de ses penseurs. Ils croyaient n'avoir pas trop de temps pour mener à bien leurs propres affaires. Ils rêvaient de donner au monde l'exemple d'une nation éclairée et vertueuse, d'une Grande-Bretagne heureuse et libre, grande par l'argent et grande par la force, mais plus grande encore par son respect de la justice et par l'estime de l'humanité...

Aujourd'hui le peuple entier se détourne avec mépris de ces *little Englanders*, de ces apôtres de la « Petite Angleterre », dont il ne reste qu'une poignée. Il faut à tout ce peuple une « Plus Grande » Bretagne, toujours plus grande en ses ambitions et en ses accaparements, grandie non seulement de sa propre force et de ses propres richesses, mais encore, et surtout, de l'oppression et de la ruine et de l'envie du genre humain, une Bretagne impériale couronnant et exploitant le monde moderne, comme la Rome impériale exploita et termina le monde ancien.

Toutes les forces vives de la nation ont conspiré à cette belle œuvre. De prime abord, l'ambitieuse et agressive conception de Ch. Dilke était sûre de plaire à l'égoïsme et à l'orgueil brutal de l'Angleterre réactionnaire. Le fermier batailleur et vantard, le hobereau un peu goinfre, le *squire* accapareur de domaines, le lord avide d'honneurs et de sinécures, qu'est toujours resté John Bull, devait mettre son idéal à devenir « le champion du monde » pour l'étendue des *estates*. Tous les lords se groupèrent donc, sans distinction de partis, au service de l'idée nouvelle et celui-là même qui passait pour le chef des libéraux et qui à ses heures se disait radical, lord Rosebery, devint en 1884 l'âme de l'*Imperial Federation League*. Mais ce furent surtout les conseillers de l'Angleterre féodale, les tories, qui virent dans cette croisade nationaliste un moyen commode de détourner une fois encore la poussée démocratique : leur chef d'alors, Beaconsfield, entreprit dès 1872 de dévier vers le monde extérieur les appétits du radicalisme libéral ou socialiste. Cet engouement même du « vieux stupide parti » aurait dû mettre en garde l'Angleterre travailleuse. On sut prévenir son mauvais vouloir. Les impérialistes de la presse et de la chaire, les Froude et les Seeley [1], enveloppèrent leur conception moyenâgeuse d'oripeaux tout modernes : ils la dotèrent d'une apparence philosophique et morale, surtout d'un jargon doctrinaire; par eux, l'impérialisme devint la dernière philosophie de l'histoire et presque le dernier dogme de la religion.

Seeley, d'abord, enseigna à ses auditeurs de Cam-

1. J. R. Seeley, *The expansion of England*; J. A. Froude, *Oceana or England and her colonies.*

bridge que l'expansion indéfinie est la seule explication et le seul moteur de toute l'histoire anglaise, la seule raison d'être du peuple anglais. Par un ordre de ce même destin, qui jadis mit en marche les descendants de Romulus et les mena jusqu'aux limites du monde antique, l'univers moderne, ses mers, ses continents , ses peuples et ses villes, sont le domaine promis par les oracles et les sibylles à l'énergie du peuple britannique. Que d'autres se cantonnent dans leur amour des patries locales, dans leurs rêves d'art ou de vie vertueuse! Il faut, pour mériter le nom d'Anglais, ne songer qu'à l'Empire,

Tu regere imperio populos, Romane, memento.

Puis Froude fit voir à ses lecteurs cet Empire océanien, rêvé par J. Harrington dès le début du XVIIe siècle, préparé par les Clive et les Hastings en deux siècles de luttes et d'efforts, défendu contre Napoléon et contre les assauts de la France révolutionnaire, assuré désormais par le courage et le fraternel amour de tous les Anglo-Saxons, cette *Oceana*, il la fit voir sortant de l'onde et se dressant à l'aube du siècle nouveau. Récompense fatale de la valeur et de la vertu britanniques, floraison nécessaire du vieil arbre toujours vigoureux, rien ne pourra prévaloir contre elle, ni la force des éléments, ni l'envie de ses rivaux, ni même la sottise de ses serviteurs ou l'indifférence de ses enfants. Que les peuples et leurs politiciens le veuillent ou non, elle sera. Elle est déjà. Elle vient. Il faudrait fermer les yeux pour ne pas la voir.

Disciples de Seeley ou de Froude, les impérialistes de la chaire trouvèrent un auditoire bien préparé dans ce peuple chanteur de psaumes et lecteur de Bible.

Les soldats de Cromwell, se sachant les enfants de Dieu, avaient traité l'Irlande en pays d'Amalécites. Quel instrument plus digne de sa justice pourrait encore aujourd'hui choisir le Dieu des armées? Ce Dieu, qui jadis donna Chanaan aux tribus d'Israël, afin qu'en un sanctuaire toujours pur son culte et sa loi fussent à jamais conservés, ce Dieu qui de siècle en siècle dressa et renversa les empires, déchaîna les conquérants et les guerres, broya les villes et les peuples, afin de se prouver à lui-même et de prouver au monde la justice de ses rigueurs, c'est ce Dieu qui, dès l'origine, a désigné les tribus d'Albion pour ses derniers missionnaires; c'est à elles qu'il va confier l'univers afin que ce repaire de souffrances et de crimes devienne la terre promise du bonheur et de la vertu. L'impérialisme est son vrai culte; le *Rule Britannia* n'est que le plus moderne de ses psaumes...

Ainsi doté de parchemins et d'armes historiques, auréolé de gloire mystique, l'épée dans la droite et la Bible sur le cœur, l'impérialisme fut présenté à la foule par deux apôtres d'inégal génie, mais d'égal savoir-faire. Le premier, grand poète, le plus grand créateur d'êtres, de types et de mots, que l'Angleterre ait connu depuis Shakespeare, se fit son chantre attitré, son poète-lauréat, et partout où pénétra l'œuvre de Rudyard Kipling, — c'est-à-dire chez les cent ou cent vingt millions d'Anglo-Saxons semés aux quatre coins du monde, — ce fut un fleuve balayant tout, hommes, femmes, peuples, bourgeois, lords, cœurs, consciences, corps et âmes. Son onde claire ou boueuse roule et se précipite vers l'Océana rêvée, et reflète toujours quelque morceau de cet Empire qu'elle fait miroiter aux yeux. Tous les lecteurs de R. Kipling, au fil de ses vers ou de ses contes, des-

cendent à sa suite bon gré mal gré. Il a des mots pour toutes les oreilles et pour tous les cerveaux : en lui, le miracle du don des langues semble renouvelé. Ensemble et tour à tour, il parle tous les idiomes de l'humanité anglo-saxonne, argots, jargons, langages et galimatias : de Londres à Calcutta, de Sydney à New-York, de Westminster aux tavernes, aux casernes, aux bars, aux églises, aux docks, partout il se fait entendre.

Et chacune de ses paroles, sous le mince vernis de civilisation qui recouvre notre barbarie, va réveiller le tempérament brutal de la race et secouer quelque vieille idée ou quelque vieille passion vraiment impériales : orgueil de la force, vanité de la richesse, pharisaïsme de la vertu, ivresse du sang rouge, fièvre de l'aventure, fanatisme de la mission nationale, fierté de la supériorité anglo-saxonne, haine ou mépris des autres races, il fait à chacun de ses lecteurs une âme impérialiste. Et cet Empire que l'on disait si lointain, si dispersé, si difficile à réunir ou même à connaître, chacune de ses œuvres le rend présent et tangible, dans son ensemble et dans ses détails : voici l'Inde et ses peuples du fleuve, de la montagne et de la jungle ; voici les neiges et les lacs du Canada ; voici la poussière brûlée et la brousse du Soudan ; et voici les monts bleus et les rades de l'Afrique australe... L'Empire est déjà fait dans le cerveau de cet homme ; de toutes pièces, R. Kipling le crée dans le cerveau de ses lecteurs, — et toute la race le lit.

L'autre *manager* de l'impérialisme, pour avoir moins de génie, n'en fut pas un moins bon apôtre. Nous le connaissons déjà : c'était J. Chamberlain. Cet homme pratique « lança » l'affaire impériale. Il en fit vraiment une affaire où il s'efforça d'intéresser

toute la Grande-Bretagne et la « Plus Grande » Bretagne elle-même. Ce fut sa prédication qui recruta les meilleures troupes. Si les aristocrates marchèrent au premier appel de Ch. Dilke sous la bannière de l'*Imperial Federation League*, et si le populaire ne s'ébranla que tout dernièrement aux refrains de Rudyard Kipling sous l'oriflamme de saint Jingo, c'est l'Angleterre marchande, sous les drapeaux de l'*Empire Trade League*, de l'*Imperial Institute of Colonies and India* et de l'*Association of Chambers of Commerce*, qui a fourni entre 1885 et 1895 le gros de l'armée impérialiste.

La puissance et la popularité actuelles de Joseph Chamberlain sont sorties de là. L'homme de Birmingham est devenu l'homme de l'Angleterre tout entière pour s'être fait l'apôtre de la foi nouvelle. Depuis quinze ans il est allé partout, dans les trois royaumes, comme aux États-Unis et au Canada, annoncer l'évangile *panbritanniste*. Il dit avoir rencontré partout un accueil enthousiaste : « J'étais digne peut-être de cet accueil pour deux mérites que j'ose revendiquer ici, ma foi dans l'empire et ma foi dans la race anglaise. Oui, je crois en cette race, la plus grande des races gouvernantes que le monde ait jamais connues, en cette race anglo-saxonne, fière, tenace, confiante en soi, résolue, que nul climat, nul changement ne peut abâtardir et qui, infailliblement, sera la force prédominante de la future histoire et de la civilisation universelle... Et je crois en l'avenir de cet empire large comme le monde, *world-wide*, dont un Anglais ne peut parler sans un frisson d'enthousiasme [1]. »

1. Londres, 11 novembre 1895.

Sa prédication fut ardente. Il avait le zèle d'un néophyte, n'étant venu qu'assez tard à la nouvelle religion. Durant ses ministères libéraux, il reconnaît lui-même que sans adhérer complètement au principe de Manchester : « La paix à tout prix », il pensait, comme Gladstone et ses lieutenants, que les réformes intérieures sont urgentes, nombreuses, difficiles, et qu'il faut d'abord achever l'Angleterre démocratique avant de songer à une Angleterre impériale[1]. Pourtant, son vieil ami J. Bright avait l'habitude de dire que ce jeune homme était le seul *jingo* du cabinet Gladstone, et cette boutade est maintenant répétée par ses adversaires. Mais le *jingoïsme* et l'*impérialisme* à sa façon ne sont pas choses identiques ni seulement comparables. En réalité, le jingoïsme était *tory* et cet impérialisme est radical. Le jingoïsme, à son origine, n'avait été que l'explosion bravache des colères de John Bull. Le mot et la chose avaient pris cours durant la dernière guerre des Balkans, lorsque les victoires de la Russie arrachèrent à John cet *estate* de Constantinople, dont il disposait presque à son gré depuis un demi-siècle. John, battu et dépité, n'osa pas risquer la lutte ouverte; mais, pour couvrir la retraite de sa flotte engagée jusqu'au Bosphore, il se mit à célébrer dans les cafés-concerts sa propre vaillance et sa force invincible. C'est alors qu'il inventa l'hymne de Saint-Jingo :

Nous ne voulons pas la guerre; mais, par Jingo[2], si nous l'avons,
Nous avons des canons, nous avons des vaisseaux,
Et nous avons des hommes...

1. Birmingham, 22 janvier 1894.
2. L'origine de ce mot est obscure : ce semble n'être qu'un juron populaire de l'Irlande.

On devine la suite : les *monômes* de nos collégiens chantent sur nos boulevards de pareilles sornettes en l'honneur du grand Artilleur de Metz. Le jingoïsme, simple rodomontade patriotique, fut satisfait quand lord Beaconsfield lui rapporta de Berlin « la paix avec l'honneur » : J. Chamberlain et les impérialistes de sa bande proclament ouvertement que « la guerre avec le profit » est le plus cher de leurs désirs.

Leur impérialisme est radical, c'est-à-dire, avant tout, utilitaire. Il peut bien, à la mode des autres programmes radicaux, se parer de grands principes et de beaux sentiments. J. Chamberlain lui-même s'expose volontiers, dit-il, au reproche d'être un sentimental, *to the charge of being a sentimentalist* [1]. Il parle avec tendresse de cette tant douce souveraineté de la Reine [2] et de l'amour que doivent se garder les uns aux autres tous les fils de la bonne vieille mère commune. Dissident et puritain, il sait aussi faire appel aux convictions morales et religieuses : « Une nation est comme un individu : elle a des devoirs à remplir, et nous ne pouvons plus déserter nos devoirs envers tant de peuples remis à notre tutelle... C'est notre domination qui seule peut assurer la paix, la sécurité et la richesse à tant de malheureux qui, jamais auparavant, ne connurent ces bienfaits. Et c'est en achevant cette œuvre civilisatrice que nous remplirons notre mission nationale [3]. » — Ainsi parlait Josué au peuple de Dieu en montant vers Macéda; « et ils prirent la ville; et ils la tuèrent sur le tranchant du sabre;

1. Devonshire Club, 9 avril 1888.
2. « The mild Sovereignty of the Queen », discours célèbre, à Toronto, 30 décembre 1887.
3. Royal colonial Institute, 31 mars 1897. Birmingham, 24 mars 1890.

et ils exterminèrent tout ce qui respirait en elle [1]. »

Et *Joe*, politicien, connaît les hommes et leurs faibles. Il sait que son peuple orgueilleux veut en toutes choses être le « champion du monde » présent ou passé. Il a donc appris quelques mots de latin pour leur parler de cette *Pax Britannica*, dont la splendeur doit éclipser la « paix romaine » et dont le sillon de gloire et de prospérité recouvrira la superficielle empreinte de la domination latine : « Et si quelque jour nous devons passer, comme tant d'autres empires ont passé devant nous, du moins verra-t-on les monuments de notre marche à travers le monde. Comme les Romains ont laissé leurs routes pour témoigner de leur intelligence et de leur courage, nous laisserons nos chemins de fer et nos œuvres de communication accomplies pour l'éternel profit des peuples à l'ombre de notre sceptre impérial [2]. » Ainsi parle J. Chamberlain aux bijoutiers de Birmingham.

Aux jeunes communautés d'outre-mer, américaines et australiennes, il offre d'autres arguments. Ces admirables parvenues des nouveaux mondes ont les faiblesses des parvenus, la vanité et le snobisme. Leurs filles, avec empressement, troquent leur beauté et leur richesse pour une couronne de duchesse ou même un tortil de baronne. *Joe* leur propose à toutes le beau mariage : qu'elles donnent leur vigueur; on leur donnera la noblesse : « A tous ces peuples, jeunes et vieux, nous pouvons dire : notre passé est le vôtre; vos aïeux se sont agenouillés devant nos vieilles châsses; ils dorment dans nos vieux cimetières; ils ont eu leurs exploits aussi dans notre œuvre politique,

1. Josué, IX, 28.

2. Birmingham, 13 novembre 1896. Chambre des Communes, 20 mars 1893.

littéraire et artistique... Vous avez derrière vous des milliers d'années de traditions glorieuses... ; gardez le souvenir de votre vieille demeure familiale[1]. »

Mais noblesse, gloire, aïeux aux croisades, championnat du monde, mission divine, obligations morales, amour de la famille, etc., ce ne sont là que vaines musiques et comme l'un de ces bruyants orchestres dont les radicaux entourent habituellement leurs plates-formes électorales. Aux temps où John Morley le prit à son école et lui montra rapidement les grandes lignes de l'histoire, J. Chamberlain a pu se convaincre que jamais la politique de races n'a, par elle-même, donné de résultats. La Russie qui, la première, l'inventa, n'en fit qu'un prétexte nouveau à sa vieille politique orthodoxe, une façade nouvelle à son vieil édifice religieux. Si le panslavisme pour un temps sembla réussir, c'était l'œuvre réelle de l'orthodoxie. Dès que la maladresse russe découpla les deux forces inégales et tourna le Bulgare, au nom du panslavisme, contre le Patriarche grec, mais orthodoxe, ce fut fini de la marche triomphale vers Sainte-Sophie... L'Allemagne devint ensuite le champ d'expériences où, pour accomplir l'unité et dresser l'Empire, la plus réaliste des politiques dut faire appel à de tout autres forces que le nationalisme de race. Ce fut la Prusse étrangère, mi-slave et mi-germanique, qui groupa les Allemands autour des intérêts commerciaux, d'abord, — J. Chamberlain invoque souvent l'exemple du *Zollverein*, — et des principes libéraux, ensuite. Il faut donc au *panbritannisme* un moteur interne. La communauté de langue et de race ne peut être que le fil plus ou moins tendu, plus ou

1. Toronto, 30 décembre 1887; Philadelphie, 29 février 1888.

moins solide, qui portera — la comparaison est de J. Chamberlain[1] — jusqu'au bout du monde une force énorme. Mais il faut une machine pour produire cette force, et les mouvements de sympathie et d'orgueil ne suffisent pas : en tout pays anglo-saxon, la vraie source de forces est toujours l'intérêt.

« Il est un mot, dit J. Chamberlain, que j'hésite à prononcer, tant je crains, arrivé presque au terme de ma carrière, de compromettre mon bon renom d'homme d'État pratique. On me dit partout que ma Fédération Impériale est un vain rêve. Si ce rêve s'est imposé à tout l'univers de race anglaise, c'est qu'il fait appel aux plus hauts sentiments de patriotisme, mais aussi à tous nos intérêts matériels... L'unité de l'Empire nous est commandée par le sentiment; mais elle nous est imposée par l'intérêt; le premier devoir de nos hommes d'État est d'établir à jamais cette union sur la base des intérêts matériels[2]... »

J. Chamberlain est devenu impérialiste du jour où il a constaté que l'intérêt de son peuple exigeait l'Empire. Il travaille pour la gloire, comme lord Rosebery, *to peg out claims for posterity*[3]; mais il travaille surtout pour le profit de Birmingham et des Midlands : « Aujourd'hui, personne ne conteste plus l'énorme profit d'un Empire unifié, gardant pour nous le bénéfice du commerce et du capital humain dont à l'heure actuelle bénéficient les étrangers.. Croyez-moi : la perte de notre domination pèserait d'abord sur les classes laborieuses de ce pays. Nous verrions se déchaîner une misère chronique. L'An-

1. Londres, 6 novembre 1895.
2. Londres, 6 novembre 1895; Londres, 9 juin 1896.
3. Titre d'un discours à la Chambre des Communes, 20 mars 1893.

gleterre ne pourrait plus nourrir son énorme population... Car l'expérience nous montre que le commerce suit le pavillon, *trade follows the flag*[1]. » Voilà le principe qui fait de son impérialisme le couronnement de l'œuvre radicale, la dernière adaptation de toute la bâtisse gouvernementale aux besoins de l'Angleterre industrielle.

Aux marchands, aux fabricants, aux grands syndicats, aux Chambres de commerce et de navigation, à toute l'Angleterre du fer, de la houille et des tissus, — chassée des vieux pays par le protectionnisme, traquée ou tout au moins gênée dans les pays neufs par la concurrence des Allemands, des Belges, des Japonais et des Hindous, mécontente du présent, inquiète de l'avenir, — J. Chamberlain promet un Empire organisé en Union douanière, où les seuls produits anglo-saxons pourront circuler et s'échanger librement, d'où les produits étrangers seront écartés par des droits différentiels, et même, au besoin, par un tarif protecteur. L'Empire ne sera qu'une immense société coopérative de production et de consommation dont l'Angleterre, ayant les parts de fondateur, aura aussi les plus clairs des bénéfices... Aux capitalistes, aux gens de bourse et de banque, il promet la garantie impériale pour les emprunts plus ou moins usuraires que leur ont contractés les colonies. L'Empire se portera garant de tous ses membres. Or, telles de ses colonies, Tasmanie, Queensland ou Nouvelle-Zélande, sont à la veille de la banqueroute. Le service de la dette absorbe en Tasmanie 43 0/0, en Nouvelle-Zélande 38 0/0, au Queensland 36 0/0 du

1. Londres, 9 juin 1896; Birmingham, 22 janvier 1894; Devonshire Club, 9 avril 1888.

budget annuel[1]. Ce papier colonial va demain tomber au ruisseau, si la signature de l'Empire ne lui rend pas sa valeur...

J. Chamberlain a de pareilles promesses pour les spéculateurs de toute espèce et de tout vol, qui ont risqué leur argent ou celui des autres dans les chemins de fer du Cap ou de l'Australie, dans les tramways, éclairages et autres entreprises coloniales. Il promet que l'Empire rachètera avec forte prime les privilèges des grandes Compagnies, Bornéo, Niger, Rhodésia, East Africa, etc., — et l'on peut compter sur sa parole : il a engagé sa propre fortune et celle de sa famille dans ces sortes d'affaires. — Il promet que l'Empire supprimera ou diminuera les redevances payées par les mines d'or aux États propriétaires, — et l'on peut encore se fier à sa promesse : ses électeurs de Birmingham sont les plus gros actionnaires des compagnies minières; sa haine contre le Transvaal n'est faite que de leurs convoitises sur les *gold fields*. — Bref, à toute l'Angleterre de l'argent et du négoce, l'impérialisme grâce à J. Chamberlain apparaît aujourd'hui comme le bienfaiteur providentiel, le sauveur nécessaire : « La situation de l'Angleterre, dit la *National Review*, lui fait une obligation de l'Empire; elle est obligée d'être la première des nations et de conduire l'humanité ou de renoncer non seulement à ses domaines, mais encore à son indépendance même. » Telle est aujourd'hui la conviction de l'Angleterre marchande, de la majorité du moins : J. Chamberlain à vrai dire ne lui a pas inculqué cette conviction. Il n'a été lui-même, à son ordinaire, que le porte-parole de Birmingham.

1. *Blue Book*, C-8606.

II

Ce qu'il faut à l'Ouganda, c'est ce que Birmingham a eu, une appropriation systématique. Ce qu'il lui faut d'abord, c'est un chemin de fer qui portera à cette population intelligente, plus intelligente que les autres peuples africains, notre fer, nos draps, notre coton et même notre bijouterie, car les sauvages ne sont nullement insensibles aux charmes de la parure.

J. Chamberlain à la *Relief Association* de Birmingham, 22 janvier 1894.

De Worcester à Barnsley et de Northampton à Stoke, on peut dire que les *Midlands*, les Terres Centrales de l'Angleterre, s'étendent sur les huit ou neuf comtés de Worcester, Warwick, Northampton, Shrop, Stafford, Leicester, Derby, Nottingham et York (West-Riding). Birmingham au sud, Sheffield au nord en sont les deux capitales. De l'une à l'autre, sur toute la surface du pays, ce ne sont que villes noires et fumées d'usines, le royaume de la houille et du fer, le pays des métaux et des industries non textiles. Sur ces vingt-cinq mille kilomètres carrés, 20 078 manufactures et 20 490 ateliers ont dressé leurs cheminées, creusé leurs puits, allumé leurs fournaises et asservi au travail machinal plus de huit cent mille bêtes humaines. Pour nourrir et enrichir les

sept millions d'hommes qui se pressent en cet étroit espace[1], le sol ne fournit rien, ou presque rien, que l'argile, les minerais et le charbon. L'humanité doit pourvoir à tout le reste...

Et sans cesse de nouveaux faubourgs viennent prolonger les vieilles villes. Les usines nouvelles surgissent des scories et des cendres. Les cheminées nouvelles s'accotent aux talus de débris. L'ombre et le brouillard ensanglanté de flammes s'étendent et s'épaississent. Et sans trêve le volcan industriel continue sa marche vers l'est, poussant jusqu'à la Tamise ses coulées de laitiers et ses mares fumantes. A chaque pas nouveau, il faut jeter une pelletée d'hommes dans la gueule du monstre. En une année, de 1895 à 1896, dans le seul comté de Warwick, dans ce *Pays Noir* qui entoure Birmingham, six cents nouveaux ateliers ou usines ont ouvert leurs portes (6 679 en 1896, contre 6 056 en 1895), et le chiffre des serfs industriels est passé de 159 488 à 182 302. C'est près de 23 000 nouveaux esclaves ligotés au banc de galère ou jetés aux puits de mines, aux dents de machines, aux roues, aux feux et aux ténèbres. Têtes écrasées, échines brisées, bras arrachés, jambes ou mains broyées, c'est bon an mal an trois cents cadavres et deux mille cinq cents infirmes que l'on retire de ce Pays Noir.

Toutes les industries du fer, du cuivre et des autres métaux, du bois, du cuir, du verre et de la terre, y vivent côte à côte; tout ce qui passe sous le marteau ou dans la fournaise s'y travaille. Certaines de ces industries sont groupées : le Stafford a le monopole

1. Ces chiffres sont empruntés au *Blue Book*, C-8965 : *Annual Report on Factories and Workshops*, for the year 1897.

des serrures; Stoke, centre des *Potteries*, est la ville de la faïence et de la porcelaine; Sheffield a les couteaux, Coventry les bicyclettes. Mais le plus souvent, usines contre usines, les districts se pressent et se pénètrent, et les industries passent de l'un à l'autre... Birmingham les avait réunies presque toutes. Durant plus d'un siècle (1750-1880), battant le cuivre et le fer, soudant l'or et l'argent, coulant le verre, tournant le bois, cousant le cuir, elle inonda l'univers de ses outils, de ses machines, de ses armes, de ses vis, de ses clous, de ses wagons, de ses joujoux, de ses boutons, de ses épingles et de ses plumes, comme aussi de sa bijouterie, de sa sellerie et de ses mobiliers. Elle devint le bazar du monde et se vanta d'avoir tous les peuples, civilisés et sauvages, pour clients.

A l'entendre, l'univers se serait trouvé dans l'embarras si, subitement, elle eût fermé ses comptoirs : « Le sheik arabe mange son pilaf avec une cuiller de Birmingham. Le pacha égyptien prend sur un plateau de Birmingham son bol de sorbet, illumine son harem de candélabres et de cristaux de Birmingham, et cloue aux parois de son bateau les ornements de Birmingham sur papier mâché de Birmingham. Pour se nourrir et se défendre, le Peau-Rouge a son fusil de Birmingham; pour sa table et pour son salon, c'est à Birmingham que l'Hindou luxueux demande ses lampes et sa vaisselle plate. Aux plaines de l'Amérique du Sud, pour les cavaliers rapides, Birmingham envoie éperons, étriers et boutons flamboyants; aux colonies, pour les nègres planteurs, haches à couper la canne, et cuves, et pressoirs. Il faut les briquets de Birmingham pour l'éternelle pipe de l'Allemand rêveur, et c'est dans une marmite de Birmingham, sur un poêle de Birmingham, que l'émi-

grant cuit son maigre dîner; le nom d'un fabricant de Birmingham est gravé aux boîtes de fer-blanc qui gardent ses friandises[1]... »

Birmingham était alors au comble de la fortune. Un siècle de travail l'avait conduite à la richesse, puis à l'empire du monde commercial. Alors elle connut l'orgueil. Elle crut son règne éternel, et J. Chamberlain, qui était son maire (1873-1876), flatta ses vanités. Elle troqua ses ruelles et ses usines de briques pour des palais de marbre, des statues et des colonnades. Et il ne se leva pas un de ces hommes que le peuple appelle voyants ou prophètes, simplement parce qu'ils savent voir les choses autour d'eux. Personne ne lui tint le langage qu'un certain Ezéchiel avait tenu jadis à la Birmingham de son temps : « Fils de l'homme, commence la lamentation sur Tyr. Car le Seigneur a dit au bazar des Iles : « Les marchands des nations te sifflent aujourd'hui; tu es « perdue; tu ne seras plus rien dans les siècles qui « viennent [2]. » L'année 1873 avait marqué l'apogée. Quinze ans n'étaient pas écoulés, que les Midlands commençaient leur lamentation. Devant la grande Commission d'enquête[3] sur la Baisse du Commerce britannique (1885-1886), les délégués de Birmingham comparaissaient le 28 octobre 1885[4] :

Nous nous ruinons. Nous travaillons autant mais sans profits. Nous sommes écrasés par la double concurrence anglaise et surtout étrangère. Nous fournissions jadis le monde entier de nos armes. Gouvernements et particuliers

1. Elihu Burrit, *Walks in the Black Country.*
2. Ezéchiel, XXVII.
3. Les rapports en ont été publiés en cinq énormes *Blue Books* : C-4621, 4715 (I et II), 4797 et 4893.
4. *Blue Book*, C-4715, p. 32 et suiv.

s'adressaient à nous. L'Amérique et la Russie nous demandaient des centaines de milliers de revolvers et de fusils, et nous armions les chasseurs de tout l'univers. Aujourd'hui, la plupart des gouvernements se sont mis à fabriquer, et l'Amérique a popularisé ses armes de Springfield et de Winchester : c'est à elle que sont allées les commandes de la guerre carliste et de la guerre turque. Pour les fusils de chasse, la clientèle riche nous reste fidèle, et nous fournissons toujours les armes de luxe. Mais la Belgique nous a enlevé tout le reste. Même en Angleterre, les canons de fusils ordinaires sont achetés aux Belges, qui ne font pas aussi bien, mais qui vendent moins cher et qui enjolivent la marchandise, d'où leur succès chez les nations qui préfèrent l'apparence, la légèreté et la fantaisie; tous les Latins se fournissent aujourd'hui en Belgique.

Nous avions le monopole des vis et des clous. Les tarifs protecteurs nous ont fermé les marchés civilisés. La concurrence anglaise nous a enlevé les colonies et les nouveaux marchés : Cardiff ou Middlesborough n'ont pas nos frais de transport. Puis les industries étrangères sont venues nous donner le coup de grâce. A l'abri des tarifs, l'Allemagne et l'Amérique ont développé leurs usines et, faisant leurs bénéfices avec ce qu'ils vendent chez eux, les Allemands ont jeté le surplus, à vil prix, sur nos marchés. Jadis tout l'Orient asiatique et océanien achetait nos clous. Aujourd'hui les clous allemands nous font concurrence sur la place même de Birmingham. Les boutons, que nous vendions à toute l'Europe, nous arrivent aujourd'hui d'Allemagne. Le fil de fer allemand se vend dans nos boutiques de Birmingham. Le méchant verre de Belgique remplace partout notre cristal. Nos marchands de lampes ont leurs maisons pleines et ne trouvent acheteurs à aucun prix. Nous avions une grande fabrique de ruolz et d'objets argentés; nous avions fait venir des artistes français et nous travaillions sur leurs dessins. Les Allemands ont copié nos modèles. Les Américains en ont inventé d'autres, qui sont d'un goût déplorable mais qui réussissent, ne coûtant presque rien... Pour les machines, pompes, tours, machines à vapeur, etc., comment lutter avec les villes

maritimes qui ont le même charbon, le même fer, le même cuivre que nous et qui n'ont pas le transport par voie ferrée? Certaines de nos grandes maisons ont songé à émigrer. Nos grands fabricants de vis, MM. Nettlefold et Cie, parlent de se rapprocher de la mer. La plus forte manufacture de métal anglais, MM. Elliot et Cie, ont fait le calcul qu'à Newport ou Cardiff, la lutte redevient possible avec leurs concurrents américains. En somme, de toutes nos industries, la seule bijouterie reste prospère, n'ayant presque pas à compter avec ces frais de transport.

— Et quel remède entrevoyez-vous à cet état de choses?

— Un seul : l'union commerciale avec les colonies. Il faudrait établir entre elles toutes et la métropole une sorte d'union douanière comparable au Zollverein allemand : on supprimerait toutes les douanes intérieures d'une colonie à l'autre, ou des colonies à la métropole, et l'on rétablirait une douane extérieure contre les produits étrangers. Nous donnerions ainsi aux colonies le monopole de notre marché pour leurs matières premières. Elles nous donneraient le monopole de leurs marchés pour nos manufactures et nos produits ouvrés[1].

Aux délégués de Birmingham, succèdent les gens de Sheffield, et les enquêteurs demandent à leur président :

— Le commerce de votre ville est-il en baisse?

— C'est un désastre. Nous avons perdu le commerce de l'acier, et les autres sont en train de tomber : les grandes maisons qui fabriquaient des rails ont fermé leurs portes et les fabricants de verre à vitres parlent d'en faire autant. Les Allemands apportent leurs vitres jusque chez nous, et leurs rails d'acier, leurs essieux, leurs roues de wagons, etc., chassent nos produits d'Italie et d'Espagne... Dans le royaume, on peut dire que l'intérêt de Sheffield est lié aux intérêts de la classe agricole : c'est elle qui achète nos outils, fourches, bêches, hoyaux, etc., et nos machines

1. Dépositions de MM. W. Lord et H. Müller, délégués de la Chambre de commerce de Birmingham.

agricoles, et notre coutellerie. Quand le paysan ne gagne plus rien et quand le nombre des paysans diminue, nous n'avons plus de clients en ce pays. Or, la ruine de notre agriculture par les importations de l'Amérique, de l'Inde, de la Russie et des autres pays, n'est que trop évidente. Je la connais par mes voyageurs qui, en Écosse comme en Angleterre, parcourent les districts agricoles, et qui me rapportent les plaintes de tous. Les statistiques officielles, d'ailleurs, nous la montrent : chaque année, dans ce pays, la superficie ensemencée diminue; depuis 1870, plus de quinze cent mille acres, jadis semés de céréales, ont été donnés à la pâture; les fermages ne sont plus payés; le paysan vivant sur son capital restreint sa consommation... Au dehors, les États-Unis étaient notre gros consommateur. Mais, de puissance agricole, ils ont voulu devenir industriels, et leur tarif protecteur a permis à leurs fabriques de s'établir. Ce marché nous est fermé aujourd'hui. Il y a vingt ans, j'avais là-bas un commerce magnifique, *a magnificent trade*. J'avais un agent que je payais 400 livres par an (10 000 francs), pour tenir un dépôt, et qui me faisait d'énormes affaires. Aujourd'hui, c'est fini : je ne vends plus pour dix sous par an aux Américains... J'avais un commerce très étendu avec le Canada : il y a cinq ou six ans, j'y faisais encore des milliers de livres sterling. Le Canada a mis des droits, lui aussi, et je n'y fais plus mille livres par an... La France a doublé ses tarifs, et, dans le village de Wadsley, que j'habite, près de Sheffield, la misère est venue : nous fabriquions, en quantités énormes, un couteau que nous appelons *flat back* (dos plat), et qui se vendait en France. Je suis parti lundi matin de bonne heure; au moment de partir, ma femme me disait : « Beaucoup de familles sont dans une telle misère! voulez-vous me permettre de faire de la soupe pour tout le village? »... Les Russes nous ont aussi fermé leurs marchés : mon frère leur vendait, certaines années, pour quatre cent mille livres (dix millions de francs) de rails d'acier; aujourd'hui, ils fabriquent eux-mêmes... Dans nos colonies, la concurrence étrangère, les douanes et les mauvaises récoltes agissent de même contre nous.

En Nouvelle-Galles du Sud, je vendais cinq ou six cents douzaines de couverts argentés par mois; je n'en ai pas vendu une douzaine cette année.

— Vous avez parlé de la concurrence allemande; voyez-vous quelques causes à leur succès?

— Un grand nombre. Les bateaux allemands prennent 7 shillings par tonne pour la côte ouest de l'Amérique du Sud : les gens de Londres nous demandent 20 shillings. Nous avons donc eu meilleur compte à passer par Hambourg. L'Allemagne a pris le chemin de nos marchés, l'adresse de nos clients et, voyant nos bénéfices, elle a falsifié nos marques. Elle a envoyé ses couteaux partout avec la marque *Sheffield*. Elle a même « piraté » les noms de nos fabricants et voici des couteaux allemands vendus aux États-Unis avec les noms de nos meilleures maisons : *Martin Brothers*, *Cook Brothers*, *Elmwood cuttlery company*, *Irwine company*, etc. Quelquefois, elle a employé la simple contrefaçon : la croix de Malte et l'étoile, avec le nom *Rodgers*, sont une des marques les plus demandées par nos clients d'outre-mer; voici des couteaux allemands avec deux croix de Malte et le nom *Rotgens*... Les Allemands de Westphalie ont sur nous l'avantage du transport par eau, sur le Rhin jusqu'à la mer. Les tarifs de chemins de fer nous ruinent. Celles de nos usines qui fabriquaient de lourds produits, rails, essieux, plaques de blindage, etc., ont dû quitter les Midlands et se rapprocher de la côte. Certaines de nos maisons se sont transportées à Middlesborough, sur la mer du Nord, ou à Workington, sur la mer d'Irlande. Les autres se sont tournées vers la fabrication d'articles plus légers, vers la coutellerie surtout. Mais alors il y a eu surproduction, puis manque d'ouvrage. Nos ouvriers ont émigré vers les États-Unis en très grand nombre, et c'est par notre main-d'œuvre que la coutellerie américaine a été perfectionnée. Les Américains, ayant le même fer, le même charbon et les mêmes ouvriers que nous, ont pu nous battre sans peine, grâce aux tarifs protecteurs... Autre cause : les Allemands ont sur nous l'énorme avantage de l'éducation technique. En outre, ils sont sobres et ils courent le monde. Ils se sont abattus par

bandes sur ce pays. Ils nous ont inondé de leurs produits contrefaits. A Londres, dans la Cité, je connais des maisons qui fournissaient, il y a dix ans, les colonies et l'étranger de produits anglais et qui n'expédient plus aujourd'hui que de la camelote allemande. Cette camelote arrive avec la marque *Sheffield*. Le consommateur trompé sur la qualité s'en aperçoit bientôt; mais c'est nous qu'il accuse et, quand il a fait deux ou trois expériences pareilles, il ne veut plus rien de nous; il s'adresse directement aux Allemands ou aux Américains qui lui offrent alors de bons produits.

— Et voyez-vous un remède possible?

— Pour remplacer le marché américain, qui jadis nous faisait vivre, il nous faudrait le marché colonial. Je crois que le seul moyen de nous venir en aide serait de fonder avec la métropole et nos colonies une Fédération, qui vivrait sur le régime du libre-échange entre tous ses membres, et sur le régime de la réciprocité avec le reste du monde. C'est peut-être une entreprise difficile; je ne sais pas si elle est réalisable; mais elle nous paraît nécessaire [1].

C'est à la fin de l'année 1885 que les gens de Sheffield et de Birmingham faisaient à la Commission d'enquête ces déclarations. En 1886, J. Chamberlain, encore membre du parti libéral, commençait en sourdine son opposition aux projets du *leader* Gladstone, pour cette affaire irlandaise, qui n'importait en rien aux Midlands. Le sentiment de la tâche nécessaire, l'impérialisme, s'emparait de lui. Il avait toujours été l'ami du premier lanceur de la *Greater Britain*, Ch. Dilke. Toujours associé de la maison Nettlefold, il pouvait jour par jour suivre la décadence du commerce... Les libéraux s'entêtant à la chasse du *Home Rule*, J. Chamberlain leur faussa

1. Dépositions de MM. Ch. Belk, J. D. Ellis, R. Holmshaw, S. Osborne, etc., maîtres-couteliers, présidents ou membres de la Chambre de commerce de Sheffield, *Blue Book*, C-4715, pp. 5, 74 88, 102, etc.

compagnie et fonda le nouveau parti *unioniste*, pour défendre l'union des trois royaumes sans doute, mais aussi pour entreprendre l'union de l'Empire. En 1887, il était envoyé en Amérique par ses nouveaux amis les tories, alors au ministère, afin de régler les éternels différends entre pêcheurs américains et pêcheurs canadiens. Pendant un long séjour là-bas, il prêcha de ville en ville la nouvelle doctrine des Midlands :

Vos tarifs, disait-il aux Canadiens et aux Américains, sont beaucoup trop élevés. Croyez-moi : tôt ou tard il faudra renverser la muraille de Chine que vous avez élevée entre vous et le commerce du monde, et rétablir le vrai régime de bonne entente, la réciprocité sans limite entre tous les peuples de langue anglaise. Vous avez tort de nous traiter comme une nation étrangère et rivale. Pour mon compte, je refuse en Amérique le titre d'étranger, et je partage l'avis de ce diplomate qui, devant le prince de Galles, divisait un jour l'humanité en trois classes : les Anglais, les Américains et les étrangers. Je confesse ma stupéfaction d'entendre certains mots dans la bouche de gens qui vantent la pureté de leur descendance et de leur langue anglaises, et qui attribuent à la politique anglaise une méchanceté, une duplicité, un amour de l'arbitraire, n'existant que dans leur imagination maladive[1].

Il ne semble pas que cette prédication parmi les gentils ait fait beaucoup d'adeptes : ni le Canada, ni les États-Unis n'ont encore abaissé leurs tarifs douaniers. Mais, revenu en Angleterre, il poursuivit son œuvre, et sur ce terrain mieux préparé, la semence monta. La crise des Midlands ne faisait qu'empirer. Malgré quelques retours de fortune, les beaux jours de 1870-1873 semblaient et semblent encore à jamais perdus. Le Royaume-Uni, de 1850

1. Toronto, 30 décembre 1887; Philadelphie, 29 février 1888.

à 1873, avait chaque année augmenté son exportation de fers et d'aciers[1] :

Exportations de fers et aciers
(en millions de livres sterling).

1860	1865	1870	1871	1872	1873
13,6	15,4	24	26,4	35,9	37,7

L'année 1873, avec ses 943 millions de francs, marque le maximum : depuis, la baisse ne s'est pas arrêtée. Les années relativement bonnes n'ont jamais approché, même de loin, de cette année bénie, et elles ont été compensées par des années désastreuses : 1882 et 1891, avec leur exportation de 780 millions de francs, ont eu pour revers 1885 avec 530 millions, et 1894 avec 470 à peine. Et pour les objets ouvrés, quincaillerie et coutellerie, pour le verre, pour la porcelaine, etc., la chute ou la stagnation a été pareille[2] :

Exportations de diverses manufactures
(en millions de livres sterling).

	1872	1877	1882	1887	1892	1897
Quincaillerie	5	3,3	4,1	2,9	2,1	2,1
Verres	1,1	0,8	1	1	0,8	1
Faïences et Porcelaines	2,1	1,8	2,3	1,9	2	1,9

Certaines industries semblent condamnées à une mort prochaine. L'horlogerie exportait en 1873 pour 4 millions et demi de francs; elle prospéra et se développa jusqu'en 1883, — 8 millions environ; — elle est aujourd'hui presque à rien, — 2 millions à peine. En 1873, on exporta pour 134 millions d'armes; en 1897, pour 99 millions seulement et, en 1894, on est tombé à 59 millions à peine. Que sont les 50 mil-

1. Chiffres empruntés aux *Statistical Abstracts*.
2. Chiffres empruntés aux *Annual Statements of the Trade*.

lions de 1897 pour la quincaillerie et la coutellerie, comparés aux 127 millions de 1873?

Et malgré la reprise des deux années dernières, l'avenir ne s'annonce pas meilleur. De tous les points du monde, arrivent au Foreign Office les rapports pessimistes des consuls et des ambassadeurs. L'Europe est aux mains des Allemands. D'Arkhangel à Bilbao et de Cherbourg à Odessa, tous les consuls anglais font les mêmes plaintes :

Notre place, dit le consul de Cherbourg, est fournie de quincaillerie et de bimbeloterie allemandes. La région ne vit que par le commerce anglais : des bateaux à vapeur font plusieurs fois par semaine le service entre Cherbourg et Southampton et s'en vont d'ici chargés de poulets, de beurre, d'œufs et de pommes de terre. Pourtant, les boutiquiers n'achètent rien en Angleterre. Au grand bazar, où j'en demandais la raison, le directeur m'a mis en main des objets de bois et de faïence, faits en Allemagne sur les modèles donnés par lui et sur les mesures conformes au goût de notre population, avec des vues de Cherbourg et des scènes de l'histoire normande[1].

Le traité de commerce du 10 février 1894, écrivent les consuls en Russie, a livré ce pays au commerce allemand. En 1896, il a été presque le double du nôtre (190 millions contre 111) et il va sans cesse en augmentant. Le nôtre ne diminue pas encore; il a même eu quelques tendances à s'accroître, mais avec des chutes après les bonnes années; celui de l'Allemagne progresse continuellement :

	1893	1894	1895	1896
	—	—	—	—
Commerce allemand..	100	142	175	190
— anglais....	111	128	113	111

Toute la quincaillerie et menue machinerie sont allemandes[2].

1. *Annual Series*, 1897, n° 2035.
2. *Annual Series*, n° 1998.

Autrefois, dit le consul de Milan, tous les objets de fer et toutes les machines nous venaient d'Angleterre. Aujourd'hui, les machines suisses et allemandes nous arrivent par le Saint-Gothard : les boutiques ne sont plus approvisionnées que de produits autrichiens et allemands. Dans les ports, l'article anglais apparaît encore. La concurrence suisse et allemande n'est pas arrivée jusqu'à Livourne. Mais les bateaux allemands commencent à venir. En outre, les tarifs protecteurs ont permis à l'industrie indigène d'ouvrir ses usines dans le voisinage des grands ports; la houille et les minerais lui viennent à bon compte et la main-d'œuvre italienne est abondante et économique. La popularité des marques nationales va croissant de jour en jour, dans cette jeune nation patriote jusqu'au chauvinisme. *La chute du commerce anglais continuera, sans doute, au delà de toute mesure prévue et de tout espoir de relèvement, — the decline will continue beyond hope of recovery*[1].

Notre commerce en Norvège, dit le consul de Christiania, diminue sans cesse. L'Allemagne a maintenant ici la plus grosse part. Des agents allemands, ingénieurs et contremaîtres, ont parcouru le pays, exposé leurs machines et les ont fait fonctionner. Des agents commerciaux ont fondé dans les villes quelques grands dépôts avec succursales. Il est possible en outre que l'industrie indigène se réveille, grâce aux nouvelles créations de forces par le moyen des chutes d'eau. Il faudrait un grand effort pour reprendre ce pays[2].

Le marché grec, dit le consul du Pirée, n'est pas florissant à la suite des dernières crises politiques. L'Angleterre en avait autrefois le monopole. Mais la décadence de notre commerce date de quelque vingt ans; elle a été plus rapide en ces années dernières et tout annonce qu'elle doit durer. Les machines allemandes et belges, la quincaillerie allemande et autrichienne, la papeterie allemande remplacent nos produits. Nos articles sont copiés ou contrefaits et vendus de 15 à 50 0/0 moins cher, sans différence apparente

1. *Annual Series*, n[os] 1882, 1886.
2. *Annual Series*, n° 2013.

de qualité ni de fini. Les charbons allemands, pour le gaz d'Athènes, et les cokes allemands, pour la métallurgie du Laurium, viennent d'apparaître. Les Français, qui détiennent ici cette double entreprise, leur donnent la préférence[1].

De Suède, de Roumanie, de Portugal, les mêmes prédictions sinistres viennent affoler l'opinion anglaise. Les gens mêmes qui ne vivent que par l'Angleterre, par l'argent anglais, portent cet argent à la Belgique ou à l'Allemagne. Bilbao, depuis quarante ans (1861), est une place anglaise. Elle ne vit que par ses minerais de fer qu'exploitent des compagnies anglaises, qu'exportent des bateaux anglais, pour des usines d'Angleterre; sur six millions de tonnes, qu'ont produites les mines en 1897, près de quatre millions ont été pris par les Anglais[2]. Le consul de Bilbao écrit :

Jusqu'en 1892 nous avons eu le monopole de cette place. Nos produits y figurent encore, mais de moins en moins, et quelques-uns ont déjà complètement disparu. On préfère généralement les marchandises allemandes. Elles sont moins chères; surtout elles sont beaucoup plus conformes aux besoins locaux : des agents commerciaux sont venus d'Allemagne faire des enquêtes sur place. Parmi les produits anglais, chassés de nos bazars, les ustensiles de cuisine en fer émaillé, qui nous venaient jadis de West Bromwich (près Birmingham), ont été remplacés par des articles belges, autrichiens et suisses. Les lits en cuivre et fer, les ustensiles de fer-blanc, la quincaillerie, clous, pointes, chaînes, fils de fer, etc., sont fabriqués sur place, depuis l'établissement du régime protecteur. Les outils français et les brosses allemandes obtiennent la préférence. Un de nos grands marchands de verre me dit qu'il se fournit entière-

1. *Annual Series*, n° 1895.
2. Chiffres exacts : 5 636 295 et 3 887 248 tonnes.

ment en Belgique. Le verre belge est bien meilleur marché et, même dans les plus basses qualités, bien meilleur et bien plus blanc. On ne fait plus venir de verre anglais que sur commande expresse du client[1].

Et comme pour mieux marquer encore cette décadence anglaise, voici ce que rapportent les consuls anglais en Allemagne :

L'année 1897 a été un admirable succès pour l'Allemagne. Les progrès de toute l'industrie ont continué et le bilan peut être résumé en un seul mot : « toutes cheminées fumantes », et non pas seulement les cheminées des usines, mais celles du bourgeois et celles du paysan ou de l'ouvrier. L'Allemagne avait eu déjà une série de bonnes années. Jamais peut-être elle n'avait pu se rendre aussi bien compte des bases solides de son succès. En 1896, on craignait un arrêt possible en ce temps de surproduction générale. Les craintes ont fait place à l'espoir d'un développement illimité. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. De 1889 à 1896, les importations de matières premières montent de 1 767 500 000 marks à 1 886 000 000, et celles de produits ouvrés tombent de 992 700 000 marks à 939 200 000. Les exportations de matières premières montent de 664 900 000 marks à 773 200 000 et celles des produits ouvrés montent de 2 098 700 000 marks à 2 301 200 000. Les industries du fer ont surtout progressé. La production indigène a augmenté en dix ans de 2 millions de tonnes, continûment, sans rechutes :

Années.	Millions de tonnes.	Années.	Millions de tonnes
1888......	433	1894......	538
1890......	465	1896......	637
1892......	493	1897......	682

L'industrie indigène a dû pourtant doubler ses commandes de matières premières à l'étranger (fers et aciers, importation en 1893 : 286 000 tonnes, — en 1897 : 564 000 tonnes). Les exportations ont un peu diminué,

1. *Annual Series*, n[os] 1885 et 2073, 23 avril 1898.

à cause de l'énorme demande indigène : l'outillage industriel de l'Empire et les grands travaux de chacun des États ont absorbé la production; les seuls chemins de fer de l'État en Prusse ont demandé un million de tonnes de rails en une fois... Mais cette diminution est passagère, car tout marque l'énorme progrès économique, *the enormous economic progress*, accompli par l'Allemagne durant les vingt-cinq années dernières; tout traduit au dehors le gigantesque effort de ce pays pour arriver à la tête du mouvement industriel et évincer tous ses rivaux [1].

Mais le danger allemand n'est rien encore. Un autre ennemi commence à paraître dans les mers européennes, qui déjà a conquis les autres océans. L'Amérique agricole a inventé les meilleures machines et les meilleurs instruments pour l'agriculture moderne. Dans la Baltique et dans la mer Noire, à Riga, à Odessa et à Stockholm, les machines américaines sont préférées : seule, l'industrie allemande, à cause de son bon marché, a pu lutter contre elles [2]. Les bicyclettes américaines et les machines à coudre ont expulsé les produits anglais d'Allemagne, d'Italie et de France. A Barcelone, les Américains sont venus soumissionner pour les tramways électriques. Leurs montres sont vendues dans tous les bazars de l'Europe. Mais c'est l'Amérique surtout et l'Asie et tout le monde Pacifique qu'ils cherchent à accaparer. Leurs manufactures ont conquis les rives américaines des deux Océans. De New-York à Buenos-Ayres et de San-Francisco au Chili, tous les ports reçoivent aujourd'hui leurs machines et leurs outils. La concurrence allemande et belge avait déjà réduit l'ancien monopole, qui jadis faisait de toute l'Amérique du Sud une dépendance de Sheffield et de Birmingham.

1. *Annual Series*, n° 2122.
2. *Annual Series*, n° 1862.

Au Chili, écrit le consul de Valparaiso, le premier coup nous a été porté par l'exposition internationale de Santiago, que les Allemands, les Français et les Belges lancèrent en 1875. Nous avions alors les 41 0/0 de l'importation totale; l'année suivante nous n'avions plus que les 37 0/0 et chaque année, depuis lors, a marqué une baisse. Les machines allemandes, les horloges et les montres allemandes ont accaparé le marché. A partir de 1880, les marchandises américaines ont commencé de paraître : aujourd'hui toutes les machines et tous les outils agricoles nous viennent des États-Unis. La coutellerie allemande avec des marques anglaises est à tous les étalages. Les scies américaines sont préférées. Nous continuons à perdre du terrain : les fils de fer belges et les clous et pointes américains passent pour être supérieurs aux nôtres. Pour la quincaillerie, c'est à l'Allemagne que va le gros du commerce. Mais les efforts des États-Unis sont de plus en plus sensibles. Les maisons de Chicago ont fait étudier notre marché par leurs agents[1].

Au Pérou, dit le consul de Callao, le commerce anglais est encore prospère pour les autres articles. Mais pour les outils, nous perdons rapidement notre situation jadis prépondérante. On préfère aujourd'hui les outils américains, à cause de leur fini et de leur bon marché. Les charrues viennent toutes des États-Unis; il semble que le fabricant anglais ne puisse pas ou ne veuille pas fournir les modèles demandés. Les tôles sont américaines. Les serrures anglaises, trop chères et trop lourdes, d'un modèle vieilli, font place aux serrures allemandes, américaines ou françaises[2].

Le Mexique a été accaparé par le commerce américain. Une à une, les maisons anglaises se retirent. Le Brésil, gros et bon client autrefois, repousse aujourd'hui les articles anglais. La faïence et le verre y sont allemands ou français, les lampes belges, les aiguilles et machines à coudre allemandes; les États-Unis ont fait leur apparition avec leur bijouterie et leur machinerie agricole; ils semblent décidés à perdre d'abord tout l'argent qu'il faudra pour

1. *Miscellaneous Series*, nos 34 et 61; *Annual Series*, n° 1991.
2. *Annual Series*, n° 1866.

s'assurer le monopole. L'Argentine, province financière de la Bourse et des Banques anglaises, a vu accourir depuis quelques années les capitalistes et les entrepreneurs allemands; les tramways sont devenus allemands. Les clous, fils de fer, poutrelles et rails arrivent de Belgique et d'Almagne. Dans les grands bazars de Buenos-Ayres, un agent allemand est venu offrir de la coutellerie allemande, avec marques anglaises, à un prix dérisoire. Les Américains apparaissent à leur tour. Leurs faucheuses et leurs moissonneuses sont déjà préférées, à cause de leur légèreté et de leur bon marché. Il faut s'attendre à d'autres succès[1].

Bref, toute l'Amérique du Centre et du Sud semble destinée à la clientèle de Pittsburg et de Chicago. Le seul Venezuela, resté fidèle aux Anglais, s'est éloigné d'eux à la suite des dernières querelles politiques, et une grande mission commerciale vient d'y être envoyée par l'Association nationale des Manufacturiers de Chicago. Que deviendra de même le marché du Pacifique si jamais le canal interocéanique est creusé et si une route d'eau continue mène les produits de la Pensylvanie, par le Mississipi et par les mers, jusqu'au Japon, jusqu'en Chine et jusqu'en Australie? Sans attendre même le percement, que deviendra ce marché de l'Extrême-Orient quand, après Havaï, les Américains auront occupé les Philippines? Car, déjà, un effort énorme semble avoir été fait pour trouver sur le pourtour du grand Océan, en Asie, en Océanie et jusqu'à l'Afrique du Sud, une clientèle aux fers d'Amérique. Toute une navigation « transpacifique » s'est établie, que nous soupçonnons encore à peine :

La *Northern Pacific Steamship Company*, écrit le consul de Portland (Orégon), a établi son siège au port américain de

1. *Annual Series*, n[os] 1870, 1911, 1839, 2044, etc.

Tacoma et fondé tout un trafic « transpacifique » dont les fers américains, bruts ou manufacturés, sont le principal aliment et dont les riz chinois, les soies japonaises, les blés africains et les laines australiennes fournissent les matières d'échange. D'autres compagnies américaines, *Pacific mail*, *Pacific coast*, etc., ont leurs sièges à San-Francisco et font le même commerce. Les compagnies japonaises de Kobe et de Yokohama, la *Nippon Yusen Kaisha* surtout, doublent ce réseau d'interchanges, grâce auquel les fers américains pénètrent en Chine, au Japon, en Australie et jusqu'au Cap[1].

La surproduction américaine, écrit le consul anglais de Tokio, a jeté sur notre marché des clous, des rails, des locomotives, que l'on vend à un prix dérisoire, avec l'intention aussi de détruire le préjugé local, qui donne la préférence aux articles européens. Nos articles anglais tiennent encore le premier rang. Mais durant ces deux années dernières (1896-1897), les Compagnies de navigation américaines et japonaises ont commencé à établir un grand commerce avec la côte de Californie. Les États-Unis ont sur nous un grand avantage à cause de la proximité, et surtout à cause de leur exportation de matières premières; ils échangeront leurs fers et leurs produits ouvrés contre la soie et le riz qu'ils commencent à venir chercher; ils sont aujourd'hui les plus gros consommateurs du marché japonais[2].

En Chine, l'Amérique a d'abord importé son pétrole et son blé. Ce sont encore ses deux gros articles d'importations. Mais d'autres suivent. Les machines, apparues en 1892, comptaient pour 13 000 livres en 1895, et pour 26 000 en 1897. Les importations de scies et outils, de clous et articles de quincaillerie, ont quintuplé en deux ans. Les chiffres actuels ne peuvent donner une idée de ce commerce futur. Les Américains comptent bien que la Chine deviendra rapidement un de leurs meilleurs clients pour tous ces articles. Leurs succès au Japon prouvent que pour

1. *Annual Series*, n° 1935.
2. *Blue Book*, C-8449, pp. 334, 345, 349, etc.

les rails, locomotives et fournitures de chemins de fer, ils peuvent battre tous les concurrents[1].

En Australie, les outils américains tiennent le marché depuis 1889; les instruments de chirurgie commencent à paraître et déjà ils ont la réputation d'être mieux finis; les instruments de musique, les montres, horloges, fils, clous, tubes de fer arrivent de Londres, mais ce sont des articles américains ou allemands expédiés en Angleterre et réexpédiés ici. Pour la quincaillerie et la bimbeloterie, les Américains se sont fait une réputation d'habileté et de conscience. Les Allemands ne peuvent plus leur faire concurrence qu'en copiant leurs modèles[2].

Vers l'Afrique du Sud, les exportations américaines étaient de 25 millions (francs) en 1895 et le progrès était continu depuis 1892. En 1896 elles ont doublé et atteint plus de 50 millions. D'énormes quantités de bicyclettes, du mobilier, du matériel agricole ont été envoyés là-bas : les vieilles machines agricoles qui n'ont plus cours en Amérique, trouvent là-bas un écoulement avec bénéfice. Quincaillerie, serrurerie, châssis de portes et fenêtres, fers et fontes, etc., les chargements sont des plus variés. Le Cap demande une grande quantité d' « araignées » et autres voitures, de tables et de chaises, d'outils, etc. [3].

Et d'Amérique tous les consuls annoncent une organisation formidable qui va jeter sur les marchés du monde, à des prix dérisoires, les rails, poutrelles, machines, métaux bruts et produits ouvrés : au fond du lac Supérieur, un Bilbao vient de surgir dont les minerais très purs, en amas ou en couches ouvertes, sur un terrain de gravier, s'exploitent à la pelle-vapeur, par des machines perfectionnées; l'une d'elles, en vingt-cinq jours de travail, a enlevé et chargé sur wagons 250 000 tonnes de minerai. Jus-

1. *Miscellaneous Series*, n° 440; *Annual Series*, n°s 1935 et 1937.
2. *Miscellaneous Series*, n° 455.
3. *Annual Series*, n° 1921; *Blue Book*, C-8449, p. 231 et suiv.

qu'au lac tout voisin, le transport est aisé puis, sur les lacs, les canaux et les fleuves, le minerai s'en vient aux houillères de Pensylvanie, d'où les canaux et les fleuves emportent encore les produits bruts et ouvrés vers New-York ou la Nouvelle-Orléans. Cette navigation intérieure a permis de supprimer pour ainsi dire les frais de transport. Elle va se développant sans cesse : en 1896, le canal du Sault-Sainte-Marie, entre les lacs Supérieur et Huron, a vu défiler près de 19000 navires, portant 17 millions de tonnes de marchandises, — c'est le double du transit par le canal de Suez; — la rivière Détroit, entre les lacs Huron et Érié, accuse un mouvement annuel de 30 millions de tonnes, — c'est le mouvement de la Tamise en aval de Londres. Pour mieux utiliser ces avantages naturels, les puissances financières ont fondé l'un de ces gigantesques syndicats, *trusts*, qui mènent toutes les affaires d'Amérique. Les « rois » du pétrole et de l'acier, Rockefeller et Carneggie, ont uni leurs centaines de millions de dollars : ils veulent simplifier les transports, fonder de nouvelles usines et conquérir dans le monde entier le monopole de l'acier et du fer.

*
* *

Véridiques ou exagérés, ces rapports consulaires ont eu sur l'opinion anglaise une influence que l'on ne saurait exagérer. Publiés par le gouvernement à des prix très minimes, envoyés à toutes les Chambres de commerce et à toutes les bibliothèques publiques, analysés dans le Journal, mensuel autrefois, hebdomadaire aujourd'hui, du *Board of Trade*, reproduits dans les journaux quotidiens, commentés dans les journaux de corporations et de métiers, résumés dans les publications des Chambres de commerce et dans

les *Magazine* hebdomadaires, comparés et réunis dans les grandes revues pour des articles alarmants : *Comment nous sommes battus*, *La chute de notre commerce*, *La concurrence étrangère*, etc., repris et amplifiés en des brochures ou en des livres populaires dont le succès a été toujours grandissant, — tel ce *Made in Germany* (*Articles allemands*), de E.-E. Williams, tiré à des centaines de milliers d'exemplaires, — ces rapports sont devenus le plus grand facteur, peut-être, de la politique anglaise au cours de ces dix dernières années. C'est à eux qu'il faut recourir si l'on veut comprendre le changement politique d'une moitié de l'Angleterre.

Si les Midlands ont suivi J. Chamberlain dans son alliance avec les *tories*, si, depuis dix ans, ces anciens libéraux sont restés fidèles à la nouvelle alliance, c'est que l'unionisme impérialiste n'a fait que traduire leurs doctrines et leurs désirs. C'est la seule explication du succès de J. Chamberlain aux dernières élections : non seulement il a été nommé ; les Midlands lui ont encore donné quinze sièges pour sa famille et ses amis ; il est maître et seigneur de Birmingham, West-Bromwich, Aston-Manor, Worcester, Dudley, Handsworth, Liechfield, etc. ; il est duc des West-Midlands par la grâce de l'élection populaire [1]... C'est aussi la seule explication du choix fait par lui entre les portefeuilles du cabinet unioniste. Avant lui, le ministère des Colonies était considéré comme un poste de second ordre, où les débutants gagnaient leurs droits à de plus hautes fonctions. Il a pris ce ministère, parce qu'il avait la charge des intérêts des Midlands et qu'il voulait appliquer son nouvel évangile :

1. *Review of Reviews*, août 1892, p. 107.

Il y a quelques semaines (janvier 1896), l'Angleterre est apparue isolée dans le monde, entourée de jaloux compétiteurs et même d'ennemis tout à fait inattendus. Il nous a fallu reconnaître que nos succès nous étaient imputés à crimes, que *notre amour de la paix était pris pour un signe de faiblesse et notre indifférence aux critiques d'autrui pour un encouragement à l'insulte*. L'espoir de notre ruine a rempli de joie ces compétiteurs, qui pourtant reconnaissent que nous tenons l'empire du monde pour le bénéfice de tous et que nos marchés leur sont ouverts comme à nous-mêmes. Je regrette qu'un pareil sentiment existe; mais, puisqu'il existe, je suis heureux qu'il ait trouvé son expression. Jamais pareil service n'avait encore été rendu à ce peuple. Car nous avons dû montrer au monde que nous étions résolus à remplir nos obligations, sans doute, mais aussi à défendre nos droits[1]...

Il est une question qui domine toutes les autres : l'établissement d'une union commerciale ne serait pas seulement la première étape, mais l'étape décisive, capitale, vers la réalisation de la plus géniale idée qui soit jamais entrée dans l'esprit d'hommes d'État anglais... Voyez l'Empire allemand! Comment fut-il élevé? Il commença par l'union commerciale, par le *Zollverein*, de deux des grands États qui le composent aujourd'hui. Les autres États, attirés par le profit, suivirent. Un conseil commun, conseil commercial d'abord, le Reichsrath, se réunit pour traiter les questions de commerce commun. Peu à peu, il s'engagea dans les affaires nationales et les intérêts politiques; il devint le lien d'unité pour le nouvel Empire allemand[2].

Trois routes aujourd'hui peuvent s'offrir à nous. La première conduirait à l'abandon par nos colonies de leur système protecteur, à l'adoption par elles de notre libre-échange. C'est la théorie du *Cobden-Club* et des *libre-échangistes* orthodoxes. Ce serait peut-être la meilleure solution. Mais jamais les colonies n'aboliront les droits, qui sont leur principale source de revenus. Et puis ce ne serait pas,

1. Discours de J. Chamberlain, Londres, 21 janvier 1896.
2. *Id.*, Londres, 25 mars 1896.

en somme, nous ouvrir leurs marchés, mais les ouvrir à tout le monde, et, dans cette Union, le commerce international trouverait son bénéfice, bien plus que le commerce impérial... — Second moyen, proposé par la conférence intercoloniale d'Ottawa et par la grande majorité des colonies. Nous abandonnerions complètement notre système actuel de libre-échange, pour le système protecteur des colonies. Celles-ci maintiendraient leurs droits, en faisant pour nous seuls un tarif de faveur. Nous établirions des droits sur les matières premières qui nous viendraient de l'étranger, afin de favoriser l'importation coloniale. Je crois que jamais l'opinion ni le Parlement dans ce pays ne consentiront à cet arrangement trop unilatéral : notre commerce colonial est de trop minime importance, comparé à notre commerce étranger... — Mais une troisième proposition se trouve en germe dans un rapport du Ministère du commerce de Toronto. Ce serait la création d'un Zollverein britannique, d'une Union douanière, qui établirait le libre-échange entre tous les membres de l'Empire. Chacun resterait libre vis-à-vis de l'étranger, avec cette clause pourtant essentielle, que la Grande-Bretagne consentirait à établir contre les produits étrangers quelques droits modérés sur certains articles que les colonies produisent en abondance : ces articles, si j'ai bien compris, seraient le blé, la viande, la laine, le sucre, et quelques autres dont la consommation chez nous et la production aux colonies sont énormes et qui seraient ainsi réservés au seul travail britannique... Je dis qu'une pareille proposition doit plaire même aux libre-échangistes orthodoxes. Je ne crois pas qu'une telle extension du libre-échange ait été accomplie depuis les premières prédications de M. Cobden : songez que, de ce fait, trois cent millions d'hommes vivraient entre eux sous le régime du libre-échange[1]...

J. Chamberlain, comme on voit, prend encore quelques précautions pour parler du libre-échange, de ce *Free Trade*, devenu, par la réussite d'un demi-siècle,

1. Discours de J. Chamberlain, Londres, 9 juin 1896.

l'un des articles de la foi publique anglaise. Le mot seul a comme un pouvoir magique sur les auditeurs. Aussi, pour détruire le charme, les gens de Birmingham en ont-ils inventé une contrefaçon : n'osant pas se dire protectionnistes, — le mot sonne trop mal aux oreilles anglaises, — ils ont mis en cours les expressions de *Fair Trade* et *Fair Trader*, mots intraduisibles (*Fair trade*, *franc commerce*, *loyal commerce*, comme on dit *fair play*, *franc jeu*) et système nuageux, où le libre-échange international, la réciprocité et même la pure et simple protection apparaissent tour à tour comme le trait essentiel, — suivant les auditeurs auxquels on s'adresse. Au fond, c'est la protestation de Birmingham contre le système de Manchester, la révolte des Midlands contre le Lancashire, la répudiation de ce libre-échange « qui sans doute a pu, dans ce pays, produire de beaux résultats, mais qui n'a jamais pu s'implanter au dehors; car nous ne voyons pas que les colonies y aient la moindre propension et nous voyons bien que l'étranger s'en éloigne de plus en plus[1] ». Les temps du libre-échange et de la paix sont finis : il faut chercher ailleurs le salut des Midlands. Il faut l'Empire, si l'on veut que les Midlands continuent à vivre, parce qu'il leur faut de nouveaux marchés. Les dîners de Chambres de commerce, à Sheffield et à Birmingham, ne retentissent que de ce toast : *Markets! Markets!* « Et les candidats aux élections n'auraient qu'à se promener dans nos rues en hommes-sandwichs, avec l'affiche *New Markets*, *Markets, Marchés nouveaux!* pour récolter toutes les voix[2]. »

1. Londres, 9 juin 1896.
2. *Sheffield's Chamber of Commerce, Annual Meeting*, 30 janvier 1896.

Il faut l'Afrique d'abord, puisque l'Europe devient allemande, l'Asie russe et japonaise, l'Amérique yankee. Il faut l'Afrique, du Cap au Caire, pour allonger les millions et les millions de tonnes de rails que l'on ne peut plus vendre ailleurs, pour loger les milliers de locomotives et de wagons, et pour placer les tôles, plaques, poutrelles et charpentes de milliers de ponts et de milliers de gares. Du Cap au Caire, 8 ou 9 000 kilomètres en ligne droite, 15 ou 20 000 en réalité! comptez les haltes et les stations, les magasins et les baraquements, les traverses et les rails, les passerelles et les barrières, les serrures aux portes, les vitres aux fenêtres, les charnières, les espagnolettes, les poignées, les gonds, les fils de fer, les boulons, les clous, les vis, les machines, les outils, et les cuivreries et les ferrures!... Ceux qui ont traversé le Soudan et le Pays des Fleuves disent que ces déserts et ces marais ne vaudront jamais rien, que c'est folie d'aller les prendre! Marchons! désert ou marais, tout est bon pour recevoir les rails de Sheffield et les rivets de Birmingham. Si l'affaire en fin de compte se trouve mauvaise pour la communauté, les Midlands auront d'abord *empoché le bénéfice*! Marchons sur Khartoum! n'est-ce pas une honte qu'après douze ans Gordon ne soit pas vengé?... Et Khartoum est pris. A l'autre bout du continent, le Napoléon de l'Afrique Australe — ce grand Cecil Rhodes qui partage avec *Joe* toutes les faveurs du peuple anglais — s'agite et prépare la trouée vers le nord. Les deux armées de la colonie et de la métropole vont se donner la main. Mais les Français barrent la route : Fachoda vient d'être occupé par eux.

Les Français! enfin! voilà si longtemps qu'on les guettait! Songez que, depuis dix ans, partout, on a

rencontré ces gêneurs. A Terre-Neuve, sous prétexte de traités bi-séculaires, en Égypte, sous couleur de serments échangés, au Siam, avec des raisons de mauvais voisins, partout, ils ont entravé l'œuvre d'Empire. En Europe, ils ont trahi la cause sainte du progrès et de la liberté : ils ont mis leurs mains de civilisés et de démocrates dans la main du Cosaque et du Tsar. Et ce faisant, ils ont grandement nui aux intérêts de Sheffield et de Birmingham. Car c'est l'argent français qui livrera l'Asie au Russe, c'est l'argent français qui a conduit le Russe à Pékin et qui va le conduire à Hérat. Et ce même argent français est en train de bouleverser la Russie d'Europe pour le plus grand dommage de l'Angleterre noire : dans cette bonne Russie agricole, productrice de blés, consommatrice d'aciers et de fers, l'argent français vient d'allumer les fournaises industrielles et de créer tout un Pays Noir aux bords de la Volga, de la Khama, du Donetz et du Don. Là, sur des champs de houille et de fer, à quelques cents kilomètres à peine de cette Méditerranée restée anglaise, près des grands fleuves qui descendent vers l'Asie et porteront les bateaux, au milieu de terres peuplées, — où la main-d'œuvre abondante, docile et pauvre, se contente de ce que l'on veut bien lui donner et jamais ne fait de grève, et jamais ne pourra se syndiquer, — là, les Français ou les Belges, leurs commandités, viennent de dresser une centaine d'usines, qui en trois ans ont décuplé leurs produits et qui, pour le monde asiatique, vont être ce que Pittsburg est devenu pour le monde américain [1]. Déjà le journal du *Board of Trade* [2] donne les statistiques suivantes :

1. 1er février 1899.
2. *Annual Series*, n° 1980.

Productions russes (millions de roubles).

	1877	1887	1892	1897
Bois	16,8	25,7	33,3	102,9
Papier	12,7	21	25,5	45,5
Produits chimiques	10,5	21,5	35,3	59,6
Terres et faïences	20,4	29	32,3	82,6
Métaux	89,3	112,6	162,3	310,6
		(millions de pouds).		
Charbon	110	277	424	684
Fonte	23	36	64	113
Fer	16	22	29	30
Acier	3	14	31	74

Voilà quels ont été les premiers résultats de l'alliance franco-russe. Aussi, contre la France, a-t-on, depuis cinq ans, forgé le plus parfait instrument de meurtre dans cette flotte admirable que l'on vient d'achever. L'outil est là, tout prêt. C'est pitié de le voir se rouiller inactif. En quelques heures, il pourrait tant rapporter! La besogne « paierait ». La guerre viderait d'abord les magasins d'armes où Birmingham depuis des années entasse les stocks invendus. La guerre enverrait par le fond quelques-uns de ces grands cuirassés, gigantesques masses de fer et d'acier, qu'il faudrait remplacer ensuite. Et la France, vaincue, aurait à trouver de l'argent : elle a donné cinq milliards aux Allemands et prêté six milliards aux Russes; quelle aubaine envoyée par Dieu, que cette rencontre au coin d'un bois!... Et la France donnerait ses colonies. C'est une tradition : la France fait des colonies pour que John Bull les lui prenne. Et quel élargissement du marché anglais! Et quelle nouvelle tentation pour les colonies anglaises d'accepter enfin le beau mariage que, depuis si longtemps, on leur propose! Elles ne refuseront sûrement plus la main du vainqueur : c'est toujours de soldats que

rêvent les jeunes filles. Elles auront confiance dans la force de cet époux, qui, de loin, leur paraissait un peu vieux... Et tous les cœurs anglais, sous la même poussée d'orgueil, battront ensemble : les victoires de Cuba ont régénéré le patriotisme américain... La guerre, c'est l'achèvement de l'édifice! Les pierres sont taillées, il faut du sang français pour gâcher le mortier; c'est le sang français qui, pour tout jamais, a cimenté le fronton de l'Empire allemand...

La France n'ayant pas accepté cette fois la jolie partie d'égorgement réciproque, on l'a remise à plus tard et l'on a cherché ailleurs. A l'autre extrémité de cette même Afrique, deux républiques de paysans barraient aussi la route. Leur seul voisinage pouvait développer ou entretenir les espérances séparatistes de la nation *afrikander* et retarder ainsi l'œuvre d'Empire. De ce côté encore, la guerre promettait de « payer » : *goldfields* et mines de diamants, la victoire ne rapporterait pas que des lauriers. Sûr du succès, comptant faire la Noël à Pretoria, on se lança donc à la guerre. Et l'on fit cette guerre suivant la tactique *brummagem*. Car il n'existe pas seulement une politique *brummagem*. Birmingham a depuis vingt ans introduit dans les affaires une tactique qui porte aujourd'hui ses fruits. Cette tactique est celle que l'on pouvait attendre de bourgeois unionistes, amis des lords et du « vieux stupide parti ». Elle est fondée sur les deux vertus aristocratiques : l'ignorance et l'égoïsme.

III

Le meilleur des facteurs au service de la concurrence allemande est le *conservatisme* de nos fabricants et négociants anglais, qui ne peuvent ou ne veulent pas se conformer aux demandes et aux goûts de leurs clients.

Rapport du consul à Panama, *Annual Series*, n° 1950.

Si le commerce anglais veut regagner le terrain perdu, il faut qu'il renonce entièrement à ce *conservatisme insulaire*, auquel nos fabricants semblent liés.

Rapport du consul à Riga, *Annual Series*, n° 1901.

De une heure à deux heures de l'après-midi, dans l'un des grands clubs de Birmingham. La salle à manger, aux cheminées de marbre noir, est encore vide. Mais les tables massives d'acajou et les lourdes chaises d'acajou et de crin sont prêtes. Un grand tapis d'Orient et deux grands feux de coke font valoir la blancheur des nappes damassées où, près des larges assiettes, les jeux de couteaux, grands et petits, de cuillers et de fourchettes luisantes, les cristaux alignés et les innombrables bouteilles et pots de condiments attendent ces Messieurs.

Ces Messieurs se sont levés ce matin vers neuf heures. Ils sont venus en ville, à leurs bureaux, du fond de leurs faubourgs. Ils n'habitent plus la ville.

C'était bon pour leurs pères, qui n'étaient que de pauvres artisans, presque des ouvriers. Sur les routes d'Hagley et de Mooseley, loin des ateliers et du peuple calleux, ces Messieurs ont semé leurs cottages au milieu des jardins. Chacune de leurs demeures, au fond de son jardin, a son nom, comme il convient aux résidences de nobles maîtres. Ils ont là-bas léurs familles et leurs serres, car ils se piquent d'horticulture, depuis que *Joe* s'est fait un nom par sa collection d'orchidées. — La Hollande aussi s'éprit un jour des tulipes : elle en perdit son commerce...

Ces Messieurs sont venus en ville, les uns par le tramway, la plupart dans leurs coupés. En 1860, il y avait dans tout Birmingham trois voitures de maîtres que l'on reconnaissait au passage; aujourd'hui, chacun a la sienne. Quelques-uns sont venus à pied, en flânant. Le brouillard, ce matin d'octobre, était rosé de soleil, et ouatant les bruits, adoucissant la lumière, il endormait la hâte et les soucis. Le brouillard lui-même a changé depuis les jours d'autrefois. Ces nuées humides et glacées, qui faisaient l'homme brutal mais actif, féroce mais énergique[1], on les a domptées, humanisées, attendries. Elles crèvent encore en brusques colères d'orages ou en longues pleurnicheries de petites pluies fines; mais on se rit de leurs humeurs : sous les plaids imperméables, dans les souliers et les manteaux de caoutchouc, on ne sent plus leur tyrannie. Le doux brouillard nuancé ne sert plus qu'à amortir les chaleurs de l'été ou les froids de l'hiver, à masquer un peu les coins de misère et de tristesse, à voiler la fuite des heures et des jours : tout s'adoucit et s'endort sous la monotonie de ce

1. H. Taine, *Histoire de la Littérature anglaise*, I, p. 7-8.

climat jadis sauvage, aujourd'hui dompté par les mille inventions de l'homme.

Rien ne frappe les Américains autant que cette douceur, cette humanité de la terre anglaise. A les entendre[1], c'est l'un des facteurs importants de la situation actuelle. Dans ce pays de plein air, disent-ils, ni des chaleurs, ni des froids excessifs n'arrêtent une heure les jeux et les sports : ce peuple ne peut plus s'astreindre au travail de cabinet, à l'étude. Il vit dehors; il devient un athlète, un soldat, un marin, un voyageur, un colon. Mais il est rarement un savant : or la science est nécessaire à l'industrie actuelle. Il se crée des réserves de force physique; mais il n'élargit plus le cercle habituel de ses pensées. Il vit aujourd'hui comme hier il a vécu, comme ses pères vivaient. Il ne change rien à ses occupations, une fois adoptées, — que d'ailleurs il subordonne à ses sports et à ses jeux.

Il devient le Romain des temps modernes, le citoyen sérieux et respectueux des lois, l'homme vigoureux et conquérant. Mais il reste ignorant, et, incapable peut-être de se plier aux nécessités des temps nouveaux, il reste conservateur des vieux usages. Sous le voile demi-transparent du brouillard teinté de soleil, ses années passent et ses années reviennent, sans que rien ne lui en marque fortement le renouvellement et la chute, sans le repère des saisons accablantes et des mois rigoureux... Quand les Hollandais, après des siècles de lutte contre la nature et contre les hommes, eurent façonné leur terre, leur ciel, leurs eaux, selon leurs manies et selon leurs goûts, quand, du marais d'autrefois, ils eurent fait la riche, propre

1. Price-Collier, *Forum*, décembre 1894.

et confortable Hollande du XVII[e] siècle, ils s'endormirent un peu à la tiédeur de leurs poêles et de leurs pipes, et ils cherchèrent dans l'alliance anglaise ce que les Anglais cherchent aujourd'hui dans l'alliance américaine, un oreiller pour leurs digestions. Guillaume III réalisa pour sa Hollande ce que J. Chamberlain rêve aujourd'hui pour ses Midlands...

Ces Messieurs, sans hâte, venaient à leurs bureaux. Ils suivaient, tout le long de la route d'Hagley, au front des façades de briques roses, les verdures des jardinets, les gazons des pelouses et les feuillages éternels des sapins, des lierres, des lauriers et des houx. Quelques bouleaux dénudés pouvaient trahir l'automne et l'année finissante : ces Messieurs se mirent à songer que la saison de Brighton allait s'ouvrir et qu'ils iraient là-bas voir de loin les duchesses que *Joe* connaît pour eux... Tout le long de la route, les façades des cottages leur parlaient de cette vieille Angleterre, dont ils sont maintenant membres et parties. Leurs pères étaient radicaux et vivaient dans le présent, avec la haine du passé d'oppression, avec le mépris des castes inutiles et la confiance dans le libre travail et dans l'effort. Ces Messieurs sont unionistes : ils appuient leurs privilèges conquis de bourgeois et d'accapareurs aux vieux privilèges hérités de la noblesse et de l'Église. Leurs façades neuves ont des baies en ogives et des pignons crénelés; leurs fenêtres ont des croisillons de pierre; les ornements perpendiculaires de tout leur néo-gothique font de leurs résidences, à eux les parvenus d'hier, les exactes et ridicules copies des vieux manoirs. Ces Messieurs sont à l'aise dans ces vieilles choses. Ce matin, sous l'arche romane de sa boutique, près des gigots pendus entre les meneaux, le gros boucher, tout gonflé de

sang rouge, étalait sa fierté d'être un Anglais de la vieille Angleterre...

Ces Messieurs se sont assis à leurs bureaux. Leur courrier les attendait. Quelques lettres de correspondants lointains leur ont donné de l'humeur. Un quincaillier des îles Hawaï se plaint de n'avoir pas encore reçu, après neuf mois d'attente, les boulons qu'il demandait pour une entreprise du gouvernement[1] : ces gens des antipodes sont toujours pressés! il faudrait, pour leur plaire, ne jamais penser qu'à eux!... « Vos scies, écrit un boutiquier des Bahamas, sont trop chères et trop vieilles. Vous ne m'envoyez que des modèles inusités chez nous. Mal ficelés dans du papier gris, vos articles se rouillent pendant la traversée ou font piètre figure à mon étalage. Vos concurrents américains ont pris l'habitude de m'expédier leurs serrures en de jolies boîtes de carton ou de bois, qui tentent mes clients et m'épargnent, à moi, beaucoup de pertes et de soins[2]. » Des boîtes pour des serrures! a-t-on jamais, depuis que Birmingham existe, empaqueté autrement qu'en du papier gris? ces nègres des Bahamas sont vraiment trop naïfs s'ils se figurent qu'on va changer pour eux les vieilles habitudes!... « Je vous retourne vos lampes, écrit un entrepositaire de la Trinité. Nous ne vendons plus de lampes à huile, et le pétrole américain amène aussi les lampes américaines, qui sont plus commodes, moins lourdes, de formes plus nouvelles et plus variées que les vôtres[3]. » Pour plaire à ces métis, ne faudrait-il pas chaque matin changer ses modèles et inventer quelque chose! « Il n'y a plus rien à faire

1. *Annual Series*, n° 1900.
2. *Blue Book*, C-8449, p. 131.
3. *Blue Book*, C-8449, p. 95.

dans ce pays, écrit un voyageur de commerce qui visite le Cap en ce moment. Les horloges et montres américaines ou allemandes, fabriquées à la mécanique, se vendent pour rien. Avec leurs couronnements estampés et leurs cadres peints, les horloges allemandes ont une apparence plus artistique que les nôtres. Le bronze d'aluminium ou le fer oxydé donnent aux montres américaines un certain cachet de distinction, et les cadrans un peu voyants plaisent à ce peuple de paysans et de mineurs[1]. » De la camelote! jamais une vieille maison de Birmingham ne déshonorera les marques anglaises! si ces Boers ne sont pas capables d'apprécier la différence, tant pis!

Voulant passer leur humeur, ces Messieurs ont pris leurs journaux. En première colonne, à son ordinaire, le *Birmingham Daily Post* célèbre la gloire de *Joe*. L'infatigable ministre des Colonies travaille pour ses chers Midlands. Cadeau de Noël : il va leur donner le port de lettre à deux sous dans tout l'Empire ; les lettres coûtant moins cher, les commandes vont affluer. *Joe* s'est aussi renseigné sur la concurrence étrangère aux colonies. En un gros Livre Bleu de six cents pages [2], il a publié les réponses des gouverneurs et les conseils pratiques à en tirer : « Dans tous les pays neufs, comme les chances sont plus nombreuses d'avaries ou de perte, les émigrants peu fortunés en général préfèrent les articles bon marché et *ayant de l'œil*. Il faut aussi ne pas oublier qu'en nos maisons et fermes isolées un instrument, une serrure, une machine doivent pouvoir être montés ou posés par le premier venu et facilement réparés au moyen de pièces inter-

1. *Blue Book*, C-8449, p. 237.
2. C-8449 : *Trade of the British Empire and Foreign Competition.*

changeables, identiques, faites à la machine. Il faudrait donc recourir aux dernières simplifications, aux derniers perfectionnements mécaniques et chimiques (p. 7 et 8)... A Ceylan, les poteries et faïences anglaises ne se vendent plus : on se plaint du *conservatisme* de nos fabricants et de leur répugnance à changer leurs modèles (p. 271)... A Hong-Kong, on se plaint que le fabricant anglais ne sache pas s'adapter aux besoins du pays et qu'il se *colle* aux vieilles grandeurs et qualités, aux vieilles couleurs, aux vieux poids, vieilles formes et vieux styles (p. 330)... Les Australiens achètent des pianos allemands : les pianos anglais sont du style et du ton d'il y a quarante ans (p. 411)... A Victoria, les articles français sont préférés : les articles anglais, toujours les mêmes, sans changement aucun depuis des années, ont lassé le public (p. 429)... »

Changer! toujours changer! *Joe* en parle à son aise! Il sait pourtant quelles entraves met aux changements, à l'introduction des machines nouvelles ou des procédés nouveaux, l'obligation de discuter avec les syndicats ouvriers! Ce qui fait la force des Américains et des Allemands, pensent ces Messieurs, c'est qu'ils tiennent leurs ouvriers, les uns par la force gouvernementale, les autres par la force de l'argent. Ce qui tue l'industrie anglaise, c'est l'ingérence et la révolte constante des *Trade-Unions*. Un patron n'est plus libre chez soi. Dès qu'il veut modifier les clauses du contrat de travail, ou les heures, ou les salaires, ou les procédés, ou les machines, — afin de lutter contre la concurrence étrangère, — les syndicats se mettent en branle ou en grève [1]... Quand *Joe* aura fini avec les gêneurs du dehors, il faudra qu'il songe

1. *Second Report on Depression of Trade*, p. 33.

aux gêneurs du dedans. La prospérité du royaume et la grandeur de l'Empire sont incompatibles avec ces mutineries et ces exigences toujours grandissantes. Après six mois de luttes, les charbonniers du pays de Galles ont enfin mis leurs ouvriers à la raison; avec un peu de poigne, on viendrait pareillement à bout de tous les autres.

Ainsi pensent ces Messieurs en repliant leur *Daily Post*, et ils prennent le *Financial News*. Bonnes nouvelles : les mines du Transvaal continuent de monter; les affaires du Klondyke s'annoncent bien. Ces Messieurs supputent leurs gains : en six ou sept ans, leurs actions du Transvaal ont quintuplé de valeur. Voilà des affaires qui « paient » et qui dispensent de se mettre en quatre pour plaire à un nègre des Antilles ou à un Boer de l'Afrique australe, et de faire un métier de boutiquier pour gagner quelques livres avec six mois d'escompte! Il n'y a décidément que les grandes affaires. C'est folie désormais de gâcher sa vie derrière un comptoir ou derrière un grillage, à vendre quelques paquets de scies ou quelques grosses de rivets. Le métier est perdu par ces boutiquiers d'Allemagne et d'Amérique, qui commercent à la petite semaine et qui se contentent de bénéfices ridicules!...

Le *Financial News* a deux ou trois colonnes pour les *Companies Limited*. Ces Messieurs sont tous membres de dix ou quinze de ces compagnies, dont le nombre a décuplé durant les vingt années dernières. Aujourd'hui, dès qu'une affaire commerciale ou industrielle semble prospérer, un *promoter*, un lanceur, vient trouver le propriétaire ou le patron et lui propose de mettre la chose en société. On évalue les bénéfices actuels ou futurs. On en déduit la valeur

réelle ou possible du capital à souscrire. Le *promoter* achète le tout, et paie, moitié argent, moitié actions de la future société ; à lui, ensuite, par les journaux, les conférences, les visites et toutes les réclames, de lancer les actions dans le public et de réunir les fonds nécessaires. Le public souscrit sans peine : les actions sont de cinq livres (125 francs) ou moins, d'une livre parfois (25 francs). Chacun veut prendre son billet à la loterie. Car, pour tous, ce n'est bien qu'une loterie. Si le succès répond aux promesses, l'exemple du Transvaal est là pour montrer les énormes bénéfices possibles ; si l'affaire échoue, c'est à passer à la colonne des profits et pertes. La souscription n'engage ni le nom ni la responsabilité des actionnaires ou des directeurs ; la compagnie est *limited*, à responsabilité limitée ; en cas de déconfiture, il est bien entendu que ses créanciers ne peuvent rien exiger d'elle au delà du capital déclaré.

A Birmingham, jadis, l'industrie et le commerce étaient aux mains de petits patrons. Connaissant par un long apprentissage et par une pratique journalière les moindres détails du métier, ils cherchaient et trouvaient sans cesse un perfectionnement, une simplification, une économie, une idée. Sachant aussi les besoins, les goûts et les époques des marchés divers, ils s'ingéniaient à satisfaire tel ou tel client, à le garder par des concessions aux époques difficiles, à le relancer aux époques favorables, à le ramener en cas d'infidélité. Aujourd'hui, tout Birmingham est en compagnies *limited*, l'épicerie et la banque, la pharmacie et les modes, et surtout les fabriques et les maisons de commission. On veut moins de responsabilité individuelle. On épargne le zèle. Tous désirent moins de risques et plus de profits. On obtient seule-

lement moins de besogne. Le commerce et l'industrie deviennent une sorte d'État à la française : une armée de fonctionnaires soldés et de ronds de cuirs asservis à la paperasse y travaille sans ardeur, mal commandée de loin par un trop nombreux et trop coûteux état-major, qui ne siège en conseils d'administration ou en assemblées d'actionnaires que rarement, brièvement, et seulement pour connaître en gros de la situation financière.

Rien n'a contribué, je crois, autant que les compagnies *limited*, à ce « conservatisme insulaire » dont se plaignent les consuls anglais. Car ces affaires, sans âme et sans pensée, poursuivent à travers les années leur marche mécanique. Du jour où la machine est montée, nul ne se met plus en peine de l'améliorer en cas de défaut, de la refaire en cas d'usure, ni même d'en surveiller l'allure et le rendement. Elle va par la force acquise. Elle fabrique aujourd'hui ce qu'elle fabriquait il y a vingt ans, des lampes à huile quand tout le monde s'éclaire au pétrole, et des perruques quand on ne porte plus que de fausses dents. Elle jette sur le marché, avec une constance et une régularité inintelligentes, les articles que personne ne demande aujourd'hui et qui auraient leur vente demain, ou les produits qui jadis se demandaient en abondance et qui aujourd'hui ne se vendent plus. Elle maintient les vieux modèles et les prix d'autrefois.

Ajoutez qu'elle a un rendement minimum pour une dépense maxima, avec des charges inutiles et de multiples frottements. Le capital souscrit, dont elle doit gagner l'intérêt, n'est pas en réalité le capital utile, qui pourrait suffire à son fonctionnement. Le *promoter*, d'habitude, et les premiers actionnaires se

sont taillé une grosse part, et, dans l'achat puis dans l'organisation de l'affaire, leur appétit a plus coûté à satisfaire que les demandes des intéressés : telle fabrique de tubes à bicyclette, achetée mille livres (25 000 francs) à son propriétaire, a été revendue au public dix-huit mille livres (450 000 francs). Il faut que les bénéfices entretiennent ce capital! Aussi l'on fabrique et l'on fabrique; on prend un très nombreux personnel; on ne veut que de grosses affaires; on méprise et l'on néglige le petit client, dont Birmingham vivait autrefois; on laisse aux Allemands et aux Américains les petites commandes, qui finissent toujours par emmener aussi les grosses [1]. Et les capitaux, drainés par ces loteries, ne vont plus à l'aide du petit artisan... Sous une autre forme, c'est le fléau de l'épargne française n'allant qu'aux fonds d'État et aux entreprises officielles. Quand un débutant demande quelques milliers de livres pour une nouvelle affaire, il ne trouve pas un prêteur; mais quand Lipton (le Boucicaut de Birmingham) en demande deux millions, le public lui en offre cinquante.

Le récent et scandaleux procès du grand *promoter* Hooley a montré que toute l'Angleterre est rongée par ce mal [2]. Mais Birmingham et sa petite industrie en ont été ou en seront les premières victimes. Nulle

1. *Blue Book*, C-8499, p 8 et suiv. *Annual Series*, n° 1863 : en Chine, la coutellerie allemande est apportée de Singapore, et la bimbeloterie allemande envahit le marché de Hong-Kong : *British firms will not sell in sufficiently small quantities*; *German and Chinese firms will book an order for a few pence*. De même, *Annual Series*, n° 1864, 1882, etc.

2. Voir dans l'*Engineering* du 18 novembre 1898 le discours de lord Russell, *lord Chief Justice*, sur les désastres des compagnies limited. Il estime à 28 millions de livres sterling (700 millions de francs) le capital perdu par elles durant les sept années dernières.

part, le goût de ces loteries n'a été plus populaire. Nul terrain aussi n'était mieux préparé à leur établissement. La génération précédente avait étranglé déjà les petits industriels, en fondant, à l'exemple de J. Chamberlain, quelques grandes maisons qui conquéraient de haute lutte le monopole des boutons ou des vis. Cette génération de conquérants avait du moins le goût de l'action et du commandement effectif, le souci et la connaissance des affaires. La génération actuelle, fille de ses accapareurs, a voulu vivre de ses privilèges hérités, sans plus rien faire qu'ordonner de haut et diriger de loin, en nobles maîtres. Ce n'est pas impunément que l'on s'allie aux nobles lords. Cette génération, unioniste en politique, l'est aussi devenue en affaires, et Birmingham est aujourd'hui la capitale de cet unionisme commercial.

De tout le royaume et même de l'étranger, les *promoters* se sont abattus sur elle, traînant à leur suite une nuée d'hommes de chiffres et de contentieux, d'*accountants*, autre sorte d'oiseaux qui pullulent toujours sur les organismes et sur les commerces morts, et qui achèvent les mourants. Birmingham est devenue la proie de ces *promoters*. Ils se sont installés dans son industrie, dans ses bureaux, dans toute la vie des particuliers, et ils voudraient mettre la griffe sur la ville elle-même et sur les affaires communales. Tel d'entre eux, débarqué hier d'Allemagne ou d'Autriche comme notre grand Cornélius Herz, est déjà candidat aux élections pour le Conseil municipal, en attendant la Chambre des Communes... Ces Messieurs voteront pour ce baron allemand, à peine naturalisé, parce qu'il est noble et parce qu'il se dit unioniste et impérialiste : on comprend maintenant que tous ces Messieurs soient pour

la formation de cette gigantesque compagnie *limited*, *England and Sons*, dont *Joe* est le *promoter* et dont les bénéfices, pensent-ils, les dispenseront à jamais de travail...

Ces Messieurs ont replié leurs journaux, donné quelques ordres, signé des lettres, puis, une heure sonnant, ils ont pris la route du club. Le temps s'était un peu gâté, et la rue boueuse était pleine d'ombre et de froid. Mais, au club, la tiédeur du feu, dont les reflets vacillent sur le chaud tapis d'Orient, les gagne dès le seuil. Ils se mettent à table, en belle humeur; ils s'y installent; ils s'y attardent. Leurs pères se contentaient d'*ale* et de rosbif froid, et lunchaient debout, au premier *bar* de rencontre. Il faut à ces messieurs les vins de France ou de Californie, des vins de luxe, des crus titrés, du champagne armorié, du bordeaux des comtes de Ravez et des marquis de Barsac, des vins « pour la noblesse », comme les gros cigares qu'ils vont allumer tout à l'heure. Ils dépensent à leur lunch le quadruple du temps et de l'argent que leurs pères y donnaient. Cinq Allemands se contenteraient de ce qu'il leur faut à chacun d'eux, et, si l'Américain est une bête aussi dispendieuse, il fournit en réalité le quintuple de travail[1].

Après le lunch, le cigare et la partie de billard les retiennent encore. Puis, c'est une assemblée d'actionnaires, où ils vont apprendre que telle compagnie *limited* suspend ses affaires ou ne donne pas les bénéfices espérés. Les administrateurs proposent de liquider ou de réduire. Avant d'en arriver là, on a

1. *Second Report on Depression of Trade*, p. 84 : *The frugality which is necessary to bring up our labour to foreign labour is the dispensing with many of the luxuries which our artizans of recent years have been in the habit of enjoying.*

végété plusieurs années, promettant toujours aux actionnaires des dividendes qui ne venaient jamais, offrant toujours de nouvelles concessions au client pour l'amorcer et boucler des affaires quand même, dilapidant le capital et gâchant les prix, cachant sous des inventaires fictifs la décadence, puis la déconfiture. Aujourd'hui on est au bord du fossé, que l'on s'obstinait à ne pas voir...

Les compagnies « limited » ont encore eu ce rôle fâcheux : par leurs promesses d'avenir et par leurs fausses espérances, elles ont endormi la vigilance de tous et n'ont pas laissé voir à toute minute le péril imminent. Elles sont allées répétant que la crise actuelle était passagère et qu'il fallait seulement tenir, « avoir de l'estomac ». Et l'on a continué sans plus d'enquête... Demain, les *accountants* vont se jeter sur le cadavre. C'est une usine qui fermera ses portes, une maison qui disparaîtra, remplacée après-demain par deux maisons en Amérique et en Allemagne... C'est toute l'histoire en raccourci de l'industrie des bicyclettes dans les Midlands. On se vantait d'en avoir le monopole; on en exportait pour 26 millions en 1893, 30 millions en 1894, 34 millions en 1895, 46 millions en 1896; des centaines de sociétés se fondaient et continuaient de fabriquer, bien que de toutes parts les marques anglaises, trop lourdes et trop coûteuses, fussent remplacées par des marques américaines [1]. En 1897, l'exportation est descendue à 35 millions; en 1898, elle est tombée à rien; Coventry, qui n'était plus qu'une usine à bicyclettes, s'est trouvée ruinée de la veille au matin : tout son peuple est dans les rues, sans ouvrage, crevant de misère....

1. *Annual Series*, nos 2122, 1983, etc.

Ces Messieurs, entre quatre et cinq, ont fait une nouvelle apparition à leurs bureaux. Ils reprennent vers cinq heures la route d'Hagley. Ils y retrouvent leur *home* et leurs serres. Ils y reprennent le culte de quelque *hobby* (manie, dada). Chacun d'eux a sa manie, — c'est la mode. — Les uns collectionnent les orchidées, les autres les timbres-poste, d'autres les éditions de Ruskin ou de Carlyle, — non pour les lire, mais pour les montrer. La plupart « s'entraînent » encore à quelque jeu ou à quelque sport, billard, tennis, boxe, etc.; chaque jour ils y consacrent quelques heures. Il en est qui s'entraînent aussi pour la parole en public et pour la « debating society », la société de discussion, — c'est là que *Joe* a débuté; c'est de l'*Edgebaston Debating Society* qu'il est parti pour la fortune que l'on sait... Ces manies et ces entraînements deviennent pour le grand nombre la grosse affaire de la vie. La culture désintéressée du muscle les détourne des intérêts vitaux de leur commerce et de leur industrie. Car, pour eux, être un bon commerçant n'est rien. Devenir un champion de la raquette ou de la bille, voilà qui pose un homme et en fait presque l'égal d'un *baronet*! M. Jourdain, il y a deux siècles, prenait déjà un maître de danse et un maître d'armes.

Et M. Jourdain prenait aussi un maître de philosophie et un maître de musique : il se piquait de protéger les sciences et les arts. A l'entrée de leur musée municipal, ces Messieurs ont fait graver sur le marbre *By the gain of industry, we promote art.* (Avec les gains de l'industrie, nous faisons avancer l'art!...) Ils sont *promoters* d'art et de science, comme ils sont *promoters* d'affaires. Ils donnent parfois leur argent, jamais leur attention et leurs soins. Les Allemands et

les Américains, plus avisés, ont renversé la formule, et c'est par l'art qu'ils *promotent* leur industrie : aussi va-t-elle sans cesse de l'avant, se perfectionnant et s'affinant, se complétant et se renouvelant, toujours prête à la lutte, toujours conforme aux derniers progrès. Le conservatisme ruine Birmingham. Elle espère encore qu'après la crise passagère, les beaux jours de 1873 reviendront d'eux-mêmes ou que la baguette magique de *Joe* les ramènera : elle a oublié sa propre histoire et le siècle d'efforts patients, de science et de vertu, qui précéda les bénéfices de 1860 à 1873.

Car l'ancienne prospérité ne fut pas un coup de chance que le hasard et le jeu créèrent, et que le hasard peut redonner. C'est par la vertu de ses penseurs, par l'étude de ses inventeurs, par le travail acharné de tous ses fils, que Birmingham est arrivée jadis à la fortune. Elle était radicale alors, radicale d'esprit et non pas de nom seulement, sans cesse en quête de nouveau, toujours en effort de progrès. Elle avait fait la révolution de l'industrie moderne : c'était dans ses usines de Soho que Watt et Boulton avaient asservi la vapeur, et c'était chez elle aussi que Murdock avait inventé le gaz et la locomotive. Ayant la première appliqué en grand à la fabrication du fer les procédés du puddlage, elle était devenue puissante par les forces combinées du fer et de la houille. Puis chaque jour, dans le détail, ses petits patrons avaient imaginé quelque perfectionnement, inventé, simplifié, changé. Elle avait conquis la clientèle du monde en s'adaptant aux besoins du monde nouveau. Elle marchait en tête des peuples travailleurs, et non pas à la suite des lords parasites. Elle ne cherchait pas à exploiter le voisin au profit de sa paresse : son travail profitait à tout l'univers.

Depuis, Birmingham ignora le progrès du monde. Les grandes inventions se firent sans elle et contre elle. Les procédés et les emplois nouveaux de l'acier, si elle les eût connus, auraient pu lui rendre la suprématie d'autrefois. L'électricité, avec les cuivreries et les mille menus objets qu'elle emploie, aurait pu lui donner des années de travail. Le pétrole et les nouveaux moyens d'éclairage et de locomotion sollicitaient ses inventeurs... Elle a tout ignoré, parce que, détournant les yeux du présent, elle s'était éprise d'un beau snobisme pour le passé... Elle était autrefois la grande dissidente et la grande travailleuse, ne s'en rapportant qu'à son jugement, ne vivant que suivant son idéal. Elle croit aujourd'hui en la parole de ces rhéteurs aimables dont les Unionistes font leurs chefs aux Communes et qui vont prêchant l'amour des vieilles choses, l'utilité de la croyance et de la tradition, l'impuissance de la raison, la faillite de la vérité, la beauté du préjugé et la solidité des ruines! Pour vivre dans la compagnie des lords « avec l'Église et avec la Bière », dans le service des faux dieux, elle a déserté le culte du progrès, son Seigneur et Maître. Et quand *Joe* lui propose de construire pour sa paresse une demeure familiale et tranquille, elle oublie ces paroles du Livre, qui jadis était toute sa loi : « Si le Seigneur n'édifie pas une maison, c'est en vain que travaillent ceux qui cherchent à la construire. »

LE PROTECTIONNISME

I

Tous les renseignements tendent à prouver d'une indéniable façon le déplacement graduel du commerce aux dépens de l'Angleterre et au profit de l'étranger. Le phénomène, à l'heure actuelle, est déjà si intense qu'il pourra surprendre bien des gens : on le croirait même difficilement possible, si tant d'incontestables autorités ne nous en prouvaient l'existence.

Chambre de commerce anglaise de la Trinité, *Blue Book*, C-8449, p. 183.

De Birmingham à Liverpool, cent cinquante kilomètres de plaines ondulées mènent de la houillère centrale à la plage marécageuse. C'est d'abord l'horreur du Pays Noir, de ses gangues, de ses mares, de sa boue charbonneuse et de son ciel enténébré. Au long des canaux tout fumants de buées, les lignes de rails se décuplent et, sur les remblais de cendres et de débris, les longs convois s'enfoncent à travers chevalements de mines et cheminées. Jusqu'à Wolverhampton, une chaîne d'usines et de hauts fourneaux rive par couples les cités ouvrières, West-Bromwich et Wednesbury, Bilston et Willenhall. Les faubourgs se sou-

dent par des champs de gravats aux faubourgs de la ville prochaine. Une humanité rabougrie, déjetée par la servitude des machines, une nature étiolée, étouffée sous les déjections de la mine et de la fournaise, nulle part au monde n'apparaît comme ici l'avilissement des êtres et des choses que semble avoir coûté notre civilisation nouvelle...

Après les usines de Crewe, la houillère cesse brusquement : on rentre en un vert pays d'arbres et de haies, de vergers, de prairies, de coteaux inclinés vers la plaine maritime. On sent déjà la mer voisine. Ses brises viennent chasser des poumons les vapeurs de la houille. Sous la calme brume irisée, parmi la verdure des champs gorgés d'eau, les troupeaux de moutons, les bandes de corbeaux et de pies, les vaches sommeillantes, les filles sarclant un coin de potager ou, derrière la charrue, le laboureur poussant un lourd attelage, toutes ces visions champêtres chassent de l'esprit les visions de servage et de mort. On peut songer à la vie facile, indépendante, humaine, que durant des siècles jadis connut la « vieille joyeuse Angleterre », aux jours déjà lointains où, pour être la maîtresse du monde, elle ne s'était pas faite encore la servante de l'humanité.

Dans cette plaine fertile, à mi-chemin des coteaux anglais et des montagnes galloises, une vieille ville, Chester, s'était assise. Entre les peupliers de sa rivière, au milieu de la prairie, elle s'était remparée de hautes tours et dentelée d'églises, de pignons aigus et de rues en arcades : l'anneau de ses murs éboulés garde encore ses maisons de bois, ses façades en colombage et sa cathédrale de grès rose. Elle vivait de ses troupeaux et de ses champs, sans regarder la mer, veillant seulement aux pillards gallois qui parfois

lui tombaient des montagnes, forteresse et ville paysanne, ville religieuse aussi, dont les apôtres marchaient à la conquête du pays welsh. Près d'elle, deux longues et larges rades enfoncées au cœur du pays n'avaient pu tenter son ambition. Contente de son port fluvial, où bateaux de pêche et marées remontent lentement, elle laissait aux gens de Bristol les périls et les gains de la traite. Elle n'exploitait de ses rades que les pêcheries et les marais salants. Elle ne leur demandait que du poisson pour ses jours de jeûne et du sel pour ses jambons et ses fromages. Les deux rades s'envasaient sous la poussée des petits fleuves côtiers. La rade du nord surtout, étranglée par une étroite passe, n'était qu'un vaste marécage, un *pool* verdoyant, peuplé de *livers*, d'oiseaux marins.

Émergeant de ce marais, au bord de la passe, une butte rocheuse porta de bonne heure une forteresse, qui défendit contre les gens du large pêcheries et marais salants. Ce fut le château de Liverpool, entouré bientôt d'un village de pêcheurs qui, en 1313, fournissait une barque et six hommes à la flotte du royaume. Les Irlandais se mirent à le fréquenter. Pour payer leurs chargements de sel, ils apportaient leurs fils de chanvre ou de lin, que travaillaient les paysans de la plaine voisine, sur les bords de la Weaver, la rivière des Tisseurs. Peu à peu d'autres clients, d'abord les pêcheurs de l'île de Man, puis les pêcheurs aux harengs de la mer du Nord, vinrent aussi chercher leur provision de sel. Au début du XVI[e] siècle, le bourg enrichi par ce commerce eut son église à l'ombre du château royal; le comte de Derby y eut sa maison de pierre; douze barques formaient la flotte; Liverpool alors se croyait prospère. A la fin du siècle, se plaignant de sa décadence, elle invoquait

la bienveillance du roi en faveur de « la pauvre ville déchue de Liverpool ». Puis cent ans de révolutions et de guerres civiles s'écoulent et, quand avec les Stuarts disparaît l'Angleterre moyenâgeuse, Liverpool s'éveille avec l'Angleterre moderne : chaque progrès de cette Angleterre de liberté marquera un progrès de la ville commerçante.

En 1709, elle a 84 bateaux avec un tonnage de 6 000 tonnes. Elle vient de creuser son premier *dock*, son premier bassin entouré de quais et d'entrepôts. Bristol est encore le grand port du royaume, le fournisseur de denrées coloniales et de marchandises étrangères. Pendant tout le XVIIIe siècle, Bristol demeure le Nantes de l'Angleterre, le vieux port des nègres et des épices. Liverpool s'essaie timidement aux mêmes trafics : chargeant les poteries du Stafford, les couteaux, les outils et la verroterie des Midlands, les toiles de la plaine ou les lainages des montagnards, elle va sur la côte d'Afrique les troquer contre des nègres, qu'elle troque aux Indes Occidentales contre du sucre ou du rhum. Mais, obéissant déjà à certains scrupules, elle s'est tournée plutôt vers les nouveaux commerces du Canada et de l'Amérique. Car elle a fait appel ou accueil aux idées nouvelles ; les dissidents, quakers, anabaptistes, catholiques et juifs, sont venus l'habiter : elle commence à flétrir la traite, comme un métier indigne d'honnêtes gens. Elle a mis en vente les produits nouveaux, café, thé, tabac, indigo, etc.

Mais Liverpool va trouver surtout la marchandise nouvelle qui fondera sa fortune en même temps que la fortune des alentours, quand au lin de l'Irlande elle aura substitué le coton de l'Amérique. Alors, dans la plaine voisine, les paysans tisseurs se grou-

pent en villes ouvrières : Manchester commence à grandir. L'abolition de la traite en 1806 tue, pour un siècle, la concurrence de Bristol : Liverpool devient, par le coton, le premier port anglais.

A mesure que le coton conquiert le royaume, puis le monde, Liverpool conquiert le monopole commercial du royaume, puis de l'univers. Elle creuse ses *docks* au fur et à mesure que le coton élève de nouvelles usines dans le Lancashire. Les premières balles arrivent vers 1760 : Liverpool, en 1770, se vante déjà d'être le premier des ports anglais, ou du moins de n'être inférieur à aucun autre. Le coton est d'exploitation difficile et son importation progresse lentement, tant que là-bas, aux pays producteurs, il faut, pour l'égrener, recourir à la main des nègres : la population de Liverpool ne dépasse guère 50 à 60 000 habitants. Mais en 1792, E. Whitney invente la machine à égrener, et l'importation du coton en Angleterre décuple aussitôt : 100 000 balles en 1801, 326 000 en 1811, 490 000 en 1821, 900 000 en 1831, 1 344 000 en 1841, 1 900 000 en 1851, 3 035 000 en 1861, 4 405 000 en 1871.

L'importation du coton en Angleterre monte constamment jusqu'à cette année 1872 qui marque un maximum avec ses 1 800 millions de livres. Puis, dix années durant, une période de recul ou de stagnation ramène en 1881 à ce même chiffre de 1 800 millions. Puis une autre période de reculs et de reprises conduit en 1889-1891 à près de deux milliards. Et, depuis, une nouvelle stagnation revient en oscillant vers ce chiffre de 1 800 millions qui semble le maximum définitif. Suivant une courbe pareille, la population de Liverpool a monté, puis décru : 77 000 habitants vers 1800, 205 000 en 1831, 225 000 en 1841, 376 000

en 1851, 444 000 en 1861, 494 000 en 1871. La progression jusque-là est continue. Elle dure quelques années encore, et le recensement de 1881 donne 553 000 habitants. Mais celui de 1891 accuse une baisse annuelle de 6 p. 100 sur le dernier chiffre : Liverpool n'a plus alors que 517 000 âmes.

Seulement, comme on ne veut pas avouer cette décadence, on crie bien haut que la population émigre vers les cottages de la périphérie et qu'il faut englober ces villages pour faire une « plus grande » Liverpool comme on a fait une plus grande Londres, comme on fera une « Plus Grande » Bretagne. Et l'on annexe Walton, West Derby, Wavertree, Toxteth, etc. Depuis 1895, la plus grande Liverpool a 630 ou 635 000 âmes; le comte de Derby a été son premier lord-maire, car les maires de Londres et d'York ne sont plus les seuls à porter le titre de lords : en passant au camp unioniste, industriels et commerçants ont voulu que l'on donnât du lord aux maires de leurs bonnes villes, Birmingham, Glasgow, Manchester, Liverpool, etc.

Le coton, qui créa Liverpool et Manchester, influa rapidement sur tout le royaume. De proche en proche, il transforma l'Angleterre et toutes ses conditions de vie : en politique, il fit le radicalisme; en affaires, il fit le libre-échange. Exigeant une main-d'œuvre de plus en plus nombreuse, il peupla de villes, autour du marécage, la plage et la plaine jadis presque désertes, et, donnant ainsi des millions de partisans aux idées radicales, il amena le triomphe des gens de l'Ouest, de l'Angleterre dissidente. Exigeant, d'autre part, une main-d'œuvre de plus en plus économique, — « dès que 5 pour 100 du capital mis en œuvre nous est assuré, nous construisons de nouvelles usines »,

disent aujourd'hui les gens de Manchester[1], — il réclama pour ses travailleurs la vie à bon marché et les matières premières de travail ou de subsistance dégrevées de tous droits. L'agriculture anglaise lui fournissait le blé à 40 ou 45 shillings l'*imperial quarter* (le double hectolitre environ) dans les bonnes années (1822 et 1835), à 85 ou 95 shillings dans les mauvaises (1816-17 et 18), et en temps de guerre, les prix montaient à 120 ou 125 shillings (1801 et 1812[2]). Pour « maintenir » les revenus des aristocrates, il fallait arrêter la concurrence étrangère : les lords, maîtres de l'agriculture et de la politique, avaient ceinturé le royaume de hautes barrières protectrices. Le premier soin du coton fut de jeter par terre ces « lois des blés » et d'ouvrir tous les ports aux arrivages. Dès 1846, il eut gain de cause. Du monde entier, grâce au libre-échange, les provisions affluèrent. Par millions de quintaux, le Continent, la Russie, l'Amérique, l'Inde et l'Argentine fournirent le blé et les farines : 12 millions de quintaux en 1851, 37 millions de quintaux en 1861, 44 millions en 1871, 70 millions en 1881, 90 millions en 1891, 107 millions en 1895, 88 millions en 1897[3]. Les autres subsistances, céréales, viande, beurre, lait, œufs, etc., arrivent de France, d'Allemagne, de Danemark et d'Amérique. Par millions de livres sterling (25 millions de francs), l'Angleterre achète sa nourriture dans tout l'univers :

1. *Blue Book*, C-8963, p. 24.
2. *Board of Agriculture. — Agricultural return for 1898*, p. 120 et suiv. L' « imperial quarter » vaut environ 2 hect. 10, et le shilling 1 fr. 25.
3. Pour tous ces chiffres et les suivants, voir les *Statistical Abstracts*.

	1857	1867	1877	1887	1897
	—	—	—	—	—
Céréales.........	19,3	41	63	48	53
Beurre...........	2	5,85	9,54	11,88	18,40
Œufs............	0,31	0,98	2,47	3,08	4,35
Bœufs et moutons.	1,7	4	5,9	6	11,3
Lard et jambons.	1,6	2	8,3	10,3	14,5
Viandes.........	0,06	0,97	4,1	4	9,5
Poisson..........	9,29	0,49	1,64	2	3,42
Thé.............	4,6	10	12,48	9,78	10,4
Café.............	1,72	4,36	7,76	4,24	3,58
Sucre............	15,5	12,8	27	17	16,5
Vins........... ..	4,08	4,83	7,13	5,46	6,03
Fruits...........	2	2,30	6	7,25	10,54
Fromage.........	0,97	2,55	4,77	4,51	5,88

millions de livres sterling.

L'ouvrier vécut abondamment et à bas prix. Mais l'agriculteur ne trouva plus le salaire de ses peines. L'*imperial quarter* de blé tombant à 30 et même à 22 shillings (1894), — 13 francs l'hectolitre, — on abandonna la culture des céréales. La population de la Grande-Bretagne allait sans cesse en augmentant : de 28 millions d'hommes en 1857, elle montait à 30 en 1867, à 33 1/2 en 1877, à 37 en 1887, à 39 en 1897. La superficie exploitée ou occupée s'étendait en proportion. L'œuvre humaine, autrefois, ne s'exerçait que sur la moitié de la superficie totale, sur 30 millions d'acres à peine, alors que l'île en compte 56 millions; les marais, la montagne et la pâture inutile prenaient le reste. Aujourd'hui l'homme s'est asservi près de 3 nouveaux millions d'acres. La culture n'a rien gagné à cette extension. Depuis trente ans surtout (fin de la guerre de Sécession), les céréales ont chaque année perdu du terrain : des 9,5 millions d'acres de 1867, il reste à peine 7,5 millions en 1897. Partout elles ont reculé devant les pâturages — qui de 11 millions d'acres en 1867 pas-

sent à 16,5 millions en 1897, — devant les terrains de chasse ou de jeux, les parcs et les cottages, les villes et leurs faubourgs. Seule l'extrême Angleterre de l'est, entre les golfes du Wash et de la Tamise, dans les vieux comtés féodaux autour de Londres, s'obstine à faire du blé et se ruine de jour en jour[1].

La pâture nourrit encore certaines régions. Le Kent, le Northumberland et les comtés montagneux ont toujours leurs troupeaux de moutons. Le Yorkshire et les plaines herbues, voisines des grandes villes, continuent l'élevage des bœufs. Mais les arrivages d'animaux vivants,

	1857	1867	1877	1887	1897	
Bœufs........	92	177	201	295	618	milliers de
Moutons......	177	539	874	971	611	têtes.

et les viandes salées ou gelées d'Amérique, d'Australie et de l'Argentine diminuent tous les jours les profits de cet élevage :

Importations consommées dans le Royaume-Uni
(quantités par tête d'habitant).

	1882	1888	1892	1897	
Lards et jambons....	8,87	11,44	14,10	17,95	livres
Bœuf................	2,14	2,55	6,70	8,83	en
Mouton..............	0,60	2,36	4,99	8,97	poids.
Porc................	0,88	1,26	0,98	1,58	—
Autres viandes......	1,69	1,38	2,10	1,72	—

Les laines du Cap ou de l'Australie inondent le marché : 130 millions de livres (en poids) en 1857; 233 millions en 1867; 409 millions en 1877; 577 en 1887;

1. *Blue Book*, C-8540 : Report into... the Agricultural Depression.

743 en 1892; 740 en 1897. Aussi depuis trente ans le nombre des bœufs s'est lentement accru, — 5 millions en 1867; 6,5 millions en 1897, après avoir été à 7 millions en 1892; — mais le nombre des moutons a suivi la marche exactement inverse : 29 millions en 1867; 26,5 en 1897, après avoir été à 24 millions en 1882[1].

Partie des rives de la mer d'Irlande, l'industrie a conquis le terrain pied à pied et refoulé la culture jusqu'à la mer du Nord. Sauf la bande côtière qui lui reste entre York et Londres, l'Angleterre agricole a partout cédé la place aux usines et à leurs dépendances. La verte Anglie, la grasse terre des moutons et des gentilshommes campagnards, n'est plus aujourd'hui qu'une cité industrielle et commerçante : elle ne tire plus du sol que le charbon et les minerais; elle demande aux champs de l'étranger presque tout ce qu'il lui faut pour la nourriture de son peuple et de ses machines. A mesure que le développement de la population et l'abandon de la culture décuplaient le nombre des bras disponibles, il a fallu créer, au dedans, des industries nouvelles et trouver, au dehors, tout à la fois de nouvelles sources de matières premières et de nouveaux débouchés pour les produits. La Grande-Bretagne n'étant plus qu'une ville industrielle, le monde entier est devenu comme la campagne suburbaine chargée de nourrir cette ville énorme et d'en consommer, en retour, les produits manufacturés.

1. De 1882 à 1897, ce regain pour l'élevage du mouton est certainement dû au changement d'alimentation que l'on peut constater dans toute l'Angleterre : le *mutton chop*, depuis quinze ans, prend de plus en plus la place de l'ancien *roastbeef*.

Commerce anglais [1]
(en milliers de livres sterling), et

Importations.

	1896	1897	1898	1899
Animaux vivants.........	10 438	11 380	10 385	9 515
Nourriture...............	172 568	178 341	193 730	195 524
Métaux...	20 492	21 265	21 852	28 263
Matières textiles.........	74 757	70 263	71 268	65 683
Matières métallurgiques..	47 241	52 085	52 226	56 666
Produits ouvrés.	81 379	85 038	87 076	91 293
Chiffre total...	441 808	451 238	470 378	485 075

Exportations.

	1896	1897	1898	1899
Nourriture...............	*11 684*	*12 138*	*12 104*	*12 568*
Matières premières......	17 687	20 110	21 076	26 581
Fils et tissus.......	105 329	96 618	94 508	99 454
Métaux et machines......	50 563	50 769	54 136	59 963
Vêtements et modes.....	10 474	9 878	9 577	9 554
Charbons................	12 156	16 654	18 135	23 105
Chiffre total............	*240 145*	*234 350*	*233 359*	*264 660*

De front, pendant un quart de siècle, entre 1857 et 1872, les importations et les exportations ont monté par bonds :

	1857	1862	1867	1872
Importations......	187	225	275	354
Exportations......	146	166	225	314

Millions de livres sterling.

Puis il y eut comme une rupture de cet accord et, tandis que les importations montaient toujours, le chiffre des exportations alla diminuant ou demeura stationnaire :

	1872	1877	1882	1887	1892	1897
Importations......	354	394	413	362	423	451
Exportations......	314	252	306	281	291	294

Millions de livres sterling.

1. Extrait du *Monthly Record*, de la Chambre de Commerce de Manchester.

La marche du phénomène apparaît encore plus clairement quand on le note dans ses rapports avec les chiffres de la population. Par tête d'habitant, importations et exportations ont suivi la même marche ascendante jusqu'en 1872 :

	1856	1860	1864	1868	1872
Importations......	6,3	7,7	9,5	9,12	11,2
Exportations	4,2	4,14	5,8	5,17	8

Livres et shillings.

En 1872 cet accord est rompu : les importations continuent quelque temps leur marche ascendante, puis oscillent autour de ce maximum; les exportations baissent ou stationnent :

	1872	1876	1880	1884	1888	1892	1896
Importations......	11,2	11,6	11,17	10,16	10,10	11,2	11,3
Exportations.......	8	6	6,8	6,9	6,7	5,19	6,1

Livres et shillings

Et dans ce chiffre des exportations, ne figurent encore que les articles et produits anglais. La baisse serait plus visible si l'on y joignait les articles et produits coloniaux ou étrangers. Jadis, non contente d'importer pour elle-même et d'exporter ses produits, l'Angleterre s'était faite l'intermédiaire de tous les peuples. Au seuil du monde atlantique, quand l'Atlantique était devenu le théâtre du commerce universel, elle était devenue le point d'attache ou de départ de toutes les transactions entre l'Europe et le reste du monde. C'est vers elle que d'Afrique, d'Amérique et d'Asie, convergeaient tous les convois de matières premières; elle se chargeait de les distribuer ensuite aux peuples européens. C'est vers elle que convergeaient aussi tous les produits de l'Europe; elle se chargeait de les convoyer à tous les peuples de l'uni-

vers. Reine du charbon, elle avait conquis le monopole du commerce après le monopole de l'industrie. Jusqu'en 1872, son courtage maritime prit la même extension que son progrès industriel; par millions de livres sterling, elle réexporta au dehors les marchandises et produits coloniaux ou étrangers. Jusqu'en 1872-1873, le chiffre de ses exportations totales va croissant :

	1856	1860	1864	1868	1872
Exportations totales......	139	164	212	227	314

Millions de livres sterling

Mais il semble qu'ici encore l'année 1872 ait marqué un maximum et que la baisse ou la stagnation ait succédé. Sauf deux années exceptionnelles (1889 et 1890 avec 315 et 328 millions : l'Exposition universelle de Paris en est peut-être la cause, et 1899 est encore dans le même cas), le chiffre de 1872 ne fut plus jamais atteint ou dépassé qu'en 1899 :

1876	1880	1884	1888	1892	1896	1897	1898	1899
256	286	295	298	291	296	294	294	329

Millions de livres sterling.

Et si nous prenons encore les moyennes par tête d'habitant, nous avons pour ces mêmes exportations totales :

1857	1867	1873	1883	1893	1897
11,17	16,10	21,4	20,11	17,14	18,14

Livres et shillings.

En 1872, l'Angleterre était maîtresse du commerce universel. Il lui faut aujourd'hui compter avec des rivaux, jadis ses clients, qui menacent d'atteindre à sa taille ou même de la dépasser. En face de la grande maison anglaise, une concurrence allemande s'est ins-

tallée sur le continent d'Europe. Une autre s'installe sur le continent d'Amérique. L'Allemagne est entrée en scène depuis 1880 environ. Le canon de Cuba et des Philippines n'est que le signal d'entrée en scène du géant yankee. Depuis quinze ans, l'Allemagne et les États-Unis ont suivi la même route. Tributaires jadis de l'Angleterre et de la France, ils se sont d'abord outillés pour se suffire à eux-mêmes : derrière des tarifs protecteurs, ils ont fondé leur industrie. Puis, quand la force ainsi endiguée eut atteint le niveau de l'écluse, on la vit tomber brusquement sur le monde, et, tandis que les exportations de produits anglais et français diminuaient ou restaient stationnaires, les produits allemands et américains se taillaient une large place au soleil[1] :

Exportations de Produits ouvrés (millions de livres sterling).

	Grande-Bretagne.	France	Allemagne.	États-Unis.
	—	—	—	—
1881........	234	75	88	24
1885........	213	65	90	31
1889	248	77	105	29
1891........	247	77	102	35
1893........	218	70	100	33
1895........	225	76	109	38

Et si l'on veut une moyenne, on arrive au tableau suivant :

Moyenne annuelle par cinq années (millions de livres sterling).

	1880 1884	1891-1895	Accroissement Total	Accroissement pour cent.
	—	—	—	—
Grande-Bretagne....	236	226	— 10	— 4,40
France.............	73	73	»	»
Allemagne.........	93	101	+ 8	+ 8,6
États-Unis.........	26	35	+ 9	+ 34,6

1. Chiffres empruntés au *Blue Book*, C-8332 : Memorandum on the comparative statistics, etc.

Pour le transport et l'exportation de leurs produits, Allemands et Américains ont d'abord employé le courtier anglais. Alors que l'Angleterre n'était plus le seul fournisseur du monde, elle resta quelques années encore son seul agent d'affaires. Puis l'Allemagne voulut créer son commerce, comme elle avait créé son industrie. A l'abri des mêmes droits protecteurs, elle a commencé la besogne et déjà les résultats se font sentir. Les statistiques nous montrent, jusqu'en 1872, la hausse continue des marchandises allemandes transbordées dans les ports anglais à destination de l'univers, puis la baisse continue de ces marchandises à partir de 1872 :

Valeur des marchandises transbordées (milliers de livres sterling).

Pays de provenance	Allemagne	Belgique	Hollande	France	États-Unis
1857...........	203	244	319	3 007	42
1862...........	495	630	695	2 269	79
1867...........	945	787	950	2 847	70
1872...........	2 379	1 203	1 688	5 366	374
1877...........	1 675	604	701	3 895	682
1882...........	1 870	576	756	4 663	491
1887...........	1 636	581	514	2 971	1 105
1892...........	1 024	357	560	4 282	808
1897...........	768	551	842	3 829	981

On voit avec quelle régularité décroissent les chiffres concernant l'Allemagne et ses deux annexes commerciales, la Belgique et la Hollande. Sur l'ensemble, d'ailleurs, le courtage maritime anglais est en baisse : 1872 accusait environ 14 millions de livres (350 millions de francs); 1897 n'a plus que 10 ou 11 millions (250 millions de francs).

Quand donc l'industrie et le commerce anglais se plaignent de malaise, quand ils se tournent avec regret vers ces années bénies qui suivirent la guerre

franco-allemande, 1872 et 1873, il ne semble pas que leurs plaintes sur cette *depression of trade* soient mal fondées ni même exagérées : il semble que l'Angleterre ait connu en 1872 le maximum de sa fortune; pendant ce dernier quart de siècle, elle n'a fait que déchoir.

II

> L'ouverture du canal de Suez a diminué nos profits et changé tout notre commerce. Elle nous a enlevé la situation d'entrepositaires que nous avions jadis. Je pense que le monde aurait été plus heureux et meilleur sans ce canal. Je sais bien que je vais paraître très réactionnaire. Mais sûrement nos intérêts maritimes s'en trouveraient mieux aujourd'hui...
>
> Enquête parlementaire sur la *Depression of Trade* : *Blue Book*, C-4797, pp. 106 et 123.

Quel caprice ou quelles raisons profondes ont pu détourner les nations de leur chemin vers le bazar anglais? On avait tout fait cependant pour les attirer et pour les retenir, pour leur aplanir la route, pour leur ouvrir toutes les portes : sur toutes les avenues, on avait affiché en grandes lettres *Entrée libre*. C'était encore le coton qui avait imposé cette politique commerciale. Étrangères ou anglaises, toutes les marchandises recevaient le même accueil. Sauf quelques articles sans grande importance, — alcools, vins, café, chocolat, thé, tabac et vaisselle plate, — on ne taxait rien à l'entrée et rien à la sortie. « Laissez tout passer », avaient dit les gens de Manchester, et l'Angleterre entière, sans regarder la provenance, ne se guidait pour ses achats que sur les

prix et sur la qualité. De même, étrangers ou anglais, tous les hommes jouissaient des mêmes droits et de la même liberté. Sans naturalisation, l'Allemand ou le Français établis dans le royaume étaient considérés comme membres de la communauté commerciale : ils prenaient part aux élections et aux assemblées locales, dont dépend le commerce; au premier désir, sans formalités, ils devenaient Anglais, estimés à l'égal du plus vieux citoyen. Jamais, contre les étrangers, on n'avait proféré la moindre parole de haine. Grecs à Londres, Allemands à Manchester, Juifs un peu partout avaient accaparé une bonne part des affaires. Mais tant qu'ils se conformaient aux lois et payaient les taxes, ils jouissaient de l'estime. Jamais de bouche anglaise, on n'avait encore entendu les paroles stupides, que le chauvinisme des classes en décadence invente contre les domiciliés d'une autre race. Un petit-fils de Juif devenait, sous le nom de lord Beaconsfield, le *leader* du parti aristocrate. Le gendre des Rothschild, lord Rosebery, était le *leader* démocratique. « Laissez faire », avaient encore dit les gens de Manchester, et l'on ne jugeait plus chacun que sur les actes, sans scruter les intentions ni les croyances. A peine quelquefois les conventions sociales ou les préjugés religieux mettaient des frottements à la libre expansion des idées et des hommes. D'ordinaire ce peuple chrétien et conservateur tolérait toutes les doctrines et toutes les sectes. Il faisait accueil, dans la bonne et dans la mauvaise ortune, aux révolutionnaires comme aux rois en exil, aux princes français et aux anarchistes russes.

Ayant renversé toutes barrières matérielles ou morales, il avait encore arrangé toutes choses pour la plus grande commodité des gens du dehors. A

l'entrée de sa grande cité industrielle, il avait bâti les deux portes de l'Orient et du Couchant, l'une sur l'Europe et l'autre sur le monde, le port de Londres et le port de Liverpool. A Londres, la nature avait fait la moitié de la besogne par le large et profond estuaire de la Tamise. Mais Liverpool fut entièrement la création de l'homme. La nature en cet endroit n'avait donné qu'un marais presque fluent et une passe encombrée de bas-fonds. L'homme creusa la passe, soutint, pendant des kilomètres, la rive boueuse de ses quais de granit et, dans le marais, coula de gigantesques cuves de pierre. Sans relâche, pendant un siècle, il a poursuivi et perfectionné cette création qu'il a adaptée à tous les désirs du commerce universel. Le trafic anglais du dernier siècle s'était contenté de deux ou trois bassins fort étroits, que l'arrivée du coton avait encombrés aussitôt. Pour loger le nouveau maître, deux grands bassins, le Dock du Roi et le Dock de la Reine, furent creusés (1788-1796). Puis chaque fois que ce souverain amena des domestiques ou des comparses, bois, blé, tabac, charbon, laine, etc., matière première ou produit ouvré, on leur prépara des logis dans des *docks* nouveaux.

Les deux rives de la passe furent bordées de ces refuges, tous semblables par leur disposition générale, par leur bassin fermé que ceinturent des quais et des entrepôts, mais différents les uns des autres par la taille et par la profondeur toujours croissantes. A Birkenhead, sur la rive gauche, comme à Liverpool, sur la rive droite, pendant une dizaine de kilomètres, ils s'échelonnent en une interminable ligne de granit. La surface d'eau calme et profonde, qu'à toute heure de la marée ils offrent aux navires de tous les tonnages, couvrirait près de deux milliers d'acres

(815 hectares), et leurs quais offrent à chaque nation, à chaque denrée, la demeure qui leur convient et les serviteurs qu'il leur faut. Autour du *Canada Dock*, sur 1 300 yards de quais, d'immenses esplanades et d'innombrables grues à vapeur attendent les bois du Canada et de la Norvège (3 260 000 livres sterling en 1897). Le bétail des deux Amériques (5 500 000 livres sterling) a ses planches de débarquement, ses « couloirs de la mort » et ses abattoirs autour de *Wallasey* et de l'*Alfred Dock* : bon an mal an, trois cent mille bœufs et trois cent mille moutons y sont débarqués. Viandes salées ou gelées, lards, poissons, beurres, fromages, sucres, s'entassent un peu partout, pêle-mêle avec les fruits et les drogues exotiques, oranges, tabac, caoutchoucs, huiles de palme, riz, pétroles, minerais, laines, cuirs et peaux. Ce sont, en plein air, des montagnes d'épiceries, des amas d'approvisionnements, capables de nourrir quelques millions d'hommes. Des machines diligentes empilent ou dispersent ces amas, les tirent du fond des cales ou les versent aux wagons. Le *Prince's Dock* semble un gigantesque comptoir où des milliers de fourmis humaines s'épuisent à vider, brin par brin, la carcasse des monstres de fer...

A l'écart de cette promiscuité, le blé, personne délicate, a exigé des palais spéciaux, aux murs, aux plafonds et aux planchers de ciment. Autour du *Wellington Dock*, ses palais à six ou sept étages dressent sur leurs arches de granit leurs douze acres (5 hectares) de planchers cimentés... Mais le coton est resté le maître, l'hôte choyé entre tous et respecté. Dans l'air, où il flotte en brume presque impalpable, sur la mer, où sa bourre se confond à l'écume du flot, sur les quais et sur les entrepôts, qu'il recouvre en toute

saïson de sa neige volante, il règne. Il a son domaine réservé dans le *George's* et le *Prince's Docks*. Mais tous les bassins ont aussi pour lui quelque reposoir. Les quais se doublent pour lui de plusieurs rues de magasins terrestres. Partout, ses balles circulent, aux plates-formes des wagons ou des chariots, aux cordes des poulies comme aux planches des chalands. Il remplit deux quartiers de son odeur fade et de sa bourre; le vieux *Back Goree* n'est plein que de ses entrepôts. Car derrière la double façade maritime, qui borde la passe, c'est encore un monde de magasins, de bureaux et d'offices, des piles d'agences superposées dans leurs cubes de briques et élevant jusqu'au septième étage leurs pupitres et leurs comptoirs. Dans cette triple et quadruple ligne de docks terrestres, monte chaque matin la marée humaine qui, par le reflux du soir, retourne aux autres quartiers de la ville ou aux villages des alentours.

Au centre, deux *Exchanges* ouvrent leurs salles aux deux agents de la prospérité commune, le coton et le blé, *Cotton-Exchange*, *Corn-Exchange*. Autrefois, à la vieille mode du commerce méditerranéen, c'était en plein air, sur les *Flags*, au pied de la statue de Nelson, que marchands et clients venaient débattre leurs prix. Mais au bord de cet Océan de brumes, pour abriter son hôte, le commerce du monde, Liverpool a copié notre vieux Louvre : même cour dallée, un peu sombre et sévère, mêmes façades de pilastres et de colonnes, mêmes pavillons un peu lourds, même triste majesté. Le palais a sa chapelle dans la Salle des Nouvelles, *News Room*, dont, seule au monde peut-être, telle basilique jésuite de Rennes pourrait donner l'idée : même étalage de luxe brillant, même profusion de pierres polies et de colonnes dorées, de

matériaux rares et de solides richesses. Sur l'autel central, aux murs, sont ouverts ou pendus les Évangiles et Canons des temps nouveaux, — recueils d'adresses, liasses de journaux en toutes langues, télégrammes, qui de minute en minute viennent traduire ici les battements du pouls de l'humanité. Et six heures par jour, c'est un va-et-vient de fidèles, disant une courte prière devant les annonces de retards et d'arrivages, ou faisant une méditation devant la cote des laines et des blés...

Pour guider jusqu'ici l'afflux du monde, les fils électriques dans l'air et sous les océans, les lignes de rails sur terre, les lignes de navires sur les mers ont été décuplés. Nul port ne semblait pouvoir rivaliser avec un pareil outillage. Six Compagnies de chemins de fer, distribuant provisions et matières premières à travers le royaume ou rabattant les produits ouvrés, ont emmaillé leurs réseaux et poussé leurs rails jusqu'à la rive. C'est Liverpool qui, la première, utilisa la vapeur et le rail et bouleversa les habitudes du commerce terrestre. Aux diligences, qui mettaient deux grandes journées pour atteindre Londres, aux chariots qui s'embourbaient sur la route de Manchester, elle substitua, dès 1830, la locomotive et le wagon. Malgré les gens d'Église, qui menaçaient de leurs foudres cette criminelle aventure de vies humaines, malgré les gardes-chasse des aristocrates et les fourches des paysans, ses ingénieurs construisirent vers Manchester le premier *railway* à locomotives, car la ligne de Stockton n'avait été qu'un *tramway* à chevaux. La fortune de Liverpool sort de cette initiative révolutionnairement féconde, qui profita à tout le royaume, à toute l'humanité, mais qui surtout,

pendant un demi-siècle, profita justement à son auteur.

Sur le pays entier, Liverpool étendit ses longs tentacules. Chaque rue, chaque ruelle de ce double port est le départ d'une ligne ferrée; un tunnel sous-marin en unit les deux rives; un chemin aérien longe le front des *docks* et permet à toute heure d'en embrasser l'étalage... Des houillères du Yorkshire et du Lancashire, les files de wagons accourent au *Wellington* et au *Nelson Docks*. Au bord du quai, des grues énormes les guettent et, un par un, les saisissent et, dans un ricanement de chaînes, les culbutent au fond des cales béantes : les beaux contes qu'Ulysse aurait pu faire s'il avait connu de pareils Lestrygons et de pareils Cyclopes! Cotonnades, savons et produits chimiques du Lancashire, alcali, sels et soudes du Cheshire, lainages du Yorkshire, poteries de Stoke, quincaillerie, outils, machines, carrosserie, sellerie, coutellerie, poutrelles, mobiliers, verres et cristaux des Midlands, les convois se hâtent et se poussent.

La plus merveilleuse flotte marchande, que l'univers ait encore connue, travaille sur les Océans à la même œuvre de rabattage et de distribution. Liverpool, initiatrice encore en ces transports, avait, la première, usé de la vapeur pour la navigation, et, la première, construit les grands navires de bois et de fer. Dès 1815, sa Mersey porta des barques à vapeur; dès 1820, ses petits *steamboats* firent le service de l'Irlande. Puis l'exemple de son *Great Western* entraîna les vapeurs à travers l'océan : le premier grand transatlantique sortit de ses docks en 1838... Liverpool a sans cesse agrandi les dimensions de ses navires : aujourd'hui le Royaume-Uni possède quarante-cinq navires de plus de quatre mille tonneaux; trente-trois

pas que ces primes aient fait la fortune des *Messageries* et des *Transatlantiques* : je crois que nous battrons toujours les Compagnies françaises. Mais l'Allemagne vient de voter des subsides à deux lignes vers la Chine et l'Australie et vers l'Amérique. Or, depuis quelques années, il n'est pas douteux que les produits de l'industrie allemande aient remplacé sur bien des marchés nos produits anglais. Nos exportations sont en baisse. Il est à craindre que les progrès de l'industrie allemande n'entraînent aussi les progrès de leur commerce [1].

Mais, en 1885, beaucoup à Liverpool se plaignaient de la crise qui la croyaient encore passagère :

Il est bien certain, répondait la Chambre de commerce aux mêmes enquêteurs, que de 1870 à 1875 notre commerce a été généralement plus prospère que de 1880 à 1885. Mais il est possible que deux causes aient surtout agi, les mauvaises récoltes qui dans tout l'univers ont marqué ces années dernières, et l'excès de constructions qui a mis à flot trop de navires; car les compagnies *limited* ont eu pour effet d'amener une énorme spéculation sur notre marché... Nous ne croyons pas à la prolongation de la crise, qui d'ailleurs a été beaucoup exagérée par les cris du public. De 1865 à 1870 et de 1871 à 1875, nous avons eu des années très profitables. De 1875 à 1880, nous avons touché un peu plus que l'intérêt de nos capitaux. De 1881 à 1885, nous n'avons touché que cet intérêt. Mais, de 1875 à 1885, on ne peut pas dire que, dans l'ensemble, nous ayons subi de grosses pertes ni que nos capitaux aient eu réellement une grosse diminution de revenus. La crise a commencé avec les étés pluvieux de 1875 et 1876. Elle a atteint son maximum avec les épizooties de 1883 et 1884. Le paysan ruiné a fermé sa poche... Mais ces causes ne dureront pas éternellement [2].

Ces espérances ont été déçues. En 1896, le *Liverpool Daily Post* faisait le bilan des vingt années der-

1. *Blue Book*, C-4797, p. 155 et suiv.
2. *Blue Book*, C-4621, p. 91 et suiv.

nières. La chute lui paraissait indéniable. En 1871, Liverpool était sans conteste le premier port de l'Angleterre et du monde. Son mouvement dépassait huit millions de tonneaux. Londres venait assez loin derrière avec sept millions et demi. Les autres ports anglais avaient peut-être certains trafics, Cardiff et Swansea les minerais et les charbons à vapeur, Sunderland, Newcastle et les Shields les houilles à gaz. Londres, pour les importations, avait une sensible supériorité. Mais Liverpool gardait le monopole de l'exportation : tous les produits ouvrés du royaume venaient à elle. Depuis 1871, le tonnage de Liverpool n'a pas décru ; à prendre les chiffres bruts, il a même continûment augmenté :

Liverpool.	1876	1886	1890	1893	1896	1897
	—	—	—	—	—	—
Entrées...	4 494	5 017	5 782	5 251	5 643	5 845
Sorties....	4 454	4 714	5 159	4 588	5 239	5 415
Totaux.	8 948	9 731	10 941	9 839	10 882	11 260

milliers de tonneaux.

Mais ce sont là chiffres bruts, où vaisseaux pleins et cales en lest sont comptés également. A prendre ces chiffres mêmes, Liverpool, aujourd'hui, est bien loin derrière Londres :

Londres.	1876	1886	1890	1893	1896	1897
	—	—	—	—	—	—
Entrées...	5 288	6 810	7 708	7 782	8 893	9 110
Sorties....	4 264	5 215	5 772	5 635	6 588	6 686
Totaux..	9 552	12 025	13 480	13 417	15 481	15 796

milliers de tonneaux.

et sur toutes les côtes britanniques, à l'est de l'Angleterre surtout et au sud, d'autres ports se sont ouverts ou développés, qui jadis ne comptaient presque pas. Sans parler des énormes ports charbonniers ou miniers de la Severn (Cardiff, Swansea, Newport :

16 millions de tonneaux), et de la Tyne (Newcastle, Sunderland, les Shields : 11 millions de tonneaux), qui sont toujours allés en grandissant, on a vu de vieux débarcadères, Gloucester, Bristol, etc., reprendre leur place. On a vu surtout de nouveaux entrepôts, Southampton, Hull, etc., se créer pour les besoins du nouveau commerce, tel que l'ont fait, en ce dernier quart de siècle, deux grandes révolutions commerciales.

*
* *

Depuis vingt ans, en effet, deux grandes révolutions ont bouleversé le commerce du monde : le percement de l'isthme de Suez et l'essor de l'Allemagne.

Avant que l'isthme tranché ouvrît la route directe des Indes asiatiques, chinoises et australiennes, le commerce était entièrement transatlantique. L'Atlantique était la seule voie entre l'Europe et le reste du monde; Liverpool, au bord de l'Atlantique, était, pour toute l'Europe, le ponton d'embarquement ou de débarquement : derrière ce ponton, l'Angleterre avait le monopole des affaires. L'isthme tranché créa ou ressuscita un commerce méditerranéen, qui n'était plus forcé d'avoir l'Angleterre pour entrepôt. Dans la Méditerranée même, ce commerce put charger ou décharger ses marchandises à Odessa, Trieste, Gênes, Marseille et Barcelone :

C'est grâce au Canal, disaient les armateurs de Liverpool aux enquêteurs parlementaires de 1885-86[1], que nous avons vu s'établir directement, entre la Chine ou nos possessions de l'Inde et les ports de la Méditerranée, certains

1. *Blue Book*, C-4797, pp. 104 et suiv.

trafics qui jadis passaient par nos mains. Prenez, pour exemple, le thé. Autrefois nous avions d'énormes connaissements de thé chargé en Chine, amené en Angleterre et réexporté vers la Russie, vers Saint-Pétersbourg. Depuis quelques années déjà, je n'ai pas vu un seul de ces connaissements. Mais je sais que des chargements énormes arrivent directement de Ceylan ou de la Chine à Odessa. Prenez encore l'exemple de la soie. J'avais autrefois des relations importantes et fréquentes avec les marchés de l'Inde, avec Burhampoure surtout. La soie brute venait en Angleterre. Londres était le grand marché des soies, qui ensuite étaient réexportées vers le continent, vers Lyon surtout et vers Milan. Dans ces trois ou quatre dernières années, les soies ne sont plus arrivées jusqu'à nous : elles ont débarqué à Venise ou à Marseille, et ces deux ports sont devenus les distributeurs pour le Continent... Voulez-vous encore l'exemple du coton? Liverpool, autrefois, pour toutes les usines de l'Europe, recevait le coton brut de toutes les cotonnières du monde. Aujourd'hui les industries russe, turque, italienne et espagnole se fournissent dans l'Inde, grâce au Canal, sans passer par notre intermédiaire...

— Alors, vous considérez que l'ouverture du Canal a grandement nui aux intérêts maritimes de ce pays?

— Assurément. La route du Cap était toute à notre avantage. La traversée, étant très longue, exigeait de nombreux et solides bateaux, que seuls nous possédions. Aujourd'hui, la moindre Compagnie française ou autrichienne peut nous faire concurrence avec une flotte peu nombreuse et médiocre. Nous avions le monopole. Le Canal a rendu la concurrence possible. Puis les primes à la navigation, établies par les gouvernements italien et français, ont favorisé cette concurrence et les Compagnies étrangères se sont mieux outillées...

Ainsi parlaient, dès 1885, les plus avisés ou les pessimistes. Néanmoins, grâce à son charbon et à son outillage incontestablement supérieurs, grâce aussi aux habitudes acquises, aux relations établies, aux

préjugés et aux préférences de chacun, l'Angleterre garda la plus grosse part de ce nouveau trafic transméditerranéen. Mais ce ne fut plus Liverpool qui, nécessairement, en profitait : Londres et son avant-port sur la Manche, Southampton, étaient plus proches, plus commodes d'accès, mieux situés aussi pour la distribution des marchandises importées, soit qu'elles restassent dans le royaume, soit qu'elles allassent plus loin, vers les demandes de l'étranger. Liverpool demeura donc le grand port transatlantique; mais Londres et Southampton devinrent les grands ports transméditerranéens. Dès lors, il y eut partage. Les deux Amériques sont encore aujourd'hui le domaine de Liverpool[1] :

	Liverpool		Londres		Royaume-Uni	
Commerce avec	Entrées	Sorties	Entrées	Sorties	Entrées	Sorties
Le Canada	356	498	414	160	2 061	1 631
Les Etats-Unis	2 943	2 450	1 352	1 021	7 162	6 143
L'Amérique Centrale	47	204	5	31	89	436
L'Amérique du Sud (Sauf Argentine.)	296	410	67	68	594	1 517

Milliers de tonneaux.

Londres et Southampton ont, par la Méditerranée, le monde asiatique et océanien :

	Londres et Southampton		Liverpool		Royaume-Uni	
Commerce avec	Entrées	Sorties	Entrées	Sorties	Entrées	Sorties
Les Indes	850	360	122	266	1 145	1 531
L'Australie	771	629	8	76	816	887
La Chine	74	39	1	1	75	74
Le Japon	90	70	1	12	100	80

Milliers de tonneaux.

Les deux domaines ne sont pas absolument distincts. L'Argentine transatlantique préfère le port de

1. Chiffres empruntés au *Blue Book*, C- 8884 : *Annual statement of the navigation.*

Londres, où elle apporte ses 446 000 tonneaux d'importations, où elle prend 18 000 tonneaux d'exportations; Liverpool ne reçoit d'elle que 220 000 tonneaux d'importations, mais lui fournit 135 000 tonneaux d'exportations. Inversement, l'Égypte méditerranéenne fréquente plus volontiers Liverpool, où elle entre 142 214 tonneaux, d'où elle en sort 108 396, alors que ses chiffres à Londres montent seulement à 51 939 et 18 092 tonneaux. Bien d'autres contrées méditerranéennes partagent presque également leur trafic entre les deux ports. Mais, en général, si Liverpool devient le grand commissionnaire pour l'exportation des articles et produits anglais, c'est Londres qui devient le grand importateur et exportateur de produits et articles étrangers. En millions de livres sterling, les statistiques annuelles, — *Annual statement of the Trade*, — nous le montrent clairement :

Exportations de Produits anglais.

	1872	1882	1887	1892	1897
Chiffre total....	256	241	221	227	234
Liverpool......	100	91	91,4	90	76,9
Londres.......	53	58,5	46	44	49,8
Hull, Grimsby et Goole.....	43	30,4	28,4	28,2	31,6
Glasgow.......	10,8	14	12,7	13	13,3
Southampton...	8,9	7,7	6,7	6,9	9,1

Exportations de Produits étrangers et coloniaux.

	1882	1887	1892	1897
Chiffre total...........	65	59	64	59
Londres...............	39,8	35	37,8	32,8
Liverpool............	11,6	11	13,1	13,5
Hull, etc..............	4,2	6,8	5,8	5,8
Folkestone, Douvres et Newhaven.........	4,9	3,6	3,5	2,3
Southampton..........	1,5	0,8	0,8	2,4

Importations de Produits étrangers et coloniaux.

	1872	1882	1887	1892	1897
Chiffre total..........	354	413	362	423	451
Londres.............	124	142,5	129,4	144	151
Liverpool............	105,5	112,3	92,4	109	101,9
Hull, etc.............	21	27,5	28,8	35,7	39,8
Douvres, Folkestone et Newhaven.......	16,6	23,4	24,2	28,2	34,6
Southampton........	10,8	9,2	6,7	8,2	11,2
Bristol..............	7	7,8	7,5	9,7	10
Harwich............	2	8,8	12,5	16,3	18,4

Londres et les ports de la Manche ou de la mer du Nord font donc à Liverpool une concurrence de plus en plus grande. Le *Liverpool Daily Post* dressait en 1896 le tableau suivant :

	Royaume-Uni	Liverpool			
	(Millions de livres sterling)				
1875 : Importations....	373	105	soit	28,1	p. 100.
Exportations....	223	79	—	33,5	—
Total.......	596	184	soit	31	p. 100.
1895 : Importations....	416	95	soit	22,9	p. 100.
Exportations....	225	78	—	34,5	—
Total.......	641	173	soit	26,9	p. 100.

En 1875, 31 0/0 du commerce de l'Angleterre passait par Liverpool; en 1895, 27 0/0 à peine, soit une perte nette de 4,1 0/0, qui, chiffrée par les statistiques de 1895, donnerait une perte annuelle de 26 millions de livres, soit 650 millions de francs. Et que l'on ne regarde pas ces années 1875 et 1895 comme exceptionnelles. C'est par une baisse continue que depuis vingt ans les importations de Liverpool ont passé :

Importations (en millions de livres sterling) :

	Royaume-Uni	Liverpool			
1875-1879..........	375	98	soit	26,17	p. 100.
1880-1885..........	401	107	—	26,26	—
1886-1889..........	381	97	—	25,72	—
1890-1892..........	426	110	—	25,97	—

Liverpool est en décadence avérée. Elle tombe lentement, mais sans relâche, alors que tous les autres groupes de ports se développent ou se maintiennent. On peut diviser les ports du royaume en un certain nombre de groupes naturels : Liverpool, Manchester, Barrow et Fleetwood forment le groupe de Liverpool ou de la Mersey; Bristol, Gloucester, Newport, Cardiff et Swansea, le groupe de la Severn; Southampton, Newhaven, Folkestone, Douvres et Harwich relèvent en réalité de Londres; et tous les embarcadères aux embouchures de l'Humber, de la Wear, des Tees et de la Tyne, forment le groupe de l'Est. En adoptant cette division, les statistiques montrent que la seule Mersey a subi de grosses pertes pour les importations :

	1875	1889	1892	1895		
Mersey.........	105	112	111	101	millions	de livres sterling.
Severn.........	12	16	17	16	—	—
Londres........	171	197	196	203	—	—
Groupe de l'Est.	33	49	56	47	—	—
Autres ports...	49	51	42	47	—	—

Mais pour les exportations depuis 1889, la perte s'est sensiblement partagée entre tous les ports. C'est le royaume entier qui voit baisser le nombre de ses acheteurs et le chiffre de leurs commandes :

	1875	1889	1892	1895		
Mersey.........	80	102	90	87	millions	de livres sterling.
Severn.........	5	13	14	12	—	—
Londres........	74	65	59	62	—	—
Groupe de l'Est..	45	41	37	39	—	—
Autres ports....	18	26	25	24	—	—

Baisse des exportations pour tout le royaume, développement des importations surtout dans les ports de l'Est, — c'est Londres, Harwich, Hull et les entrepôts de la mer du Nord qui se sont le plus développés, — le commerce anglais pense que ces deux phénomènes ont eu la même cause principale dans le réveil de l'Allemagne. Au dehors, ce sont les articles

allemands qui accaparent l'ancienne clientèle anglaise; en Angleterre, ce sont les bateaux ou les produits allemands qui augmentent de jour en jour le tonnage des ports orientaux. C'est l'Allemagne qui a appauvri l'industrie anglaise et c'est l'Allemagne qui a forcé le commerce anglais à faire, depuis vingt ans, une véritable volte-face. L'Angleterre d'autrefois, servant de façade commerciale à une Europe agricole, regardait l'Atlantique. L'Angleterre d'aujourd'hui s'est retournée vers la mer du Nord, pour faire front à une Europe, et surtout à une Allemagne, qui, jadis sa cliente, ose maintenant la défier dans le champ clos du commerce et de l'industrie.

Sur le pourtour continental de cette mer du Nord, en effet, à toutes les embouchures des fleuves, de l'Escaut à l'Elbe, quatre grands ports allemands, Anvers, Rotterdam, Brême et Hambourg, se sont rouverts, qui, battant pavillon belge, hollandais ou hanséatique, sont tous, en réalité, des embarcadères et des débarcadères germaniques. Grâce aux fleuves qui les prolongent jusqu'au centre du Continent, ces ports ont attiré tous les produits de l'Europe orientale et centrale, et reçu toutes les provisions exotiques pour les peuples et industries de cette Europe. Entre l'Europe et le reste du monde, ils ont peu à peu supprimé l'intermédiaire anglais. Importations et exportations enfilent maintenant le canal de la Manche, sans toucher aux quais de l'Angleterre. L'Allemagne et la Belgique subissent, depuis vingt ans, la même évolution profonde qui, de 1830 à 1850, transforma l'Angleterre agricole en une cité industrielle et commerçante. L'Allemagne surtout, autrefois puissance continentale, s'est prise d'un beau zèle pour les choses maritimes. Le 20 décembre 1897,

l'attaché commercial anglais envoyait de Berlin un long rapport sur *les Intérêts maritimes de l'Empire allemand*[1].

L'Allemagne, depuis vingt-six ans, a fait dans toutes les directions des efforts gigantesques. L'établissement d'industries productives a donné du travail à une population toujours grandissante, qui, de 1872 à 1897, a augmenté de 30 0/0 : 41 millions d'âmes en 1872, aujourd'hui 53 millions. L'établissement d'un commerce florissant a doté cette population d'une vie de plus en plus confortable. Ce commerce a grandi de 60 0/0 dans les vingt années dernières. Le trafic des ports allemands a augmenté de 124 0/0 dans son ensemble, et ce chiffre moyen n'est rien encore. Car le trafic avec l'Angleterre et avec la Méditerranée n'a guère augmenté que de 60 0/0, parce qu'il était très important déjà. Mais, dans certaines mers jadis non fréquentées par lui, le commerce allemand a monté de 128 0/0 avec l'Amérique du Nord, de 175 0/0 avec l'Australie, de 480 0/0 avec les Indes-Orientales et Occidentales. Hambourg est le centre. Il suffit de donner les chiffres moyens des vingt dernières années, en millions de marks (1 fr. 25) :

	1871-1880	1881-1890	1891-1895	1896
Importations	874	1 045	1 559	1 713
Exportations	597	981	1 267	1 439

Mais tous les autres ports ont, de loin, suivi la même route et leur mouvement total, en millions de tonneaux, est passé de 12,7 pour la période 1873-75, à 14,3 pour la période 1876-80, à 18,3 pour 1881-85, à 23,2 pour 1886-90, à 29,7 pour 1891-95, à 31 pour 1896-97. Dans ce tonnage, la part du pavillon allemand s'est élargie d'année en année :

1. Foreign-Office, *Miscellaneous Series* n° 443.

		Vaisseaux de toutes sortes		Vapeurs seulement	
		Nombre en milliers	Tonnage en millions	Nombre en milliers	Tonnage en millions
1873	Allemands....	60,3	6,0	7,6	2,6
—	Etrangers....	34,3	6,4	9,5	3.8
1884	Allemands....	89,4	10,1	26,4	7,0
—	Étrangers....	31,1	10,3	15,8	8,4
1895	Allemands....	97,4	15,9	49,4	13,3
—	Étrangers....	36,5	14,5	21,0	12,8

Hambourg[1] a tourné vers le commerce d'outre-mer des millions et des millions de marks. La Compagnie Hambourgeoise-Américaine avait été fondée en 1847, au capital de 23 250 livres sterling; en 1858, le *Nord-Deutscher Lloyd*; en 1870, la Compagnie Hambourgeoise-Sud-Américaine. Mais c'est à partir de 1885 que les capitaux ont afflué et que les compagnies nouvelles ont grandi : aujourd'hui, neuf compagnies au capital de 4 800 000 livres sterling environ (120 millions de francs) exploitent tous les Océans. Le tonnage des entrées à Hambourg a décuplé depuis un demi-siècle :

	Tonneaux		Tonneaux
1850......	547 947	1890......	5 202 825
1870......	1 389 789	1894......	6 228 821
1880......	2 766 806	1897	6 708 070

Pour l'Allemagne, pour les pays scandinaves et danois, pour la Russie, Hambourg, à l'entrée du lac Baltique, devient le grand entrepôt de matières premières et le grand fournisseur de produits ouvrés, le Liverpool de l'Europe nord-orientale. C'est un port de la laine et du coton. La navigation de l'Elbe le met aux portes des cités cotonnières et lainières de la Silésie et de la Saxe. Jadis, l'Allemagne dépendait de Londres et de Liverpool pour les matières pre-

1. Cf. *Annual Series*, nos 1934 et 2104 : *Trade of Hamburg*.

mières ou demi-travaillées et pour les produits ouvrés de ces deux industries textiles : Hambourg importait d'Angleterre, laine brute, coton brut, fils et tissus, en abondance. Chaque année, elle se libère de cette dépendance.

En 1897, écrit le consul anglais, les importations totales de matières textiles ont un peu faibli : mais la part de la Grande-Bretagne surtout a grandement diminué. Sur 11 millions de livres sterling environ, en 1897, au lieu de 12 millions en 1896, nous n'avons plus eu que 1 800 000 livres sterling environ, au lieu de 2 500 000 en 1896. Pour les fils de toute espèce, nous avons conservé notre monopole. Mais l'Allemagne réduit ses demandes et se fournit elle-même : au lieu de 4 500 000 de livres sterling en 1896, Hambourg ne nous a pris, en 1897, que pour 4 millions de fils. Nos tissus perdent aussi ce marché et sont remplacés par les tissus indigènes. Nos draps et nos cotonnades ne comptent plus que pour 2 500 000 livres sterling dans les importations de Hambourg, qui exporte aujourd'hui pour 8 millions de tissus laine, coton, soie, lin [1].

C'est un port de ravitaillement. Toutes les subsistances y affluent, grains d'Europe, viandes d'Amérique et épiceries coloniales. Il fournit de tabac la moitié des pays germaniques et de café les deux tiers de l'Europe. Pour le cacao : en 1895, 14 millions; en 1896, 16 millions; en 1897, 19 millions de kilos. Le lard américain et le blé russe s'y arrêtent avant d'atteindre les marchés de la Baltique ou de la mer du Nord [2]. Mais non contente, comme Liverpool, d'appeler les provisions du monde, Hambourg peut

1. Voir *Board of Trade Journal*, décembre 1898 : la Suède importe de Hambourg pour 40 millions de marks en 1896, pour 57 en 1897, dont 22 millions de café, 4 à 5 millions de viandes conservées, et 5 à 6 millions de coton, peaux, salpêtre, etc.

2. *Miscellaneous Series*, n° 482 : *Trade of Hamburg in yarns and tissues.*

renvoyer à tout l'univers certains produits agricoles de la grande plaine allemande. Car cette Allemagne merveilleuse a su garder ses champs et développer ses cultures, tout en construisant ses usines et en décuplant ses cités. En milliers d'hectares, les betteraves et les pommes de terre couvrent la Saxe, le Mecklembourg et le royaume de Prusse. Elles ont fait de Hambourg le port de l'alcool et des sucres [1]. L'alcool pour nègres a conduit son commerce vers toutes les barbaries africaines et malaises. Le sucre l'a conduit chez tous les peuples civilisés. Les neuf grandes Compagnies de navigation se sont partagé le monde, trois pour l'Amérique du Nord, du Centre et du Sud, deux pour les côtes occidentale et orientale de l'Afrique, une pour le Levant, une pour l'Australie, une pour l'Inde, la dernière pour la Chine : toutes ont distribué en 1897 un fort dividende à leurs actionnaires. La plus grande de toutes, la Compagnie Hambourgeoise-Américaine, au capital de 70 millions, a payé 6 0/0 net; d'autres ont donné 6,50 et 7,50 0/0; quelques-unes, 12 0/0. La seule Compagnie Hambourg-Calcutta s'est plainte des affaires, à la suite des mauvaises récoltes et des épidémies de l'Inde [2].

Outre le sucre et l'alcool, d'autres industries agricoles fournissent à Hambourg des frets d'exportation : le beurre, le fromage et les œufs pour l'Angleterre, la bière pour le reste du monde. Le *pale ale* anglais régnait autrefois sur les deux hémisphères. Tous les rapports de consuls anglais signalent depuis dix ans sa disparition. Partout, au Chili comme en Chine, dans la Méditerranée comme dans les mers austra-

1. *Miscellaneous Series*, n° 452 : *Agriculture in Germany*.
2. *Annual Series*, n° 2104.

liennes, il a fait place aux *lager beers* allemandes, aux *Pilsener* que Hambourg tire de Bohême ou fabrique elle-même pour l'exportation. Quinze brasseries au capital de 25 millions de francs se sont installées sur ses quais et produisent annuellement quelque cent millions de litres : on en exporta près de vingt-cinq millions en 1889. Si les chiffres, depuis, ont baissé, ce n'est pas que le *pale ale* ait pris sa revanche. Mais certains clients de Hambourg, tels que la France, ont fermé leurs ports ou se sont outillés pour la production. Ailleurs, aux Etats-Unis par exemple, l'exportation a grandi : 2 millions de litres en 1895, 2 700 000 en 1896, 3 millions en 1897 [1].

Hambourg, il est vrai, trop éloignée des houillères et des centres métallurgiques, n'est pas encore un grand débarcadère de minerais ni un grand embarcadère de fers et de charbons. Mais elle deviendra l'un et l'autre. Un système complet de canaux intérieurs est déjà projeté ou commencé, qui doit la mettre en contact, grâce à l'intense navigation fluviale, avec les champs houillers de la Silésie d'une part, avec le Pays Noir westphalien de l'autre, pour le service des futurs Midlands allemands. Ce que fit en Angleterre la construction des lignes ferrées, la construction des canaux le fera en Allemagne : l'industrie couvrira bientôt les Terres Centrales. Berlin et Meissen sont déjà pour le verre et la porcelaine des concurrents redoutables de Birmingham et des *Potteries*. L'exportation du verre, sous toutes ses formes, verre creux, verre en plaques, bouteilles et récipients, a doublé durant ces dix années dernières. Celle des porcelaines en vingt ans a presque quadruplé...

1. *Miscellaneous Series*, n° 485 : *Beer at Hamburg*.

Un jour viendra où, du Rhin à la Vistule, les flottilles rabattront sur les quais de Hambourg les produits de l'industrie grandissante et de l'agriculture sans cesse perfectionnée. Du fond de la Pologne, de la Bohême et de la Thuringe, tout descendra vers Hambourg, et même, franchissant les lignes de partage, la batellerie des canaux ira chercher la clientèle jusque sur les fleuves méditerranéens, sur le Danube et sur la Theiss : quelque jour, à travers le continent d'Europe, elle s'en ira jusqu'à la mer Noire. De la Baltique et de la mer du Nord à la Méditerranée, Hambourg, centre du monde germanique, deviendra le grand port de l'Europe centrale, la Venise du Nord, et Brême et Stettin, ses deux succursales dans la Baltique et dans la mer du Nord, auront alors achevé leur exploration de l'univers. On les rencontre déjà dans toute l'Asie : Vladivostock est un port allemand, l'Inde et la Birmanie sont entamées; au canal de Suez, les Allemands tiennent la première place après l'Angleterre [1]. Quand l'évolution sera terminée, que deviendront les entrepôts délaissés de Londres ou de Liverpool [2]?

En attendant cet avenir que déjà l'on prévoit, l'Allemagne a créé pour ses fers et pour ses charbons un autre grand emporium fluvial en face de l'Angleterre. Le Rhin, avec ses centaines de kilomètres navigables, est devenu de Mannheim à Rotterdam un gigantesque port, une ligne presque ininterrompue de docks et de quais. Grâce à cette navigation rhé-

1. *Board of Trade Journal*, décembre 1898 : il y a vingt ans, le pavillon allemand comptait pour 1 0/0, aujourd'hui 10,7 0/0 dans le Canal, *the largest ships that go through the canal are german.*

2. *Miscellaneous Series*, n° 345 : *Inland water ways of Germany.*

nane, l'Allemagne entière commence à secouer la clientèle où les charbons et les fers anglais la tenaient presque en servage. Jadis c'étaient les charbons de Cardiff et de Newcastle, tout voisins de la mer, qui débarquaient dans tous les ports de l'Empire allemand pour les chaudières à vapeur et pour les cornues à gaz. La Westphalie ne fournissait que les usines de son voisinage. Aujourd'hui les charbons westphaliens viennent sur la place même de Londres faire concurrence aux charbons de Newcastle, et peu à peu ils s'emmagasinent dans les grands ports de la mer du Nord et de la Baltique[1]. A Hambourg, Lübeck, Wismar, Kiel, ils chassent les houilles anglaises. La production westphalienne a décuplé depuis quarante ans :

1860.....	4 490 066 tonnes.	1892.....	36 853 502 tonnes.
1870.....	11 570 556 —	1894.....	40 613 073 —
1880.....	22 495 204 —	1896.....	44 893 304 —
1890.....	35 469 290 —	1897.....	48 423 987 —

A Hambourg, elle a, depuis quinze ans, quadruplé ses fournitures et presque atteint les fournitures anglaises.

Hambourg.	Charbons anglais.	Charbons westphaliens.
1880..........	1 025 550 tonnes.	338 910 tonnes.
1884..........	1 025 500 —	548 730 —
1888	1 365 000 —	627 890 —
1892..........	1 615 600 —	903 185 —
1896..........	1 797 000 —	1 410 810 —
1898..........	2 055 000 —	1 632 150 —
1899..........	2 420 130 —	1 645 800[2] —

De même, les fers anglais tenaient jadis la clientèle allemande. C'étaient les Midlands anglais qui four-

1. *Miscellaneous Series*, n° 454 : *Coal of the Rhenish provinces.*
2. *Board of Trade Journal*, 25 janvier 1900.

nissaient l'Allemagne d'objets manufacturés, machines, instruments, outils, quincaillerie, etc. C'étaient les districts côtiers du Yorkshire, du Cumberland ou du Northumberland qui envoyaient le métal brut, fer, acier ou fonte. Grâce au Rhin, le Pays Noir westphalien se trouve aujourd'hui plus proche de la mer et des marchés indigènes ou exotiques, que le Pays Noir anglais. Birmingham et Sheffield, centres des Midlands, sont en plein continent, à la merci des chemins de fer. Dusseldorf, Essen, Barmen, Elberfeld sont à quai, sur le passage des bateaux. Et l'on sait quelle différence de prix énorme met pour ces lourds produits, encombrants et peu coûteux, la différence de fret par terre ou par eau. Favorisés en outre par les tarifs protecteurs, les fers allemands ont d'abord tenu tête aux fers anglais sur les places de l'Empire, puis ils ont débordé sur le monde. Les menus objets surtout de quincaillerie et de bimbeloterie, où l'Allemand a mis son ingéniosité scientifique et sa patience artistique, ont peu à peu conquis tous les marchés. Les rapports consulaires anglais nous ont montré cette conquête à travers l'Europe et jusque dans l'Amérique du Sud et dans les colonies anglaises. Les Midlands en ont été à demi ruinés.

L'Angleterre pourtant, grâce à l'abondance de ses houilles et de ses minerais, continue à détenir le monopole européen des fers bruts; de même, grâce aux chantiers de la Clyde, le monopole des constructions maritimes semble pour longtemps encore réserver à ses usines une énorme consommation de fers. Mais qui sait combien d'années ce monopole durera? L'Allemagne aujourd'hui se tourne vers les constructions navales comme elle s'est tournée il y a vingt ans vers les autres industries, comme

elle s'est tournée depuis dix ans vers le commerce maritime. Elle entreprend la conquête de cette nouvelle province industrielle, avec les mêmes méthodes qui lui ont réussi déjà pour l'annexion des autres profits. Car c'est une méthode nouvelle qu'en ces choses l'Allemand semble avoir introduite ou ressuscitée. Voici du moins comment la majorité du commerce anglais aperçoit les choses.

III

> La dépêche de M. Chamberlain aux gouverneurs des colonies marque une date importante dans l'histoire économique de ce pays. C'est le premier abandon officiel de la doctrine du *laisser faire*. C'est aussi la première preuve officielle que le danger de la concurrence étrangère est pris en sérieuse considération par le gouvernement de Sa Majesté.
>
> Journal des Chambres de Commerce : *Blue Book*, C-8432, p. 1.

Quand on regarde de haut et de loin cette lutte à mort, — pense aujourd'hui l'Angleterre marchande, — sur tous les marchés du monde, ce n'est pas seulement le commerce et l'industrie germaniques qui sont aux prises avec l'industrie et le commerce de l'Angleterre. Mais, en présence, apparaissent deux systèmes de vie, deux évangiles économiques, dont l'un avait été la loi des temps barbares, et dont l'autre semblait devenu la loi des temps nouveaux : d'un côté, la liberté de Manchester, de l'autre le militarisme des Hohenzollern : « La fortune et le bonheur ne s'acquièrent que par l'effort individuel, et la prospérité est fille de la liberté, avaient dit les gens de Manchester. Dans nos luttes commerciales, le col-

bertisme, armure des siècles défunts, nous serait aussi gênant que dans nos guerres modernes la cuirasse des chevaliers. » Et voici que le colbertisme restauré semble dresser une œuvre gigantesque, dont nul ne peut plus mettre en doute la solidité ni la durée. Par lui la vieille Allemagne hanséatique semble ressuscitée. Par lui, le commerce revient, de gré ou de force, aux débarcadères qu'il avait librement délaissés. Par lui, les industries se fondent et prospèrent sur un sol qui ne les avait jamais portées.

Car ce n'est pas le simple jeu des forces naturelles, dit l'Angleterre marchande, qui soudain a créé cette Allemagne nouvelle. Il semble qu'une volonté consciente ait successivement préparé et assorti toutes les pierres de l'édifice. Cette volonté d'abord a, par l'éducation, transformé ce peuple de philosophes, de juristes et de pédants. Sur toute la surface du territoire, elle a organisé et payé un enseignement utilitaire, écoles techniques et écoles commerciales, laboratoires et champs d'expériences. Ce peuple en *us*, qui passait sa vie à gratter des textes, a dû se pencher sur les cornues et se brûler ou se salir les doigts aux acides et aux teintures. Il aimait le grec, l'hébreu, le sanscrit, les belles vieilles langues inutiles : on lui a fait apprendre tous les langages et tous les patois modernes. Il rêvait à travers la fumée de ses pipes : on lui a ordonné d'agir et, successivement, on lui a imposé tous les modes d'action. De tout temps, il avait été soldat et laboureur : on le dressa d'abord aux nouvelles méthodes de l'agriculture scientifique et de la guerre savante et ces méthodes décuplèrent sa force et ses revenus. Mais jadis, entre deux campagnes, il pendait son sabre au crochet et, chaque année, il hivernait tranquille auprès de sa charrue

retournée : « Toute l'année, tu travailleras », a dit la voix du Maître. Et pour obliger son peuple au travail, le Maître a usé de tous les moyens, la douceur et les coups...

Par un système douanier, écartant les produits du dehors, il l'a forcé de se suffire à lui-même : « Tu ne souilleras plus ta langue avec les mots ni avec les vins des nations, a dit encore le Maître, et tu ne porteras ni leurs habits ni leurs instruments. » Et le peuple dut forger, tisser, fondre, coudre, tourner le bois et le fer, creuser les mines, allumer les fournaises, plier le cou sous le joug des machines. Le Maître lui-même, pour donner l'exemple, s'astreignit à n'user que de produits nationaux. Comme la guerre alors était sa grande occupation et son grand souci, comme il avait un insatiable besoin d'armes, d'équipements et de provisions pour ses hommes, de selleries, de harnais et d'attelages pour ses chevaux, il dressa son peuple aux industries de la guerre. Il lui demanda de couler le fer en canons, de tisser et de tailler la laine en uniformes, de coudre le cuir et de conserver les vivres. L'Allemagne devint une gigantesque maison de fournitures militaires qui exécuta d'abord les commandes du Maître, et que le Maître mit ensuite à la solde de l'étranger. Ce fut avec la permission et même sous les ordres du Maître que l'Allemagne arma la moitié de l'Europe : en une expérience décisive, le Maître s'était chargé lui-même de prouver à l'univers la supériorité de ses usines et de ses produits; la Westphalie de Krupp, par la guerre de 1870, devint l'arsenal du monde.

Puis l'Empire fut la paix : le Maître se tourna vers les conquêtes pacifiques. D'un mot, il sembla qu'il y tournait aussi tout son peuple, et, sitôt le demi-tour

exécuté, au même pas de parade que précédemment, la lourde Allemagne se remit en branle. Le Maître décida que l'on organiserait d'abord le pays. Il lui fallait des chemins de fer, des routes, des canaux : l'Allemagne en quelques années s'outilla d'hommes et de machines, coula ou étira les rails, fabriqua rivets, boulons et traverses, construisit wagons et locomotives. Dans les jets de vapeur et les cliquetis de chaînes, les convois coururent de la grève aux montagnes. Un afflux de vie, un regain de jeunesse, sembla ressusciter ce vieux corps germanique. Cette bonne vieille Allemagne, qui vivait de pain noir et de bière, et dont un festin de lard et de pommes de terre marquait les jours de fête, sentit monter en elle des appétits de vie plus large. Pressée de les satisfaire et pauvre encore, elle dut inventer les moyens les plus rapides et les plus économiques. Elle fit en quelques années, pour l'usage de son peuple, une civilisation de camelote, qui, peut-être, n'avait pas la solidité ni la qualité des vieilles civilisations anglaise ou française, mais qui en avait le vernis et les apparences...

Et quand le peuple eut contenté ses plus pressants désirs, le Maître s'aperçut que, parmi les nations travaillées des mêmes appétits, cette civilisation de camelote trouverait une nombreuse clientèle. Il lança l'Allemagne sur les marchés du monde. Il ne se contenta pas de l'encourager de la voix et du geste. Il la conduisit lui-même aux pays exotiques. Il l'installa lui-même sur les terres sauvages ou dépeuplées. Pour le service du commerce, il fit des conquêtes coloniales, et il fit des enquêtes consulaires. Il imposa aux nègres de l'Afrique l'alcool de Hambourg, et il glissa la carte allemande aux doigts des nations civilisées. Ce fut

lui qui se chargea de vanter à l'univers les produits de son peuple et de renseigner son peuple sur les besoins et préférences de l'univers. Par les missions de ses consuls, par les rapports de ses délégués au dehors, par les expositions permanentes ou passagères de ses musées commerciaux, par ses collections de modèles anciens et nouveaux, il se fit au dedans le conseiller d'affaires; il apprit à son peuple quelles cotonnades l'on devait offrir aux Chinois, quelles conserves aux Australiens, quelles bouteilles aux Français, quelles soieries aux Anglais, quels draps, quels couteaux, quelle quincaillerie, quelle bimbeloterie aux Turcs, aux Marocains, aux Russes, à toutes les humanités demi-barbares. Il prit en main les voies ferrées et ses chemins d'État organisèrent les transports pour réduire les frets. Il favorisa l'éclosion des grands syndicats et il se fit entre eux l'intermédiaire et l'arbitre, pour les amener aux concessions et même aux sacrifices réciproques.

A l'extérieur, il fit plus encore. Profitant de sa force réelle et de son prestige un peu grandi par la crainte, il imposa ses marchandises à ses amis et à ses protégés, aux vieux empires timorés et aux jeunes nations encore faibles. La politique étrangère de l'Angleterre s'était inspirée du principe de la « porte ouverte », de la liberté de concurrence imposée ou maintenue. Il sembla parfois que l'Allemagne inclinait aux pratiques de la « carte forcée ». Non content d'écarter la concurrence étrangère par ses douanes, le Maître récompensa le travail national par ses primes à l'industrie, à la navigation, à toutes les entreprises nouvelles. Bref, il eut sa part de l'œuvre, il travailla de ses mains, il paya sans relâche, de ses peines et de sa poche. Jamais il ne resta simple spectateur. Jamais il n'ac-

cepta le rôle de roi fainéant, que les doctrines anglaises avaient imposé au souverain. Dans le domaine économique comme en politique, comme à la guerre, il voulut être le chef. En paix comme en campagne, l'État allemand sembla commander : l'État anglais se contentait de régner.

C'est ainsi qu'au dehors les choses apparaissent et que la majorité des Anglais les aperçoivent aujourd'hui. Et l'Angleterre est prise d'inquiétudes : quel démenti à tout ce que l'on croyait depuis un demi-siècle être la vérité et la loi! sur le champ du commerce, une armée apparaît, qui semble appliquer aux manœuvres économiques les procédés de la tactique militaire! pour la marine marchande comme pour la marine de guerre, dans les combats de l'avenir, qui l'emportera? est-ce une lourde et massive division de gros cuirassés peu nombreux, peu maniables, mais chargés d'hommes, de canons, de blindages et de plaques protectrices? est-ce au contraire la svelte escadre de croiseurs rapides, puissants surtout par le nombre et par la vitesse, sans protection mais sans poids inutile, voltant et évoluant au gré de l'inspiration et des chances probables, toujours en mouvement et toujours en forme?

Dès 1885, l'Angleterre se posa le problème et c'est pour l'étudier qu'elle fit sa grande enquête sur la Baisse du Commerce[1]. Nous avons vu comment un parti se forma pour proclamer que l'exemple de l'Allemagne était décisif : « La lutte commerciale, disaient les quincailliers des Midlands, n'est plus possible, si l'on ne veut pas renoncer aux préjugés de Manchester et prendre les armes du voisin. C'est la fédération

1. *Blue Books*, *Depression of Trade* : C-4621, 4715, 4797, 4893.

impériale et c'est le Zollverein protectionniste qui ont fait la grandeur de l'Allemagne. Il nous faut un empire anglo-saxon et un tarif protecteur. Groupons toutes nos colonies, comme ils ont groupé tous leurs petits États : bâtissons une Plus Grande Bretagne, comme ils ont bâti une plus grande Germanie. Puis favorisons au dedans et au dehors le travail anglais : que l'Anglais ne consomme que du blé, du coton, de la laine, et surtout du fer anglo-saxons! Le *Free Trade* international nous ruine : établissons un régime de bon et franc commerce national, le *Fair Trade* anglo-saxon. »

Cette doctrine impérialiste des Midlands ne trouva d'abord que peu d'adeptes dans le reste du royaume. Pourtant, dès 1885, le commerce de la côte orientale, ayant surtout affaire aux Allemands, inclinait aux mêmes théories. Hull réclamait, comme Sheffield et comme Birmingham, un empire et un tarif : « Il faut, disaient ses courtiers et armateurs, des traités de commerce et une série de mesures législatives qui mettent l'industriel anglais en bonnes conditions de concurrence, *on fair terms*; il faut aussi des arrangements spéciaux avec nos colonies et possessions pour installer un Zollverein britannique. » Ces *fair terms* de Hull pouvaient aller avec le *fair trade* des Midlands. Néanmoins l'accord ne se fit pas. La foi de Manchester était encore trop profondément ancrée dans les cœurs. La Chambre du Commerce américain de Liverpool se faisait l'interprète de la majorité : « Toute question commerciale doit être traitée par la liberté. Les mesures législatives, visant à exciter ou à améliorer le commerce, ne méritent aucune confiance. Toute restriction, toute pression est désastreuse. C'est un bonheur pour nous que la non-intervention de l'État.

Laissez le commerce à lui-même; donnez-lui seulement la sécurité et la paix. » Les enquêteurs de 1885, dans leur rapport final, restèrent fidèles, eux aussi, à ces principes[1]. Ils ne réclamèrent aucun changement radical dans les rapports du commerce et de l'État. Ils déconseillèrent même à l'État de devenir, par ses consuls ou ses gouverneurs coloniaux, promoteur de commerce et conseiller d'affaires.

Mais les Midlands ne perdirent pas courage, et ils cherchèrent ailleurs les alliés que le commerce et l'industrie leur refusaient. En France, à la même époque, certaines industries malades, surtout celle du coton, désertaient la cause du libre-échange et s'alliaient aux agriculteurs pour renflouer les vieux principes d'autorité et de protection et pour déchaîner cette tempête d'hypocrisie mystique et de chauvinisme démagogique, qu'ils appelaient, ironiquement sans doute, le règne de « l'esprit nouveau ». En Angleterre, on pouvait risquer pareille aventure : l'agriculture anglaise, opprimée depuis un demi-siècle par les décrets de Manchester, ne demandait aussi qu'à secouer le joug. Devant la Commission de 1885, les Associations agricoles avaient réclamé déjà : « Du train dont vont les choses, nous allons à la ruine du fermier, à la ruine du propriétaire, à l'émigration ou à la misère des travailleurs. Si l'on doit encore cultiver la terre, il nous faut des droits protecteurs, *if land is to be cultivated, import duties must be imposed*[2]. » Birmingham se prit de tendresse pour le sort des malheureux paysans; elle déclara, par la bouche de son prophète, que la fortune de l'industrie était liée désormais à la fortune de l'agriculture. J. Chamber-

1. *Blue Book*, C-4715, pp. 389 et 410.
2. *Blue Book*, C-4715, p. 427.

lain et son fidèle Jesse Collins se mirent à déplorer, avec des larmes patriotiques, la ruine du paysan et la disparition de ces vaillants *yeomen*, de ces hobereaux au noble cœur, dont la force et le courage avaient été la pierre angulaire de la puissance anglaise. « *We have to secure an improvement on the condition of the agricultural labourers; I prefer consideration of the interests of the agricultural labourers; the English peasant and the Scottish tenant should have their turn* », devinrent leurs refrains les plus ordinaires [1]. Il fallait sauver à tout prix cette classe menacée. Il fallait rendre à la terre ses justes profits, pour que la terre pût toujours donner à l'État de vaillants citoyens. De là sortit l'unionisme — c'est-à-dire exactement : l'alliance entre le nouveau radicalisme des Midlands et le nouveau torysme des comtés agricoles, entre les industriels du fer, qui se ruinaient, et les propriétaires fonciers qui voulaient s'enrichir — pour assurer, aux dépens de l'État, la fortune des uns et des autres et pour jeter « l'Angleterre nouvelle » dans les voies de l'impérialisme et de la protection.

Les alliés scellèrent leur entente dans le sang de l'Irlande, puis ils marchèrent à la conquête du pouvoir. Il leur fallut dix ans d'efforts : de 1885 à 1895, la vieille Angleterre libérale se défendit. Le commerce lui restait fidèle. Le seul mot de *Free Trade* suffisait encore à enlever les suffrages de la masse... Mais bientôt la crise prolongée sapa lentement les convictions. Dès 1890, plus d'un commençait à tenir le langage qu'en 1885 certaines Chambres de navigation avaient balbutié : « Le libre-échange est désirable, sans doute : c'est le meilleur régime, à condition qu'il

1. *Liberal Union Club*, 14 juin 1887; Birmingham. 28 mai 1888.

soit effectif et que nos voisins ne cherchent pas, après l'avoir supprimé chez eux, à le vicier encore chez nous. Il ne faut pas le supprimer, à coup sûr; mais il faut l'améliorer : il faut en assurer le jeu normal en Angleterre même. Puisque la France et l'Allemagne établissent des primes à la navigation et à l'exportation de certains produits, l'Angleterre doit annuler l'effet de ces primes en frappant de droits équivalents les marines et les produits qui les perçoivent[1]. »

C'est, comme on voit, une sorte de compromis entre le *Fair Trade* de Birmingham et le *Free Trade* de Manchester : c'est la doctrine du libre-échange amélioré et compensé, du « Plus Libre » Échange, *Freer Trade*. A partir de 1890, les Chambres de commerce s'y rallient une à une, et leur Association générale s'y convertit. Pour en assurer le triomphe, le puissant comité de cette Association vient installer ses bureaux derrière Westminster, en face du Parlement qu'il contrôle et qu'il veut influencer. Dans ses *meetings* annuels à Londres et dans ses congrès à travers les grandes villes du royaume, l'Association réclame pour le commerce l'appui de l'État. Il n'est question d'abord que d'un appui diplomatique au sujet de renseignements consulaires et de tarifs étrangers et coloniaux. Puis l'impérialisme la pénètre peu à peu. A chaque élection parlementaire, de 1885 à 1895, les villes commerciales élisent avec de plus fortes majorités des candidats unionistes. L'Association se tourne vers le prophète de Birmingham, vers ce grand J. Chamberlain, dont les Midlands attendent le salut. Elle réclame de lui soit une Fédé-

1. *Blue Book*, C-4797, p. 229 et suiv.

ration Impériale en vue des intérêts commerciaux de l'Empire[1], soit l'Union commerciale entre les colonies et la métropole[2] : l'Empire ou le Zollverein. Elle-même, dans la mesure de ses forces, veut commencer cette Fédération : elle prend l'habitude de réunir en congrès périodiques les délégués des Chambres de commerce de tout l'Empire.

Dans le premier de ces congrès, dès 1886, la Chambre de Londres avait montré le but : elle proposait de voter « une requête pour que les gouvernements coloniaux fussent immédiatement consultés sur les meilleurs plans de Fédération Impériale »; mais le congrès resta indifférent : le *Free Trade* triomphait. Au second congrès, en 1892, nouvel effort; mais « les vieux préjugés de libre-échange contre protection et l'amour des mots semblaient encore faire perdre de vue les besoins d'union. Lord Farrer alla jusqu'à dire qu'il était immoral de remettre en discussion les principes libre-échangistes[3]. Néanmoins, en gens pratiques, qui devaient vivre non avec des principes et des mots, mais avec le monde réel[4] », le congrès finit par proclamer qu'une union commerciale sur la base du *Freer Trade* assurerait la prospérité de l'Empire. Le troisième congrès, en 1896, a vu le triomphe du *Fair Trade* et de « l'Angleterre nouvelle ». Les unionistes, maîtres de la politique depuis les élections de 1895, le présidaient dans la personne de J. Chamberlain. Et *Joe* a promis au commerce que l'Empire allait être établi et aménagé

1. Meetings de Londres et de Hull, mars et septembre 1889.
2. Meeting de Middlesborough, septembre 1897.
3. Meetings de Londres et de Newport, mars et septembre 1892.
4. Meeting de Middlesborough, septembre 1897, discours de M. Boulton.

pour ses besoins : « L'Empire, c'est le Commerce, *le Bon Commerce* ».

Donc, pour ce *Fair Trade*, on construira un Empire fédéré sur le modèle de l'Empire allemand. Par malheur, les procédés rapides et brutaux, que la Prusse mit en usage, ne sauraient être de mise. On ne peut songer aux annexions violentes. Il faut du temps, de la patience, de la douceur : il faut amener les colonies à une fédération consentie. Il faut aussi des mesures préparatoires. Avant la grande Fédération Impériale, il faut une série de sous-fédérations qui, de la poussière coloniale actuelle, constitueront quelques grands organismes. Déjà la sous-fédération canadienne a groupé dans un *dominion* toutes les colonies nord-américaines; il faut constituer un *dominion* africain et un *dominion* océanien par la sous-fédération des colonies sud-africaines et australiennes... L'unité australienne, après de longues négociations, vient d'aboutir; reste à lui annexer les autres colonies océaniennes. Mais le *dominion* africain s'annonce plus mal : une nation afrikander est là qui rêve de séparatisme... Et l'on décide la guerre du Transvaal pour ruiner à jamais ces espérances anti-impériales.

Mais tout ceci est encore long à terminer, et, en attendant, le commerce baisse toujours, et les Chambres se lamentent de plus en plus. Puisque le grand remède exige quelques années encore, J. Chamberlain veut appliquer dès aujourd'hui quelques spécifiques, allemands eux aussi, dont il fait grand éloge. Il remet le commerce britannique entre les mains des consuls et des gouverneurs coloniaux. Il leur recommande de le soigner avec le dévouement que les consuls et les gouverneurs du grand Kaiser témoi-

gnent au commerce germanique : « Renseignez-nous sur les conditions, les us et coutumes, les besoins et les désirs de vos contrées. Envoyez-nous de longs rapports pour nos journaux et de nombreux échantillons pour nos musées commerciaux. Adressez au Ministère du Commerce tous les renseignements et tous les matériaux que vous pourrez obtenir. » Et se tournant vers le commerce, *Joe* l'incite à se grouper autour de l'*Imperial Institute*, sorte d'agence fédérale, qui doit centraliser à Londres les réclamations et les demandes, et devenir pour tout l'Empire le bureau-conseil du trafic et de l'industrie. Si cet établissement privé ne suffit pas, on organisera au Ministère du Commerce un service officiel, qui tiendra à la disposition du public ses livres de renseignements et ses vitrines d'échantillons. Une commission d'enquête parlementaire est nommée « qui cherchera les meilleurs moyens de porter à la connaissance du commerce national les informations de nos consuls, attachés commerciaux et fonctionnaires dans l'Empire ou à l'étranger, et d'autres moyens encore pour lui fournir toutes les occasions de développement et de profit[1] ». L'enquête se fait. A l'intérieur du royaume, toutes les Chambres de commerce applaudissent. Voilà donc un ministre enfin qui vit dans la réalité d'aujourd'hui, qui ne s'embarrasse pas des vieux dogmes et des préjugés du *laisser faire*, et qui va forcer les fonctionnaires à travailler utilement! L'Association des Chambres de Commerce célèbre la gloire de *Joe*; l'opinion salue en lui le véritable chef de l'Angleterre nouvelle. Un à un, les délégués des Midlands devant la Commission d'enquête, se réjouissent par

1. *Blue Book*, C- 8963 (1898).

avance des résultats heureux que ne peut manquer d'avoir une telle initiative. Mais quand arrivent les gens de Manchester, le langage change brusquement :

Tous ces prétendus remèdes ne sont que folies. L'entreprise privée ne saurait être remplacée par une organisation de commune ou d'État. Les fonctionnaires ne peuvent nous donner que des renseignements vagues et des conseils sans portée pratique. C'est à nous, industriels, à étudier les besoins de notre clientèle. Tous les rapports consulaires du monde ne feront pas élever une seule usine dans le Lancashire. Un consul ne peut avoir qu'une médiocre expérience en fait de commerce, et ses conseils ne peuvent causer que des déboires à ceux qui les suivraient. Le commerce anglais s'est élevé par la seule entreprise individuelle, sans l'aide gouvernementale. Aussi la Chambre de Manchester s'est-elle tenue en dehors de l'Association des Chambres de Commerce. Elle n'a pas refusé son concours occasionnel. Mais elle pense que chacun doit appppliquer ses efforts à améliorer ses propres affaires, à perfectionner ses propres méthodes, à diminuer ses frais et à augmenter sa clientèle, et non pas à s'occuper des affaires d'autrui, à copier aveuglément les méthodes étrangères, et à augmenter les charges de tous en augmentant le nombre des fonctionnaires et le rôle de l'État[1].

Ce langage de Manchester trouve un écho dans le royaume, et surtout au dehors; car les consuls anglais font aussi leur enquête à l'étranger, auprès des résidents britanniques, et le consul de Rio de Janeiro écrit :

Ému par les plaintes générales sur la décadence de notre commerce, j'ai demandé à notre colonie de marchands et commissionnaires anglais si, dans leur opinion, l'adjonction à mon consulat d'un bureau de renseignements pour-

1. *Blue Book*, C-8963, p. 18 et suiv.

rait développer nos affaires avec le Brésil. Ils m'ont répondu : « Nous vous remercions beaucoup de l'intérêt que vous prenez aux affaires. Mais le développement du commerce anglais — vous accepterez notre opinion pour ce qu'elle vaut — est une question qu'il faut étudier en Angleterre et non pas ici. Nous autres marchands, nous allons aux maisons qui nous servent le mieux, le plus vite et le moins cher. Le développement du commerce anglais ne dépend que de l'inclination et de l'aptitude qu'auront nos industriels et leurs courtiers à remplir ces trois conditions et à devancer leurs concurrents. Nous ne pouvons nous empêcher de croire qu'une enquête minutieuse en Angleterre même ferait découvrir les remèdes efficaces. Si l'on veut développer le commerce, la réforme ne doit pas être entreprise de ce bout-ci, au dehors, mais de l'autre bout, en Angleterre : *to develop British trade, the change must commence at the other end, in England.* »

Sage parole, que les *promoters* de l'Angleterre nouvelle devraient méditer un peu ! Ce qu'il faut à l'Angleterre, en effet, ce n'est peut-être pas un Empire : l'exemple de l'Allemagne, que nous examinerons tout à l'heure, est peut-être mal compris par eux et l'exemple de l'Espagne montre éloquemment ce qu'il advient d'un empire colonial, édifié et exploité pour le bénéfice de la métropole. Car c'est l'exploitation à l'espagnole qui se cache derrière les mots de *Fair Trade* et de *Commercial Union* : déjà les sauniers de Cheshire demandent que l'on interdise au gouvernement de l'Inde de fabriquer du sel [1]. Ce qu'il faut à l'Angleterre comme à quelques autres pays, c'est une réforme interne, réforme de la politique et surtout des mœurs, réforme des idées et surtout des habitudes... Mais, en ces matières, les unionistes et *Joe*, leur chef, alliés du « vieux stupide parti », sont peut-

1. *Blue Book*, C-4621, p.997.

être de moins bons juges, et c'est à d'autres qu'il nous faut demander le plan des réformes nécessaires : il faut retourner à la vraie source de toutes les réformes, à la métropole du radicalisme véritable, Manchester.

LE LIBRE-ÉCHANGE

I

Notre Chambre de commerce se tient en dehors des partis politiques; mais le régime du libre-échange, cette part glorieuse de l'héritage national, était aussi et doit être en dehors des discussions de parti. Liée par l'histoire au nom des grands hommes qui fondèrent ce régime, notre Chambre doit rester éternellement fidèle à leur mémoire. Pourtant ce devoir ne serait rien si, plus clairement que jamais, aujourd'hui encore, nous ne voyions dans le libre-échange une nécessité vitale, une nécessité impériale, pour l'Angleterre et pour son Empire large comme le monde.

Réunion annuelle de la Chambre de Manchester; discours du président, M. R. Barclay, 1er février 1899.

Manchester, 600 000 habitants; Salford, 200 000; Stockport, 60 ou 70 000; Bolton, 130 000; Oldham, 140 000; Rochdale, 80 000; Blackburn, 120 000; Preston, 100 000; Huddersfield, 90 000; quinze autres cités encore, Warrington, Leigh, Worsley, Bury, Burnley, Accrington, Middleton, etc., de 20, 30 ou 40 000 âmes, couvrent le Lancashire d'une agglomération humaine que les entassements de Londres n'égalent pas tout à fait. Entre la plage de la mer d'Irlande et les monts

tout voisins de la chaîne Pennine, un cercle de trente kilomètres de rayon enfermerait 4 millions d'hommes sur ce coin de marécage mal asséché; — de Liverpool à Manchester, le *Chat Moss*, tourbière profonde de trente pieds et large de douze milles, faillit opposer aux locomotives un obstacle infranchissable.

La tristesse et la noirceur de ce Lancashire dépassent encore l'horreur du Pays Noir. Le sol n'est qu'une boue de charbon et de rouille que hérissent, entre les alignements de briques entassées, des gravois de briques et de cokes, des monceaux de mâchefer et de ferraille, des ruines de cheminées et des carcasses de machines. Semés sur toute la surface du pays, cendres, scories, débris, rognures et laitiers s'éboulent dans les étangs saumâtres, dans les canaux étamés de graisses et d'écumes, dans les épaisses et lentes rivières. Sur les eaux et sur les terres confondues, l'air brouillé de suie, noyé de bruines, étend son pesant rideau. Le ronflement des métiers ou l'appel des locomotives parviennent à peine à le secouer. En haut, seulement, les torches des hauts fourneaux percent l'ombre et vacillent sous la tombée continue des averses marines : « O sainte lumière du soleil, qui réjouis les mortels et les dieux! »

C'est pour le service du coton que, depuis un siècle, ce marais tremble sous le poids des foules humaines. C'est pour le coton qu'ont été bâties ces centaines de villes et ces milliers d'usines. Ses broches et ses métiers occupent aujourd'hui 416 000 manœuvres. Les étoffes mélangées lui valent 20 000 autres serviteurs qui lui préparent la laine et la soie. Le noyau de son armée est fait de ces 140 000 tisseurs ou fileurs. Ajoutez 23 000 fondeurs ou batteurs de métaux qui fabriquent ou réparent ses machines, 15 000 charpen-

tiers ou tourneurs de bois pour ses maisons, ses caisses et ses outils, 18 000 apprêteurs ou chimistes, 33 000 imprimeurs ou teinturiers, 122 000 mécaniciens ou chauffeurs. Ajoutez, sous terre, 65 000 mineurs, et, à la bouche des puits, 15 000 trieurs ou chargeurs, pour ses chaudières et ses hauts fourneaux. Ajoutez, pour la nourriture de son peuple, 23 000 vivandiers et, pour la coupe et confection de ses étoffes, 24 000 lingers ou lingères et, pour son emballage, pliage et correspondance, 27 000 fabricants de papier. A ces 2 860 usines, ateliers ou fabriques, à ces 460 mines ou carrières et à leurs 990 000 bêtes humaines, ajoutez encore, jusqu'à la mer, au long des routes de terre et d'eau, quelque 100 000 convoyeurs, et, sur les tabourets des agences, derrière les grilles des comptoirs, quelque 60 000 scribes.

Au total, c'est une armée permanente de 12 à 1 300 000 simples soldats, *rank and file*, sans compter les états-majors et les cadres — ingénieurs, capitalistes, commerçants, spéculateurs, administrateurs, politiciens, gens de loi, de science ou de plume, etc., — et les états mineurs de la queue, — boulangers, bouchers, cabaretiers, détaillants, prêteurs sur gage, vendeurs et revendeurs de plaisirs et de superfluités, etc., — et la foule grouillante des traînards, femmes, enfants, vieux, miséreux, alcooliques et invalides : le plus ancien des grands édifices de Manchester, celui vers lequel ramènent toutes ses avenues, est une sorte de palais ou de panthéon d'ordre ionique, au front monumental duquel le Lancashire a dressé les statues de ses héros, — Wellington, l'homme de Waterloo, G. Watt, l'homme de la vapeur, Dalton, le chimiste, et R. Peel, le ministre du libre-échange — : c'est le *Royal Infirmary*.

Ce n'est pas tout. Le coton s'est encore annexé la soie et la laine et, débordant le Lancashire, il a conquis des provinces entières vers le nord et vers l'est. Au nord, la fourmilière d'hommes et de cheminées, se poussant vers les cols de la chaîne Pennine, déboule sur la pente orientale, au bord de la grande plaine d'York : autour de Leeds, de Bradford et d'Halifax, plus de 3 000 usines travaillant le coton et la laine occupent 250 000 tisseurs et fileurs et demandent l'aide de quelque 100 000 autres auxiliaires; la moitié du West-Riding et de ses 2 millions 500 000 âmes vit des broches et des métiers. A l'est, la trouée moins large et moins continue s'est faite à travers le Cheshire et les Midlands, par Macclesfield, Hyde, Glossop et Derby, jusqu'au pays vert de Nottingham et de Leicester. Ici, le coton et la soie ont fait alliance pour semer, entre la mer d'Irlande et la plaine du Trent, 14 ou 1 500 usines et recruter 100 ou 120 000 manœuvres [1].

Chaque corps de cette armée a son centre : Oldham mène les fileurs et Bolton les tisseurs de coton, Leeds et Bradford les lainiers, Macclesfield les soyeux, Nottingham les bonnetiers, etc. Mais Manchester a le commandement suprême : sa Chambre de commerce peut dire que l'*Exchange*, la Bourse, de Manchester représente, avec ses 8 000 abonnés, les intérêts vitaux de plus de 7 millions d'hommes [2]. Au-dessus des flaques du marais, dans les fumées des cités ouvrières, dominant les collines de cendres, les mâts de navires et la forêt de cheminées, cet énorme *Exchange* élève

1. Pour tous ces chiffres, voir *Blue Book*, C-8955 : *Annual Return of Factories and Workshops.*

2. Manchester Chamber of Commerce, *Monthly Record*, février 1899.

sôn dôme et son campanile comme le pilier central de ce ciel ténébreux, — tels, au milieu des villes romaines, les basiliques ou, mieux encore, les thermes du peuple-roi. Car c'est aux monuments de la Rome impériale que cet *Exchange* de Manchester reporte le souvenir, aux Thermes qu'un Caracalla ou qu'un Dioclétien construisait avec les ressources de l'univers : même énormité dans la grandeur et même étalage dans la richesse; mêmes dômes, mêmes voûtes de briques, juchées sur des colonnes géantes, et mêmes placages de matériaux précieux, d'ors, de mosaïques et de marbres. Mais ici les fumées ont terni l'éclat des ors, embu de suie les riches ornements; la salle unique, qu'abrite ce dôme de quatre-vingts pieds, est un champ clos de quarante mille pieds carrés où, tout le long du jour, une foule affairée s'agite en discussions et où, deux fois par semaine, tout le Lancashire descend pour la bataille des prix. Sous le cadran qui marque la fuite des secondes, sous le baromètre qui traduit en larges oscillations les sautes du vent et les risques de la mer, la sagesse de Salomon a gravé ce verset des Proverbes : *Bon nom vaut mieux que richesse; argent vaut moins que grâce* (Prov., XXII, 4). Cet *Exchange* de Manchester est bien le cœur du Lancashire. Depuis un siècle, sans défaillance, le Lancashire est resté fidèle à cette devise. Il n'a pas négligé la richesse; mais, pour l'acquérir, il a toujours cru qu'il fallait d'abord se faire un grand et bon renom dans l'univers, puis faire sourdre la grâce, par la religion du libre-échange, aux cœurs des nations.

Comme la cathédrale auprès de l'antique chapelle, cet Exchange est sorti auprès du *Free Trade Hall* (*Salle du Libre-Échange*), du sol où les aristocrates de 1819, lançant contre le peuple la cavalerie des

hussards et des vaillants *yeomen*, avaient fait le « massacre de Peterloo ». Sur ce champ des martyrs, Manchester réunit d'abord sa « Ligue contre les Lois des blés » ; puis, victorieuse, elle dressa le *Free Trade Hall*, vrai sanctuaire d'un nouveau culte, vaste salle de conférences et de débats, où six mille auditeurs peuvent trouver place. De là sortit pour notre siècle un nouvel évangile. Après la réaction blanche de 1815, Manchester reprenait et complétait l'une par l'autre l'éternelle protestation de l'Angleterre dissidente et la récente proclamation de la France révolutionnaire. Mais, apôtre de raison et non de dogme, elle ne faisait plus appel à l'imagination, à la crédulité ni aux passions; elle ne parlait plus des pouvoirs ni des espoirs mystérieux, au nom desquels jusqu'ici on avait exploité la multitude; elle ne versait pas non plus à l'humanité le vin capiteux des grands mots. Elle lui demandait seulement de calculer en commun ses intérêts vitaux, de réfléchir en commun, ne fût-ce qu'une minute, sur l'inestimable prix et sur les nécessités de la vie présente, et de ne plus se guider pour les affaires communes que par les principes, dont le profit commun démontre la légitimité.

Qu'en son for intérieur, chacun mît sa confiance en un Dieu de bonté, et son espoir en une autre vie d'éternité et de bonheur, Manchester chrétienne ne voyait à cela aucune objection. Mais, dissidente, elle voulait que chacun se fît à son gré cette confiance et cet espoir : la conduite de la communauté, la politique, disait-elle, ne doit avoir qu'un but, la vie présente de tous, et qu'une règle, le bonheur actuel du plus grand nombre. Or cette vie présente, le travail de chacun peut seul la rendre possible à tous; seule, la paix universelle la fait tolérable au plus grand

nombre ; et, seule, la liberté la rend profitable et bonne. C'est par l'union de ces trois biens, travail, paix et liberté, qu'un peuple vit humainement et heureusement.

Pour Manchester et pour son École, ce n'étaient là ni des vérités dogmatiques, héritées de la tradition ou du Livre, ni des formules oratoires, sorties de la faconde des rhéteurs. A coup sûr, le rationalisme français et la charité évangélique avaient eu leur part dans la formation de cet évangile nouveau. Mais il était né surtout, — et c'est ce qui fit sa force de pénétration et de durée, — il était né à la manière anglaise, de l'expérience journalière et prolongée de tout ce peuple : la vie du Lancashire, depuis un siècle, n'avait été que l'illustration de cette doctrine. Manchester n'avait pas oublié ce qu'était encore ce Lancashire au milieu du XVIIIe siècle. Ciel malsain, terre déshéritée, côte inhospitalière, aux extrémités de l'île, presque aux confins du monde et de la nuit, cette plage marécageuse n'avait guère servi de toute éternité qu'au passage des armées. Depuis les Romains jusqu'aux Stuarts, des bandes s'étaient ruées par là du Sud ou du Nord. A chaque étape, ce couloir de pillage était marqué d'une forteresse ou d'un champ de bataille, celle-là datant de quelque camp romain, Lancaster, Manchester, etc., celle-ci datant parfois d'une génération à peine (Preston, 1848 et 1715). Dans les boues du marais, quelques huttes de pêcheurs ou de sauniers. A l'intérieur des forteresses, quelques maisons de bourgeois et de nobles. En tout, quelques milliers de pauvres gens. Voilà tout ce que la nature et les hommes d'autrefois avaient su faire de ce pays misérable.

A deux reprises, aux XIVe et XVIe siècles (1331 et

1585), des tisserands, chassés des Flandres par les fureurs de la mer ou du catholicisme, avaient essayé de transplanter ici leur industrie : au bord de la Weaver, de la rivière des Tisseurs, le bruit des rouets et des métiers troublait un peu la solitude. Mais les matières premières, chanvre et lin de l'Irlande, laines du Yorkshire, de Galles, d'Écosse et des Midlands, étaient loin, peu abondantes, travaillées sur place pour les maigres besoins locaux, sans clientèle étrangère. Une fibre nouvelle, le coton venu de Chypre et de Smyrne, aurait pu donner ces étoffes légères que l'Inde envoyait depuis 1631 et qui, sous Charles II, avaient conquis la mode de Londres. Mais les lainiers des Midlands firent chasser, par les bills du Parlement, cet intrus qui ruinait la laine nationale (1666-1678). Les Midlands, alors comme aujourd'hui[1], criaient que l'Angleterre se mourrait quand ils ne vivraient plus à ne rien faire. Défenseurs déjà du « bon commerce », c'est-à-dire de leur monopole, ils étaient unionistes aussi, à la mode actuelle, deux siècles avant J. Chamberlain; car ils voulaient déjà l'union des trois royaumes pour l'oppression de l'Irlande, et ils s'appuyaient sur les lords temporels et spirituels pour remontrer à Sa Majesté « que l'Irlande ne saurait continuer à travailler la laine sans porter atteinte à la prospérité de la nation ». Sa Majesté mit un droit de 20 0/0 à la sortie d'Irlande des lainages irlandais. L'industrie de l'Irlande fut ruinée (septembre 1698). A deux siècles d'intervalle, les colonies d'aujourd'hui

1. Certains pamphlets d'alors semblent écrits d'hier, tel celui de 1678 intitulé : *The Ancient Trades decayed and repaired again*, avec des phrases comme celle-ci : *The trade is very much hindered by our own people, who do wear many foreign commodities, instead of our own.*

méditeront cette histoire irlandaise, avant de répondre aux tendres appels de l'impérialisme *brummagem*.

Le Lancashire nouveau se met à l'œuvre vers le milieu du XVIIIe siècle. L'industrie cotonnière en Europe n'existait pas : l'Inde seule fabriquait ses calicots et ses madras. La filature et le tissage étaient encore dans l'état rudimentaire où l'humanité les connaissait depuis des centaines de siècles. Pour des tissus mélangés, l'Angleterre importait de Turquie ou des Antilles quelques milliers de balles de coton brut; jusqu'en 1748, le chiffre de deux millions de livres (en poids) ne fut jamais dépassé. Mais un tisseur de Bury, John Kay, invente en 1738 sa « navette volante », qui double le rendement des métiers. Cet effort individuel ne mène à rien tant que la routine refuse ou ignore la machine nouvelle et tant que les fileurs ne font pas un effort parallèle. Car les métiers nouveaux manquent de fil; le tisseur doit, le matin, de porte en porte, frapper chez quatre ou cinq fileurs avant d'avoir la matière de sa journée. Pourtant l'importation du coton monte un peu. Mais en 1764, un autre tisseur de Blackburn, J. Hargreaves, trouve dans sa *spinning Jenny* la fileuse nouvelle qui pourra suffire à la consommation des nouveaux métiers. D'autres travailleurs, J. Wyatt, R. Arkwright, perfectionnent cette fileuse; Crompton la transforme et donne enfin la *mule-jenny*, que complète bientôt le *water-frame* (1770-1780). Alors c'est le tissage qui n'est plus assez rapide pour la filature et, une fois encore, il est démontré — et le Lancashire n'oubliera jamais cette leçon — que l'ingéniosité et l'effort des uns deviennent inutiles faute du travail de tous. Cartwright, inventant son *power-loom*, rétablit l'harmonie (1785) : filature et tissage, également outillés, vont désormais

du même pas. Puis l'eau et la vapeur viennent joindre leur travail au travail de l'homme. Une chimie et une mécanique nouvelles, avec les cylindres de Bell et les procédés de Berthollet, décuplent les forces des teinturiers et des imprimeurs. A la fin du XVIIIe siècle, l'industrie actuelle est fondée. Les 2 millions de livres de coton importées en 1743 ont monté à 5 millions avec la *jenny* de Hargreaves, à 7 avec la *jenny* de Crompton, à 18 avec les perfectionnements incessants de R. Arkwright, à 24 avec le métier de Cartwright. La plaine du Mississipi s'est plantée. E. Whitney invente sa machine à décortiquer. L'importation en 1800 dépasse 50 millions de livres. Le Lancashire se couvre d'usines, Liverpool creuse ses *docks* de la Reine et du Roi. Manchester passe de 10 000 habitants (1720) à 94 000 (1800).

Et, dans ce *Far West* anglais, une société se dresse qui, pour l'Angleterre encore féodale, est un sujet d'étonnements pareils à nos étonnements bourgeois devant le *Far West* d'Amérique. Là, pour la première fois depuis le paradis de la légende, le travail manuel n'est pas maudit et l'artisan est honoré. Là, pour la première fois depuis la chute d'Athènes, tout un peuple, sans être irreligieux, se rend bien compte que le succès ne dépend que du travail des hommes, et non des puissances occultes que l'humanité charge ordinairement de ses réussites ou de ses malheurs. Ce peuple voit maintenant la sottise et le dommage des vieux préjugés religieux et féodaux. Il ne dira plus ce que, depuis des siècles, répétait l'humanité chrétienne : « Voyez les lis des champs ; ils sont plus heureux et plus beaux que le grand roi David, et pourtant ils ne tissent ni ne filent » ; il sait qu'il faut tisser et filer pour vivre. Il ne dira plus, comme les

lords du temps passé : « Cœur de lion et mains blanches » ; il sait que tout homme de proie et de loisir vit aux dépens de la communauté. Manchester proclame que celui-là est le plus vertueux et le plus honorable qui vit comme Arkwright, debout dès cinq heures du matin et debout jusqu'au soir, attelé dès sa jeunesse aux machines pour gagner son pain et s'attelant, déjà vieux, aux livres pour améliorer son orthographe, conquérant le titre de baronnet par le travail de ses mains noires et, baronnet, continuant à perfectionner ses métiers, appliquant le premier la vapeur à son industrie. Le temps des saints et des nobles est passé : l'estime du Lancashire va aux gens de travail et aux novateurs, aux bienfaiteurs de la vie présente.

Mais alors paraît sur le Continent l'un de ces génies que l'admiration des foules proclame grands en raison directe des maux causés par eux : pendant vingt années, grâce à Napoléon, le Lancashire meurt de faim près des métiers sans ouvrage. L'*imperial quarter* de blé, le double hectolitre, qui valait 40 shillings en 1786 et 43 shillings en 1792, monte à 78 shillings en 1796, à 113 en 1800, à 119 en 1801, à 126 en 1812 : pendant vingt ans, la moyenne dépasse 87 shillings. Les fils et les tissus s'empilent aux dépôts sans clientèle ; les marchés du Continent sont fermés par le blocus ; les marchés lointains ne sont pas encore ouverts ; les armements enlèvent au commerce les navires et les hommes ; pour la guerre, il y a chaque printemps « presse » de toutes les énergies et presse de toutes les ressources, comme il y a presse de matelots... La guerre ! jamais plus le Lancashire n'oubliera ce que ce mot renferme de calamités et de faim. En 1811, dans le royaume, quatorze

cent mille indigents — un quinzième de la population — demandent à la mendicité le pain que le travail ne peut plus leur fournir. Traqués sur les terres des aristocrates, chassés des paroisses bourgeoises, méprisés de l'Église et redoutés des nobles lords, ces misérables sont poussés en tas vers la prison de bienfaisance, le *work-house*. Leurs enfants leur sont enlevés, donnés ou vendus comme apprentis aux exploiteurs de misère, jetés comme mousses à la corruption de la flotte. La guerre! John Bull pourra conserver, avec ses instincts de brute, son amour du sang chaud. Mais Manchester sait désormais que toute guerre n'est pas seulement un crime que le Seigneur interdit aux peuples chrétiens : c'est encore une sottise que le simple calcul des intérêts vitaux écarte des peuples sages, une folie dont les désastres matériels survivent longuement à la paix restaurée et ne sont rien encore au regard des autres conséquences.

Car ces querelles du dehors établissent toujours au dedans une dure servitude. Contre le travail et les idées nouvelles, la guerre fait toujours surgir les castes inutiles et les vieux préjugés : « Ne sommes-nous pas tes chefs et tes défenseurs traditionnels? disent ceux-ci au peuple : pour se garer du loup, le troupeau ne doit-il pas obéir à ses pasteurs? » Avec de vieilles métaphores que le peuple ne comprend qu'à demi, au nom de vieilles traditions, d'autant plus chères à son cœur d'enfant qu'elles sont plus enfantines ou puériles même, ces pasteurs vivent du troupeau et le tondent et l'écorchent... Quand vingt années de luttes et de misères ont enfin jeté bas la force napoléonienne, quand la paix semble rouvrir au Lancashire le chemin de la fortune, voici venir les nobles lords et les vaillants *yeomen*, les défenseurs

de la « vieille joyeuse Angleterre ». Trente années encore, ils vont barrer le chemin (1815-1846). Contre un retour possible des impiétés révolutionnaires et du péril étranger, l'Angleterre de 1815 veut conserver ces champions de la tradition nationale. Or, ces féodaux ne vivent que de leurs fermiers et de leurs terres; il faut donc leur garantir à jamais la possession des terres par le maintien des vieilles lois sur l'héritage, et il faut leur garantir le rendement constant des fermages par la suppression de la concurrence étrangère. Sans jamais pouvoir morceler et acquérir le sol, le travail va payer indéfiniment de lourdes rentes à ces parasites. Pendant tout ce siècle, le paysan pourra améliorer, transformer, « faire » sa maison et son champ, et l'ouvrier faire son usine et sa ville. Pendant ce siècle, le lord inutile touchera la rente du travail d'autrui et, au bout du siècle, tout lui reviendra, terres et bâtisses. Et pour le *yeoman*, pour le hobereau qui fait valoir son *estate*, il faut encore, sur le pain quotidien, que l'ouvrier prélève un droit très fort : à seule fin que le blé national paie les fermages la loi des blés interdit l'importation, tant que l'*imperial quarter* n'est pas à cent shillings, — près de soixante francs l'hectolitre.

La guerre finie, la disette continue donc et la faim : le blé coûte 96 shillings en 1817, 68 en 1825, 70 en 1839; pendant plus de trente années (1815-1846), le peuple ne mangera jamais son content. Quand il se plaint, les gardiens du passé rejettent la faute sur les inventions nouvelles : au bon vieux temps, disent-ils, l'Angleterre était joyeuse, *old merry England;* ce sont les innovations qui ont détruit ce bonheur. Et ils lancent le peuple à l'assaut des machines et des sciences, qui le nourriraient sans l'exploitation de ces parasites.

Mais, peu à peu, le peuple entrevoit la cause véritable. Il réclame son pain et ses droits, une vie plus libre sous un gouvernement à meilleur marché. Alors, on jette sur lui les vaillants *yeomen* et l'on fait le « massacre de Peterloo ». Du moins, le sang versé là servit la cause populaire.

Le Lancashire comprend enfin que le travail et la paix ne peuvent encore lui suffire et que les efforts individuels du présent ne mènent à rien, si l'on ne secoue pas la tyrannie collective du passé. Il faut que rien n'entrave plus l'expansion des énergies et des inventions utiles. La tyrannie la plus paternelle est plus onéreuse que la licence la plus effrénée : un garde-chasse, au nom de bonnes intentions, arrête la trouée des locomotives entre Liverpool et Manchester. Il faut donner aux mains noires, qui mènent les autres machines et nourrissent le royaume, le « contrôle » de la machine parlementaire pour le gouverner. Au nom des « droits naturels », le Lancashire est enclin aux errements révolutionnaires. Volontiers, il répète les formules françaises : *Liberté ou la Mort! Représentation égale ou la Mort!* Volontiers, il se coiffe du bonnet rouge. Ses ouvriers, avec une couverture, leur seul bien, sur le dos, se mettent en branle vers Londres Pendant dix ans (1820-1830), l'Angleterre est à la veille d'une révolution. Mais, en route, les politiques des Midlands arrêtent ces « Marcheurs à la Couverture » et leur enseignent le vrai chemin vers la réforme pacifique et non vers la révolution.

Alors, entre le Lancashire et les Midlands, l'Union politique noue une alliance, qui pendant plus d'un demi-siècle (1830-1885) restera inébranlable et qui « poussera » sans répit le programme radical de travail, de paix et de liberté. Manchester fournit la doc-

trine, et Birmingham les méthodes. Et bientôt, librement, tous travaillent et prospèrent : la « nouvelle riche Angleterre » triple sa fortune et sa population ; chacun vit en paix, à l'ombre de son usine et de sa haute cheminée. Au premier choc, le passé s'est ébranlé, puis écroulé, pierre par pierre. Liberté de pensée et liberté de culte, liberté de commerce et liberté de vie, une Angleterre libérale remplace partout l'Angleterre de la conquête et de la féodalité. La Réforme électorale (1832) marque la première étape; les lois des blés abolies (1846) marquent la seconde, plus importante encore. Et pendant quarante ans (1846-1885), ce régime de libre-échange s'élargit, où sans distinction de castes, de culte ni de nationalité, les travailleurs échangent librement paroles, idées, travail et marchandises. Le peuple anglais tout entier se convertit à l'évangile du travail et de la paix; l'expérience commune établit le libre-échange comme fondement de toute politique et de toute morale anglaises : « Il est immoral, dit encore en 1892 lord Farrer au Congrès des Chambres de Commerce, de mettre en discussion les principes libre-échangistes »...

En 1885, l'égoïsme et le snobisme des Midlands, brisant l'accord, remplacent l'alliance libérale par l'unionisme conservateur, le règne du travail par le gouvernement « de l'Église et de la Bière ». Mais le Lancashire ne renie pas sa foi. Les Chambres de commerce, l'une après l'autre, l'abandonnent et se liguent en une gigantesque Association pour le service de l'Impérialisme et du *Fair-Trade*. Seules, les Chambres de Manchester, de Liverpool et de Glasgow se gardent longtemps de toute compromission. Enfin, en décembre 1898, sollicitée de toutes parts, la

Chambre de Manchester consent à entrer dans l'Association. Mais ce n'est pas, dit-elle, pour appuyer les revendications protectionnistes. Elle a grand soin de stipuler « que cette adhésion ne saurait restreindre sa liberté complète et illimitée », et elle renouvelle ses déclarations libre-échangistes :

Aujourd'hui plus que jamais, nous voyons que, pour l'Angleterre et son Empire large comme le monde, le libre-échange est une nécessité impériale. Au milieu des compétitions internationales pour les territoires sans maître, par quoi l'Angleterre s'est-elle toujours distinguée, sinon par ce fait que chez elle, en tout lieu, le commerce de toute nationalité est chez lui? Personne ne niera que cette politique de « la porte ouverte » ait fait la grandeur de l'Angleterre et de ses possessions. Et sur l'imbécillité de la politique contraire, quelle leçon donne au monde, à cette heure même, l'exemple de l'Espagne et aussi de la France! Si la France voulait considérer seulement que, de toutes ses colonies, pas une ne peut se suffire, mais que toutes grèvent chaque année le bugdet métropolitain d'une somme plus forte peut-être que le montant du commerce total entre elles et la métropole; si la France voulait méditer le sort de l'empire espagnol, peut-être entreverrait elle le terme où doit forcément aboutir sa politique actuelle... Ce n'est pas l'heure de multiplier les arguments en faveur du libre-échange. Mais il fallait bien établir la situation de notre Chambre à cet égard. Quand par théories de Manchester on entend libre-échange et seulement libre-échange, nul ici ne songe à répudier cet héritage et notre Chambre, en tant que Chambre, garde cette théorie. Le patriotisme des individus n'est nullement engagé par cette attitude. Tous, nous sommes fiers des gloires nationales et de cet empire sans rival dans l'histoire. Mais, tous, nous pensons aussi que les responsabilités en sont énormes et qu'il faudrait l'assurer et le consolider avant de rêver des extensions nouvelles[1]...

1. Manchester Chamber of Commerce, *Monthly Record*, février 1899.

II

La concurrence donne le premier rang au plus habile, c'est-à-dire à la meilleure division du travail et à la plus stricte économie. Quand nos rivaux réussissent, nous les imitons, et nous gardons ainsi notre commerce. Depuis vingt ans nous avons transformé toutes nos affaires, non seulement pour la fabrication, mais surtout pour la distribution des marchandises. Le commerce change et il faut changer avec lui. Nous nous sommes efforcés de modifier sans cesse nos méthodes. C'est cette constante entreprise individuelle qui a fait notre fortune et qui seule peut la maintenir.

Réponse de la Chambre de Manchester aux enquêteurs parlementaires de 1886, *Blue Book*, C-4715, p. 476.

Entre les Midlands, qui déclarent l'Angleterre ruinée par le libre-échange, et le Lancashire, qui tient ce *Free Trade* pour la condition essentielle de la prospérité nationale, auquel faut-il croire? « Voyez nos industries du fer, disent les Midlands : battues par les industries des pays protectionnistes, elles ne peuvent plus vivre sans protection. » — « Et voyez mon industrie textile, répond le Lancashire : concurrencée plus vivement encore par les mêmes pays protectionnistes, elle conserve toujours sa vitalité. »

Jusque vers 1850, le Lancashire, tenant secrètes

ses inventions, gardant ses ouvriers et ses machines, garda aussi le monopole de l'industrie cotonnière. L'Europe civilisée et les humanités primitives étaient au même titre ses clients. En millions de *yards* (914 kilomètres) et en milliers de livres (453 000 kilogrammes), il exporta fils et tissus vers tous les marchés de l'univers. Mais les chiffres de 1850 montrent déjà que l'Europe civilisée tendait à s'affranchir de cette clientèle. Le Continent, surtout l'Allemagne, avait essayé dès 1784 d'embaucher au Lancashire des artisans et des constructeurs de machines : plusieurs *acts* du Parlement punirent durement l'exportation d'hommes ou de secrets. Avec le libre-échange, le Lancashire réclama toute liberté d'établir au dehors les usines qui lui seraient utiles, et ce furent des Anglais qui, entre 1840 et 1850, fondèrent en Allemagne comme en France et en Belgique l'industrie cotonnière : sur le Continent, de père en fils, ces cotonniers ont gardé leurs usines et leurs noms anglais (Waddington).

De 1850 à 1860, le Continent s'affranchit donc peu à peu, et, comme à la même époque les révolutions et les guerres méditerranéennes (Crimée et Italie) ferment les marchés de l'Italie et du Levant, le Lancashire traverse une période difficile. Mais il perfectionne encore ses machines. La *self acting mule* de Roberts rend le filage presque automatique. Le tissage, grâce aux dépenses et aux nouveaux efforts de Cartwright, grâce enfin à la découverte de Bullough, atteint la même perfection avec le nouveau *power loom*, qui de 1841 à 1851 est partout adopté. Pour remplacer les marchés européens, le Lancashire se tourne vers l'Amérique, vers l'Inde et vers la Chine, qui deviennent ses grands consommateurs. Puis la

paix rétablie dans la mer Noire et en Italie lui rend les marchés méditerranéens. Il se rouvre les autres marchés de l'Europe par l'expansion de ses idées, surtout par le traité de commerce franco-anglais de 1860, qu'il signe dans la personne de Cobden et qui pour vingt années (1860-1880) va mettre à la mode les théories libre-échangistes sur presque tout le Continent. Aussi, le Lancashire connaît une prospérité sans rivale : il est dans « les jours alcyoniens » dont les vieillards parlent encore.

Brusquement la guerre de Sécession, de 1861 à 1864, crée « la famine du coton ». Depuis la fin du XVIII[e] siècle, les États-Unis étaient les fournisseurs presque exclusifs de matière première. La Méditerranée levantine, qui jadis était la source de tout le coton brut, avait cédé ce profit aux Antilles d'abord, puis aux États du Mississipi qui s'emparent de ce monopole vers 1800 et le gardent jusqu'aux mauvaises récoltes de 1846 et 1847. Le Lancashire alors demande à la Compagnie des Indes et au Parlement de développer les cotonnières de l'Inde. Mais les bonnes récoltes des années suivantes font oublier ces demandes jusqu'à la « famine du coton » qui commence avec la guerre civile des États-Unis, à la fin de 1861, sévit durant toute l'année 1862, diminue en 1863 et 1864, mais ne se termine qu'à la fin de 1865. Si le Lancashire avait jamais pu oublier les leçons de 1800 à 1815, cette guerre de Sécession l'aurait à jamais guéri des idées belliqueuses. Dans le royaume, sur 530 000 fileurs ou tisseurs de coton, 250 000 en 1862, 200 000 en 1863, 130 000 en 1864, 100 000 encore en 1865 restent sans ouvrage. Les autres, réduits à la demi-journée et à la demi-semaine, recourent aussi à la charité publique : 50 000 en 1861,

485 000 en 1862, 300 000 en 1863, 130 000 en 1864 et plus de 100 000 en 1865. Si l'on parle maintenant de guerre, le Lancashire sait exactement ce qu'une semaine de guerre lui coûte. Ses ouvriers ont perdu 4 millions et quart de francs par semaine en 1862, et quelque 7 ou 800 millions pendant ces quatre ou cinq ans. Quant aux patrons, c'est un milliard et demi pour le moins que cette famine leur a coûté[1]. Le monde peut être sûr désormais de leurs sentiments pacifiques.

Pour remplacer les arrivages d'Amérique, on chercha des cotons dans l'univers entier, en Turquie, dans l'Amérique du Sud, surtout en Égypte, où Méhémet-Ali avait planté les premières cotonnières, et dans l'Inde, où l'on développa la culture indigène. Le Lancashire dès lors ne fut plus aussi étroitement lié au sort des États-Unis. Mais, recevant du monde entier sa provision annuelle, il dépendit plus étroitement du monde entier : aujourd'hui une guerre maritime, quelle qu'elle soit, mettrait sur le pavé de ses villes des centaines de milliers d'ouvriers sans ouvrage. Il lui faut donc la paix universelle des mers : de la Méditerranée, de l'Océan Indien, du Pacifique et de l'Atlantique, les flottes viennent à lui, amenant le coton brut pour ses machines[2], en même temps que

1. Th. Ellison, *Cotton Trade*, p. 96.

2. Voici les importations de coton brut en millions de livres = 453 000 kilogrammes :

Années	États-Unis	Égypte	Inde	Amériques du Centre et du Sud	Total
1860.....	1 115	43	204	18,5	1 390
1865.....	135	176	445	113	978
1870.....	716	143	341	71	1 339
1875.....	841	163	385	84	1 492
1880.....	1 224	152	207	34	1 628
1885.....	1 050	177	145	43	1 425
1890.....	1 316	181	238	38	1 793
1895.....	1 394	284	51	23	1 757
1896.....	1 394	273	66	18	1 754
1897.....	1 380	274	42	25	1 724

le blé pour ses hommes, et remportant filés et tissus. Une semaine de guerre affamerait tout le pays.

Le coton retrouvé, le Lancashire ne retrouva pas aussitôt la prospérité des « jours alcyoniens », et il garda la manie de se plaindre toujours un peu. Devant la Commission parlementaire sur la *Depression of Trade*, en 1886, un des « lords du coton » faisait le bilan des dernières années :

La situation de notre commerce est très différente de ce qu'elle était jadis. Autrefois nos maisons de marque donnaient comme instructions à leurs vendeurs de vendre le fil quatre ou cinq pence la livre au-dessus du cours du coton brut, et les tissus quatre ou cinq pence au-dessus du cours du fil. Les bénéfices s'obtenaient sans grande peine alors; mais ils ont singulièrement diminué par la suite. La guerre d'Amérique n'intervint pas seulement dans le coût de la matière première; la fluctuation des cours découragea bien des esprits timorés et lança au contraire les aventureux dans les spéculations folles : fermeture de certaines usines, faillite d'autres, même après la guerre, durant les années 1867, 1868 et 1869, une crise très dure sévit. Mais, en 1869, les affaires du coton commencèrent à offrir moins de risques, et la guerre franco-allemande fut un coup de fortune : la matière première baissa de prix avec la baisse des demandes continentales; la concurrence continentale disparut pour un temps sur le marché anglais et dans le reste du monde. L'entreprise redevint à la mode, *enterprise became fashion*, et pendant quelques années les affaires reprirent avec des résultats très avantageux. Puis 1877, 1878 et 1879 furent de moins bonnes années : la concurrence étrangère se faisait plus active. L'automne de 1879 marqua une reprise et, en 1880, bien des gens espéraient le retour du bon temps. Mais, après 1881, les affaires se sont gâtées de jour en jour, et 1885 a été l'année la plus ruineuse que nous ayons eue depuis la guerre américaine [1].

1. *Blue Book*, C-4715.

La concurrence étrangère n'a été que pour peu de chose dans ces mauvaises campagnes. Ce furent des révolutions, des guerres, des famines, des pestes ou des cyclones qui, de 1878 à 1885, ravageant les pays consommateurs, Turquie, Inde, Chine ou Japon, diminuèrent leurs facultés d'absorption et, par contre-coup, découragèrent l'entreprise des *Lancashire men* : les deux années les plus mauvaises, 1878 et 1879, ont été la conséquence de la guerre russo-turque. Mais, dans l'intervalle de ces désastres, viennent pour le monde les années de paix et les bonnes récoltes, et tout aussitôt les exportations du Lancashire montent à des chiffres que jamais encore elles n'avaient atteints. De plus en plus, la prospérité du Lancashire dépend de la paix et de la prospérité universelles : de 1885 à 1895, c'est une alternance de satisfactions et de déboires, suivant l'état prospère ou malheureux de l'humanité tout entière.

La campagne commerciale de 1885, grâce à la chute de Khartoum, à la révolution rouméliote, à la guerre serbo-bulgare, etc., a été un désastre : à peine 58 millions de livres sterling; « depuis la famine du coton, dit l'association des *Bleachers*, nous n'avions rien vu de tel[1] »; les ouvriers sans travail se battent contre la police dans les rues de Manchester (mai 1886). La campagne de 1890, grâce à la retraite de ce grand auteur et prêcheur de guerres qui fut le prince de Bismarck, grâce aussi aux trois années pacifiques que vient de connaître le monde, est un succès : 66 millions de livres. Puis les révolutions brésilienne, argentine et chilienne (novembre 1890-août 1892) et la famine russe (1891) amènent une

1. *Blue Book*, C-4021, p. 105.

chute constante de 1891 à 1893 : 63, 57 et 56 millions. Et depuis 1893, guerre sino-japonaise, expulsions juives de Russie, massacres arméniens, révoltes crétoise et arabe, affaires du Transvaal et d'Abyssinie, famines indienne et russe : les exportations tombent à 57 millions en 1893, à 54,4 en 1895, à 59 en 1896. L'année 1897, — l'année impériale où pour le jubilé de la reine-impératrice, dans Londres capitale de l'Empire, Sa Majesté promène un cortège de soldats et de premiers ministres venus du monde entier, — est le plus grand désastre que le Lancashire ait encore vu depuis la guerre de Sécession : 4 millions de tissus et manufactures, 10 millions de fils, c'est, pour une population presque doublée, le même chiffre d'exportation qu'en 1864. Vive l'Empire! En cette année 1897, l'ambition impérialiste a causé la guerre des Afridis et des Matabélés, et amené par contre-coup les empiétements russes en Chine, français à Madagascar, américains à Cuba, etc. En outre, l'égoïsme impérialiste, pour achever sans trouble sa lente digestion de l'Égypte, n'a pas entravé la guerre turco-grecque ni le renouveau de massacres en Arménie et en Crète. Ajoutez, comme si tout voulait se mettre de la partie, la famine russe, la peste hindoue et la disette argentine. Le Lancashire se souviendra du Jubilé.

Pourtant, à travers ces sautes de fortune, il continue sa vie de travail et sa poussée d'efforts. Le mot de *baisse*, dit-il, est tout à fait inexact pour les affaires du coton, « *depression* » *does not accurately describe the general course of the cotton trade*[1]. Et les chiffres sont là pour vérifier ce mot. Qu'on laisse

1. *Blue Book*, C-4621, p. 101.

même de côté, dans le calcul des bénéfices, l'énorme stock de cotonnades empilées aux dépôts du royaume ou consommées bon an mal an par le public des deux îles (aucun chiffre certain n'en peut être donné; mais la consommation annuelle de quarante millions d'Anglais est certainement énorme). Que l'on prenne seulement la valeur des exportations en fils et tissus depuis trente ans et que l'on mette en regard la valeur des importations de coton brut : la différence nous donnera la plus grosse part, mais une part seulement des bénéfices bruts du Lancashire. Or il apparaît que ces bénéfices depuis trente ans n'ont pas baissé, tout au contraire :

Moyenne des années.	Valeur du coton brut : Importé.	Réexporté.	Consommé.	Valeur des exportations : Fils.	Cotons.	Bénéfices bruts sur la seule exportat.
—	—	—	—	—	—	
1860-1864...	48 000	13 690	34 310	8 500	39 120	13 310
1865-1869...	59 328	14 787	44 541	13 542	53 782	22 983
1870-1874...	53 596	8 482	45 114	15 370	59 832	30 088
1875-1879...	38 310	4 578	33 731	12 654	55 043	33 965
1880-1884...	44 258	5 493	39 065	12 850	62 878	36 663
1885-1889..	40 080	5 114	34 966	11 620	58 240	34 894
1890-1894...	38 074	4 470	33 604	10 140	58 110	34 246
1896.......	36 272	3 571	33 701	10 044	59 309	35 652
1897.......	32 192	4 316	27 879	9 939	54 043	36 103

(En millions de livres sterling.)

La consommation du coton brut dans le Lancashire loin de diminuer, s'est maintenue et même, jusqu'en 1892, a monté :

Poids du coton consommé.	1867	1872	1877	1882	1887	1892
	—	—	—	—	—	—
millions de livres.	912	1 135	1 185	1 519	1 498	1 812

Si de 1892 à 1897 elle a fléchi, les causes passagères de cette baisse ne doivent pas être cherchées au dehors du royaume : « la concurrence étrangère,

dit le Lancashire, ne compte pas pour un dixième dans nos pertes » ; mais il faut compter avec le snobisme de cette Angleterre unioniste, où les lords donnent le ton, où sévit la morale du *select* et de la distinction des classes : le coton démocratique n'est plus de mise ; les *gentlemen* ne doivent porter que des étoffes chères, lin, chanvre, laine ou soie. C'est le contraire de la révolution qui se produisit vers le milieu du XVII[e] siècle, à l'arrivée des premières indiennes, quand Daniel de Foë stigmatisait « la folie générale pour le calicot, et les personnes de qualité s'habillant comme leurs femmes de chambre, et la reine elle-même portant les étoffes du vulgaire » : aujourd'hui, Jesse Collins et les bourgeois *brummagem* veulent être mis en personnes de qualité. Manchester déclarait déjà aux enquêteurs de 1886 :

Parmi les causes de la crise actuelle, la première et la plus importante est le manque de consommation nationale pour les cotonnades : en 1871, cette consommation se chiffrait par 22 millions de livres sterling ; elle n'est plus aujourd'hui que de 18 millions. Et les importations étrangères ont monté de quinze cent mille livres à près de trois millions trois cent mille. Ces marchandises étrangères ne sont pas préférées, dans nos villes, à cause de leur qualité ou de leur bas prix, mais à cause de quelques petites originalités qui les *distinguent* de nos articles nationaux. Tel calicot imprimé en Allemagne s'est vendu en grandes quantités à cause d'un fond tabac qui le différenciait de nos articles meilleurs et moins chers. Les boutiquiers voulaient ce calicot, parce que, moins abondant, il ne se trouvait pas chez tous leurs concurrents. En quelques semaines, nous avons fabriqué le même calicot tabac ; mais la saison était avancée déjà et la mode presque passée[1].

1. *Blue Book*, C-4715, p. 368. Cf. p. 166 : *there has been a greater falling of in the home trade and the home trade was more profitable ; our competitors attacked the cream of the better class trade.*

Mais le Lancashire pense que ce *règne des lords* ne durera pas toujours. La crise présente n'est pas plus lourde que bien d'autres, et l'on en sortira par le même chemin, avec les mêmes méthodes. Aujourd'hui, comme il y a un siècle, le Lancashire ne veut pour être sauvé que la liberté de travailler à sa guise : il ne demande à ses gouvernants que la paix. Quand les bonnes âmes du *Fair Trade* viennent lui proposer l'aide ou les conseils de l'État, ses réponses restent les mêmes :

Moins la législation interviendra dans notre commerce et plus solides seront les bases de notre prospérité. Il n'est pas douteux que parfois nous souffrons de surproduction. Mais ce n'est pas que nous produisions plus que le monde ne peut consommer : c'est que nous produisons plus que le monde ne peut réellement payer. L'important est donc de réduire au dernier degré possible nos prix et frais de production... La baisse n'a jamais atteint les manufactures qui avaient une spécialité, et toujours elle a été arrêtée par la création de nouveaux articles et par l'adaptation des vieux commerces aux nouvelles sources de demande, *the depression has been checked by the rapid adoption of new manufactures and the adaptation of old trades to new sources of demand*[1].

Rapide et incessante adoption de méthodes nouvelles, recherche constante d'innovations et de perfectionnements, adaptation sans trêve des vieux organismes aux nouveaux besoins, telle est la politique commerciale que, fidèle à ses traditions radicales, le Lancashire a suivie depuis vingt ans. Et il a gardé l'idéal aussi des radicaux d'autrefois : il ne met son espoir que dans le service de l'humanité, sa force que dans la condescendance aux désirs de tous : « Toute

1. *Blue Book*, C-4621, pp. 105 et 89, C-4715, p. 426.

intervention législative dans le jeu du commerce, dit-il encore aux enquêteurs parlementaires, est, en règle générale, à éviter. Si le gouvernement pourtant veut nous aider, qu'il développe les marchés existants, surtout ceux de l'Inde, par la construction de chemins de fer et par l'exécution d'autres travaux aptes à promouvoir le bien-être des sujets de S. M., *to promote the happiness of H. M's subjects in that dependency*[1]. » Les Impérialistes vont répétant que le commerce suit le drapeau, *trade follows the flag*. Manchester sait que son commerce n'a suivi le drapeau britannique que quand ce drapeau était fidèle à son rôle : « Partout où flottent les couleurs anglaises, dit-elle, le premier principe de notre gouvernement doit être que toute vie humaine aura son prix et que toute souffrance humaine sera soulagée dans la mesure du possible[2] ». C'est par cette fidélité aux principes et aux méthodes du radicalisme que Manchester a conservé son trafic.

*
* *

Tout a changé, en effet, dans le commerce du Lancashire depuis une génération, les clients, les produits et les méthodes de distribution. En 1872, on peut dire que le monde entier dépendait encore de l'Angleterre pour les choses du coton : Manchester, pouvant élire et servir à son heure, prenait seulement la clientèle sérieuse, proche et avantageuse. Elle avait

1. *Blue Book*, C-4621, p. 109.
2. *Annual Meeting of Manchester Chamber of Commerce*, fév. 1897, discours du Président : *our rulers had long determined that wherever the British flag flies, there human life should be valued and human sufferings as far as possible relieved.*

élu le Continent, la Turquie, les États-Unis et l'Inde, c'est-à-dire les pays européens et les terres anglo-saxonnes ou sous la domination et l'influence anglaises. Des quatre-vingts millions de livres sterling que représentait l'exportation globale de 1872 (filés, tissus et manufactures), l'Europe et les pays méditerranéens prenaient plus de 52 millions.

Résultat du libre-échange européen (1860-1876), cet état commercial fut bouleversé par le retour offensif du protectionnisme. Quand la vieille forteresse de la réaction, l'Autriche, eut donné le signal par ses tarifs de 1877 et 1879, l'Allemagne et la Russie militaires suivirent aussitôt (1879 et 1882); puis « l'esprit nouveau » en France se mit à l'œuvre; puis, sur tout le Continent, il ne fut pas un peuple grand ou petit, Italie, Espagne, Portugal, Suisse ou Grèce, qui ne voulût avoir aussi son mur de chinoiseries douanières. Les cotonnades anglaises furent chassées de l'Europe à seule fin d'enrichir quelques bandes de cotonniers, — qui d'ailleurs, en Italie comme en France, en Russie comme en Portugal, sont anglais. Car ne pouvant plus entrer ses marchandises sur le Continent à cause des tarifs protecteurs, le Lancashire entra ses capitaux, ses lanceurs d'affaires, ses ingénieurs et ses contremaîtres, et ce fut encore à lui, par cette voie détournée, que retournèrent les bénéfices les plus nets du protectionnisme. Les rapports consulaires anglais signalent partout les entreprises des *Lancashire men*, en Allemagne, à Rouen, dans les Vosges, à Barcelone, à Malaga, à Oporto, mais surtout en Russie, en Pologne et en Italie, où la main-d'œuvre est abondante et bon marché et où le climat fait au coton une large clientèle. Dès 1885, les capitaux anglais,

qui travaillaient à perte dans l'Italie du Nord (canal Cavour; travaux urbains de Milan, Florence et Turin), descendent au bord de la mer, vers les arrivages de houilles et de coton brut, et fondent autour de Gênes, de Pise et de Naples des centres cotonniers, sous la direction d'*experienced men from Lancashire* [1].

Mais dans le Lancashire, les résultats de ces tarifs et de cette émigration se font sentir. Vers l'Allemagne qui, en 1872, était le meilleur client, vers la Hollande, qui, par Rotterdam, était l'une des portes du marché germanique, baisse continue des cotonnades exportées de 1872 à 1892 [2] :

	1872	1877	1882	1887	1892
	—	—	—	—	—
Allemagne....	6,2	4,4	3,3	2,9	2,4
Hollande.....	2,5	2,6	2,3	2,2	2,2

Millions de livres sterling.

En 1892, le commerce allemand se crée et Hambourg offre, pour tous les ports du monde, des frets qui sont la moitié, parfois le tiers des prix exigés à Liverpool, Hull ou Londres. Car les grands armateurs anglais, les *lords* des docks, sont unionnistes eux aussi à leur façon; ils se sont unis en *rings* (cercles) et exploitent durement l'industrie nationale. Manchester trouve donc son bénéfice à accepter les services de Hambourg, qui devient l'intermédiaire entre le Lancashire et le reste du monde : les exportations de cotonnades vers Hambourg remontent aussitôt. La Hollande, qui n'importe plus que pour elle-même et

1. *Blue Book*, C-4621, p. 34, C-4712, p. 140 et 154; *Annual Series*, n[os] 1860, 1867, 1891, etc.
2. Pour ces chiffres et les suivants, voir *Annual Statements of the Trade*.

pour ses colonies, maintient au contraire son chiffre de commandes :

	1892	1894	1896	1897
	—	—	—	—
Allemagne.....	2,4	2,4	3,2	3,6
Hollande......	2,2	2,5	2,1	2,3

Millions de livres sterling.

Vers la France et les pays latins, baisse continue :

	1872	1882	1887	1892	1897
	—	—	—	—	—
France.......	3	1,9	1,3	1,1	0,8
Italie........	2	1,8	1,9	0,7	0,3
Portugal.....	1	0,6	0,7	0,3	0,3

Millions de livres sterling.

Bientôt, les marchés indigènes ne leur suffisant plus, les cotonniers du Continent veulent étendre leur domaine réservé. Dans la folie de guerres coloniales, qui s'empare de l'Europe presque entière, ce sont les cotonniers qui ont la plus grosse responsabilité. Quand ils ne peuvent mettre l'État au service de leurs affaires, ils réveillent chez leurs compatriotes de l'étranger les préjugés ou les goûts nationaux. D'Afrique et d'Amérique, les cotonnades anglaises sont repoussées par les colonies et les communautés latines ou germaniques :

Les cotonnades portugaises, écrit le consul anglais de Loanda, ferment notre marché aux ballots de Manchester qui doivent acquitter un droit de 250 reis par kilogramme (1 fr. 25). La colonie existe pour le bénéfice de quelques manufacturiers de la métropole, qui fauchent tout le bénéfice. Depuis 1871, on peut estimer la diminution des cotonnades anglaises dans notre port à 1 700 000 kilogrammes, qui auraient eu à payer 51 000 livres sterling à la douane... Les manufactures du royaume, écrit le consul de Lisbonne, ont travaillé nuit et jour, depuis un an, pour

satisfaire les demandes africaines : les chemises des nègres, qui jadis venaient d'Angleterre, sont aujourd'hui fabriquées en Portugal[1].

Dans l'Amérique du Sud, écrivent les consuls de Montévideo et de la Plata, l'émigration italienne et espagnole a transplanté les goûts et les habitudes de ces pays : on ne parlait pas de cotonnades italiennes il y a dix ans; elles sont en train de conquérir les marchés, à cause de leurs couleurs voyantes et de leur conformité aux demandes des immigrants[2].

Privé de l'Europe et de ses colonies, le Lancashire se tourne vers les Amériques, et, pendant plusieurs années, il y trouve des marchés rémunérateurs. Puis là aussi le protectionnisme vient à sévir. Les États-Unis, les premiers, s'enclosent d'un tarif. Producteurs de coton brut, possesseurs de houillères, outillés d'hommes et de fer, ils pourraient être depuis un demi-siècle les rois de la cotonnade. Pourtant leur industrie textile, dans le Massachusetts et dans les États du Nord, reste d'abord languissante : c'est qu'elle est entourée et un peu étouffée d'industries rivales qui, pour le pétrole et les métaux, occupent une main-d'œuvre énorme et font monter le prix des salaires. Aussi les cotonnades anglaises, malgré le tarif, gardent d'abord la majeure partie de leur clientèle. Mais quand le *rush* d'émigrants et d'entreprises, parti de l'Atlantique et poussant droit devant lui vers le *Far West* américain, a atteint les Montagnes Rocheuses, il se produit comme un remous devant cet obstacle infranchissable, et la masse revenant en arrière descend du nord au sud, le long des fleuves et des Alleghanys, vers les houillères encore

1. *Annual Series*, n[os] 1949 et 1927.
2. *Annual Series*, n[os] 1908 et 1839.

inexplorées, vers les chutes d'eau encore inexploitées, vers les réservoirs de richesses, de forces naturelles et de main-d'œuvre nègre, qui dormaient dans les plaines du Sud.

Jadis, le Sud agricole ne vivait que de la culture, de la canne et du coton. Entre lui et le Nord, il était toujours resté depuis la guerre civile une sorte de zone militaire moins peuplée. C'est sur cette zone que la nouvelle industrie cotonnière s'installe, dans la Virginie, puis la Caroline. Puis l'industrie gagne de proche en proche et déjà quelques États du Sud abandonnent la culture du coton pour les métiers. La terre cotonnière, qui jadis bordait l'Atlantique et dont Charleston était le grand port, se déplace vers l'ouest, franchit le Mississipi et conquiert le Texas qui devient le plus grand État cotonnier. Désormais la terre cotonnière a sa façade sur le golfe du Mexique, entre ses deux grands embarcadères, Mobile et Galveston. Les États atlantiques, par contre, se font industriels : coton brut et main-d'œuvre nègre, houillères et chutes d'eau, ports voisins et rivières navigables, ils ont tous les avantages. Le consul de la Nouvelle-Orléans [1] dresse le tableau suivant de cette industrie dans le Sud :

	Usines.	Capital en millions de livres.	Ouvriers.
1870	534	1 085	4 411
1880	915	1 713	8 404
1890	2 152	4 573	23 504
1896	2 246	9 422	38 812

Ce sont les *Lancashire men* qui viennent encore former les cadres supérieurs de cette armée. Quelque

1. *Annual Series*, n° 2030

temps, elle manque de contremaîtres et de cadres inférieurs. Mais l'égoïsme des unionistes anglais les lui fournit bientôt pour le double dommage du Lancashire. Car Manchester avait au Levant des clients et commissionnaires qui, depuis un demi-siècle, prenaient ses fils et les tissaient, prenaient ses tissus et les caravanaient dans tout l'Empire turc, en Transcaucasie, en Perse, jusqu'à l'Océan Indien et jusqu'au Turkestan. Chez le Turc, l'Arabe, le Russe et le Persan, ces courtiers arméniens faisaient les affaires anglaises avec une honnêteté et une fidélité jamais démenties. Ils comptaient en retour sur la protection efficace que l'Angleterre leur avait promise par la Convention de Chypre et que pendant vingt ans l'Angleterre libérale leur avait maintenue. Mais, quand le Sultan se mit en tête de massacrer les Arméniens, l'Angleterre impérialiste oublia sa promesse, pour ne pas du même coup réveiller certaines autres promesses touchant l'Égypte. Ce ne fut pas faute des avis et des récriminations du *grand old* libéralisme; mais comment les Midlands auraient-ils pu mettre en balance l'extermination d'un peuple et la construction future d'un grand railway du Cap au Caire? Le Lancashire perdit ses vendeurs : ses marchandises engorgent aujourd'hui les douanes turques sans pouvoir pénétrer dans le pays [1]. En même temps, les échappés du massacre arménien se réfugiaient en Amérique, et là, ces tisseurs de père en fils, ces artisans toujours assis aux auvents du bazar, sobres, économes et souples, devenaient pour la filature et le tissage américains l'élément de suc-

1. *Manchester Chamber of Commerce, Monthly Record*, février 1899.

cès[1]... Il est des heures où l'on constate expérimentalement que la politique d'honnêteté est peut-être la plus profitable.

C'est ainsi que Manchester a perdu ou perdra la clientèle des États-Unis. Puis, le Mexique et le Brésil ont pris les mêmes mesures protectionnistes, et leur industrie cotonnière s'est fondée. Puis la concurrence allemande et italienne est survenue dans les républiques du Sud où l'élément italien et allemand est si nombreux[2]. Dans les deux Amériques, depuis 1872, Manchester a vu baisser de jour en jour sa clientèle. Son chiffre d'affaires y est toujours considérable. Mais sauf le Mexique et l'Argentine, elle sent ce domaine lui échapper :

Exportation vers les Amériques.

	1872	1882	1892	1895	1897
États-Unis..........	5,3	3,8	2,7	2,1	2,6
Mexique......... ..	0,3	0,8	0,5	0,7	0,5
Colombie..........	1,8	0,5	0,6	0,8	0,7
Chili,..............	1,2	0,6	1,4	1,1	0,8
Brésil......	3,5	3	3,4	2,7	1,8
Argentine...	1,3	1,3	1,9	1,9	1,2

Millions de livres sterling.

Évincée ou chassée du monde occidental, Manchester se tourne vers les royaumes du nord et vers les vieux empires de l'Orient. Elle fait de Copenhague l'un de ses entrepôts, et de la Baltique l'un de ses domaines. De 1870 à 1890, le Danemark, les royaumes scandinaves et la Russie augmentent peu à peu leurs commandes. Le Danemark surtout trouve son bénéfice à ce commerce : en paiement des filés et tissus qu'elle lui fournit, Manchester lui prend ses lards, ses

1. *Annual Series*, nos 2030-2031.
2. *Annual Series*, n° 1908; *Miscellaneous Series*, n° 364.

œufs et son beurre. L'agriculture danoise en est revivifiée : 2 700 000 livres sterling de lard, 6 800 000 livres de beurre, 600 000 livres d'œufs, en tout plus de 250 millions de francs pour l'année 1897; l'importation danoise fournit à Manchester son premier déjeuner, *eggs*, *butter and bacon* [1]. Le Danemark reste donc un fidèle client du Lancashire. Mais la consommation de ce petit peuple est limitée; limitée aussi, la consommation des Scandinaves qui, d'ailleurs, n'ont qu'un peu de bois et de poisson à vendre sur les marchés anglais. Ce monde baltique, en outre, est convoité par l'industrie allemande, entamé par le commerce allemand : néanmoins, Manchester garde son bien [2].

Mais, depuis 1890, la Russie commence à lui échapper, Russie Baltique et Russie noire ou caspienne, plaines de l'ouest ou du sud et steppes de l'est ou du nord. C'est qu'ici encore le protectionnisme a dressé un rempart derrière lequel, de toute l'Europe, de France, de Belgique, d'Allemagne et du Lancashire même, des capitaux et des ingénieurs sont venus travailler, assurés par avance d'énormes bénéfices [3]. Partout la main-d'œuvre était abondante. En deux

1. Cf. *Statistical Abstract* et *Blue Book*, C-8963, p. 68.
2. *Annual Series*, n° 2064 ; *Miscellaneous Series*, n° 434. Cf. *Annual Statement of the Trade.*

EXPORTATION DE COTONNADES ANGLAISES.

	1872	1882	1892	1897
	—	—	—	—
Danemark..........	310	380	470	530
Pays scandinaves....	500	470	500	710
Russie baltique,.....	340	610	310	340

Milliers de livres sterling.

3. *Annual Series*, n° 1998; cf. *Blue Book*, C-4715, p. 161.

points, des champs houillers s'offraient au bord de fleuves ou de rivières qui pouvaient amener le coton brut. Deux grands centres cotonniers se sont donc créés sans peine. Le coton américain, amené dans la Baltique et troqué contre les bois, sucres, alcools et grains de la plaine polonaise et russe, remonta par la Vistule jusqu'au Pays Noir polonais : Lodz, au cœur de cette Pologne, est aujourd'hui la capitale d'un Lancashire en formation qui, fournissant déjà les alentours, triple chaque année son rayon de clientèle, et qui, de proche en proche, conquerra toute la plaine de l'ouest et du sud, à travers la Volhynie et la Bessarabie, jusqu'à la mer Noire et plus loin encore : les consuls anglais en Perse signalent l'apparition des fils et tissus polonais [1].

Autour de Moscou, un autre Pays Noir a reçu le coton grâce à la Volga. La conquête russe du Turkestan et le Transcaspien ont ressuscité la culture cotonnière au long des fleuves de la mer d'Aral et dans les oasis du désert turcoman. La Caspienne et la Volga, grâce à l'intense batellerie que le chauffage au pétrole rend peu coûteuse, apportent ces cotons asiatiques chaque année en plus grande abondance. Par eux, le pays de Moscou devient pour la Russie orientale ce que Lodz est devenue pour la Pologne et les Terres Noires. Avant quelques années, l'Empire russe se suffira à lui-même : depuis 1890, il a déjà diminué de moitié ses commandes à Manchester (18 millions de francs en 1890; 10 millions en 1897). Et par les fleuves ou par les grands chemins de fer Transsibérien et Transcaspien, grâce au pétrole qui le voiture sans frais, ce coton russe s'en ira à la découverte des

1. *Board of Trade Journal*, nov. 1898.

marchés asiatiques et levantins. La conquête militaire russe se double désormais d'une conquête commerciale. Déjà les voyageurs et consuls anglais signalent la présence du débitant russe aux portes de la Turquie, de la Perse, de l'Inde et de la Chine, à toutes les entrées de l'énorme domaine que, de Constantinople à Pékin et d'Alexandrie aux Philippines, Manchester s'était approprié[1].

C'est l'Asie tropicale, en effet, qui depuis trente ans est le grand marché de Manchester[2]. Les humanités innombrables du Levant et de l'Extrême-Orient, blanches, noires et jaunes, turques, arabes, hindoues, chinoises et malaises, qui grouillent sous le soleil dans les deltas fangeux et qui les premières, jadis, avaient filé et tissé le coton, ne portent aujourd'hui encore que du coton ou de la soie : la cotonnade anglaise règne du Nil au Yang-Tse. 100 ou 125 millions de francs, dans l'Empire turc ; 40 millions chez le Khédive ; 480 millions dans l'Inde ; 190 millions au

1. *Annual Series*, n° 2008 : *the Russians are starting business in different places throughout the province of Khorassan. It is even whispered in native circles in Moshed that the Russian government intend to force an increased use of Russian cotton prints in Central Asia by forbidding the import of indigo into Russian territory.* Cf. le rapport de M. S. Bell à la *Royal Geographical Society* : rentrant en février 1890 de Pékin à Constantinople par terre, il signale sur toute la route les progrès du trafic russe.

2. EXPORTATION DE FILS, TISSUS ET MANUFACTURES.

	1872	1877	1882	1887
Grèce	490	480	620	560
Turquie d'Europe	3 100	2 300	2 700	2 000
Turquie d'Asie	2 100	2 300	2 300	2 200
Roumanie	400	100	510	590
Égypte	4 200	1 300	1 200	1 600
Inde	13 000	16 700	19 500	19 200
Détroits et Java	2 250	2 940	2 870	3 000
Chine	6 980	5 200	4 300	6 100
Japon	1 200	1 000	1 380	1 500

Millions de livres sterling.

Japon et en Chine; 75 ou 80 millions dans les Détroits et les Indes hollandaises; quelques vingtaines de millions encore sur les places de second ordre, Grèce, Roumanie, Bulgarie, Perse, etc.; au total, pour l'année 1887, plus d'un milliard de commandes sont venues de cet *estate* aux entrepôts du Lancashire. Cette année 1887 marque un maximum. C'est que durant les dix années qui séparent la guerre des Balkans et l'arrivée des Unionistes au pouvoir, l'*estate* a été sagement administré par la politique libérale. L'Angleterre alors soutient et réforme les vieux empires, Chine et Turquie, protège les jeunes nationalités, Bulgarie, Grèce et Roumanie, encourage les civilisations naissantes, Japon, Siam et Égypte, civilise les humanités rudimentaires, Arabie, Afghanistan et Birmanie, et secourt les sociétés misérables, Perse, Inde et Philippines. Le bien-être et la richesse de tous ses clients font alors la fortune de Manchester...

Après 1887, nous avons vu déjà comment aux désastres de la nature viennent s'ajouter les méfaits de l'unionisme. L'ambition et l'accaparement de l'impérialisme anglais secouent l'Europe de pareilles convoitises. Dix années de violences bouleversent ce monde oriental. Isolée dans son égoïsme et dans la haine des nations, menacée par les défiances ou par les rancunes de tous, l'Angleterre ne veut plus et ne peut plus songer qu'à elle-même : elle se confine dans cette *splendid isolation* dont un J. Chamberlain osait la féliciter un jour, comme si, pour les petits-fils de Bentham, la haine du genre humain était maintenant un titre de gloire [1]. Abandon de la Crète et de l'Ar-

1. *Splendid isolation*, discours célèbre de Joe à Londres, 21 janvier 1896.

ménie aux fureurs du Sultan; de la Grèce à la force turque; de la Porte aux ordres de Berlin; de la Perse et de la Chine aux perfidies de Saint-Pétersbourg; de la Corée, de la Chine, du Siam et des Philippines aux empiétements japonais, russes, français et américains : l'*estate* est entamé par tous les bouts et dévasté sur un quart ou sur un tiers de son étendue. Ce que la fureur des éléments et la sottise des hommes ont épargné est lentement miné par un autre péril.

Car une troisième cause de ruine menace l'avenir de Manchester dans ces régions : ses consommateurs les plus importants, l'Inde et le Japon, se sont mis eux aussi à filer et à tisser [1]. Dans ces cotonnières pourvues surabondamment de houilles et de main-d'œuvre, des *Lancashire men* sont encore venus installer broches et métiers. Dès 1867, le Japon, élève docile de l'Angleterre, ouvrait à Osaka sa première filature. L'entreprise des particuliers fut stimulée par la protection gouvernementale, qui fonda des usines modèles. Les charbons de Yeso, le coton souple et long de tout l'archipel, une population d'artisans innombrable, active et sobre, un climat pluvieux tout pareil à celui de Lancashire, ont fait d'Osaka un véritable Manchester japonais : 4 962 fabriques ou ateliers y dressent leurs 1 870 cheminées; 31 400 fileurs, 27 900 fileuses, 5 600 tisseurs et 40 000 tisseuses formaient en 1897 le noyau de cette armée cotonnière [2]. Dans l'Inde, c'est Bombay qui commence en 1851, mais dont l'œuvre grandit surtout depuis 1870, et que suivent de loin les autres capitales de la péninsule, Calcutta et Madras. Sur toute l'étendue du

1. Cf. *Review of Reviews*, mars 1894 et octobre 1895; *Annual Series*, n° 2059, 2006, 1953, etc.
2. *Miscellaneous Series*, nos 49 et 440; *Annual Series*, n° 2109.

regour (terre à coton) se construisent des usines, qu'alimentent les houilles du Bérar et de la Vardha et que peuplent les foules anonymes de toutes races et de toutes couleurs. De 1887 à 1898, le nombre de ces usines et de ces travailleurs a presque doublé.

	Usines.	Métiers.	Broches.	Ouvriers.
1887.......	90	16 926	2 202 602	72 590
1890.......	125	23 845	3 197 740	111 998
1894.......	143	34 161	3 711 669	139 578
1897.......	163	36 946	4 210 756	148 435

Encore ces chiffres sont-ils approximatifs : combien d'artisans isolés ou en famille, à la mode d'autrefois, filent et tissent pour leur consommation et celle du petit voisinage! Il est presque impossible de dénombrer ces irréguliers de l'armée cotonnière. Bombay demeure le centre de ce Lancashire, avec les 114 usines répandues dans ses faubourgs ou sa présidence; Madras et Calcutta viennent bien loin derrière avec 10 et 11 établissements; le reste est disséminé dans le Décan et le Penjab[1]. Pour la production, le Journal du *Board of Trade* (novembre 1899) donne les statistiques suivantes, en nombre de livres (poids).

Cette industrie de l'Extrême-Orient, au Japon comme dans l'Inde, est surtout fileuse. Sa main-d'œuvre grossière, ignorante et rebelle encore au dressage, ne semble pas apte aux opérations plus délicates du tissage en grand et de l'impression ou de la teinture mécaniques des étoffes. La consommation locale et environnante, d'ailleurs, lui demande surtout des filés. « Le Chinois, écrit le consul anglais

1. *Board of Trade Journal*, avril 1899, p. 451.

LOCALITÉS	FILS		
	1896-97.	1897-98.	1898-99.
Madras...	29,319,326	32,515,445	30,728,346
Bombay.....................	302,294,963	324,649,184	368,036,820
Bengal...............	42,106 993	44,806,625	45,517,686
N. W. Provinces and Oud ..	22,518,473	26,746,853	32,282,514
Penjab......................	5,314,834	6,606,919	7,213,709
Central Provinces...........	17,611,811	18,334,320	18,807,910
Total, British India........	419,196,400	453,659,346	502,616,985
FOREIGN TERRITORY : — Hyderabad assigned Districts and Natives States.	3,988,427	8,936,484	9,754,751
Grand total.......... lbs.	423,184,827	462,595,830	512,371,736

LOCALITÉS	TISSUS		
	1896-97.	1897-98.	1898-99
Madras	5,285,169	5,320,781	6,126,279
Bombay..	67,023,766	73,181,561	82,366,121
Bengal....	282,271	63,266	58,605
N. W. Provinces and Oud ..	2,888,824	3,012,991	4,084,580
Penjab......	873,142	1,007,533	865 748
Central Provinces........ . .	5,061,882	5,110,292	5,156,956
Total, British India........	81,115,058	88,026,427	98,658,289
FOREIGN TERRITORY : — Hyderabad assigned Districts and Native States.	1,517,746	3,261,224	3,026,733
Grand Total......... lbs.	82,932,804	91,287,651	101,685,022

de Shanghaï, est l'homme de l'économie extrême. Pour lui, l'économie avaricieuse est la science et le but de la vie : afin d'épargner un sou, il ne regardera pas à un jour de travail. Aussi comme il peut avec

du fil tisser sa robe et fabriquer à domicile toutes les étoffes dont il a besoin, il préfère travailler et faire travailler les siens, une semaine ou un mois durant, plutôt que d'acheter une cotonnade qui lui coûterait quelque argent de plus[1]. »

Le Chinois, en outre, est l'homme de la mode et plus on s'enfonce dans l'intérieur, loin des côtes influencées par l'exemple de l'Européen, plus on trouve cette mode fantasquement capricieuse et rapidement changeante. Sans raison appréciable pour nos yeux et pour nos cerveaux européens, une étoffe, en quelques semaines, est réclamée par tous, brusquement abandonnée, puis reprise ou bannie à jamais et déshonorée dans l'estime publique : « Les négociants du Lancashire, écrit du fond du Siam le consul anglais de Chieng-Haï, m'envoient des échantillons de tissus. Je les ai montrés à nos marchands chinois qui, tous, les ont refusés. Ils disent qu'ils ne peuvent commander leurs tissus plus loin que Bangkok, à cause de leurs clients qui raffolent de variété et de nouveauté et qui refusent invariablement les étoffes fabriquées pour eux, sur leurs indications, quand elles n'arrivent pas aussitôt. En quelques semaines leurs goûts sont changés : les tissus commandés en Angleterre sont démodés avant d'être mis en route, même quand le fabricant et le commissionnaire se hâtent de livrer [2]. » Avec le fil importé, le tisseur indigène peut suivre les variations de la mode et fournir chaque jour une étoffe nouvelle.

Or les fils de l'Inde et du Japon ont sur les fils du Lancashire les avantages énormes du voisinage immé-

1. *Annual Series*, n° 1944.
2. *Annual Series*, n° 2009.

diat, du fret bien moindre, des intermédiaires moins nombreux, etc. : cette marchandise anglaise des filés, lourde et peu coûteuse et ne laissant que d'infimes bénéfices, a son prix de revient triplé par le double voyage que le coton doit faire sous forme de bourre vers le Lancashire et sous forme de filés vers l'Extrême-Orient. De la Corée à Ceylan, les filés hindous et japonais chassent donc les filés anglais. Les chiffres d'importation en Chine peuvent servir d'étalon : en 1870, le Lancashire fournissait à la Chine 11 millions de livres (en poids), 19 millions en 1880, 20 millions en 1885; le chiffre est tombé à 8 millions en 1892; la guerre sino-japonaise et la peste de l'Inde l'ont fait remonter à 9 millions en 1896, à 11 en 1897, à 13 en 1898; malgré cette reprise éphémère, on reste loin des moyennes de 1880 à 1885.

A l'autre bout de l'Asie, vers la Perse et vers le monde arabe, ce sont des raisons plus puissantes encore qui ont fait triompher les filés de l'Inde. De Bombay musulmane, ils se sont répandus sur toutes les terres du Khalife grâce à la touchante fraternité et aux habitudes de pèlerinage qui font de tout l'Islam une seule et même famille. Au long des routes maritimes et terrestres du *hadj* (pèlerinage vers la Mecque), — en 1896, 10 000 pèlerins partent de Bombay, — les caravanes et les bateaux ont semé les ballots de l'Inde : « l'Arabie est devenue une dépendance commerciale de Bombay, qui la nourrit de ses blés et l'habille de ses cotons », écrit le consul anglais de Djedda [1]. Marchandise khalifale, en quelque façon, le fil hindou a rayonné de la Mecque sur les terres du Prophète. Les consuls anglais signalent son arrivée

1. *Annual Series*, n° 2006.

dans les bazars des autres villes saintes : Damas, Bagdad, etc., dans les ports de l'Asie Mineure et jusqu'au fond de la mer Noire. A mesure que la tuerie arménienne extirpait les courtiers chrétiens de Manchester, le fil musulman de Bombay a conquis l'Asie turque. Il a pénétré dans le golfe Persique, descendu la côte africaine et atteint Zanzibar. Il a pris la mousson pour guide et l'Arabe pour serviteur[1]. Son chiffre d'exportation a doublé depuis dix ans, alors que celui des tissus restait stationnaire. Avant peu, l'exportation des filés de l'Inde égalera celle de l'Angleterre elle-même : l'Inde vend au dehors 200 millions environ de livres de fils (en poids) et l'Angleterre 250 millions à peine.

Dans cet *estate* asiatique, jadis son domaine réservé, Manchester rencontre donc les mêmes rivalités qu'en Amérique et en Europe. Autrefois, elle était seule à filer le coton et ses moulins d'Oldham approvisionnaient l'univers. Aujourd'hui, le monde entier retentit du bruit des broches :

Nombre de broches dans le monde[2].

Pays	1894	1896	1898
Grande-Bretagne	45 190 000	44 900 000	44 900 000
Continent	27 350 000	29 350 000	31 350 000
États-Unis	15 841 000	16 841 000	17 570 000
Inde	3 650 000	3 933 000	4 100 000
Japon	650 000	800 000	1 150 000

Manchester, en 1800, consommait à elle seule la presque totalité du coton produit dans le monde. Jusqu'en 1850, le reste de l'univers n'égalait pas sa

1. *Annual Series*, nos 1961, 2008, etc.
2. Pour ces chiffres et les suivants, Ellison and Co's *Annual Review of the Cotton Trade.*

demande incessante. De 1850 à 1870, il fallut encore l'Amérique et le Continent réunis pour atteindre à peu près son niveau. Puis le Continent prit l'avance : à lui seul, vers 1880, il égala Manchester, et, vers 1890, il la dépassait. L'Amérique, à son tour, l'égalait en 1897 et la dépassait en 1898. Sans parler de l'Inde et du Japon, dont la consommation est énorme, mais impossible à chiffrer exactement, le Lancashire ne consomme plus aujourd'hui qu'un quart environ de la récolte universelle.

Consommation du coton dans le monde blanc.

	Grande-Bretagne.	Continent.	Amérique.	Total.
1842	1 372	316	326	2 514
1852	1 878	1 189	782	3 849
1862 (Guerre de Sécession)	1 332	814	40	2 186
1872	3 335	2 099	1 214	6 648
1882	3 426	3 447	2 258	9 131
1892	2 893	3 885	2 596	9 374
1898	3 430	5 006	3 889	12 325

Milliers de balles de 500 livres.
Mille livres = 453 kilogrammes.

*
* *

Mais cette concurrence du monde entier n'a pu entamer ni la fortune ni la confiance de Manchester. Quand les Midlands se plaignent de la surproduction universelle : « S'il y a surproduction, répond le Lancashire, ce n'est pas de marchandises produites, mais de marchandises non vendables, c'est-à-dire de produits non conformes aux besoins de l'humanité. Pour nous, surproduction est un mot vide de sens aussi longtemps qu'il reste sur la terre tant de foules errantes toutes nues. Nous pensons qu'il faut arriver à ces foules et, sans cesse, leur offrir nos manufactures au

gré de leur consommation. Après l'Inde et la Chine, il nous resterait encore l'Afrique et bien d'autres humanités. Le tout est de savoir adapter nos produits et sans cesse de travailler davantage et à meilleur marché[1]. » Manchester a donc redoublé de travail. Autrefois elle ne faisait que la moitié de la besogne dans la transformation du coton brut en tissus : elle prenait la bourre d'Amérique, la filait, et vendait ces filés au monde qui les tissait à sa guise. Cette exportation de filés suffisait presque à sa vie ou du moins tenait une place notable dans son commerce :

	1857	1860	1867	1872
	—	—	—	—
Fils exportés...........	8,7	9,8	14,8	16,6
	Millions de livres sterling.			

C'était l'Allemagne surtout qui prenait ces filés : à elle seule, en 1872, elle en achetait, directement ou par l'intermédiaire de Rotterdam, pour 8 millions et demi de livres sterling (212 millions de francs); ses commandes, aujourd'hui, n'atteignent plus 2 millions. L'Italie, l'Inde, la Chine et le Japon, qui étaient les autres grands consommateurs, se sont outillés eux-mêmes ou fournis ailleurs. Manchester a dû abandonner les filés les plus gros : elle s'est spécialisée dans la production des filés très fins, qui, plus difficiles à obtenir, mais aussi plus coûteux, laissent un plus gros bénéfice avec un chiffre d'affaires apparemment moins considérable.

Dans l'ensemble pourtant, Manchester a délaissé cette industrie rudimentaire de la filature que pouvaient sans peine acclimater chez elles les humanités moins savantes et moins civilisées. Depuis 1872, son

1. *Blue Book*, C-4715, p. 144 et suiv.

exportation de filés n'augmenta presque plus en quantité et tomba de moitié pour les prix :

Exportation de filés.

	1872	1882	1890	1892
	—	—	—	—
Millions de livres (en poids).	212	238	233	249
Millions de livres sterling..	16,6	12,8	9,6	8,9

Mais ce déficit des filés fut comblé par le tissage :

Exportation de tissus.

	1860	1870	1880
	—	—	—
Millions de yards..........	2 771	3 257	4 470
Millions de livres (sterling).	40	53	57

Sur les tissus le bénéfice était beaucoup plus grand : Manchester gagna beaucoup plus d'argent sans augmenter apparemment son chiffre d'affaires. Développant encore son travail, elle prit l'habitude de ne plus livrer au public les tissus écrus, mais de les blanchir, de les teindre et de les imprimer. L'Allemagne savante et les pays primitifs, Arabie, Inde ou Perse, étaient jadis les grands imprimeurs ou teinturiers de coton, grâce aux méthodes scientifiques découvertes par les laboratoires, ou grâce aux recettes traditionnelles transmises de père en fils. Le Lancashire s'est instruit et outillé : quand J. Chamberlain lui propose de créer, à grands frais pour l'État, des musées commerciaux ou de réclamer aux consuls de Sa Majesté des plans, dessins et devis, des renseignements et des conseils, Manchester lui répond par sa Chambre de commerce : « Le premier venu de nos magasins est le meilleur des musées commerciaux et n'importe lequel de nos commissionnaires vous donnera des renseignements plus circon-

stanciés et plus utiles que tous vos consuls[1]. » C'est que travaillant, selon sa coutume, au bien-être du plus grand nombre, le Lancashire s'est enquis des besoins et des goûts de l'humanité tout entière. Il sait quel tissu et quelle couleur préfèrent le Chinois ou l'Argentin ; il taille ses caleçons sur la longueur des jambes australiennes, car il a découvert que dans cette Océanie la jambe humaine s'allonge volontiers[2]. Et, vendant des marchandises plus ouvrées, il a vu grandir son bénéfice à mesure que grandissaient ses peines. Son exportation de cotonnades écrues ou seulement blanchies diminuait constamment de valeur. Mais les pièces teintes ou imprimées comblaient largement la différence.

Exportations de cotonnades.	Écrues.	Blanchies.	Teintes ou imprimées
1888.........	20,5	13,6	18,3
1892.........	17,5	12	19
1896.........	16,7	12,5	21,8
1898.........	16,7	11,8	19,4

Millions de livres sterling.

Et cette transformation de l'industrie n'est rien encore. Manchester, depuis vingt ans, a transformé tout son commerce, toute sa vie[3]. Autrefois elle n'était que fabricante : les peuples accouraient à ses entrepôts, se disputant filés et tissus. Elle n'avait pas à courir après la clientèle, ni même à tenir boutique et à étaler ses produits. Ses *lords* du coton, gros personnages, laissaient à d'autres mains le courtage et le marchandage. C'étaient des Allemands, des Grecs,

1. *Blue Book*, C-8963, p. 23 et suiv.
2. *Blue Book*, C-8963, p. 25.
3. Pour tout ce commerce actuel du Lancashire, voir la curieuse déposition de M. G. Behrens à l'enquête de 1896, *Blue Book*, C-8963, p. 27 et suiv.

des étrangers, qui leur servaient d'intermédiaires avec le reste du monde. Manchester a pris en main cette besogne. Elle estime aujourd'hui à 250 millions de francs les capitaux qu'elle a mis dans ses agences de distribution. Expérimentalement, à sa mode ordinaire, elle a trouvé les meilleures méthodes pour se mettre en contact avec l'univers. Elle se contenta d'abord d'envoyer un peu partout, presque au hasard, sa marchandise en consignation. Mais l'expérience prouva bientôt les risques de ce système. Manchester enrôla alors toute une armée de commis voyageurs qui se partagèrent le monde et qui partout, s'enquérant des besoins et des préférences de la clientèle, fournirent tout ce qu'on leur demandait, non seulement les cotonnades et les filés, mais encore tous les produits anglais. Non contente de distribuer ses propres marchandises, Manchester y joignit les marchandises des Midlands. Les boutiquiers de Birmingham, devenus unionistes, dédaignaient un peu de servir leur clientèle; le monde, trop honoré de les connaître, pensaient-ils, viendrait frapper à leur porte. Les lords de Manchester se firent revendeurs de quincaillerie et de coutellerie, de tous les articles de Birmingham et de Sheffield[1].

Pour cette vie nouvelle, Manchester a dû transformer ses hommes. Dans cette Angleterre nouvelle, où l'ignorance est de mode, où la science est méprisée, où la foi gouverne, où l'auteur des *Fondements de la Croyance* sera demain premier ministre, Manchester s'est peuplée d'écoles, de bibliothèques,

1. *Blue Book*, C-8963, p. 28 : Many houses of Manchester distribute an enormous quantity of goods from the Midlands, both Sheffield and Birmingham metal goods; that business is as fully organised as the textile trades.

de laboratoires, d'établissements scientifiques. Elle est devenue ville d'université. Elle s'est créé des ingénieurs et des chimistes qui lui découvrent chaque jour de nouvelles recettes, des interprètes qui lui parlent ou lui traduisent toutes les langues du monde, et son armée de représentants au dehors n'a pas d'égale en leur connaissance du métier et des langues étrangères[1]. Elle a dû transformer son pays : de ville continentale, elle s'est faite port maritime. Elle a exécuté jusqu'à la mer un gigantesque canal, ce *Ship Canal*, qu'en sept ans, 1887-1894, malgré les boues du marais, au prix de 400 millions de francs, elle a creusé sur 57 kilomètres de long, 40 mètres de large et 8 mètres de profondeur. Elle achève de construire aux deux bouts de ce canal les *docks* et bassins nécessaires, et désormais elle se passera de l'intermédiaire de Liverpool. Elle trafiquera directement avec le monde : coton brut pour ses machines, provisions pour ses ouvriers, ce canal lui permet d'échapper pour sa vie quotidienne à la dure exploitation des compagnies de chemins de fer[2]. Elle songe à compléter cette indépendance en se contruisant à elle-même une double voie ferrée jusqu'à la mer. Elle a fait son calcul : les frets exigés par les compagnies, qui la mettent en contact avec Liverpool, pourraient être diminués de 40 à 50 0/0 sans risque pour les capitaux engagés dans la nouvelle entreprise. Elle va se décider à l'œuvre si les compagnies ne veulent pas faire la part de ses intérêts.

1. *Blue Book*, C-8963, p. 27.

2. Mouvement du port de Manchester (*Manchester Chamber of Commerce Monthly Record*, janvier 1899) :

1894	925	milliers de tonneaux.
1896	1,826	— —
1897	2 065	— —
1898	2 595	— —

Par ces métamorphoses successives, échappée peu à peu de la servitude du coton, elle ne dépend plus aussi étroitement d'une mauvaise récolte américaine ou d'une famine hindoue : elle a diversifié ses occupations et ses ressources. Sa Chambre de commerce s'est annexé de nouveaux comités à chaque annexion de nouveau travail. Cette Chambre est aujourd'hui une sorte de parlement commercial où toutes les questions intéressant le Lancashire sont étudiées dans le détail. Comité de Correspondance et de Finances, Comité d'Intérêt général, Comité de l'Inde, Comité de la Chine, Comité de l'Afrique, Comité de Navigation, Comité d'Éducation, Comité des Produits chimiques, la Chambre s'est partagé le monde réel et le monde scientifique, et rien ne lui échappe de ce qui peut promouvoir ou entraver la prospérité commune. Pour son public d'abonnés, elle publie chaque mois, sous forme de *Rapport Mensuel*, *Monthly Record*, un résumé de toutes les questions traitées par elle, et l'on voit ces marchands discutant en toute connaissance de cause la question des douanes belges et celle des crues du Tigre, l'affaire siamoise et la crise levantine, les tarifs portugais et les codes bulgares, le budget de Sierra Leone et la faillite brésilienne. Ce *Monthly Record* n'a d'égal en sa précise et abondante information que le *Manchester Guardian*, journal quotidien le mieux fait du monde peut-être, le plus renseigné et le plus impartial, le plus honnête : si le monde ne connaissait l'Angleterre que par de tels répondants, bien des haines sans doute disparaîtraient de notre planète.

Car, fidèle à son passé, cette voix de Manchester a toujours défendu ses vieilles croyances de solidarité humaine, de liberté et de paix universelles. Jamais

elle ne s'est encanaillée aux hurlements du jingoïsme ou de l'impérialisme. Forte de son expérience séculaire, Manchester a gardé sa foi en un monde de justice, où le travail est toujours récompensé, où la paix est toujours féconde, ou la liberté seule grandit les hommes et les fortunes, où le bien-être de la communauté humaine, sans distinction de races, de couleurs, de langues ni de cultes, est le seul fondement inébranlable de toute puissance et de toute prospérité. Manchester, qui fait ses affaires, veille sur ses intérêts ; mais elle sait que pour les assurer, elle doit faire aussi les affaires matérielles et morales de ses clients. Elle sait par expérience qu'une Roumanie délivrée, où le chrétien affranchi pousse chaque année plus avant et plus bas ses champs de blé ou ses puits de pétrole, lui achète plus de marchandises que jadis les misérables Provinces Danubiennes de l'Empire turc. Elle sait que le Bulgare, sauvé du massacre par son vieux *grand old* libéralisme, devient un meilleur consommateur à mesure qu'il se civilise. Elle a vu la richesse du Danemark, relevée par elle, servir ensuite à sa fortune personnelle. Et quand les gens des Midlands lui proposent de faire deux parts dans l'humanité, les Anglo-Saxons que l'on aimera pour les exploiter, et les autres que l'on combattra pour les ruiner, elle se souvient d'un résultat anticipé de cette politique impérialiste. Ce résultat typique, le voici.

Autrefois Ceylan, planté de café, faisait de l'Angleterre un des marchés de café du monde. Bon an, mal an, Ceylan envoyait à la métropole pour 90 ou 100 millions de francs de café, et prenait, en retour, des produits métropolitains. La Chine alors était le grand fournisseur de thé : elle en vendait aux Anglais pour 275 millions de francs en 1872, pour 300 millions

en 1875, et payait avec cette denrée les filés et les cotonnades de Manchester. Mais un bon Anglais ne consomme pas de café : pourquoi donc continuer à faire du café dans une colonie anglaise? Un bon Anglais par contre consomme du thé, et c'est une sottise de dépendre pour le thé national de ces Chinois menteurs, voleurs, qui trichent sur le poids et trompent sur la qualité... On arrache donc le café de Ceylan, et l'Angleterre perd le commerce du café qui passe à Hambourg. On plante Ceylan de thé et l'Angleterre ne consomme plus que ce thé impérial. Alors pour payer les fils et cotonnades anglaises, la Chine n'a plus que son argent, et le Chinois avare tient à son argent, et cet argent est sans valeur ou fortement déprécié sur les marchés à étalon d'or. La Chine restreint donc ses commandes et cherche d'autres relations. L'Américain se présente, qui a besoin de thé et qui offre en retour des produits ouvrés de toutes sortes : la Chine noue avec l'Amérique la fructueuse alliance commerciale qu'elle avait eue jadis avec le Lancashire. Vivent l'Empire et les produits impériaux! des centaines de millions de Chinois vont échapper à la clientèle anglaise, qui garde comme compensation quelques milliers de Cinghalais...

Malgré le cri des Midlands : *l'Empire c'est le Commerce*, Manchester ne croit pas que telles opérations puissent être fréquemment renouvelées. Elle a mille autres raisons de se défier de l'impérialisme. Cette politique nouvelle, importée de l'Allemagne, lui semble réactionnaire et moyenâgeuse; elle pense d'ailleurs que l'exemple de l'Allemagne a été singulièrement interprété par les *promoteurs* de l'Angleterre nouveau jeu. Elle est persuadée que c'est malgré, et non par le protectionnisme, que l'Allemagne a

grandi[1]. Derrière la violence militaire et impériale, qui n'est que façade et uniforme, elle aperçoit les forces réelles qui ont soulevé cette Allemagne endormie et l'ont revivifiée. Or il lui semble que ces forces, sous un autre nom, sont les mêmes qu'elle reconnaît et qu'elle développe chez elle depuis un siècle : l'effort de chacun vers le bonheur de tous, la poursuite du nouveau et du mieux pour le bien-être du plus grand nombre... Le fondateur de l'unité allemande, sous son uniforme de cuirassier blanc, lui apparaît comme le plus fort ouvrier du radicalisme en cette fin de siècle. Ce n'est pas la latte du cuirassier, pense-t-elle, qui a fait la fortune allemande : la guerre même légitime, même victorieuse, n'a jamais produit que misère et fainéantise, et le militarisme des Hohenzollern n'aurait donné que la servitude et la faim, si le libéralisme et le travail de la nation pacifique n'en avaient pas contrecarré le pouvoir destructeur.

1. *Blue Book*, C-4715, p. 155 : « Far from benefiting Germany the import duty is actually injurious to German interests. »

LE PANBRITANNISME

I

Nous sommes menacés d'une prochaine session parlementaire où triomphera la réaction. Il y a dans ce pays tant de gens qui ont des intérêts à sauver, des privilèges à maintenir! Vous verrez quels efforts ils vont tenter pour en assurer le maintien et la défense. Le prêtre et le propriétaire, la terre et l'Église, la noblesse et la ploutocratie, tout va se coaliser pour repousser encore la marée démocratique et pour renverser le courant de la pensée populaire. A cette heure, le devoir de tout vrai libéral est de brandir la bannière du progrès, en dépit du découragement temporaire et malgré la défaite, temporaire elle aussi.

J. Chamberlain aux électeurs de Sheffield, 1er janvier 1874.

Manchester reste fidèle au libre-échange pacifique et humanitaire. Mais l'impérialisme, protectionniste et guerrier, triomphe dans le reste du Royaume-Uni. En Angleterre, du moins, rien ne semble plus lui résister. Tous les partis politiques se sont mis à sa suite ou même revendiquent l'honneur de sa formation [1]. Si les tories ont gardé pour devise le mot de lord Beaconsfield : *Imperium et libertas*, la plupart des libéraux

1. *Review of Reviews*, 1897, août, p. 257.

écoutent l'ancien *leader* Roseberry, qui, lord et gendre des Rothschild, est doublement intéressé à la réussite de l'affaire impériale. C'est de radicaux qu'est formé le petit état-major de J. Chamberlain. Les représentants de l'Angleterre pacifique et humaine sont morts ou réduits au silence. Le *Cobden Club* lui-même, l'héritier des grands principes de Manchester, le défenseur-né de la paix à tout prix, laisse passer sous ses fenêtres, presque sans murmurer, les chansons protectionnistes et les hurlements de guerre. La Chambre de commerce de Manchester proteste encore de son attachement au *Free Trade* qu'elle proclame toujours une « impériale nécessité ». Mais, après dix ans de refus, elle vient de consentir à entrer dans l'*Association of Chambers of Commerce*, et quand cette Association, à son dernier meeting (septembre 1899), demande la protection des sucres nationaux, le représentant de Manchester fait des distinctions et spécifie les cas où cette proposition pourrait être *directly antagonistic to Free Trade*, directement opposée au libre-échange[1]... Réduits au même silence ou à l'impuissance, les rares et derniers représentants de l'Angleterre chevaleresque et chrétienne paraissent découragés et vaincus, obligés d'accorder aux pires entreprises leur complicité tacite ou publique. La reine, vieillie, est entourée de « royaux » qui, tous intéressés dans les tripotages de l'Empire, ne rêvent plus de grandes actions que dans les compagnies à charte. Lord Salisbury, l'héritier des Cécil, le chef nominal du gouvernement, laisse pratiquement les rênes au *monopolist* J. Chamberlain.

1. Manchester Chamber of Commerce, *Monthly Record*, octobre 1899, p. 236.

En dehors de l'Angleterre seulement, les anciens vaincus du Royaume-Unis, les exploités et les opprimés d'autrefois, Écossais et Gallois, sans parler des Irlandais, osent protester tout haut. Un peu par habitude de dissidents, beaucoup aussi par conviction profonde et par sentiment religieux ou humanitaire, mais bien plus encore par un juste souci de leurs intérêts, ils demeurent fidèles aux principes du radicalisme pacifique. C'est que leurs charbons de Cardiff et leurs chantiers de la Clyde ont conservé la clientèle de l'univers. Jusqu'ici, la concurrence des deux mondes n'a pu ruiner leur ancien monopole. Pour les constructions navales, les statistiques du Lloyd montrent que l'année 1898 a été la plus favorable que les chantiers britanniques aient jamais connue. La marine de commerce leur a commandé 761 navires, d'un tonnage total de 1 367 570 tonneaux; la marine de guerre, 33 navires d'un tonnage de 120 560 tonneaux; jamais on n'avait encore atteint ce chiffre. Pour la marine de commerce, surtout, ils dépassent l'année 1889 qui, ici, restait un peu légendaire par son activité.

Constructions navales de commerce.

Années	Tonneaux.	Années.	Tonneaux.
1888........	838 040	1895..........	950 967
1889..........	1 209 361	1896..........	1 159 751
1891..........	1 130 816	1897..........	952 486
1893..........	836 383	1898..........	1 367 570

Sur ces chiffres l'Écosse et ses voisins de Newcastle, Sunderland, Hartlepool et Middlesborough accaparent presque tout, soit environ 1 200 000 tonneaux[1].

1. Glasgow.....	242 256 tonneaux.	Newcastle.......	238 551 tonneaux.
Greenock....	149 049 —	Sunderland......	258 754 —
Autres ports écossais...	43 325 —	Middlesborough.	140 729 —
		Hartlepool......	125 791 —

Or, l'Angleterre est sans doute la meilleure cliente de ses propres chantiers : en 1898, elle a pris 1 061 642 tonneaux. Mais ses colonies et les autres pays anglo-saxons, l'Empire, en un mot, ne figurent presque pas dans cette statistique; à eux tous, ils n'ont pas commandé 20 000 tonneaux. C'est la clientèle du Danemark (45 000 tonneaux), de la Norvège (44 000 tonneaux), de la Russie (38 000 tonneaux), de l'Allemagne (36 000 tonneaux), du Japon (20 000 tonneaux), de la Hollande et de la Belgique (26 000 et 17 000 tonneaux), qui alimente les chantiers écossais. De même, les constructeurs militaires ont profité sans doute de la politique impérialiste et de la flotte toujours augmentée. Mais, eux aussi, ils ont la clientèle du monde, et, si le Royaume-Uni leur commande 70 000 tonneaux, le Japon, la Russie, la Chine, le Chili, le Portugal leur en prennent plus de 50 000.

Le charbon, de même, ne peut pas être impérialiste. Depuis quarante ans, il a sextuplé ses exportations, chaque année marquant un progrès[1] :

Exportation de charbons anglais (en milliers de tonnes) :

1857	1867	1877	1887	1897
6 821	10 565	15 420	24 460	35 354

et les années 1898 et 1899, malgré la grève énorme et longue des mineurs gallois, n'a pas vu faiblir le chiffre de 1897; les houillères du Royaume-Uni ont encore vendu au monde 36 et 43 millions de tonnes. Or, toutes les colonies anglaises et les pays anglo-saxons ne figurent pas pour plus de 2 millions dans ce total. C'est la Baltique et la mer du Nord (13 millions de tonnes), c'est la Méditerranée (17 millions de tonnes) qui sont

1. Chiffres empruntés aux *Statistical Abstracts*.

les véritables Empires de la houille britannique, et surtout des houilles écossaises et galloises. Car les ports gallois du canal de Bristol, et les ports écossais ou leurs voisins les plus immédiats sont les plus gros marchands : l'Écosse et ses voisins vendent 10 ou 11 millions de tonnes à l'Europe slave et germanique; Cardiff, Newport et Swansea en vendent 12 millions à la Méditerranée latine et musulmane [1].

Écossais et Gallois ne figurent donc pas dans l'armée de l'Empire. Ils voient très nettement tout ce qu'ils perdraient à l'Empire militaire et nationaliste. Ils cherchent en vain ce qu'ils gagneraient à l'Empire commercial. Mais, moins nombreuses et moins populacières, leurs protestations sont étouffées par les hourrahs de la cohue impérialiste... Et cette armée, maîtresse au dedans, va son chemin en menaçant de briser au dehors tout ce qui voudrait lui barrer la route. Et ce sont des vanteries et des rodomontades! Le mot de Tartarin : « Qu'ils y viennent, un peu! » est devenu leur refrain de marche : *Let them all come!* Et l'on ne désire que passer le plus tôt possible des menaces à l'exécution. L'an dernier, c'était contre la France qui leur disputait un trottoir sur la grande route africaine et qui dut battre en retraite devant ces forcenés. Aujourd'hui c'est le Transvaal que l'on a voulu piétiner pour le punir de posséder tant de mines d'or! L'an prochain, ce sera contre un autre, gros ou petit, Russie, Allemagne ou Venézuela, États-Unis peut-être; car *ils* sont nombreux ceux qui barrent la route, et l'on ira tant que l'on aura du souffle pour crier : « Qu'ils y viennent! »

Pourtant, malgré l'enthousiasme, — les débuts

1. Comité central des Houillères de France, *Circulaire* n° 1714.

douloureux de la guerre africaine ont fait réfléchir les politiques, — quelques-uns, et non des moindres, commencent à se demander où l'on va. A la guerre sans doute, et à l'enrichissement d'une bande de spéculateurs; mais ensuite? Cet Empire, que tous réclament, chacun se l'imagine à sa façon. Aristocrates, marchands et populaire, dans cette armée en apparence unie, chacun des trois corps principaux aperçoit déjà et compte suivre une route différente; quand on arrivera près du carrefour, chacun pense bien imposer sa volonté et tirer à soi le reste de la colonne.

Le peuple, à son habitude, ne voit dans l'Empire qu'une énorme et flamboyante machine de guerre, capable d'éblouir et d'écraser l'univers, l'Empire de Charlemagne, l'Empire de Napoléon, des soldats, des chevaux, des dorures, des fanfares, des panaches, des revues emplissant Spithead de cuirassés et Aldershot de canons, Britannia dressée sur le monde dans une gloire de salves et de poudre... Au gré des aristocrates, — qui ne vivent dans l'abondance et la paresse que grâce à la vieille constitution, qui ne maintiennent leurs privilèges et leurs revenus que par elle et qui trouvent en outre dans l'esprit constitutionnel, c'est-à-dire dans les préjugés conservateurs, de la société anglaise, mille autres moyens commodes d'exploiter la communauté, — l'Empire ne peut et ne doit être qu'une machine politique et constitutionnelle; les lords ne veulent faire l'unité du monde anglo-saxon, comme jadis ils ont fait l'unité du royaume britannique, que pour l'affermissement de leur propre grandeur. Aujourd'hui, un lord, — et l'on sait tout ce que ce titre à lui seul vaut d'égards, de complaisances, de passe-droits, de dots et de crédit, — un lord n'est

vraiment lord qu'en Angleterre. A Sydney ou à Québec, s'il ne porte pas l'un des grands noms du *peerage*, il n'est, comme à New-York, qu'un simple citoyen. Vienne l'Empire avec un Parlement impérial siégeant à Londres, et le voici lord de l'univers : il ne faut pour cela qu'étendre au monde entier la vieille constitution britannique... De ces deux formes d'Empire, militaire ou constitutionnelle, le marchand se soucie peu. Il rêve seulement de monopole commercial; il veut qu'un *Zollverein* bien agencé expulse de l'univers anglo-saxon ses concurrents étrangers et double ses bénéfices! tout est là : l'Empire ne peut et ne doit être qu'un syndicat d'affaires.

Dans cette trinité d'Empires, il faudra bientôt choisir le vrai dieu : car le service de l'un ne semble pas compatible avec celui des autres. Militarisme et commerce ne semblent pas, en Angleterre du moins, conciliables. Il faudra donc faire le choix. Quelques-uns l'ont déjà fait publiquement, et, parmi eux, le fondateur lui-même du culte, sir Charles Dilke. A l'en croire, Empire commercial et Empire constitutionnel ne sont que rêveries et billevesées : seul, un Empire militaire est possible. Et Charles Dilke a de fort bonnes raisons contre les impérialismes qui ne sont pas le sien.

Encore ne donne-t-il que des raisons matérielles et brutales, les raisons de chiffres et de faits, superficielles comme les chiffres, passagères comme les faits eux-mêmes. Une constitution impériale, dit-il, confierait sans doute le pouvoir à un Parlement œcuménique, où les États de l'Empire seraient représentés au prorata de leur population. A ce compte, les colonies auraient droit à 180 ou 200 députés, et le Royaume-Uni garderait ses 495 députés pour l'Angleterre,

ses 72 pour l'Écosse et ses 103 pour l'Irlande. La métropole ayant quatre voix pour une seule accordée aux colonies, quelles garanties trouveraient ces dernières dans un tel Parlement? D'ailleurs qui dit Parlement dit aussi *bills*, projets de loi, matière législative. Le Parlement impérial allemand légifère sur les affaires militaires, commerciales et diplomatiques de l'Empire; il vote les budgets communs de la guerre, de la marine, des voies et transports, des affaires étrangères, etc. Or, c'est l'Angleterre seule qui fournit les fonds de la marine, de l'armée et de la diplomatie impériales; de quel droit les colonies en surveilleraient-elles l'emploi? Si jamais on peut avoir une armée et une diplomatie vraiment impériales, il sera temps de songer à ce Parlement impérial, qui pour l'heure, dit sir Charles Dilke, est inutile.

Plus fortes que ces calculs, il semble que des raisons éternelles et profondes fassent de l'Empire et de la Constitution deux termes antinomiques : *res dissociabiles*, disait déjà Tacite. On ne peut avoir les deux. Il faut se contenter de l'un ou de l'autre : Rome, pour l'Empire, dut abandonner sa vieille constitution sénatoriale; l'Espagne constitutionnelle ne put garder l'Empire de l'Espagne absolue. En Angleterre, les impérialistes de la chaire ne s'y sont pas trompés. Ils savent qu'Empire et Liberté sont, quoi qu'en disent les politiciens, choses inconciliables. Froude envisageait déjà le choix, et, dès qu'il mettait le pied sur un bateau de guerre, il y trouvait le modèle de son Océana future : « Un cuirassé régi par les principes électifs et représentatifs ne serait pas un dangereux adversaire. Peut-être les nations marcheraient-elles mieux, administrées comme un cuirassé, suivant le vieil ordre des choses et selon les vieux principes

d'autorité. Telle était l'Angleterre d'autrefois. Telle peut-être reviendra-t-elle, quand, délivrée de cette condition où la victoire dans une élection et dans un vote des Communes est exaltée comme un triomphe sur l'ennemi, elle ne laissera plus l'honneur national, l'intégrité nationale, et même l'intérêt national, marcher derrière les intérêts de parti... Ce serait d'autres *leaders* que les nôtres qui gouverneraient l'Océana-Unie, *leaders of another type would rule in a United-Oceana.* » C'était sous un ministère Gladstone que Froude écrivait ces mots[1]. Ils avaient du moins le mérite de la logique. Car il semble bien que des hommes et des peuples très éloignés et très différents ne puissent vivre unis que sous l'autorité absolue d'un maître. Au seuil de l'Empire, « comme à l'échelle des bateaux de guerre exposés à de rudes assauts[2] », la démocratie doit se taire. Seule, la communauté d'obéissance ou même d'esclavage est, à distance, un lien durable et fort. Et plus l'autorité est lointaine, plus elle a besoin d'une pénombre mystérieuse où la discussion ne saurait pénétrer, d'une sorte d'infaillibilité admise par tous. Quand une constitution promet aux peuples la liberté, quand la discussion publique leur inculque le besoin d'être libres et surtout de se sentir libres, il faut que cette liberté soit proche, vérifiable à tout instant, presque tangible. Sinon, la révolte est prompte. Les *bills* d'un Parlement lointain n'apparaîtront plus, à Sydney, comme l'expression de la volonté commune; mais, au premier dissentiment, ils sembleraient plutôt les ordres d'un maître étranger, et, quand une communauté anglo-saxonne

1. Froude, *Oceana*, édition Tauchnitz, p. 166.
2. *Id.*, *ibid.*

ne se sent plus maîtresse d'elle-même, elle sait par l'exemple des États-Unis ce qui lui reste à faire... Le Parlement impérial serait le premier pas, sans doute, vers la désagrégation de l'Empire.

« L'Empire commercial, continue Charles Dilke, suppose ou l'abandon du libre-échange par la métropole ou l'abandon du protectionnisme par les colonies. Car, si la métropole vit sous le régime du libre-échange, toutes les colonies ont le régime de la protection, et de la protection efficace. Les droits *ad valorem* de 40 0/0 sont chose courante dans les tarifs australiens ou canadiens. Les objets les plus nécessaires à la vie y sont durement taxés, et les produits les plus anglais ne sont pas exempts : filés de coton, 10 0/0 à Sierra Leone, 12,5 0/0 à la Jamaïque, 25 0/0 aux Bermudes; tissus de coton, 12,5 0/0 à la Dominique, 15 0/0 à Sainte-Lucie, 25 0/0 aux Bahamas, 30 0/0 à Terre-Neuve; faïences et porcelaines, 15 0/0 dans l'Australie-Nord, 20 0/0 à Victoria, Tasmanie et Nouvelle-Zélande, 25 0/0 au Queensland ; fer et fils de fer, 10 0/0 dans presque toutes les Antilles, etc.

Faut-il espérer que l'Angleterre renoncera à ce *Free Trade* uni par un demi-siècle de luttes à la cause démocratique et par un demi-siècle de succès à la prospérité commune? J. Chamberlain lui-même ne peut plus l'espérer. Ouvertement il n'a jamais osé plaider la cause de la protection. Mais sournoisement il avait lancé son mot de *Fair Trade*, espérant que cette contrefaçon ferait lentement son chemin et remplacerait dans la bouche de tous le mot de *Free Trade* : les mots changés, on verrait à changer les choses. Après quinze ans d'essais, ce calcul n'a pas réussi. Le *Free Trade* apparaît encore à l'Angleterre travailleuse comme une condition vitale de sa fortune

et même de son existence. L'Association des Chambres de Commerce elle-même n'invoque que le libre-échange pour ses réclamations de droits prohibitifs, différentiels ou protecteurs. A sa dernière réunion d'automne, en septembre 1899, c'est au nom du libre-échange qu'elle dénonce les primes accordées par le Continent à l'exportation des sucres et c'est au nom du libre-échange qu'elle réclame des droits compensateurs. « Le Continent viole les principes essentiels du *Free Trade* ; tolérer cette violation c'est y prendre part soi-même autant et plus que si l'on revenait au système condamné et détestable de la Protection, *to the exploded and detestable system of Protection*, c'est être protectionniste de la plus folle espèce, protectionniste d'industries étrangères aux dépens des industries nationales [1]. »

Si l'Angleterre bourgeoise et capitaliste parle ainsi, ce n'est pas à coup sûr simple langage de sentiment ni simple fanatisme en une idée. Elle sait que le moindre droit sur les denrées de première nécessité, — et dans la théorie de l'impérialisme commercial, c'est le blé de l'Inde et du Canada, la viande, la laine et les beurres de l'Australie, le thé de Ceylan, le sucre de Maurice et des Antilles, qu'il s'agirait de protéger sur le marché métropolitain, — le moindre droit amènerait ou des émeutes par suite des rumeurs d'accaparement et de famine prochaine, ou des grèves par des réclamations de salaires plus forts, l'ouvrier ayant à payer les droits doublés, triplés peut-être par la spéculation... Les industriels et les consuls anglais crient déjà que la moyenne trop haute des

1. *Autumnal Meeting of the association of Chambers of Commerce*, discours de M. James Glen.

salaires rend de moins en moins possible la concurrence avec l'étranger[1].

Inversement, faut-il espérer que les colonies renonceront à leur régime protectionniste? Ce n'est pas seulement un ambitieux et lointain calcul, le désir de susciter des industries indigènes, qui leur a, comme aux États-Unis, fait adopter la protection. C'est le souci très urgent et très pratique d'équilibrer leurs budgets. La protection n'est pas seulement utile à leur développement futur. Elle est absolument nécessaire à leur vie quotidienne et présente. Leurs impôts directs ayant été réduits au minimum, leurs budgets sont établis sur leurs droits de douane : la Nouvelle-Zélande, qui perçoit bon an mal an 120 ou 125 millions de francs, en tire au moins 40 ou 45 de ses douanes; Terre-Neuve, pour un budget de recettes de 350 000 livres sterling environ, en demande 290 000 à ses douanes; le Canada perçoit, en 1896, 7 524 368 livres sterling, dont 4 075 331 par ses douanes[2]. C'est uniquement sur un droit général de 15 0/0 *ad valorem* que la nouvelle Fédération australienne a pourvu à la dotation de son budget fédéral. Ces droits sont payés surtout par les produits anglais, puisque l'Angleterre détient encore 40 ou 45 0/0 des importations du marché colonial : en Australie, sur le chiffre total de 65 à 70 millions de livres sterling, elle entre pour 25 à 30 millions; dans l'Amérique anglaise, sur 25 ou 28 millions, elle entre pour 8 à 10; en chiffres ronds, sur les 250 ou 260 millions de livres de son Empire (6 milliards et demi de francs), ses importations font

1. Foreign Office, *Miscellaneous Series*, n° 34 : The British workman is, in comparison with the value of what he produces, the most expensive workman in the world.

2. *Blue Book*, C-8605, pour ces chiffres et pour les suivants.

la somme totale de 115 à 120 millions de livres (3 milliards de francs environ). Ce sont donc les produits de la métropole qui, payant la douane, fournissent actuellement aux dépenses des colonies.

Dégrever entièrement ou partiellement les produits de la métropole, les colonies n'y peuvent songer : il leur faudrait remplacer les droits abolis ou diminués par des revenus d'autre sorte, par des impôts directs, et l'on sait en tout pays, mais surtout en pays démocratiques, combien il est difficile de remplacer un impôt indirect même très lourd, par un impôt direct, même léger. D'autre part, maintenir les tarifs actuels sur les produits anglais et doubler ces mêmes droits sur les produits étrangers, ce serait non seulement monopoliser en faveur de la métropole le marché colonial, — et qui dit monopole, dit accaparement, exploitation, hausse énorme de tous les prix; — mais ce serait encore s'exposer de la part du monde coalisé à de sévères représailles. Or les importations de la métropole peuvent suffire à alimenter le marché colonial. Mais les exportations sur la métropole n'enlèvent qu'une faible part des produits coloniaux. La laine australienne doit avoir le monde entier pour client. Le Royaume-Uni ne consomme même pas toute la laine australienne qu'il importe et il est loin d'importer toute la tonte de l'année. L'Australie ne peut donc pas, par des droits prohibitifs, indisposer sa clientèle étrangère; malgré ses désirs patriotiques, malgré ses *Acts* d'Union pour la Défense de l'Empire, elle ne peut en matière commerciale que rester dans le *statu quo*. Elle semble toute prête à l'Empire militaire ou constitutionnel : il lui sera toujours impossible d'adhérer au Zollverein nationaliste.

Pour cette question commerciale, d'ailleurs, comme pour la question constitutionnelle, il est des idées et des sentiments contre lesquels on ne saurait entrer en lutte. Le profit, but final du commerce, peut être entendu très différemment par les peuples, comme par les hommes, différents d'âge. Les peuples vieux qui ont un passé illustre, une gloire établie, une longue épargne de belles choses et de grands noms, mettent le profit dans l'argent : les vieilles gens volontiers sont avares. Les peuples jeunes veulent avoir leurs industries à eux, leurs grands hommes en toutes choses, littérature, arts, sciences et métiers. Ils veulent se suffire à eux-mêmes. Ils mettent le profit à se débarrasser de ce qu'ils appellent l'exploitation étrangère. La jeunesse a moins besoin d'argent et de jouissances matérielles que d'indépendance et de satisfactions d'amour-propre. Les colonies anglaises continueront donc à protéger tous les débuts de leur travail indigène, même contre la concurrence de la métropole. Protectionnisme et colonies, de même que libre-échange et métropole, semblent termes inséparables dans l'Empire anglais. Que devient alors l'Union douanière et l'Empire commercial?

*
* *

Reste l'Empire militaire, auquel sir Ch. Dilke se rallie et conseille à tous de se rallier. Il est simple. Il est facile à établir. Il est à moitié fait déjà. Une gigantesque flotte entretenue à frais communs en serait le noyau; une armée très forte, moindre cependant, s'y viendrait ajouter; chaque membre de l'Empire fournirait sa quote-part soit en hommes, soit en nature, soit en argent; l'*Act of defence*, conclu déjà

et renouvelé avec les colonies australiennes, servirait de modèle aux nouveaux contrats. Et sur tous les océans domptés régnerait la force anglo-saxonne.

Telle est la rose et voici quelques épines. Ces belles revues militaires et navales, ces rades tout emplies de la lueur des cuirassés, de la fumée et du tonnerre des canons, ce Solent sillonné de torpilleurs et peuplé de monstres en fer, font la joie du peuple qui les admire et des aristocrates qui les commandent. Mais le contribuable qui les paie suppute quelquefois ce que cette joie lui coûte. Il est encore des Anglais de sens rassis pour former des comités « contre l'augmentation des armements » et pour prêcher au peuple l'antinomie des trois termes : *Empire*, *Trade and Armaments*, Empire, Commerce et Militarisme[1]. Le nouveau jingoïsme utilitaire de J. Chamberlain, disent-ils, qui remplace le vieux jingoïsme politique de lord Beaconsfield et qui, depuis treize ans, a fait passer les dépenses militaires et navales de 28 millions de livres sterling (700 millions de francs) à 42 ou 44 millions (1 milliard de francs), ne repose que sur la vaine formule : *trade follows the flag*, le commerce suit le drapeau. A mesure que le drapeau couvre plus de territoire, à mesure que l'Empire grandit, le commerce devrait gagner de plus nombreux clients. Or repassez l'histoire des quinze années dernières. Jamais l'Empire anglais ne s'est autant accru et, avec lui, les dépenses militaires pour pousser le drapeau aux quatre coins

1. Titre d'une brochure de l'*Increased Armaments Protest committee* : « This Committee was formally constituted to print and issue leaflets, etc., to arrange addresses, and to carry on a propaganda in any other way it may find desirable, that an effective antidote to the Jingo, militarist, and sham patriotic sentiment which at present exerts an almost unrestrained influence upon he public mind will thus be furnished. »

du monde; jamais le commerce n'a connu des années aussi dures ni subi de pareilles baisses. En 1883, l'Empire contenait 305 millions d'hommes sur une superficie de 7 millions de milles carrés; en 1897, il en contient 433 millions sur une superficie de 11 millions de milles, et les exportations sont passées de 305 millions à 294, après avoir descendu jusqu'à 277 et 273 millions (en 1893 et 1894) : « Depuis 1880 nous avons acquis : l'Égypte, la Côte et l'Hinterland du Niger, la Côte des Somalis, Socotora, Panhang et autres établissements des Détroits, la Nouvelle-Guinée, le pays des Bechuanas et des Zoulous, l'Afrique orientale et centrale, la Rhodesia, le Soudan, Zanzibar et Pemba, la Birmanie supérieure, etc., et nos exportations ont passé de 6 livres 17 shellings par tête à 5 livres 17 shellings, soit une perte nette de 1 livre au moins par tête et par an. Quand ces simples chiffres seront entrés dans la tête du travailleur et du commerçant anglais, l'impérialisme militaire ne durera pas longtemps. Non, le commerce ne suit pas le drapeau et toutes les statistiques depuis quarante ans montrent que les meilleurs clients de l'Angleterre ce ne sont pas ses colonies, mais les nations étrangères :

Moyennes quinquennales du commerce anglais.

	Importations.		Exportations de produits anglais.	
Années.	Étrangères.	Coloniales.	Étrangères.	Coloniales.
1855-9	76,5	23,5	68,5	31,5
1860-4	71,2	28,8	66,6	33,4
1865-9	76	24	72,4	27,6
1870-4.....	78	22	74,4	25,6
1875-9.....	77,9	22,1	66,9	33.1
1880-4.....	76,5	23,5	65,5	34,5
1885-9.....	77,1	22,9	65,0	35,0
1890-4.....	77,1	22,9	65,6	34,4
1895	77,1	22,9	67,9	32,1
1896......	78,9	21,1	65	35
1897......	79,2	20,8	66	34

Et les mêmes statistiques montrent encore que l'occupation d'un territoire par les troupes de Sa Majesté profite souvent aux seuls étrangers, très peu aux sujets britanniques : en Égypte, seuls les commerces allemand et belge ont vraiment grandi depuis 1881 :

Importation de produits anglais en Égypte
(milliers de livres sterling).

1870	1880	1887	1892	1897
8 726	3 060	3 003	3 192	4 435

alors que les importations allemandes passaient de 21 000 livres (égyptiennes = 25 francs 60) en 1886 à 281 000 en 1896, et que les importations belges dans la même période montaient de 86 000 à 458 000 livres.

Ainsi parlent les statisticiens qui n'envisagent que le commerce dans la formule *trade follows the flag*. Les véritables patriotes qui regardent surtout le drapeau ont d'autres appréhensions. Ils ne les confient pas toujours au public; mais parfois les événements douloureux, les désastres avoués, obligent à les confesser ouvertement. Le drapeau, promené si loin et si peu ou si mal accompagné bien souvent, leur paraît un peu aventuré. Ils pensent qu'un peu de modération lui épargnerait quelques affronts sanglants. Ils n'ont pas oublié que pendant plus de dix années le drapeau de Gordon fut un trophée de victoire pour une horde de sauvages et que pendant quatre mois le drapeau de Buller a reculé devant des bandes de paysans. L'empire militaire pourrait bien mettre à nu la faiblesse réelle de cette armure flamboyante, mais fragile, dont se pare Britannia. Sur le papier, l'Angleterre peut tenir tête à n'importe quelle coalition de deux ou même de trois flottes ennemies. Sa flotte

actuelle, énorme par le nombre, par la puissance et par la vitesse des navires, effraie tous ses rivaux qui peut-être la connaissent mal. Elle manque d'hommes. Elle ne recrute ni suffisamment ses équipages, ni convenablement ses états-majors. Les gens informés disent qu'il lui manque la moitié de ses effectifs et qu'elle ne peut guère compter sur la valeur intellectuelle et morale que de la moitié de ses officiers. Pour l'armée, bien moins nombreuse cependant, l'état est le même, sensiblement pire. Les revers de la guerre africaine en ont douloureusement prouvé l'insuffisance aux *jingoes* les plus optimistes. Sur mer et sur terre, le recrutement par engagements volontaires se tarit, malgré les primes de plus en plus fortes.

Le jour où la flotte impériale devra couvrir les océans de ses Armadas, il faudra des hommes et des hommes. Les colonies, certaines d'entre elles surtout, et le Canada en particulier, offriront volontiers des recrues, mais il est probable que les autres préféreront payer en nature ou en argent : la métropole aura vraisemblablement les équipages à fournir. L'armée impériale, à son tour, exigera des troupes et des cadres tout différents de l'armée actuelle. Ici, ce n'est pas seulement le nombre, c'est encore la qualité qu'il faudra augmenter. Des troupes mercenaires, qui ne marchent au feu que derrière leurs officiers, et loin derrière eux, qui, dans toutes leurs guerres récentes, Afghanistan, Soudan, Transvaal, ont fait tuer les deux tiers ou les trois quarts du commandement, tant elles montraient peu d'ardeur spontanée ou de résistance soutenue; de pareilles troupes peuvent suffire aux parades des camps, à la police des frontières ou même à la petite guerre coloniale. Mais si longtemps impuissantes contre les paysans

du Transvaal, que deviendraient-elles en face de soldats civilisés et entraînés, en face d'une Russie ou d'une Allemagne?

Sûrement, le jour où l'on aurait à défendre contre les convoitises de l'univers un empire gigantesque, il faudrait des soldats et non des gagistes, et ce jour-là, disent les gens du métier, le recrutement volontaire aurait fait son temps : il faudrait recourir à la conscription et au service obligatoire. C'est là une nécessité que les impérialistes convaincus entrevoient comme prochaine. Ils voudraient habituer le pays à s'y résigner. Rien n'est impossible. Mais il faudrait une résignation ou une nécessité bien grandes pour imposer une innovation si contraire aux sentiments, aux intérêts primordiaux et à tout l'état social de l'Angleterre actuelle. Peuple, bourgeoisie et noblesse, l'Angleterre tout entière a ses raisons fort intéressées contre le service militaire.

Sentiments ou préjugés religieux contre l'homme qui tue; préjugés libéraux contre l'homme qui obéit passivement; préjugés moraux contre l'homme aux gages, qui vit dans la paresse et dans l'inutilité, — le soldat, pour l'Anglais de la classe moyenne, est le dernier des fonctionnaires, le premier des domestiques : le service militaire est un métier de lord ou de voyou. Intérêts évidents de l'industrie et du commerce : « La Grande-Bretagne garde dans l'absence du service obligatoire un immense avantage sur ses concurrents de France et d'Allemagne, qui sacrifient aux nécessités militaires les meilleures années de leur personnel ouvrier. » Ce mot d'un consul anglais exprime l'opinion courante de l'Angleterre travailleuse [1]. Elle a

1. Consul à la Haye, *Miscellaneous Series*, n° 419.

suivi l'expérience chez ses voisins. Elle a vu décroître l'habileté et l'entreprise du commerce français, à mesure que croissaient les exigences militaristes. Elle sait que le service obligatoire est funeste surtout au bon recrutement des carrières industrielles et commerciales. Car on peut à n'importe quel âge aborder les carrières libérales : à vingt-cinq ou vingt-huit ans, un homme intelligent et cultivé ne fait que mieux son droit ou sa médecine. Mais l'habileté de l'œil ou des doigts, le tour de main d'un métier, ou la vivacité de calcul, d'offre, d'acceptation et de décision, le sens des affaires, ne se développent que dans des organes souples encore et dans des cerveaux encore malléables.

L'industrie et le commerce, les affaires, veulent un apprentissage précoce, pour l'Anglais surtout, qui d'ordinaire y débute dès la prime adolescence. Et ils veulent une pratique continue. Toutes ces conditions, le service obligatoire les rend impossibles; mettez deux ou trois années de caserne à l'âge décisif où l'apprentissage finit, où la maîtrise commence, et tout est à refaire quand l'ouvrier ou le commis reviennent à leur pupitre ou à leur atelier... L'aristocratie, de son côté, sait pertinemment, par l'exemple de la France et de l'Allemagne, que le service obligatoire a pour inséparable compagnon le suffrage universel. Or à eux deux, ces grands niveleurs auraient tôt fait de bouleverser la vieille Angleterre, et la vieille constitution, et tout ce qui reste de la bâtisse féodale où nichent encore tant de privilèges et tant de prétendus droits légaux. L'égalité des charges militaires entraîne les autres égalités. Adieu, franchises, estates inaliénables, droit d'aînesse, sièges héréditaires à la Chambre haute! Finis le respect populaire et tous les

petits et gros profits qu'on en tire! La caserne découronne lord et baronet sous la tondeuse égalitaire.

Ce n'est pas tout. L'organe crée la fonction : les armements créent la guerre. Un empire militaire doit se fleurir chaque année d'une gloire chèrement acquise et payer en lauriers, en monnaie d'amour-propre, ce qu'il coûte en hommes et en argent. Or l'Angleterre sait par expérience qu'une guerre, en apparence facile et s'annonçant courte au début, peut devenir longue et périlleuse et que les revers du Transvaal sont voisins du succès du Soudan. L'expérience actuelle surtout lui prouve que la fortune des armes distribue autant d'humiliations que de gloires, et que la défaite enlève beaucoup plus de prestige et beaucoup plus de clientèle que la victoire n'en apporte : tout un règne de grandeur et de prospérité, soixante-dix années de succès et de gloire ont été effacés dans le souvenir de l'humanité jalouse par ces quatre derniers mois de revers. L'Angleterre sait enfin, par l'ancienne expérience, qu'une grande guerre quelle qu'elle soit, la ruine, alors même que ses troupes n'y sont pas engagées, et peut l'affamer, dès qu'elle-même y prend part. Car le moindre obstacle, imaginaire ou réel, qui barre la route aux convois du monde lui supprime sa nourriture quotidienne; le moindre torpilleur ou corsaire français, allemand ou russe, gênant ou interrompant les arrivages du Danemark, de l'Amérique, de l'Argentine et de la France, prive le Royaume-Uni de son *breakfast* ou de son *lunch*. Si, par les statistiques officielles, on dresse la courbe du prix du blé depuis un siècle, chaque période de paix générale s'y dessine en courbes de baisse, chaque guerre européenne en hausses subites et parfois énormes :

Prix de l'Imperial Quarter (deux hectolitres environ).

1771	Paix .... Shillings	48	1850	Paix .... Shillings	40
1783	Guerre d'Amérique.......	54	1854 / 1855	Guerre de Crimée.	72 / 74
1788	Paix.............	48	1858	Paix..............	44
1795 / 1796	Guerres révolutionnaires..	75 / 78	1860	Guerre d'Italie....	53
1800	Marengo..........	113	1862 / 1863	Guerre de Sécession......	55 / 55
1803	Paix d'Amiens....	58	1869	Paix.........	48
1805 / 1809 / 1812	Guerres napoléoniennes.	89 / 97 / 126	1871	Guerre franco-allemande.	56
			1875	Paix..	45
1822	Paix..............	44	1877	Guerre des Balkans.	56
1829 / 1831	Révolutions et guerres civiles.	66 / 66	1879	Paix.....	43
			1885	Paix.............	32
1836	Paix.............	48	1890	Paix.........	31
1839 / 1840	Affaires d'Orient..	70 / 66	1895	Paix..............	23
			1898	Menaces de guerre.	30

Le commerce anglais sait que la hausse serait plus forte encore à la prochaine guerre, les surfaces ensemencées en blé ayant constamment diminué dans le Royaume-Uni (3 600 000 acres en 1871, 2 900 000 en 1880, 2 500 000 en 1885, 2 400 000 en 1890, 1 508 000 en 1895). Aussi, durant l'automne de 1898, dès qu'il fut bruit d'une collision probable au sujet de Fachoda, les importateurs de Liverpool concertés amenèrent lentement une hausse régulière, afin que le peuple ne criât pas à l'accaparement et ne leur courût pas sus, quand la guerre ouverte aurait fait doubler les prix. Les impérialistes se livrent à de longs calculs pour prouver que « l'Empire peut nourrir son peuple[1] », que l'Inde et que le Canada donneront les blés et la viande à la place des États-Unis, de la Russie et de l'Argentine; que le Canada et l'Australie donneront le lait, le beurre, les œufs et

1. *Nineteenth Century*, janvier 1896.

le fromage à la place de la France, de la Hollande et du Danemark. Mais en admettant que leurs calculs soient justes, — et ils sont erronés, — il faut que les produits coloniaux puissent arriver, et en abondance, et régulièrement, — toutes conditions irréalisables en temps de grande guerre. Le Royaume-Uni ne peut plus faire de grande guerre : ses quarante millions d'habitants mourraient de faim avant le premier mois, et l'on ne saurait attendre du peuple actuel, travaillé par le socialisme international, aigri par la tyrannie patronale, instruit surtout de ses véritables intérêts, la même patience civique, le même fanatisme patriotique qu'au temps de Napoléon. Que le blé monte seulement à 50 shillings l'*imperial quarter* et l'on verra quel gouvernement pourra tenir contre les hurlements de la foule. Le Royaume-Uni est prisonnier de la paix européenne; il ne peut recevoir que d'elle son pain quotidien... Alors, pourquoi rêver une armée inutile? A quoi bon l'Empire militaire?

Contre cet Empire, enfin, les Anglais qui savent un peu d'histoire, — et dans le camp radical-libéral Grote, l'historien d'Athènes, l'ancien *leader* radical, a conservé de nombreux lecteurs, — ont un dernier argument. Après Marathon et Salamine, Athènes, libératrice des Grecs, fut priée par les Grecs de sa race, par les Ioniens, les Anglo-Saxons de Grèce, de fonder un Empire panionien. Sur les côtes et dans les îles de l'Egée et de la mer Ionienne, dans toute l'étendue des deux océans d'alors, les Ioniens répandus voulaient s'unir contre le Perse toujours menaçant. Athènes accepta. Tous les Ioniens se cotisèrent. On eut une flotte et une armée impériales, qu'alimentèrent les contributions de chacun en hommes, en vaisseaux ou en argent. Ce dernier mode prévalut.

Les Ioniens payèrent Athènes pour être leur soldat. Tant que le danger perse fut instant, ils payèrent sans mauvaise humeur. Puis le danger s'éloigna. Le souvenir s'effaça des luttes et des sentiments anciens. Les uns après les autres, les Ioniens murmurèrent, puis se révoltèrent contre ce qu'ils appelaient la tyrannie d'Athènes. Le monde grec, témoin jaloux de cette « plus grande » Athènes, se ligua pour appuyer leurs révoltes. Moins d'un siècle après Salamine, Athènes abattue par la coalition des Grecs, ruinée de fond en comble dans son commerce et dans ses murailles, commençait à disparaître de l'histoire...

II

Je croirais notre patriotisme rabougri et dévié s'il n'embrassait pas toute la plus Grande-Bretagne, la Bretagne au delà des mers, avec ses jeunes et vigoureuses nations qui ont semé dans l'univers la connaissance de la langue anglaise et la passion tout anglaise de la liberté et de la légalité. En pareils sentiments, je refuse de penser et de parler des États-Unis comme d'une nation étrangère. Nous sommes tous de la même race et du même sang. Je refuse de faire quelque distinction que ce soit entre les intérêts des Anglais d'Angleterre, du Canada ou des États-Unis... Nous sommes les branches d'une seule famille.

J. Chamberlain, *à Toronto.* 30 décembre 1897.

Souvenirs historiques, raisonnements ou hypothèses de politiciens, calculs de statistiques, prédictions de philosophes, il est probable qu'à l'heure actuelle tous les arguments de faits ou d'idées ne pourront avoir aucune influence sur l'opinion anglaise. Ce peuple de sages et de calculateurs semble affolé par un vent de spéculation et de mégalomanie. Il lui faut l'Empire. Il le veut. Il est persuadé qu'il l'aura. Qand on lui parle de difficultés ou même d'impossibilités, il se bouche les oreilles. Les difficultés organiques et théoriques surtout ne sauraient fixer

son attention ; jamais, dans ses combinaisons ni dans ses rêves politiques, il ne s'est jamais préoccupé d'organisation théoriquement rationnelle. Autour de lui, il a le spectacle d'une charpente politique et sociale dont l'organisation ne s'est pas faite humainement, pour ainsi dire, mais qui a poussé à la façon des arbres, au cours des siècles, au gré des influences variables, au souffle des nécessités les plus contradictoires. Irrationnelle, incompréhensible dans son ensemble pour un œil étranger, indéchiffrable dans ses détails pour l'œil le plus familier, la bâtisse existe pourtant et fait vie qui dure. Pourquoi ne pas admettre que l'Empire germera, poussera et durera de même? Il s'organisera tout seul. Les théoriciens ne peuvent non plus prévoir quand et comment le gland devient chêne. Quand ils verront l'Empire sortir des mers, ils chercheront à l'expliquer, comme s'il était besoin d'autres explications que la force des choses et aussi la providence divine, qui, au-dessus des faiblesses humaines, travailla toujours pour la grandeur d'Albion.

Il ne s'agit donc pas de raisonner mais de croire, et toute l'Angleterre croit aujourd'hui que l'Empire sera. Fédération politique, syndicat commercial, alliance militaire, l'un ou l'autre, ou tous les trois, ou autre chose encore, qu'importe? En dépit ou peut-être même en raison de l'envie du monde, l'empire anglo-saxon réunira tous ceux qui parlent la langue de Shakespeare et de Rudyard Kipling, tous ceux qui ont du sang *briton* dans les veines : le *panbritannisme* régira l'humanité pour le plus grand profit de l'Angleterre, mère de tous les Britons. Tel apparaît à la majorité des Anglais l'avenir inévitable. Ne chicanons donc plus les possibilités de l'avenir : ne met-

tons plus en doute l'union de *tous* les Britons. Car tous les Britons, tous les Anglo-Saxons du monde, doivent avoir leur place dans le nouvel État, non seulement les Britons, fils de la grande île ou restés sujets anglais, habitant la métropole ou les colonies, mais encore les Britons dissidents, qu'une révolte sépara jadis de la mère patrie, les Américains.

Ainsi le veulent et l'entendent le sentiment et la théorie « panbritanniques » : les États-Unis ont aujourd'hui plus de Britons que l'Angleterre et ses colonies assemblées. Ainsi le voudrait, d'ailleurs, la nécessité dans le présent et dans l'avenir, car l'Empire n'est pas viable, s'il n'englobe pas les Yankees. Réduits à eux seuls, même avec l'appui chaleureux et constant de tous leurs colons, que seraient les Anglais en face d'une coalition européenne? Cette *splendid isolation*, dont jadis ils étaient si fiers, les met à la merci de toutes les combinaisons diplomatiques du Continent. Ils n'ont en Europe qu'une alliée fidèle, mais de faible secours, l'Italie. Ils ne peuvent mettre en doute le mauvais vouloir de la France, l'hostilité de l'Allemagne et la haine de la Russie. Ils comptaient jadis sur la rancune française pour séparer à jamais Berlin et Paris : ils ont pu voir que quelques Fachodas auraient tôt fait d'effacer les derniers sursauts de cette rancune. Si donc les États-Unis venaient se joindre à ce concert d'inimitiés, combien d'heures la flotte la plus gigantesque tiendrait-elle le monde en échec? Sans parler d'hostilité déclarée, la seule indifférence des Yankees mettrait le Royaume-Uni et son Empire dans la crainte perpétuelle de quelque coalition, — crainte imaginaire peut-être, mais qui n'en rendrait pas moins incomplète et précaire la jouissance de cet Empire; mais crainte réelle aussi, fondée sur un juste senti-

ment des intérêts lésés, des ambitions, des jalousies ou des regrets suscités dans toute l'Europe par le spectacle de cette grandeur et de cette fortune. Sans les « cousins » d'Amérique, il faudrait vivre au jour le jour, de coquetteries et de concessions aux plus forts ou aux plus hostiles. Et les concessions même ne suffiraient pas. On le vit bien au début des affaires du Transvaal : l'Angleterre ne put avoir les mains libres qu'en sollicitant une menace ou plutôt un mot ambigu du président Mac Kinley à l'adresse des puissances continentales. Il ne lui fallut pas seulement acheter le silence de l'Allemagne par le cadeau des Samoas; il fallut neutraliser le mauvais vouloir franco-russse par le mirage de la bienveillance américaine.

Donc pas d'Empire durable et fort, sans l'appui de *tous* les Britons. D'ailleurs, quand l'Angleterre voudrait tenir les Yankees hors du domaine et des profits impériaux, on n'imagine pas le Canada, les Antilles, les Guyanes, le Honduras, etc., accaparés politiquement et commercialement et les Yankees lâchant à cet Empire extra-américain de tels lambeaux de leur terre américaine. Non seulement la doctrine de Monroë : « l'Amérique aux Américains », semble devenue leur règle de politique étrangère; mais encore les statistiques sont là pour leur montrer quelles pertes énormes en subirait leur commerce d'exportation. Dans le Zollverein anglo-saxon, il faut donc prévoir la présence, la coopération effective des Yankees; le fondateur de l'impérialisme commercial, J. Chamberlain, l'a toujours prévue et escomptée :

Vous avez tort, disait-il aux Américains dès 1888, de nous traiter comme une nation étrangère et rivale. Pour mon compte, je refuse en Amérique le titre d'étranger, et

je partage l'avis de ce diplomate qui, devant le prince de Galles, divisait l'humanité en trois classes : les Anglais, les Américains et les étrangers. Croyez-moi : tôt ou tard, il vous faudra renverser la muraille de Chine que vous avez élevée entre vous et le commerce du monde et rétablir le vrai régime de bonne entente, la réciprocité sans limite entre tous les peuples de langue anglaise.

En 1888, ce langage se comprenait sans peine dans la bouche du député de Birmingham. Jusqu'en 1872, Birmingham, Sheffield, Leeds et Manchester avaient eu en Amérique le monopole presque exclusif : pour les quincailleries, aciéries, lainages et cotonnades britanniques, les États-Unis étaient le principal débouché. L'industrie indigène n'existait pas. La concurrence étrangère, sauf la concurrence des soieries et lainages français, était presque nulle[1].

Importations anglaises aux États-Unis [2]
(en milliers de livres sterling).

	1868	1870	1872
Fers	3 394	7 587	11 565
Cotons filés	20	142	185
Tissus	2 823	4 130	5 152

En 1872, les importations de l'Angleterre aux États-Unis atteignaient 45 907 998 livres sterling, soit onze ou douze cents millions de francs. De 1872 à 1879, la stagnation des affaires et les grandes crises financières de là-bas amenèrent une diminution énorme de ce chiffre :

1873	36	1877	16
1875	25	1879	25

Millions de livres sterling.

L'année 1880, avec ses 38 millions de livres sterling,

1. Discours à Philadelphie, 29 février 1888.
2. Pour ces chiffres et les suivants, *Blue Book*, C-836, 2091, 3637, 5451, 7042 et 8896.

avait marqué une reprise, qui se soutint pendant quelque temps et qui durait encore en 1888 :

1881...........	36	1885...........	31
1883...........	36	1887...........	40

Millions de livres sterling.

Il s'en fallait encore de 6 millions de livres (150 millions de francs) que l'on retrouvât les affaires de 1872; on ne les atteindra de nouveau qu'une seule fois, en 1890. La puissance d'absorption n'avait pas diminué pourtant dans ces États-Unis, qui, de 40 millions d'âmes en 1870, étaient passés à 60 millions en 1888, et dont les industries pourtant étaient presque nulles encore. C'est qu'un habile concurrent était venu braconner sur la chasse anglaise. Toutes les Chambres de commerce du Royaume-Uni commençaient à dénoncer la concurrence allemande. C'était l'Allemagne qui détournait vers elle les 6 ou 8 millions de livres sterling qui manquaient désormais à la colonne des importations anglaises. Ce n'est pas tout. A regarder le détail de cette colonne elle-même, on pouvait voir qu'un grand changement s'y était fait. Jadis, l'Angleterre importait surtout ses propres marchandises et produits. Les chargements coloniaux ou étrangers n'entraient que pour une faible part dans ses importations : 3 millions de livres à peine sur les 31 millions de 1870, 5 millions sur les 46 millions de 1872, et de même jusqu'en 1879 où, brusquement, les statistiques accusent 5 millions de produits étrangers sur 25 millions d'importations totales, puis 7 millions sur 38 (1880), puis 9 millions sur 36 (1883), puis 9 millions sur 31 (1885), puis 10 millions sur 37 (1886), enfin 12 millions sur 41 en cette année 1888. C'était encore l'article allemand qui prenait la place du similaire anglais. C'était l'invasion

par navire anglais de cette camelote *made in Germany*, que dénonçaient avec tant d'amertume la plupart des témoins devant la Commission parlementaire de 1885 : les couteliers de Sheffield déclaraient que cette camelote avait expulsé leurs propres articles et quelques-uns disaient avoir renoncé à la lutte désormais impossible [1].

On comprend alors quels bénéfices nets J. Chamberlain espérait du panbritannisme en 1888. Enclore le marché yankee dans le domaine impérial, exclure les articles étrangers de cette terre anglo-saxonne, bref, ajouter les États-Unis et leurs 60 millions d'âmes aux chasses réservées que l'industrie et le commerce britanniques voulaient accaparer dans le monde, c'était à coup sûr, en 1888, une idée d'homme pratique, un calcul de bon commerçant. Mais, depuis 1888, les choses ont un peu changé. L'Amérique voulut devenir industrielle et, derrière ses tarifs protecteurs, elle s'est outillée. Aujourd'hui, elle n'est plus tributaire de l'Europe que pour la laine et pour la soie. Si le chiffre des importations anglaises s'est à peu près maintenu, en diminuant toutefois,

1889...........	43,8	1895	44
1891...........	41	1897...........	37
1893...........	35		

Millions de livres sterling

il faut noter que le chiffre des produits anglais a grandement décru, au profit des produits étrangers que voiturent les navires britanniques :

Importations anglaises aux États-Unis.

	1891	1893	1895	1897
	—	—	—	—
Produits anglais	27,5	23,9	27,9	20,9
Produits étrangers....	13,5	11,7	16	16,6

Millions de livres sterling.

1. *Blue Book*, C-4715, p. 74, 88 et suiv.

Or, ces produits étrangers sont, avant tout, des matières premières : caoutchouc (920 mille livres en 1897), coton brut (939 mille livres), peaux et cuirs (2 millions 300 mille livres), laine brute (5 millions 300 mille livres), etc. Pour les produits ouvrés, l'Amérique commence à se suffire. Elle devient de jour en jour une plus grande puissance industrielle. Elle est devenue déjà la plus grande puissance métallurgique du monde. Ses houillères lui fournissent aujourd'hui autant de charbon qu'en fournissent à l'Angleterre celles du Royaume-Uni.

Production des combustibles minéraux.
(En millions de tonnes de 907 kilogrammes.)

	1867	1877	1887	1892	1897	1898
États-Unis........	31	60	130	179	200	219
Angleterre........	115	150	181	203	226	220

En 1898, elle a extrait à elle seule autant de charbon que le monde entier en 1868. Aussi la houille américaine, après avoir alimenté le marché indigène, commence-t-elle à remplacer le charbon britannique dans les pays voisins. Elle l'a chassé du Canada, où les États-Unis vendent aujourd'hui 3 millions 153 mille tonnes [1], alors que l'Angleterre n'en vend que 116 mille. Et voilà deux chiffres que les panbritannistes devraient méditer : les importations de charbons anglais au Canada ont diminué de près de moitié depuis 1868 [2]. Au Mexique, dans les deux Amériques, il en est ou en sera bientôt de même. Dans le Pacifique, aux Hawaï et aux Philippines, la houille américaine est maintenant installée. Elle est apparue jusqu'en

1. Ces chiffres et les précédents sont empruntés aux circulaires du Comité central des Houillères de France.

2. Charbons anglais au Canada (en milliers de tonnes) : 216 en 1868, 139 en 1878, 92 en 1888, 116 en 1897.

Europe. S'offrant partout à des prix de plus en plus bas, elle est sûre de la clientèle universelle si les « lords » de la houille anglaise continuent cette hausse de leurs prix qu'ils ont poussée et soutenue depuis cinq ans. Les États-Unis ont des champs de houille décuples en superficie et en épaisseur des houillères anglaises. Ils commencent à chercher une clientèle étrangère et à pénétrer jusque dans cette Méditerranée que la houille anglaise considère comme son meilleur fief. Des chargements ont déjà quitté Philadelphie pour Gibraltar, Gênes, Ancône et Venise, à destination surtout des chemins de fer italiens [1].

Et ils ont des mines et des minières de fer telles que l'Angleterre n'en a jamais eu. Leur production d'acier, durant ces trente années dernières, a passé de 19 mille tonnes à 7 millions 402 mille. Leur production de fonte, qui n'était guère en 1871 que le quart de la production anglaise, la dépasse aujourd'hui, et depuis dix ans bientôt :

Production de fonte
(en milliers de tonnes).

	1871	1881	1891	1896	1897
	—	—	—	—	—
États-Unis.......	1 706	4 144	8 279	9 807	10 811
Royaume-Uni....	6 627	8 144	7 406	8 659	8 796

En 1898, cette production américaine est supérieure à 13 millions de tonnes. Et la supériorité des chiffres n'est rien encore. Les États-Unis, avec leur récolte annuelle de 21 ou 22 millions de tonnes de minerai de fer, ne sont, pour leurs hauts fourneaux, tributaires de personne. L'Angleterre, bon an mal an, est obligée d'emprunter au dehors 5 millions de

1. *Board of Trade Journal*, 18 janvier 1900.

tonnes de minerais étrangers. Elle paie ainsi à l'Espagne, à l'Algérie, à l'Italie, à la Suède, plus de 4 millions de livres sterling (100 millions de francs) [1]. Les industriels des États-Unis n'ont à compter ni avec les prix ni avec le bon vouloir de l'étranger. Au bord du lac Supérieur, ils exploitent depuis dix ans des amas profonds et étendus qui renfermeraient, au minimum, dit-on, 300 millions de tonnes de minerai, et probablement le double. Grâce aux lacs, aux fleuves et aux canaux, ce minerai est tout voisin des houilles de Pensylvanie. L'industrie américaine se trouve ainsi formidablement armée pour la lutte, et c'est de lutte qu'il va s'agir désormais entre les métallurgistes « britons » pour la conquête du marché universel. Ce que l'Angleterre détenait il y a cinq ans encore, l'Amérique le veut aujourd'hui. Un témoin désintéressé, sympathique pourtant à ses voisins d'Europe, le *Journal de Liège*, dépeint ainsi les choses [2] :

L'apparition sur les marchés européens de minerais, de fontes et d'aciers américains est venue surprendre désagréablement ceux qui s'étaient habitués à considérer les États-Unis comme un pays mis hors concours par l'excès même de la production européenne. Les Américains avaient tant crié contre la réduction à 20 francs par tonne des droits d'entrée sur la fonte, à 40 francs du droit sur les rails; ils avaient une telle crainte de voir la concurrence européenne envahir leur pays qu'on ne les croyait guère capables de nous disputer sérieusement nos débouchés extérieurs, moins encore notre marché intérieur.

Et voilà que l'on apprend successivement que du minerai de fer exploité sur le lac Champlain, à 350 kilomètres de New-York, a pu arriver jusqu'aux fourneaux du Rhin; que

1. *Blue Book*, C-8881, p. 320.
2. Rapport d'un ingénieur belge, M. P. Travenster, reproduit par le Comité des Forges de France. (Circulaire du 15 juin 1897.)

deux usines de l'Alabama, plantées à 400 kilomètres de la côte, ont pu expédier en Europe 75 000 tonnes de fonte pendant le second semestre de 1896 et 15 000 tonnes en janvier 1897, et que des aciers américains sont offerts en Angleterre et en Belgique. A l'heure qu'il est, la fonte de l'Alabama a pénétré en Angleterre, en Allemagne, en Belgique, en Hollande, en Espagne, en Italie, en Autriche, dans l'Inde et au Japon, et des marchés sont en négociation avec la Russie, l'Afrique du Sud et l'Australie. Des billettes, des rails fabriqués à Pittsburg, à 500 kilomètres du port le plus rapproché, paraissent vouloir suivre le même chemin : le colosse yankee va-t-il disputer sa part du marché du monde à l'industrie du vieux continent?

Géographiquement, les États-Unis ne sont pas plus mal partagés que l'Europe. Pour la concurrence avec l'Europe, il n'y a guère à considérer que deux grands groupes d'usines. Le premier, relativement jeune, comprend les hauts fourneaux du Sud, situés dans l'Alabama, le Tennessee, la Virginie. Il produit une excellente fonte de moulage qui se vend jusqu'à Chicago, Pittsburg et New-York; on commence à l'exporter au dehors; mais elle doit parcourir quatre cents kilomètres de chemin de fer pour arriver au port de Mobile, qui est peu fréquenté. Aussi ce groupe méridional, malgré ses avantages naturels, se développe très lentement; il n'intervient que pour 1,5 million de tonnes dans la production de 9,5 millions de tonnes des fourneaux américains.

Le second groupe, de beaucoup le plus important jusqu'ici, est alimenté par le minerai du lac Supérieur et par le coke de Connelsville et de Pittsburg. La grande couche de Connelsville, puissante de 3 mètres, affleure à flanc de coteau sur 70 kilomètres et renferme encore 440 millions de tonnes à exploiter. La houille sortant des galeries est culbutée dans les fours, et telles sont les facilités de l'exploitation qu'avec des salaires de dix francs par jour pour les mineurs, on est arrivé à produire la tonne de coke pour un dollar, soit environ 5 francs. Les 18 000 fours du district ont produit, en 1895, près de 7 millions de tonnes de coke. Presque tout ce coke est employé à fondre le minerai du

lac Supérieur, dont la production a dépassé 10 millions de tonnes en 1895 et en 1896. Le lac Supérieur est le Bilbao américain, deux fois plus productif, au moins, que son rival espagnol. Sous la latitude de Paris, on y trouve de puissants amas de minerai cristallin d'une richesse supérieure à 60 0/0, c'est-à-dire comparable à celle des meilleurs minerais suédois. C'est ce minerai qui alimente aujourd'hui les deux tiers environ des fourneaux américains. Il occupe le premier rang parmi les producteurs de fonte et d'acier.

Le coke de Connelsville et les gisements du lac Supérieur sont éloignés l'un de l'autre de 850 à 1 250 kilomètres à vol d'oiseau : c'est la distance qui sépare Bilbao des hauts fourneaux anglais, belges ou allemands. En réalité, la distance est plus considérable à cause des sinuosités de la voie à suivre. Mais, si le minerai de Bilbao se transporte par mer, le minerai du lac Supérieur, embarqué à Duluth, Ashland, Marquette sur le lac Supérieur et Escanaba sur le lac Michigan, arrive par eau aux ports du lac Érié, Cleveland, Ashtabula, d'où on le réexpédie par rails vers Pittsburg et autres centres de consommation.

Le mouvement de la navigation sur les grands lacs américains, véritables mers intérieures, est prodigieux. Le canal du Sault-Sainte-Marie, qui relie le lac Supérieur au lac Huron, a livré passage, en 1896, à 18 615 navires portant 16,8 millions de tonnes de marchandises : c'est plus du double du tonnage du canal de Suez. La rivière Détroit, qui relie le lac Huron au lac Erié, accuse un mouvement annuel de plus de 30 millions de tonneaux, sensiblement supérieur à celui de la Tamise en aval de Londres. Les transports s'effectuent, sur les lacs, par de véritables navires chargeant 4 000 à 5 000 tonnes de minerai et à des conditions plus avantageuses même que les transports maritimes en Europe. Au plus fort de la crise, on a vendu des quantités importantes de minerai franco Cleveland à 1,75 dollar pour le minerai phosphoreux, 2,25 pour le minerai Bessemer. On annonce que la firm Carnegie se flatte, par une nouvelle organisation, d'obtenir le minerai à 2 dollars franco Pittsburg, à plus de 200 kilomètres au sud des ports du lac Erié.

Les 10 millions de tonnes de minerai extraites de la région du lac Supérieur ont été fournis par cinq districts, dont quatre exploités depuis plus de dix ans, et un nouveau venu, le Mesabi, ouvert en 1892 et dépassant déjà les autres, qu'il paraît appelé à éclipser complètement. Le minerai forme des amas recouverts de gravier. La plupart de ces amas s'exploitent à ciel ouvert; on peut se servir d'excavateurs à vapeur, dont la grande pelle arrache, à chaque oscillation, environ un mètre cube de déblai ou de minerai; l'une de ces *steam shovels* a enlevé et chargé sur wagons 250 000 tonnes de minerai en vingt-cinq jours de travail de dix heures, soit une moyenne de 1 000 tonnes par heure. Le plus riche des milliardaires américains, M. Rockefeller, le « roi du pétrole », s'est rendu acquéreur du Mesabi et a construit une flottille de navires pour transporter le minerai à Cleveland. M. Carnegie, le « roi de l'acier », s'est entendu avec lui : sur ses propres navires, l'association Carnegie-Rockefeller pourra peut-être obtenir le minerai à 1,50, 1,60 dollar, wagon Cleveland. De Cleveland à Pittsburg, il y a 226 kilomètres de chemin de fer. Rockefeller et Carnegie ont construit une ligne directe, sur laquelle ils comptent remorquer des trains de minerai composés de 40 wagons de 25 tonnes. Ils ont garanti à cette ligne, qui sera inaugurée avant la fin de l'année 1897, un transport annuel de 5 millions de tonnes de minerai pendant vingt-cinq ans.

Il est encore heureux, pour la vieille Europe, que les volcans de gaz naturel ouverts il y a une dizaine d'années s'épuisent. Mais la construction de grands canaux entre la mine et la houillère, d'une part, la houillère et New-York d'autre part, n'est plus qu'une question d'années; lorsque ces travaux seront exécutés, le lac Supérieur, Cleveland et Pittsburg seront rapprochés du vieux monde d'une inquiétante façon.

Avec de pareilles richesses et de pareilles facilités naturelles, les États-Unis se sont mis en ligne et, dès la fin de 1897, les journaux anglais commençaient à pousser des cris d'alarme. On savait, depuis long-

temps, que, transportant la doctrine de Monroë dans le domaine économique, l'*Association of Manufacturers* de Chicago avait entrepris la conquête des deux Amériques. Mais, après le Canada, après l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud, voici les colonies anglaises, à leur tour, et la Chine, et le Japon, et l'Inde, et l'Europe, et l'Angleterre même convoitées et entamées par les métallurgistes américains. D'après une correspondance adressée de New-York au *Morning-Post* de Londres[1] :

Le steamer *Sahara*, le premier navire d'une nouvelle ligne entre New-York, Bombay et Calcutta, *via* Aden, a quitté le port américain le 5 décembre 1897, avec une cargaison de 1 700 tonnes de rails en acier. Ces rails, fabriqués dans les usines de la Maryland Steel Compagny, sont destinés à l'un des chemins de fer du Gouvernement de l'Inde. Sur une interpellation faite à la Chambre des Communes, le Secrétaire d'État pour l'Inde, sans indiquer le prix exact des rails américains, s'est contenté de dire qu'il était notablement inférieur à celui des soumissionnaires anglais. Les Américains eux-mêmes n'ont pas voulu divulguer leurs prix. Cette commande n'est, du reste, pas la seule dans les possessions britanniques. Un envoi de 2 000 tonnes de rails est également en route pour Sydney. Les rails pour l'extension du réseau canadien sont en cours de fabrication aux États-Unis, — d'où la diminution constatée dans les exportations anglaises de matériel de chemin de fer vers le Canada : pendant les neuf premiers mois de 1897, l'Angleterre n'a expédié que 9 177 tonnes de rails au Canada, contre 37 196 et 29 762 tonnes pendant les périodes correspondantes de 1896 et 1895. On signale l'expédition récente d'une cargaison complète de tuyaux en fonte pour conduites d'eau, fabriqués à Auniston (Alabama) et destinés à Auckland (Nouvelle-Zélande). En Angleterre, même pendant les huit premiers mois de l'année 1897, 56 000 tonnes de fonte de l'Alabama et du Tennessee

1. Résumée dans le *Bulletin Commercial.*

ont été exportées : le prix de la fonte, dans l'Alabama et le Tennessee, est de 6 à 10 shillings inférieur à celui des fontes anglaises. Une autorité américaine affirme même que, sans la grève des mécaniciens anglais, les ventes de fonte américaine en Angleterre eussent atteint un chiffre double. Les exportations de fers et aciers des États-Unis ont atteint, pendant les exercices 1895-1896 et 1896-1897, 41 160 877 dollars, et 57 499 305 dollars. De son côté, l'*Iron Age* de New-York annonce que la firm Riter et Couley, à Pittsburg et Alleghany, a obtenu en Europe des commandes pour environ 150 000 dollars, qu'elle est en pourparlers pour un grand nombre d'autres commandes et qu'elle établira sous peu des succursales dans divers pays européens.

Les prévisions du journal anglais se sont entièrement vérifiées. L'année 1898 a vu la réussite des fers américains sur tous les marchés du monde, et leur entrée dans le Royaume-Uni. Et elle a vu l'expulsion des produits européens aux États-Unis. Le seul fer-blanc anglais garde encore quelque clientèle dans les États du Pacifique; mais cette année, dit le journal du *Board of Trade*, est sans doute la dernière où nos fers-blancs de Galles pénétreront encore : les industriels américains se sont mis en mesure de fournir tout le marché [1]. Le rapport annuel de l' « Association Américaine pour le Fer et l'Acier », est éloquent :

Les exportations de fer et d'acier et de produits manufacturés en fer et en acier, des États-Unis, ont atteint, en 1898, 428 756 629 francs, contre 324 978 955 francs en 1897, et 252 111 729 francs en 1896 : l'augmentation a donc été de plus de 70 0/0 en deux ans. Dans les exportations de 1898 sont comprises : 253 057 tonnes de fonte; 291 038 tonnes de rails d'acier; 28 600 tonnes de lingots, blooms et billettes; 18 510 tonnes de machines d'acier; 24 195 tonnes d'autres aciers en barres; 27 075 tonnes de tôles; 74 665 tonnes de fils; 15 735 tonnes de clous et pointes fabriqués avec de la

1. *Board of Trade Journal*, octobre 1898.

tôle; 13 744 tonnes de clous et pointes fabriqués avec du fil; 34 038 tonnes de fers et aciers pour construction[1]. Il a été exporté également 580 locomotives. Les instruments d'agriculture ne sont pas compris dans la valeur indiquée ci-dessus.

Inversement, les importations de produits sidérurgiques aux États-Unis ont considérablement diminué. A l'exception du fer-blanc, dont l'importation est encore facilitée par un drawback, les États-Unis achètent maintenant fort peu de produits européens. En 1880, ils importaient pour 416 695 615 francs de fers et aciers bruts ou manufacturés, et en exportaient pour 78 511 721 francs. En 1898, les exportations ont atteint 428 756 629 francs, et les importations sont tombées à 64 613 439 francs, c'est-à-dire qu'en huit ans, le rapport des importations aux exportations se trouve renversé.

En 1897, en 1898 et surtout pendant les premiers mois de 1899, les maîtres de forges et constructeurs anglais ont été fort émus par ce commencement de la formidable concurrence américaine sur leur propre marché où ils n'avaient subi jusqu'alors que le caprice de la concurrence continentale. Il a été embarqué directement pour le Royaume-Uni des quantités considérables de fonte, de billettes, de rails, de tôles, de poutrelles, de machines et de fils en acier ainsi que de tuyaux en fonte. Plus récemment, il a été commandé aux États-Unis 40 locomotives pour deux des grandes compagnies de chemins de fer d'Angleterre et d'Écosse, le « Midland » et le « Great Northern ». Le gouvernement anglais lui-même a commandé à un établissement américain le pont à sept travées de 150 pieds (45 mètres) chacune, pour la traversée de la rivière Atbara dans le Soudan égyptien. Des rails et des locomotives ont été récemment embarqués pour les Indes et l'Australie. Les ateliers Baldwin, à Philadelphie, exécutent une commande de quarante locomotives pour les Indes.

Il n'est pas douteux que les États-Unis continueront à exporter dans le Royaume-Uni et dans les colonies anglaises

1. Il s'agit de tonnes de 1 016 kilogrammes.

tous les produits indiqués ci-dessus et d'autres encore. Les importations anglaises aux États-Unis, du 1er juillet 1897 au 30 juin 1898 (fer-blanc compris), représentent une valeur de 43 355 905 francs et les exportations des mêmes produits d'Amérique en Angleterre ont atteint, pour la même période, 66 055 442 francs; si on considère seulement les produits dont le poids est indiqué, on trouve qu'il a été importé aux États-Unis (fer-blanc compris) 119 189 tonnes et qu'il a été exporté en Angleterre 118 232 tonnes. Les États-Unis, il y a quelques années, étaient le principal client de la Grande-Bretagne pour les produits sidérurgiques : ils vont maintenant vendre sur le marché anglais autant de fer et d'acier qu'ils lui en achètent.

L'avenir immédiat de cette exportation est assuré, quelle que soit la hausse des prix. Quoi qu'il arrive, les États-Unis continueront à exporter en grandes quantités au Canada, au Mexique, aux Indes occidentales et dans l'Amérique centrale. L'excellente qualité des produits américains en fer et en acier et la rapidité des industriels à exécuter les ordres contribueront à maintenir leur commerce en tous produits sidérurgiques, rails, billettes, locomotives et machines, etc. Le jour n'est pas éloigné non plus où les États-Unis construiront pour toutes les nations maritimes les navires de guerre et de commerce en fer et en acier : ils ont déjà bien débuté en construisant des cuirassés de premier rang pour la Russie et le Japon. La prospérité de l'industrie sidérurgique dans tous les pays, au cours de ces dernières années, a été accompagnée d'un relèvement général des prix. Seuls, les États-Unis ont eu une tendance nette à la baisse, ce qui a eu pour effet de confirmer aux industriels américains la possession des marchés lointains dont ils s'étaient emparés.

Pour l'année 1899 et 1900, l'officiel *Board of Trade Journal* (Journal du Ministère du Commerce anglais) est plein de semblables nouvelles. En Angleterre, les Américains ont importé pour 338 mille livres sterling de fers et aciers bruts en 1897, pour 339 mille livres en 1898, et pour 508 mille livres en 1899. A Melbourne,

ils obtiennent une commande de 30 000 tonnes de rails acier; en Chine, ils placent 16 locomotives; dans l'Inde, ils envoient 8 chargements de machines. Les *Baldwin Works* de Philadelphie ont une commande de 150 locomotives pour les Indes, les Antilles et l'Amérique du Sud. Ces *Baldwin Works*, avec leur organisation du travail jour et nuit, peuvent fabriquer aujourd'hui 1 000 locomotives par an; les quatre plus grandes maisons anglaises réunies, Neilson, Dübs, Stewart et Kitson, n'atteignent pas 720. Aussi partout où les commandes pressent, France, Égypte, Tunisie, etc., s'adresse-t-on de préférence à eux. Dans l'Afrique australe, les Américains vendent rails, fils et tuyaux à 20 0/0 meilleur marché que les Anglais; leurs importations y ont presque doublé en une seule année. Dans l'Ouganda, ils enlèvent 36 machines à leurs concurrents d'Écosse et d'Angleterre. En Birmanie, ce sont eux qui construisent le viaduc de Gokteik, qui sera l'un des plus grands du monde, 2 260 pieds de long, 320 pieds de haut : on estime à 3 000 tonnes la quantité d'acier nécessaire. Le chemin de fer de lord Kitchener vers Khartoum est pourvu de 250 wagons américains. Bicyclettes, tramways électriques, machines agricoles, outils, ils vendent en Russie, en Norvège, en Allemagne, en France, tous les articles que l'Angleterre fournissait autrefois [1]. Au mois d'août 1899, il y a sur les chantiers américains 50 navires de guerre, d'une valeur de 200 millions de francs (non compris la cuirasse et l'armement) et plus de 200 navires de commerce; tous les constructeurs américains ont des commandes pour plusieurs années [2].

1. *Board of Trade Journal*, 1899, p. 229, 645, 641, 605, 653; 1900, p. 79.
2. Pour ces chiffres et les suiv., *Annual Statements of the Trade.*

On ne saurait trop réfléchir sur l'importance de ces faits. Cet extraordinaire développement n'est pas particulier aux industries de l'acier et du fer. Les États-Unis ont aujourd'hui les plus riches mines de cuivre et d'argent : tôt ou tard, ils annexeront aussi le travail de ces deux métaux ; ils chasseront, devant leurs articles, les articles similaires de Birmingham ou de Sheffield. Les États-Unis ont les plus grands champs de coton du monde : leur industrie cotonnière naissante expulse peu à peu les fils et tissus de Manchester qui entraient pour près de 5 400 000 livres en 1872 (130 à 135 millions de francs), et qui ne figurent plus aujourd'hui que pour 2 600 000 livres (65 millions de francs) :

Importations de cotonnades anglaises aux États-Unis [1]
(en milliers de livres sterling).

1872	1882	1887	1891	1895	1897
5 337	3 849	2 479	2 457	2 770	2 620

Seuls, les lainages anglais ont encore là-bas une nombreuse clientèle, et, bien que leurs importations aient baissé beaucoup depuis 1872, elles se maintiennent encore à un niveau assez élevé :

Importations de lainages anglais
(en milliers de livres sterling).

1872	1882	1887	1891	1895	1897
7 036	2 995	4 237	3 477	6 853	3 545

La baisse énorme de 1882, due à la crise générale des affaires, la hausse encore plus énorme de 1895, due à l'attente de nouveaux droits sur les lainages étrangers, n'empêchent pas de constater la continuité, mais aussi la lenteur de cette baisse...

1. *Board of Trade Journal*, août, p. 166.

*
* *

Et maintenant, que l'on essaie de prévoir les résultats probables du panbritannisme pour l'Angleterre! Le jour où dans le monde on aurait construit un Empire, un Zollverein, ou une Fédération de tous les Anglo-Saxons, peut-on se figurer encore que le plus clair des bénéfices et le plus fort de l'influence irait au Royaume-Uni? Est-il vraisemblable que Londres, Liverpool, Manchester, Birmingham, Sheffield, etc., resteraient les capitales politique, commerciale, industrielle, etc., de cette Union panbritannique? Dans les conditions actuelles, déjà, New-York, Pittsburg, Chicago et la Nouvelle-Orléans ne seraient-ils des pôles d'attraction beaucoup plus forte? Et — sans parler du rayonnement des idées démocratiques, du mépris où tomberait bientôt la vieille Angleterre réactionnaire et aristocratique dans l'estime des jeunes et ardentes communautés anglo-saxonnes, — que sera-ce quand les États-Unis auront terminé leur évolution industrielle, mis en exploitation toutes leurs terres, toutes leurs richesses et toutes leurs forces naturelles? Ils commencent à peine. Du gigantesque bassin houiller qui, sur le revers des Alleghanys, s'étend dans les deux tiers de la plaine immense du Mississipi, c'est à peine si trois points aujourd'hui sont en plein travail : la Pensylvanie (qui, pour le traitement des minerais du Mesabi, durant la seule année 1898, a augmenté de 1 700 mille tonnes sa production de coke), la Virginie occidentale et l'Alabama. Ces trois taches industrielles vont s'étendre et se rejoindre et faire, tout le long des Alleghanys, sur quinze cents kilomètres de long, un Pays Noir,

centuple du Pays Noir anglais. Et quand les États-Unis auront terminé cette évolution industrielle, l'isthme de Panama percé, — c'est une question d'années, de mois peut-être, — les mettra juste au centre de l'Empire « briton », au croisement de toutes les routes anglo-saxonnes, à l'étape médiane entre Londres et Calcutta, entre Liverpool et Sydney, à égale distance de tous les « Britons » d'Europe, d'Asie, d'Australie et d'Afrique. Est-il vraisemblable qu'alors le Royaume-Uni demeure le centre et le régulateur du système briton et conserve dans son orbite toutes les communautés anglo-saxonnes? Les lois de la gravitation ne régissent pas seulement les mondes physiques. Les humanités, elles aussi, sont entraînées presque fatalement, par la masse et par le voisinage, dans la dépendance et dans l'ombre d'autres humanités.

Sans attacher trop de valeur aux comparaisons historiques, il semble que l'histoire de l'avant-dernier siècle peut ici fournir un exemple. Quand la Hollande, reine des mers, maîtresse du commerce universel, grandie par un siècle de travail et de liberté, se fut donné un maître militaire dans la personne de Guillaume III; quand ce maître, pour résister à la France catholique de Louis XIV, eut combiné et accompli la grande union protestante, le « panprotestantisme » occidental; quand il eut réalisé l'Empire maritime en annexant la couronne royale d'Angleterre à sa couronne hollandaise de stathouder, — vingt ans ne s'étaient pas écoulés que l'influence, la richesse, le commerce, la puissance, toute la fortune de la Hollande s'éclipsait derrière le rayonnement de sa trop grande annexion. La Hollande disparut. L'Angleterre prit sa place dans toutes les mers du monde. A

la réflexion, peut-être, on trouvera que la comparaison s'applique ici de tous points : situation, grandeur, état social, politique et commercial, l'Angleterre est aujourd'hui pour les États-Unis ce que la Hollande était pour elle au milieu du XVII[e] siècle.

Si l'on croit inutile ou impossible de regarder si loin, que l'on calcule du moins, chose facile, les bénéfices certains du panbritannisme pour l'Angleterre! Est-ce vraiment à ses manufacturiers, à ses tisseurs, à ses métallurgistes surtout que profiterait le Zollverein anglo-saxon? à quoi bon écarter de l'Inde ou de l'Australie la concurrence de l'Europe, si ce n'est que pour ouvrir la porte plus large à l'invasion de l'Amérique? Qu'est-ce donc que ce danger allemand, que J. Chamberlain et les impérialistes de sa sorte dénoncent depuis quinze ans, qu'ils ont exploité et exagéré pour le besoin et pour la durée de leur réussite, auprès de ce danger américain qu'ils n'avaient pas prévu et que leur sacerdoce impérialiste leur défend d'envisager encore? L'Allemagne, disaient-ils et disent-ils encore, nous vole notre commerce : or le commerce suit le drapeau; donc il faut dresser notre drapeau impérial sur le domaine anglo-saxon. Admettons leur raisonnement, — qui, d'ailleurs, pèche par la base, car nous savons que le trafic ne suit pas forcément le drapeau, — que deviendra dans toutes les colonies et terres anglaises, dans l'Empire briton, le trafic des États-Unis si, déjà envahissant et grandissant sous le drapeau de l'Union, il arbore quelque jour le drapeau de l'Empire?

Il suffit de voir comment en usent déjà certaines colonies. La Trinité, colonie anglaise, trouve pour son cacao et surtout pour ses sucres un meilleur marché en Amérique qu'en Angleterre. La Trinité

négocie un traité de réciprocité avec les États-Unis. Elle n'a pas le droit de leur faire de meilleures conditions qu'à la métropole; mais elle leur fait les mêmes sur le papier. En réalité, elle combine un nouveau tarif applicable à toutes les importations, qui dégrève sensiblement les articles fournis en plus grande quantité par les États-Unis et qui charge les produits apportés d'ordinaire par les navires de la métropole. Les droits sur les tissus de coton et sur la quincaillerie passent de 4 à 5 0/0 *ad valorem* : c'est 1 0/0 de plus par an qu'auront à payer les 6 ou 700 000 livres d'affaires que Birmingham et Manchester font chaque année à la Trinité. Par contre, les viandes, le poisson et le blé sont dégrevés : il se trouve que l'Amérique en fournit les trois quarts. Les Chambres de commerce du Royaume-Uni protestent contre cet arrangement [1]. Malgré tout le zèle du secrétaire aux colonies, J. Chamberlain lui-même, auquel elles s'adressent, elles savent d'avance, par l'exemple des Barbades, que la métropole est impuissante à corriger ces caprices coloniaux.

Les Barbades soumettent à l'approbation de la couronne une convention commerciale qu'elles viennent de signer avec les États-Unis (mai-juin 1899). Cette convention admet en franchise certains articles importés principalement ou même uniquement d'Amérique. Comme la Trinité, les Barbades ont besoin d'un marché plus rémunérateur et plus voisin que la métropole pour leur riz et surtout pour leur sucre et leurs mélasses. A Londres, les Antilles anglaises ne peuvent plus lutter contre les sucres du

1. Manchester Chamber of Commerce, *Monthly Record*, octobre 1899.

Continent : leurs importations depuis trente ans ont baissé dans la proportion de dix à un :

Importations des sucres et mélasses des Antilles anglaises
(en milliers de livres sterling).

1871	1881	1891	1895	1896	1897
4 430	2 248	317	499	559	338

Les Barbades dégrèvent donc les produits américains, qu'elles échangent contre leurs sucres. Mais cette diminution de droits met en déséquilibre leur budget, qu'il faut rétablir par une augmentation de 50 0/0 sur d'autres articles importés principalement ou presque uniquement d'Angleterre. Les correspondants et entrepositaires de Manchester se plaignent à sa Chambre de commerce, qui adresse une réclamation au secrétaire des Colonies, J. Chamberlain. Celui-ci trouve une excuse dans le fait qu'il n'a pas encore en main le texte même de la convention. Mais il ajoute : « Toutes les diminutions concédées aux articles américains sont aussi concédées aux similaires anglais. Or les législatures coloniales ont absolument le droit de régler à leur guise leurs tarifs douaniers, sous la seule restriction que la métropole et ses autres colonies doivent jouir du traitement de la nation favorisée. Tant que les Barbades n'établissent pas de tarif différentiel en faveur des seuls produits américains, la couronne ne saurait intervenir officiellement : elle peut offrir des conseils, mais non imposer des ordres[1]. »

Pense-t-on qu'une fédération *britonne* servirait dans les Antilles anglaises le commerce anglais ou le commerce américain? On dira peut-être que les

1. Manchester Chamber of Commerce, *Monthly Record*, juillet 1899.

Antilles ne sont qu'une infime partie de l'Empire, qu'elles se trouvent, de par leur situation, dans des conditions toutes spéciales, et que cet exemple isolé et particulier ne saurait valoir pour l'ensemble. Mais le Canada, qui est un des gros morceaux de l'Empire, est dans la même situation géographique que les Antilles, et il sera bientôt dans la même situation économique. Physiquement et commercialement, il est et deviendra de plus en plus une dépendance des États-Unis. La politique actuelle l'en sépare; mais combien de temps une politique peut-elle durer contre des intérêts évidents et majeurs? Lorsque les canaux creusés ou élargis auront fait de New-York le vrai port de toute la région des Grands Lacs, cette dépendance géographique sera plus étroite encore. Et quand l'évolution industrielle terminée aura fait reculer dans les États-Unis du Centre et de l'Ouest les champs de blé, les pâturages et les forêts, devant les cheminées d'usines, les trous de mines et les faubourgs industriels, alors le Canada, exportateur de blé, de bois, de beurres et de fromages, deviendra pour le Pays Noir américain ce que le Danemark, la Norvège, la Hollande et la France sont aujourd'hui pour l'Angleterre Noire, — le vivandier, le fournisseur quotidien. Aujourd'hui le Canada est la plus fidèle, la plus nationaliste des colonies anglaises : c'est que le Royaume-Uni est le meilleur de ses clients [1] :

Exportations canadiennes (milliers de dollars).

Années.	Angleterre.	États-Unis.	Autres Pays.	Total.
—	—	—	—	—
1868......	17 906	22 388	5 249	45 543
1878......	35 860	22 131	7 751	65 640
1888......	33 648	37 322	7 328	78 298
1898......	93 065	34 362	12 494	139 921

1. Pour ces chiffres et les suivants, *The Board of Trade Journal*, novembre 1899, p. 529 et suiv.

Mais il n'en a pas toujours été ainsi : en 1888, c'étaient les États-Unis qui consommaient la majeure partie des produits canadiens. Les tarifs protecteurs de l'Union américaine, seuls, ont détourné vers le Royaume-Uni les exportations canadiennes. Supposons l'Empire établi et les barrières douanières supprimées ou abaissées entre pays « britons » : le commerce canadien reprend sa pente naturelle et c'est vers New-York et non vers Londres qu'il trouve ses débouchés. A défaut de l'Empire, le développement naturel des choses amènera le même résultat : on aura bientôt, juxtaposés dans ce continent américain, un grand pays industriel et un grand pays de culture et d'élevage. L'Ouest américain fournira toujours la viande et le blé nécessaires aux charbonniers et métallurgistes de l'Est. Mais le beurre, le lait, le fromage?

Exportations canadiennes (milliers de dollars).

Années.	Fromages.	Beurres.	Bois.	Blés.	Total général.
1868....	620	1 698	12 506	2 284	20 278
1898....	17 572	2 046	22 683	5 485	56 224

Est-il besoin de recommencer la même démonstration pour l'Australie et pour l'Inde? Aujourd'hui si lointaines, quand il faut encore prendre la route de Gibraltar et de Suez, ne seront-elles pas toutes proches une fois le canal de Panama ouvert? Aujourd'hui si dépendantes de la métropole pour leurs ventes de matières premières, laines, riz, soie, etc., ne trouveront-elles pas un marché bien plus vaste et bien plus régulier chez les 80 ou 100 millions d'Anglo-Saxons d'Amérique que chez les 35 ou 40 millions d'Europe, — toutes conditions étant devenues égales d'ailleurs, c'est-à-dire l'industrie américaine ayant comme l'industrie anglaise atteint son apogée? Et le

jour où l'Empire briton ira vendre aux États-Unis la majeure partie de ses matières premières, n'est-ce pas aux mêmes États-Unis que, forcément, il fera ses majeures commandes de produits ouvrés?

En 1888, la conception impérialiste de J. Chamberlain pouvait donc sembler le dernier chef-d'œuvre de la politique anglaise et du « radicalisme constructif ». Elle paraissait radicale à la manière anglaise, c'est-à-dire profondément utilitaire. Ceux qui la regardaient de plus près, sentaient bien que son appel à la force et son désir de monopole, son immoralité dans les moyens et dans le but, l'excluaient du vieil héritage humanitaire et pacifique des premiers radicaux et de leurs continuateurs, les Bright, les Cobden, les Mills et les Bentham. Mais la foule, qui voit surtout les apparences, se laissa prendre aux beaux semblants du nouveau culte et aux belles paroles de son grand prêtre. Et dix ans ne sont pas écoulés que les apparences se fendillent et s'écaillent. Cette union anglo-saxonne, qui devait parer au danger allemand et rétablir les affaires de Birmingham, de Sheffield, de Leeds, de Liverpool, de toute l'Angleterre noire, cet Empire panbritannique, inconcevable et impossible à faire ou à défendre sans le fraternel appui des Britons d'Amérique, voici qu'il va créer ou grandir un danger américain, devant quoi le péril allemand ne semble plus que pauvre misère. Et cet apôtre du radicalisme constructif, ce disciple des grands dissidents, qui « venait de Birmingham, c'est-à-dire de la ville entre toutes où le radicalisme agressif a son centre, de la ville qui toujours se distingua par ses sympathies démocratiques [1] », ce grand patriote qui sacrifia ses

1. J. Chamberlain, discours de Cardiff, 6 juillet 1886.

amitiés les plus chères et qui abandonna son parti et son chef plutôt que de laisser porter atteinte à l'unité intégrale de la patrie, voici que, ministre des colonies, il apparaît comme le plus gros actionnaire des Compagnies à charte, comme le conseiller et le complice des Jameson et autres bandits internationaux, comme l'instrument des *promoters* et des *monopolists*, des lanceurs et accapareurs d'affaires.

Car il devient probable, il deviendra certain bientôt, que l'Empire doit enrichir, aux dépens de la communauté britannique ou humaine, quelques bandes de spéculateurs : les aristocrates et les capitalistes y trouveront leur proie. Mais penser désormais qu'un profit immédiat ou durable en serait acquis au peuple travailleur semble déjà une pure folie, et croire que la grandeur matérielle et morale de l'Angleterre en serait accrue, ce sera, avant quelques mois peut-être, fermer les yeux à l'évidence. Laissons les quantités morales qui ne se chiffrent et ne se pèsent pas. Mais comment ne pas voir que Londres, capitale de la Grande-Bretagne, ne serait plus qu'une ville secondaire de la Plus Grande-Bretagne, que la grande Londres du XIX[e] siècle deviendrait l'Amsterdam, ou peut-être même la Venise, la Carthage, la Tyr du XX[e]? Comment ne pas calculer qu'entraîné par la situation de ses différents domaines, par la convergence de ses intérêts, par son culte du succès et de la grandeur énorme, par son estime de la richesse solide et de la force, par son amour de l'utilité présente et rapide, le peuple de cette Plus Grande-Bretagne chercherait et trouverait ailleurs que dans la pauvre vieille petite et lointaine Angleterre le centre de ses affaires, de ses plaisirs, de ses ambitions, de ses ententes et de ses rivalités?

Les passions et les préjugés de la foule, habilement suscités et exaspérés par ses chefs d'aujourd'hui, l'empêchent de tourner les yeux vers ces probabilités encore vagues; les regards des travailleurs courbés sur la tâche quotidienne ne peuvent embrasser ces lointains horizons. Mais faut-il croire que dans cette libérale et pacifique Angleterre des anciens radicaux, des vieux dissidents, il ne se trouvera personne pour relever et « brandir la bannière du progrès, en dépit du découragement temporaire et malgré la défaite, temporaire elle aussi »? Contre cette coalition des classes et des idées parasites, qui gouvernent aujourd'hui, contre les apôtres de la force et les sectateurs de l'argent, contre « le prêtre et le propriétaire, la terre et l'église, la noblesse et la ploutocratie, tous coalisés en vue de repousser la marée démocratique et de renverser le courant de la pensée populaire [1] », contre cet unionisme des vieilles passions et des vils intérêts, l'esprit de Manchester ne suscitera-t-il plus quelque nouvel élan?

La guerre africaine terminée, quand la revanche des premiers revers et la paix rendront quelque lucidité à cette nation blessée dans son orgueil, affolée dans ses appétits de sang rouge et d'or clair, quelque disciple, fidèle celui-là, des Bright ou des Cobden, en faisant le bilan actuel et futur de l'impérialisme, pourra prêcher de nouveau la vraie croisade radicale. Le sermon alors sera plus facilement écouté qu'aujourd'hui. Mais on peut dire qu'il est tout fait déjà. Texte et arguments, il se trouve au long, tout entier, dans les rapports officiels des consuls, ambassadeurs, gouverneurs et autres officiers de la couronne

1. J. Chamberlain, *discours cité*.

aux colonies ou à l'étranger. Nous connaissons déjà la réponse des négociants anglais de Rio-de-Janeiro : « Notre commerce est-il en baisse? leur demandait le consul anglais. — A n'en pas douter, répondent-ils. Il est incontestable que les affaires de l'Angleterre dans le monde traversent une crise, et qu'il lui faudrait aviser au moyen de reprendre, de garder et d'étendre sa clientèle. Mais ce moyen n'est pas dans l'appropriation du monde aux besoins anglais; ce n'est pas le monde qu'il faut changer; c'est l'Angleterre, *to develop British trade, the change must commence at the other end, — in England*[1]. » Voilà le vrai texte et le vrai sujet du vieux sermon radical : « Que faut-il pour sauver l'Angleterre et pour la conduire sûrement au bonheur, au profit? La réforme, encore la réforme, et toujours la réforme. Il est inutile de révolutionner le royaume ou le monde : réformez-vous, réformons-nous. Il est puéril de mettre son espoir dans la force et dans l'oppression, *force is no remedy* : réformons-nous. Ce qui tue le commerce actuel, c'est déjà ce qui affamait l'Angleterre de 1830, c'est ce *conservatisme insulaire* que dénoncent tous nos consuls[2], c'est cette *insularity*, ce *jingoisme*, ce nationalisme, qui de plus en plus nous éloigne du reste de l'humanité et dont l'impérialisme, le *fair trade* et le panbritannisme ne sont que la dernière florescence. Jetons par-dessus bord ce poids inutile qui nous coule, et le vaisseau flottera comme aux jours d'autrefois. Réformons-nous. Gouvernement, société, industrie, commerce, hommes et choses, l'Angleterre, depuis vingt-cinq ou trente ans, n'a rien

1 *Blue Book*, C-4621, p. 109.
2. *Annual Series*, nos 1901, 195, etc.

voulu changer. Autour d'elle le monde évoluait et marchait, et le monde aujourd'hui la dépasse. Réformons-nous; il en est temps encore. Mais ne compromettons pas ce qui nous reste de forces et de santé par ce traitement empirique que nous vantent et que nous vendent les charlatans de l'Empire. Essayons encore du vrai remède qui depuis un siècle nous a si bien réussi. Patiemment, méthodiquement, sans secousses et sans cris, allons aux réformes les plus urgentes. Ces réformes, tous les rapports de nos consuls et de nos gouverneurs coloniaux nous les indiquent. En deux gros Livres Bleus [1], comme pour nous donner des armes contre lui-même, ce gouvernement unioniste, alliage du « vieux stupide parti » et des jeunes bandes monopolistes, nous a remis tous les arguments de chiffres et de faits qui montrent la nécessité de cette réforme politique et sociale. »

1. C-8449, *Trade of the British Empire and Foreign Competition*; C-9078, *Opinions of H. M. diplomatic and consular officers on British trade*

LE RATIONALISME ALLEMAND

I

Quel est le plus grand de nos intérêts? C'est le commerce impérial... Nous avons devant nous un grand exemple dans la création de l'Empire allemand.

J. Chamberlain au *Canada Club*, 25 mars 1896.

C'est la prospérité de l'Allemagne impériale qui fit le succès de l'impérialisme anglais. L'influence de J. Chamberlain est sortie de la Commission Parlementaire de 1885 « sur la Baisse du Commerce », où les gens d'affaires s'étaient plaints si vivement de la concurrence allemande : « Qu'était l'Allemagne, industriellement, financièrement, avant Sadowa, avant Sedan, avant l'Empire? répètent encore aujourd'hui les impérialistes. Dépendante de nos hauts fourneaux et de nos Pays noirs pour ses fers et pour ses houilles, de nos usines pour les produits ouvrés, de nos tissages pour le vêtement, de nos entrepôts pour les épices et denrées exotiques, de nos navires pour le trafic, bref notre cliente et, commercialement, notre vassale, l'Allemagne dépendait encore de nos Bourses et de nos Banques pour ses emprunts et même pour ses transactions. Sadowa,

Sedan, l'Empire, l'ont affranchie. La « Plus Grande » Allemagne politique est devenue aussi une « Plus Grande » Allemagne commerçante, fabricante, capitaliste. En beaux et valides écus, elle recueille aujourd'hui les fruits de la victoire. L'Empire ne donne pas seulement des lauriers. L'expérience allemande prouve donc qu'il nous faut aussi un Empire et un *Zollverein* protecteur. »

Voilà, en somme, tout le fondement de la théorie impérialiste. Mais cette prétendue expérience allemande, l'a-t-on jamais contrôlée pour y démêler sûrement les effets et les causes? L'Allemagne est-elle vraiment si prospère? et est-elle si prospère parce qu'elle est impériale? N'interrogeons là-dessus que des témoins non suspects d'ignorance ou de partis pris. Ces témoins existent dans les deux séries de rapports consulaires anglais, *Annual Series* et *Miscellaneous Series*, — à l'impérialisme anglais nous n'opposerons que des témoignages britanniques, — et dans les deux *Blue Books*, C-8 449 et 9 078, où le *Foreign Office* et le Ministère des Colonies ont réuni les opinions des ambassadeurs, consuls, gouverneurs coloniaux et autres officiers de Sa Majesté à l'étranger ou aux colonies.

*
* *

La prospérité de l'Allemagne par l'essor de son industrie et de son commerce ne peut être contestée. Quelques *jingoes* l'ont mise en doute. J. Chamberlain, à qui toute thèse est bonne selon les auditoires, pourvu qu'elle suscite un instant les gros rires des électeurs, disait un jour à ses gens de Birmingham :

L'Allemagne est, dit-on, redoutable (*Rires*). L'Allemagne contremine notre industrie. L'Allemagne ronge notre com-

merce comme la mer ronge nos côtes (*Rires*). Je ne crois pas que la mer ronge toutes nos côtes (*Gros rires*). Si l'Allemagne rongeait si fort notre commerce, nos exportations chez elle devraient diminuer et les importations allemandes chez nous augmenter. En 1885, les exportations de produits nationaux s'élevaient pour l'Angleterre à 213 millions de livres sterling, en 1894, à 216; pour l'Allemagne, à 143 en 1885, à 148 en 1894. En 1885, l'Angleterre exportait en Allemagne pour 26 millions de produits nationaux, et en recevait 21 millions; en 1895, vous avez une exportation anglaise de 33 millions pour une importation allemande de 27 millions de livres. Le trafic a donc augmenté des deux parts; mais cette augmentation a été de 7 millions pour l'Angleterre, de 6 millions seulement pour l'Allemagne [1].

De tels sophismes peuvent ragaillardir la vanité anglaise. Ils servent surtout à « suggestionner », suivant le mot d'un consul [2], l'émulation allemande. Modestement, la Chambre de Commerce hambourgeoise adopte les chiffres et les raisonnements du ministre anglais et, dans son rapport annuel, elle en tire de nouvelles incitations à l'effort :

On ne saurait trop mettre le public allemand en garde contre certaines statistiques anglaises, dont les exagérations systématiques et voulues tendent à prouver que l'industrie et le commerce allemands vont chasser leurs concurrents anglais du marché universel. En réalité, les chiffres véritables sont cités par le ministre des Colonies anglais. La Grande-Bretagne, moins peuplée que notre Allemagne, est encore de beaucoup en avance sur elle. Manchester, Birmingham et Glasgow sont toujours les capitales industrielles de l'Europe, et le commerce allemand lui-même ne peut encore se passer de la Grande-Bretagne. Elle a toujours une longue avance, grâce à ses chantiers

1. Discours à Birmingham, 13 novembre 1896.
2. Consul de Francfort, *Annual Series*, n° 2312, p. 1.

maritimes, à sa flotte marchande, à son réseau de voies ferrées, à son système de grandes villes bien aménagées, grâce surtout à son empire colonial, qui lui assure un immense marché où l'Allemagne n'a que peu de clientèle. Gardons-nous donc de toute exagération chauvine et réunissons toutes nos énergies pour faire de nouveaux progrès [1].

L'Allemagne sait qu'elle n'est pas encore l'égale de l'Angleterre. Mais elle espère qu'elle le deviendra : « Il y a quelques années, écrit le consul anglais de Francfort, l'opinion allemande se souciait peu des grandes questions économiques internationales. Aujourd'hui l'idée d'une politique commerciale pour la conquête du monde entier gagne les masses : la diffusion de cette idée jusqu'aux cerveaux populaires est peut-être le résultat le plus visible de l'année 1898 [2]. » A regarder le passé, cette ambition allemande ne peut sembler que très raisonnable. Si l'on s'en tient aux statistiques absolument sûres des dix dernières années, le progrès continu a été merveilleux :

Valeur en milliers de marcs (1 250 francs).

	1889	1893	1895	1897	1898	1899
	—	—	—	—	—	—
Importations....	4 087	4 134	4 246	4 864	5 437	5 495
Exportations....	3 256	3 244	3 424	3 808	4 001	4 151

Dans toutes les branches, ajoute le consul de Francfort [3], l'état des affaires, pour toute la contrée, témoigne de l'énorme progrès économique durant ces vingt-cinq années dernières. Il est difficile de décrire avec quelle rapidité et quel ensemble les usines de toutes tailles, moyennes, grandes, immenses, ont été créées. Un observateur qui aurait étudié les conditions de vie moyenne en Allemagne,

1. *Annual Series*, n° 1934, p. 22; n° 1942, p. 240.
2. *Annual Series*, n° 2122.
3. *Annual Series*, n° 2312.

il y a vingt ans, et qui reviendrait les étudier aujourd'hui, ou, plus simplement encore, un voyageur qui aurait visité les villes allemandes vers 1860 et qui les reverrait aujourd'hui, serait étonné des énormes changements. La plupart des villes ont été plus richement et plus artistement reconstruites; toutes ont à montrer quelque nouvelle rue, quelques nouveaux quartiers, quelques grands palais d'affaires. Allemagne du Nord et Allemagne du Sud, c'est partout la même preuve des gigantesques efforts pour aller de l'avant, partout la même ambition d'évincer les compétiteurs. La population, en moins de treize ans, a augmenté de six ou sept millions d'individus, dont quinze cent mille à peine sont allés à l'agriculture. Les champs monopolisés par les féodaux ne peuvent pas nourrir une population beaucoup plus forte et l'utilisation des machines agricoles empêche de ce côté l'augmentation de la main-d'œuvre. C'est le commerce et l'industrie qui ont nourri le surplus, soit environ 1 500 000 individus pour le commerce, et plus de quatre millions pour les industries de toutes sortes. Le mouvement des chemins de fer, les dividendes des grandes compagnies, le nombre des entreprises nouvelles, tout accuse la même marche ascendante. Un tableau des cinquante-deux sociétés sidérurgiques et houillères les plus importantes montre leurs dividendes passer de 5,45 p. 100 en 1894, à 7,59 p. 100 en 1895, à 10,68 p. 100 en 1897. La production de charbon était de 35 millions de tonnes en 1869 : elle dépasse 115 millions aujourd'hui. Celle de fonte n'était pas de 1 500 000 tonnes en 1869 ; elle dépasse neuf millions aujourd'hui. Au cours de 1897, 254 compagnies mettaient en œuvre un capital total de 380 millions de marcs, au lieu de 182 compagnies seulement en 1896, au capital de 270 millions, et de 92 compagnies en 1894, au capital de 88 millions. Les banques allemandes syndiquées ont conquis un grand nombre de places étrangères et entrepris au dehors toute une série de grands travaux : les voyages de l'empereur Guillaume en Turquie ont tourné un grand nombre de capitaux vers les entreprises d'Asie Mineure.

Je commençais mon rapport sur l'Allemagne en 1897 en

disant que cette année avait été au plus haut point un grand succès et que « toutes cheminées fumantes » pourrait être sa devise. L'année 1898 mérite les mêmes notes, mais un peu meilleures encore. Mines, houillères, usines, bureaux, tous ont eu plus d'affaires que jamais. La confiance générale n'a fait qu'augmenter. Le temps est loin où, dans son rapport sur l'Exposition de Philadelphie (1876), le professeur Reuleaux déclarait que l'Allemagne ne pouvait produire que de la mauvaise camelote à bon marché, *cheap and bad.* A coup sûr, dans le concert de louanges d'aujourd'hui, il y a de l'exagération, comme il y en avait dans le verdict du professeur Reuleaux. Mais, tout en se gardant de glorifier l'industrie allemande aux dépens de l'industrie britannique, l'Angleterre peut, sans réserves, croire au succès de l'Allemagne [1].

England may unreservedly admit Germany's success. Nous avons là un témoin autorisé, désintéressé, mis en garde et mettant en garde contre toute exagération, — *one ought to be on one's guard against glorifying Germany at the expense of British industry* : — voilà donc la réponse à notre première question. Tous les autres consuls anglais parlent de même. Celui de Berlin conclut : « Ce serait une absurdité et une duperie de croire à un arrêt du commerce allemand ou de mépriser ce rival comme un compétiteur indigne du commerce britannique [2]. »

* * *

Donc l'Allemagne est prospère. Sa prospérité, qui peut devenir un danger pour le commerce anglais, date de vingt-cinq ans environ. Elle est postérieure à l'Empire. Elle n'a grandi que sous lui. N'a-t-elle grandi que par lui? L'Allemagne doit-elle cette pros-

1. *Annual Series*, n° 2312.
2. *Annual Series*, n° 2344.

périté à l'Empire, c'est-à-dire à l'unité, à l'organisation militaire et à la protection ? Car ce sont là, pour les impérialistes anglais, les trois caractères essentiels de l'Empire, *Imperial Federation*, *Imperial Defence*, *Fair Trade*, Fédération constitutionnelle, Contribution militaire, Zollverein protecteur. L'attaché commercial à Berlin, M. J.-A. Crowe, disait devant la grande Commission d'enquête en 1885 [1] :

Quand l'Allemagne, en 1866, devint une nation confédérée, elle prit conscience qu'elle était une nation, et elle sembla prendre aussi la résolution de faire bien les choses qu'elle n'avait pas encore faites. Elle voulut fonder des usines. Elle voulut avoir sa voix dans le monde commercial aussi bien que politique. 1870 grandit encore ces sentiments, qui depuis n'ont jamais cessé. La politique coloniale allemande n'est qu'un résultat de ce même sentiment national, qui veut prouver au monde que l'Allemagne est bien une grande nation capable de fabriquer et d'exporter.

L'unité nationale a certainement amené la prospérité allemande. Du moins, elle l'a rendue possible, d'abord en permettant au peuple d'y songer : tant que le peuple allemand n'eut pas son Empire, il fut incapable d'autre souci. De 1804 à 1866, l'unité nationale pendant soixante ans occupa toutes ses pensées. Il ne put rêver et combiner que préparatifs politiques ou militaires. En 1870, l'Empire réalisé rendit leur place à d'autres ambitions qu'avait connues l'Allemagne d'autrefois : l'Allemagne hanséatique et des villes libres, l'Allemagne trafiquante reparut derrière l'Allemagne impérialiste. C'est indubitablement parce que l'Empire ne hantait plus ses jours et ses nuits, qu'elle put se remettre aux affaires, — première leçon

1. *Blue Blook*, C-4621, p. 65.

que pourraient méditer les impérialistes anglais... Et l'Allemagne hanséatique ne reparut qu'aux dépens de l'Allemagne impérialiste. Car l'Empire pangermanique n'est pas encore réalisé : tous les peuples de langue et de race allemandes ne sont pas enclos dans les frontières impériales. L'Allemagne actuelle songe-t-elle sérieusement à les incorporer? Qui formule aujourd'hui les revendications pangermanistes de la « Plus Grande » Allemagne? De temps à autre, quelque vieil unitaire de 1848, quelque docteur-professeur attardé aux conceptions moyenâgeuses ou romaines. Mais l'Allemagne trafiquante s'en est détournée, comme si la vie d'un peuple ne pouvait contenir à la fois le Commerce et l'Empire. Alors, que signifient les belles formules de J. Chamberlain : « L'Empire, c'est le commerce, *Empire is Commerce* »?

L'unité nationale fut, il est vrai, d'un autre secours pour la prospérité matérielle. Les succès nationaux, les victoires sur l'Autriche et sur la France, réveillèrent dans le peuple l'orgueil de race, la confiance en la valeur de tous et de chacun, le sûr espoir que désormais tout leur était possible, et la volonté de faire des choses que l'Allemagne émiettée ne faisait pas ou ne faisait plus. Industriels ou commerciaux, pour tous les succès de ce monde, un peu de confiance en soi est nécessaire, et les Allemands de 1860 en manquaient vraiment trop. Mais l'Angleterre de 1900 en a-t-elle aussi sûrement besoin? L'affaire du Transvaal ne prouverait-elle pas que trop de confiance est également fatal? Ne voit-on pas qu'en somme, tout ce que l'unité a valu aux Allemands, les Anglo-Saxons le possèdent déjà en surabondance? L'unité, d'ailleurs, n'a pas causé vraiment la prospérité germanique : elle n'a fait que la rendre possible.

Serait-ce dans la force militaire, autre forme du rêve impérial, qu'il faudrait chercher cette vraie cause?

L'Angleterre commerçante a contre le militarisme une méfiance qui lui rendra longtemps encore inacceptable le service obligatoire. Si cette méfiance pouvait être calmée par les prédications de lord Rosebery [1] et des docteurs en jingoisme, il devrait suffire aux travailleurs anglais de méditer l'exemple d'un autre voisin : ils peuvent, sans grands renforts de statistiques, constater le dépérissement continu du commerce français, depuis trente ans que, pour assurer la défense quotidienne et l'avenir de la vie nationale, nous avons dû endosser le fardeau des charges militaires. Ce commerce fut autrefois énergique et répandu : qu'en restera-t-il avant peu, si des mesures ne sont prises pour concilier ses intérêts avec les nécessités de la défense? L'Empire allemand, depuis 1870, a subi sans doute la nécessité de rester armé et de défendre sa vie; mais il n'a pas donné toutes ses pensées et toutes ses ambitions aux préparatifs et aux rêves de guerre. Il a songé à maintenir aussi les effectifs des armées de la paix : il a toujours été le premier à diminuer l'étendue et la durée du service effectif. Ici encore, l'Allemagne des affaires a fait entendre sa voix : elle a, gagnant beaucoup d'argent, consenti à payer tout ce que son armée exigeait; mais elle a strictement limité les forces, les initiatives, les volontés et, surtout, les années employées au service des armes. Publiquement, la guerrière d'autrefois a répudié tout désir de conquête. Elle a proclamé ses désirs de paix. Ses intentions pacifiques, elle a pu ne pas les imposer encore à la créance européenne; elle

1. Discours à la Chambre des lords, 31 janvier 1900.

a fait mieux : elle les a imposées à la volonté du plus militariste des empereurs. Au maniement de l'Allemagne nouvelle, ce chevalier de la force qu'était Guillaume II, ce petit-fils enthousiaste de « l'inoubliable » soldat, est devenu le placier de marchandises et de capitaux germaniques, que connaît aujourd'hui tout le Levant balkanique et syrien. Il lui faut toujours, — jeux de prince, — des soldats, des canons, des bateaux. Il garde le parler haut et l'intempérance de langue des camps. Trop souvent encore, il fait mine d'assurer son grand sabre. Mais colère, rancune, ambition, jalousie, haine, alors que tous ses sentiments lui mettent contre l'Angleterre la menace à la bouche, toujours il s'arrête avant l'acte, « à cause de son commerce de Hambourg », va-t-il répétant.

C'est à la paix, c'est à vingt-huit années de paix, disent tous les consuls britanniques [1], que l'Allemagne doit tout d'abord sa fortune. La paix seule lui a économisé les énormes recrues de bras qui font sa première supériorité. Bon an mal an, elle a gagné par l'excédent des naissances de 500 000 à 700 000 travailleurs nouveaux, qu'au temps des reîtres et des lansquenets elle eût tournés vers les guerres privées, publiques, civiles ou étrangères, et qu'elle envoie aujourd'hui à ses usines et à ses comptoirs. — « Mais le militarisme, disent quelques Anglais, a pu faciliter la grandeur de l'Allemagne commerciale, en inculquant à toute la nation les qualités d'endurance et de sobriété, les habitudes d'ensemble et de travail commun, qui sont les vraies forces du commerce allemand [2]. » Qualités, habitudes, qui peut savoir au

1. *Annual Series*, nos 1942, 2104 et 2312; *Miscellaneous Series*, n° 490.
2. *Blue Book*, C-4715, p. 162.

juste quelles conditions nous les inculquent ou les développent en nous? N'est-ce pas plutôt ces qualités et ces habitudes mêmes, antérieures au régime prussien, qui ont fait la possibilité et la force de celui-ci? et si le commerce en a profité comme l'armée, l'Allemagne nouvelle n'a-t-elle pas mis en œuvre bien d'autres énergies que le militarisme comprime ou supprime? Hardiesse de l'entreprise, audace du calcul, confiance en l'initiative personnelle, nous verrons que tous les consuls anglais signalent ces caractéristiques du commerce allemand et leur rapportent le plus gros du succès. Or, cette hardiesse et ce calcul, est-ce vraiment l'obéissance militaire qui les crée ou qui les entretient?

Reste une conception familière à toute l'opinion et à toute la presse britanniques : seuls, la discipline militaire de la nation et le commandement militaire de l'État ont pu créer ce régime *paternal* ou *parental*[1], comme on dit outre Manche, sur lequel, pense-t-on, repose toute la fortune allemande. Souci paternel des gouvernements, ordres paternels des pouvoirs, protection familiale de l'État, d'une part, et, d'autre part, obéissance filiale des sujets, sacrifice fraternel des intérêts contradictoires, union familiale de tous les efforts, — l'Angleterre volontiers se figure qu'un jour, sur un commandement ou sur un mot magique du souverain, la grande famille militaire allemande s'est changée en une famille commerciale et que seules l'Autorité et la Protection sous toutes ses formes leur ont valu la conquête du monde. C'est cette imagination anglaise, qui, généralisée parmi les gens d'affaires, a créé le mouvement protectionniste : le *Fair*

1. *Blue Book*, C-4715, p. 236 et 252.

Trade réclame le secours de l'État anglais, non pour protéger le commerce ou l'industrie nationale, dit-il, mais pour contre-balancer le rôle de l'État allemand et rétablir le *fair play*, le franc jeu [1].

En 1885, la grande Commission parlementaire sur la Baisse du Commerce fut poursuivie de ces réclamations : Birmingham, Sheffield, Liverpool, toutes les industries et tous les commerces en souffrance lui répétaient la même antienne [2]. Après un an et demi d'études (août 1885-décembre 1886), ayant consulté toutes les Chambres de commerce, toutes les grandes compagnies, et les économistes, et les statisticiens, et les consuls, et les attachés commerciaux à l'étranger, etc., la Commission concluait dans son rapport final : « La concurrence de l'Allemagne se fait de plus en plus rude. Dans tous les coins du monde, on peut sentir la persévérance et l'entreprise allemandes. Ils gagnent du terrain sur nous grâce à leur meilleure connaissance des marchés, grâce à leur désir de s'accommoder au goût de chacun, à leur volonté de prendre pied partout et à leur ténacité à garder le pied une fois pris [3]. » Le rôle de l'État allemand n'apparaît pas en tout ceci. La Commission l'avait cherché pourtant : « Quelle sorte de protection l'État allemand accorde-t-il à son commerce et à son industrie? » avait-elle demandé à tous les *Fair Traders*. — Les uns avaient répondu : « Par sa politique coloniale »; d'autres : « Par son système de chemins de fer d'État »; d'autres encore, et plus nombreux : « Par ses tarifs protecteurs ». La majorité, tout simplement, avait allégué les intentions et les propos du prince de

1. *Blue Book*, C-4715, p. 170.
2. *Blue Book*, C-4715, 4797, etc.
3. *Blue Book*, C-4893, p. xx.

Bismarck : c'était Bismarck et la politique bismarckienne qui avaient tout fait; le seul nom de Bismarck servait à tout expliquer[1].

La Commission ne s'arrêta à aucune de ces réponses : elle semble avoir eu raison. En ce qui concerne les tarifs douaniers d'abord : l'essor de l'Allemagne date de 1870; sauf quelques crises, corollaires des crises internationales, il a grandi continûment jusqu'à nos jours. Or, durant ces trente années, le protectionnisme bismarckien n'a pas toujours fonctionné. Jusqu'en 1879, l'Empire et Bismarck furent libre-échangistes. Le brusque revirement de 1879 ne fut pas amené « par le désir de venir en aide à certaines branches de l'industrie au moyen de tarifs ou d'impôts », — ainsi parlait le Chancelier dans son exposé de motifs au Reichstag[2]. C'était la mévente des bois de Varzin, l'invasion des blés russes, les plaintes des hobereaux et grands terriens, bref l'Allemagne féodale et agricole : ce fut surtout la pénurie du trésor impérial, uniquement alimenté par les douanes, qui amenèrent Bismarck à « assurer à l'ensemble de la production allemande un écoulement certain sur notre marché[3] ». Le protectionnisme fut une conception de la « Petite Allemagne ». Réserver à l'Allemagne toutes les énergies allemandes, garder intacte la force allemande, fut toujours le réel souci du prince de Bismarck. L'expansion, soit commerciale, soit coloniale, n'eut jamais son cœur. Il s'y résigna vers la fin de son règne, sentant irrésistibles

1. *Blue Book*, C-4715, p. 236.
2. *Blue Book*, C- 4715, p. 236.
3. Pour tout ceci, je renvoie le lecteur aux beaux articles publiés, dans la *Revue de Paris*, par M. Charles Andler et à son livre *Le Prince de Bismarck* (librairie G. Bellais).

les poussées de la nation. Mais il ne les avait nullement provoquées : il les subissait. Comme dans tout le reste de sa politique, il ne fit que suivre le mouvement national, en le ralentissant pour le maîtriser. Lui disparu, l'industrie et le commerce secouèrent ces entraves protectionnistes qui ne profitaient qu'aux agrariens.

Les libre-échangistes anglais avaient donc raison de dire à la Commission de 1885 que le protectionnisme bismarckien était funeste aux industriels germaniques, — *it is a notorious fact that a great many industries in Germany suffer from it..; so far from benefiting Germany the import duty is actually injurious to German interests*[1]. Les *Fair Traders* calculent néanmoins que seuls les droits de douane, assurant aux manufacturiers allemands le monopole du marché intérieur, leur permirent la conquête des autres marchés, où le commerce allemand leur écoulait à perte le surplus de leurs marchandises[2]. Ce calcul est indigne d'aussi bons commerçants : les droits ne permettaient pas à l'Allemagne industrielle de tels bénéfices intérieurs qu'elle pût longtemps supporter de telles pertes extérieures. Par la suite, d'ailleurs, l'Allemagne fut obligée de revenir presque au libre-échange pour sauvegarder son expansion commerciale.

Le successeur de Bismarck, en 1892, exposa au Reichstag la politique nouvelle, qui, également éloignée du libre-échange et de la protection, devait être, disait-il, une politique *autonome* : « Maintenant que notre industrie a grandi, il faut nous occuper

1. *Blue Book*, C-4715 et 4793, *passim*.
2. *Blue Book*, C-4715, p. 155 et 383.

vant tout de trouver des débouchés... et *d'obtenir dans es meilleures conditions les matières premières en échange e nos produits manufacturés...* Il n'est pas impossible 'arriver à conclure des traités de commerce. C'est nême le moyen de garder la dose de protection nécessaire, en évitant l'incertitude déplorable où le manque de limites contractuelles laisse tous les États européens *qui se laissent entraîner à une véritable course au clocher dans la voie du protectionnisme.* » Et des traités furent conclus de 1891 à 1894 : ils abolirent les droits sur la plupart des matières premières nécessaires à l'industrie; ils réduisirent ces mêmes droits sur les produits alimentaires de première nécessité; « ce ne sont pas là des traités protectionnistes, dit un consul[1] : ils ont pour but unique le développement de l'exportation ». L'Allemagne bismarckienne des hobereaux et des terriens protesta vainement. Ce fut à ses dépens, au profit de l'Allemagne nouvelle, que l'on continua et que l'on continue aujourd'hui encore de gouverner[2]. Cette politique seule a permis le plein essor industriel et commercial auquel nous assistons. Et, pour l'avenir, cet essor même va peut-être imposer un plus franc retour à la politique du laisser-faire. On prépare un nouveau tarif autonome pour remplacer en 1904 les traités qui viendront à échéance. De toutes parts, l'Allemagne industrielle se syndique, se renseigne, réunit ses efforts et ses vues afin de livrer aux agrariens un

1. *Miscellaneous Series*, n° 490, p. 9 : *The agricultural party are dissastisfied with the working of the tariff treaties which, they say, unfairly benefit the industrialists at their expense, by admitting foreign grains at specially low duties, in order to secure better markets abroad for industrial produce.*

2. *Miscellaneous Series*, n° 490, p. 16.

nouveau combat. Le gouvernement promet de rester neutre : il veut, dit-il, veiller à tous les intérêts de l'Empire, mais sans préférence pour aucun des partis... Ce n'est donc pas l'exemple de l'Allemagne qu'il faudrait citer pour exalter les bienfaits de la Protection : si les Anglais veulent être renseignés, les statistiques de la France durant les quinze années dernières leur montreront bien mieux en quel état le protectionnisme met le commerce d'un grand pays.

A défaut des tarifs, les *Fair Traders* allèguent d'autres modes de l'action gouvernementale, primes, subventions, subsides, assistance consulaire et politique coloniale... Toutes ces allégations sont sujettes à critiques. Pour les primes, les seuls sucres allemands en ont reçu : l'industrie sidérurgique laissée à elle-même n'en a pas moins grandi... Pour l'assistance diplomatique, les industriels de tous pays vantent toujours le bonheur de leurs rivaux et dénigrent leur propre représentation consulaire; les Anglais ont suivi cette mode; ils étaient peut-être les seuls à n'en pas avoir le droit. Quand les cris des *Fair Traders* ont amené, en 1896-1897, les nouvelles enquêtes parlementaires à ce sujet [1], il a fallu, comme en 1886 [2], se rendre à l'évidence : rien au monde, pour l'histoire détaillée du mouvement économique en ce dernier quart de siècle, ne vaut les deux séries d'admirables rapports consulaires anglais ou le *Board of Trade Journal* qui les résume : « Le rôle des consuls allemands a été beaucoup moindre que l'on ne croit. C'est aux efforts individuels ou collectifs, et non à l'assistance consulaire, qu'il faut attribuer tout le succès [3]. »

1. *Blue Book*, C- 4779.
2. *Blue Book*, C- 8432, 8962 et 8963.
3. *Annual Series*, n° 1911.

Pour la politique coloniale, c'est l'initiative privée des Godefroy de Hambourg, des Luderitz de Brême, des Bleichroeder et Hausemann de Berlin, qui devança l'action gouvernementale. Ici encore la volonté impériale dut se plier aux exigences du peuple : « Je n'ai pas été un colonial de naissance », répétait le prince de Bismarck, qui ne se mit que très tard à la remorque des grands promoteurs coloniaux... Pour les primes à la construction et à la navigation, « ce ne fut qu'en 1881 que le gouvernement songea à pousser la marine de commerce et il ne passa à l'effet que vers 1885. La loi impériale de 1885 a été successivement étendue; néanmoins, le développement des chantiers allemands est dû presque entièrement à l'énergique initiative des particuliers. Le gouvernement impérial n'a pas largement subventionné ou aidé la construction navale, comme ce fut le cas en d'autres pays. Il n'a payé, en somme, que des subventions postales pour des services de courrier; il avait pour but réel de se former une réserve de marins et de croiseurs disponibles en cas de guerre [1]. »

Voilà ce que répètent à chaque page tous les rapports spéciaux que le Foreign Office a publiés dans ses *Miscellaneous Series* [2], sur *The Maritime interests of the German Empire*, *The Commercial Relations of Germany*, *German Colonies*, etc.; et le plus récent, qui les résume tous, *Development of Commercial, Industrial, Maritime and Traffic interests in Germany from 1871 to 1898*, conclut [3] :

On peut absolument laisser de côté tout ce qu'ont fait les hommes d'État allemands pour aider et guider l'ambi-

1. *Miscellaneous Series*, n° 419, p. 19.
2. Nos 340, 443, 474, 490.
3. *Miscellaneous Series*, n° 490, p. 7 et suiv.

tion de leur peuple. Leurs admirables efforts auraient échoué s'ils n'avaient pas eu dans leur main ce peuple allemand, si admirablement doué pour l'entreprise commerciale, et ce caractère allemand que l'on pourrait définir d'un mot : *thoroughness*, perfection. Dans les affaires, il est achevé, complet. C'est indubitablement grâce à la perfection des méthodes dans toutes les branches du trafic que l'Allemagne s'est élevée au premier rang des peuples commerçants... Dans leur concurrence avec le reste du monde, ce ne sont pas de grands changements qui leur ont donné la victoire; c'est une masse énorme de petits efforts et de petites innovations... Leur prospérité industrielle et commerciale n'est que le résultat direct de l'excellence de leurs méthodes d'éducation, de production et de distribution.

II

Le commerce anglais souffrira de l'Allemagne bien plus durement encore au cours des cinq années prochaines, si les industriels anglais ne veulent pas attaquer les marchés coloniaux et étrangers avec l'énergie, la bonne organisation, les armes toutes modernes et les manières conciliantes adoptées par les Allemands.

Le consul anglais aux Samoas. *Annual Series*, n° 2049.

Il faut marcher avec le temps. Nous ne pourrons rivaliser avec nos concurrents que par l'étude tout à fait soigneuse de leurs procédés, et par la leçon que nous prendrons d'eux, si cette leçon peut être utile.

Le consul anglais à Copenhague, *Annual Series*, n° 1920.

Les succès industriels et commerciaux de l'Allemagne, comme ses succès militaires, sont le résultat tout d'abord de l'éducation : c'est la science, qui, dans tous les domaines, fut la première source de la force allemande. Rompant la première avec le vieil enseignement scolastique ou classique des langues et des antiquités mortes, l'Allemagne a fondé tout un enseignement nouveau des réalités vivantes :

En Angleterre, écrit le consul de Stettin [1], bien des établissements publics ou privés ont commencé un ensei-

1. *Miscellaneous Series*, n° 434.

gnement moderne qui copie le *Realgymnasium* allemand. Mais dans combien d'établissements, en fait, cet enseignement moderne n'est-il pas méprisé des maîtres et, par suite, des élèves, alors que l'enseignement classique passe toujours pour la seule éducation d'un *gentleman*? Combien de jeunes Anglais, au sortir de l'école et à leur entrée dans quelque grande affaire embrassant les marchés du monde, peuvent-ils parler, sinon couramment, du moins passablement, une autre langue que la leur? Ils savent un peu de latin et ils soupçonnent le grec, langues fort utiles aux gens d'Église ou de science, mais qui ne leur ouvrent ni la France, ni l'Espagne, ni l'Allemagne.

L'Allemagne a, de ses enfants, fait les modèles du siècle actuel et non les caricatures des siècles passés. Industrie, commerce, agriculture, chimie, horlogerie, tissage, menuiserie, architecture, mines, cuisine, brasserie, aviculture, horticulture, chaque ville ou chaque district a fait apprendre à ses fils les règles scientifiques du métier dont ils vivraient. Français, anglais, russe, turc, grec, arabe, espagnol, chinois, chaque port ou chaque État a fait, dès l'enfance, parler et écrire à ses futurs commerçants toutes les langues de leur future clientèle. Les *Livres Bleus* sont unanimes sur ce point :

Il ne peut y avoir le moindre doute, écrit encore le consul de Stettin [1], sur l'entière attention que donne la nation allemande aux avantages de l'éducation technique en toutes branches de l'art, des sciences, du commerce et de l'industrie. Elle n'hésite jamais quand il faut procurer quelque moyen d'apprendre quelque chose à ses jeunes gens. Elle s'est mise en état de leur apprendre tout ce qu'ils désirent et, en général, les jeunes Allemands désirent apprendre et font un plein usage de ce qu'ils apprennent.

1. *Annual Series*, n° 2064, p. 14-15.

C'est la première des causes de notre malaise, que les Allemands apprennent bien leurs leçons et qu'ils n'oublient jamais ce qu'ils ont appris.

Et ce consul donne en exemple la ville de Stettin qui ouvre une école de construction pour architectes et ingénieurs de terre et de mer, mais aussi pour contremaîtres, pour maçons, pour fumistes, pour ouvriers de tous genres. Cette école, qui a coûté cinq cent mille marcs et qui a un budget de près de cent mille, offre ses classes à tout le monde du bâtiment : chacun y apprend les derniers perfectionnements de son métier, et, du gâcheur de plâtre aux constructeurs en fer ou en bois, chacun y apprend bien sa leçon, *the Germans learn their lessons well.* L'exemple de Stettin est pris au hasard : toutes les villes, grandes ou petites, pourraient offrir de même leurs écoles techniques, leur *Polytechnicum.* Personne, au reste, ne s'y trompe plus, en Angleterre et ailleurs. Dans un jour de franchise et de bonne foi, l'organe mensuel du *jingoïsme* le plus impérialiste, la *National Review*, se demandait : « Pourquoi les Allemands sont-ils en train de nous battre[1] ? » Et, écartant toutes les autres réponses, elle ne retenait que celle-ci : « C'est par leur éducation supérieure à la nôtre en ses applications, en ses méthodes, en son organisation. C'est par leur armée permanente d'hommes de science. »

Standing army of scientific men, aucun mot plus juste n'a été trouvé pour l'Allemagne nouvelle. La nation tout entière, de l'adolescence à la vieillesse, est enrôlée aujourd'hui dans les corps multiples de cette armée scientifique. Chacun y doit prendre son rang.

1. *National Review*, avril 1897.

Laboratoire, atelier ou bibliothèque, plume, microscope ou marteau, chacun à sa place et avec son outil concourt à l'œuvre commune, au développement pacifique de toutes les richesses nationales. A cette conquête scientifique de la fortune, l'Allemagne apporte les mêmes qualités de consciencieuse précision, de minutieuse recherche, de désintéressement individuel et de travail jamais découragé, que jadis ses docteurs en *us* apportaient à l'étude du moyen âge ou de l'antiquité : « Il n'y a pas de détails, si insignifiants qu'ils soient, que l'on n'étudie pour atteindre un but proposé. Il n'y a pas de peine, si grande soit-elle, que l'on ne prenne pour se rendre maître des moindres minuties. Dans toutes les branches de commerce ou d'industrie accaparées par eux, c'est toujours quelque découverte scientifique qui a fait leur succès; mais ce n'est pas la chance du hasard, ce ne sont même pas les trouvailles du génie qui les conduisent à ces découvertes. Car aucune de leurs inventions n'a été ni géniale ni énorme. C'est une masse de toutes petites innovations, beaucoup plus qu'une grande révolution, qu'ils ont apportées aussi bien dans la production que dans la distribution de leurs articles[1]. » La seule méthode scientifique, c'est-à-dire la patiente expérience et la rationnelle généralisation, a tout fait.

Si pour l'industrie on voulait trois exemples typi-

1. *Miscellaneous Series*, n° 490 : *There is no doubt whatever that in competing with other nations it has been rather in consequence of a mass of small innovations than by great changes that they have succeeded*; — cf. *Annual Series*, n° 1828 : *Germany's gradual rise in the industrial world and the foreign commerce is due not so much to any great changes, improvements or alterations, but to a mass of small variations, innovations and modifications in their methods of dealing with industrial and commercial questions.*

ques, on n'aurait qu'à étudier comment ils ont procédé pour le sucre, la houille et l'acier. Ils ont toujours commencé par se mettre à l'école chez les meilleurs spécialistes. La France, ayant inventé le sucre de betterave, était devenue la première puissance sucrière du monde : en 1870 elle détenait encore le monopole. L'Allemagne alors se met à l'œuvre. Elle constate, après examen et comparaison des cultures françaises, qu'elle possède, comme la France du Nord, un sol et un climat favorables dans le voisinage de ses houillères. Mais son sol est moins fertile; son climat est sensiblement plus rude. La lutte contre les Français va donc être très inégale. Dès 1882 pourtant, les sucriers français commencent à crier misère : les sucres allemands pénètrent jusque sur le marché français. L'enquête ouverte par le parlement français établit quels procédés ont donné aux Allemands cette rapide victoire : la betterave allemande rend en sucre 12 0/0 de son poids; les planteurs français déclarent ne pouvoir dépasser 7 0/0. C'est que, depuis dix ans, les Allemands ont scientifiquement transformé toute l'agriculture :

Le fermier allemand a eu contre lui la même crise agricole que ses confrères du Continent ou du Royaume-Uni. Mais grâce à sa parfaite éducation, *by means of his thorough education* (c'est le mot qui revient à toutes les pages de ces rapports consulaires : *thorough*, *thoroughness*), appuyé sur la science, il est toujours allé de l'avant. Il a appris à augmenter ses récoltes et ses revenus à mesure que les prix baissaient. C'est la science qui, dans toutes les branches de l'agriculture, est venue à son aide : la science lui a enseigné à nourrir son bétail, à nourrir ses plantes, à combiner ses engrais chimiques, à choisir ses assolements, etc. Une des plus sages mesures pour les progrès de cette science agricole a été la fondation d'enseignements agri-

coles dans toutes les vieilles universités. Le succès des Allemands, ici comme ailleurs, est toujours dû à un entraînement parfait et à un enseignement élevé, *to a thorough training and high-class teaching* [1].

Les Allemands ont donc appliqué à la betterave les méthodes scientifiques. Par une culture rationnelle et par une sélection continue, ils ont éliminé les espèces qui rendaient peu en sucre. Double et triple économie dans le travail : sol moins épuisé d'une part, — car sa fatigue est en raison du poids brut produit et non de la teneur sucrière ; — diminution de main-d'œuvre, d'autre part, aussi bien pour la culture et l'arrachage que pour la manutention industrielle. Ajoutez un emploi scientifique d'engrais chimiques très reconstituants et un établissement rationnel d'assolements convenables : la betterave en est encore améliorée et, malgré la culture intensive, le sol ne s'épuise jamais. Ajoutez un très simple calcul : les parties inférieures de la racine valent seules la peine d'être traitées pour le sucre; le reste doit aller à l'alambic pour l'alcool. Ajoutez enfin un procédé scientifique d'épuiser les mélasses... Après douze ans à peine de concurrence allemande, la France, inventrice de la betterave, est dépouillée du bénéfice de son invention. Sa loi de 1884 sur les sucres lui est dictée par l'Allemagne scientifique, reine désormais du sucre et reine, par surcroît, de l'alcool. Car la betterave est allée, pour une part, à l'alambic et elle a demandé comme meilleure compagne d'assolement la pomme de terre, que l'Allemagne des laboratoires s'est mise aussi à distiller.

Faut-il exposer comment cet alcool à son tour

1. *Miscellaneous Series*, n° 452 : *Agriculture in Germany*.

incita les laboratoires à une exploitation nouvelle et fructueuse d'autres richesses endormies dans le sol national? La houille allemande semblait ne pouvoir jamais rivaliser avec les charbons anglais, belges ou même français. Éloignée de la mer et des gisements métallifères, impure, grossière, de piètre ou de médiocre qualité, elle ne pouvait suppléer en Allemagne même ni aux envois de Durham pour les cornues, ni aux envois de Galles pour les chaudières. Les laboratoires allemands prirent cette houille et, l'unissant à l'alcool, ils la changèrent en or. Car ce fut de l'or liquide que tous les produits nouveaux tirés de la houille. Ce fut une révolution scientifique de tous les arts appliqués : pharmacie, droguerie, teinturerie, peinture, vernissage, des médicaments et des couleurs de tous genres sortirent comme par miracle de ces cailloux noirs; le monde fut inondé des anilines, fuchsines, alizarines, antipyrines, benzines, etc., allemandes. Mise en appétit, la chimie allemande s'annexa peu à peu toutes les industries similaires : soude, potasse, chlore, alcali, borax, quinines, glycérines, salpêtre, saccharines, acides oxalique, sulfurique, etc. La France, avant 1870, fournissait toutes les pharmacies du Continent et de la Méditerranée. L'Angleterre exportait, sous la rubrique *alkali*, pour 3 millions de livres sterling en 1873, et voici la baisse de cette exportation depuis trente ans :

Exportations anglaises d'alkali

(en milliers de livres sterling)

1873	1883	1893	1895	1897	1898
2 929	2 124	1 857	1 557	1 279	1 006

Il ne faut pas oublier que ce commerce de la soude est entre les mains des *Fair Traders* de Liverpool, et

si tel commerce similaire des produits tinctoriaux n'a pas subi la même crise [1], c'est que les *Free Traders* de Manchester ont pris en main ces industries et, ne comptant que sur leur énergie et sur leur expérience personnelles, ne demandant rien à l'État ni aux remèdes des charlatans impérialistes, ils ont lutté contre les Allemands par les bons moyens [2].

Exportations anglaises de produits tinctoriaux
(en milliers de livres sterling).

1873	1883	1893	1895	1897	1898
2 767	3 377	4 450	4 790	5 483	5 998

Manchester a envoyé une commission étudier leurs écoles. Elle a institué un *Technical Instruction Committee* permanent [3]. Elle a construit salles de cours et laboratoires. Bref, elle a suivi de tous points les conseils des rapports consulaires : « Le nombre de nouveaux produits chimiques fabriqués par les Allemands est fait pour étonner. La Grande-Bretagne, qui aurait tant de facilités, devrait chercher dans la chimie, — la grande industrie de l'avenir, — des moyens de compenser la baisse de ses industries textile et métallurgique [4]. »

Exportations allemandes
(en millions de marcs).

	1889	1891	1893	1895	1897
Anilines et teintures.....	38,4	44,3	53,2	63,2	67
Alizarine.................	12,5	12,9	11,7	11,6	12,4
Alcaloïdes et antipyrine.	3,7	5,8	6,8	6,12	4,3
Produits de l'aniline.....	4,8	8,4	4,9	6,8	11,5
Quinine.................	6,9	5,7	3,8	5,9	9,3

1. Sous la rubrique *Chemical Products and Dye-Stuffs* et *Painter's Colours*.
2. *Blue Book*, C-4797, p. 1.
3. *Blue Book*, C-8963, p. 23.
4. *Annual Series*, n° 2093.

En 1889, l'Allemagne exportait en produits chimiques, pour 11 millions de livres sterling (275 millions de francs); en 1897, pour 16 millions (400 millions de francs). L'aniline allemande a conquis le monde, dit le *Board of Trade Journal*[1]. C'est que par des perfectionnements incessants, elle a sans arrêt diminué ses prix : les 50 millions de francs exportés en 1889 représentaient 7 millions de tonnes; les 80 millions, en 1897, représentent 18 millions de tonnes. Les seuls procédés scientifiques ont tout fait : Ludwigshafen, Saarau, Dresde, Breslau, etc., ont remplacé les hangars et les manœuvres de l'industrie anglaise par des laboratoires et des chimistes. Leurs contremaîtres sont des savants, qui dans la seule année 1898 ont trouvé moyen de révolutionner cinq ou six industries, acide sulfurique, ammoniaque, saccharine, indigo, etc.[2].

Il faudrait exposer encore leur conquête scientifique de la métallurgie, de la machinerie et de la quincaillerie nouvelles. L'Angleterre avait dû sa fortune au fer et à la vapeur. L'Allemagne conquiert la sienne par l'acier et par l'électricité : toute la lutte sidérurgique va se réduire à cette compétition des vieilles forces et des vieux matériaux contre les forces et contre les matières nouvelles. Ici encore l'Allemagne n'a fait que développer et vulgariser les découvertes

1. Octobre 1898, p. 464.

2. *Annual Series*, n° 2344 (août 1899) : *A great change seems imminent in the manufacture of sulphuric acid. The « Baden Aniline Soda Factory » has patented a most important improvement in the production... There is a report of a newly discovered process in the production of ammoniac.. A new sweetening substance,* sugarine, *which is said to be 500 times as sweet as sugar, has been discovered... Among new manufactures, artificial indigo is decidedly the most important... The discovery of* calcidum *may have much influence on various industries.*

d'autrui. Ce n'est pas elle qui a inventé les procédés de l'acier nouveau. Ce n'est pas elle qui la première a étudié les piles, courants et machines électriques. Mais elle se les est appropriés : « La prospérité industrielle, conclut un rapport consulaire, s'est produite en Allemagne plus rapidement qu'en aucun autre pays, surtout parce que les Allemands ont toujours mis à profit le savoir et l'expérience de leurs devanciers, qu'ils en ont soigneusement étudié les procédés et que presque toujours ils les ont perfectionnés dans le détail [1]. » Bref, ce que durant la première moitié de ce siècle, l'érudition du *docteur philologue* allemand avait fait pour la conquête du monde antique, cette étude minutieuse, patiente, inlassable, à laquelle aucun détail n'échappait et qui savait pourtant reconstruire les ensembles, — nous la voyons aujourd'hui transportée dans la conquête du monde moderne par l'industrie du *docteur ingénieur*.

* * *

Pour le commerce, leurs efforts et leur œuvre scientifique ont été plus grands encore peut-être. C'est toute une tactique nouvelle qu'ils y ont introduite, et les consuls anglais, depuis dix ans, conseillent inutilement à leurs nationaux de méditer cette *business tactics*, qui ne fut que le résultat de longues et patientes études théoriques et pratiques.

L'Allemagne d'abord s'est outillée d'écoles commerciales [2] : élémentaires, secondaires, supérieures, elle en a aujourd'hui pour toutes les classes de négo-

1. *Miscellaneous Series*, n° 490, p. 30. Cf. *Annual Series*, n° 2312, p. 32 : l'introduction des procédés américains pour les cuirs.
2. *Annual Series*, nos 1942 et 2122 ; *Miscellaneous Series*, n° 340.

ciants. L'État n'a presque rien fait. Le monde des affaires, surtout en Prusse, s'est souvent plaint de cette indifférence. Ce sont les gens d'affaires qui ont réclamé un enseignement rationnel. Ce sont les efforts des Chambres de commerce ou de l'*Association germanique pour l'Éducation commerciale*, qui ont installé ce triple enseignement pour employés, petits commerçants et chefs de maison. Ces efforts unanimes n'ont jamais cessé depuis trente ans. La Haute École de Leipzig, ouverte en avril 1898, en est comme le couronnement : « Cette Haute École est un bel exemple de la prévoyance germanique à calculer les nécessités de l'avenir et à y parer d'avance. Les effets, n'en doutons pas, seront de doubler encore l'expansion allemande. Le but en est tout pratique. Les programmes, dressés par des gens pratiques, ont été discutés et sanctionnés par le second Congrès d'Éducation commerciale tenu à Leipzig en juin 1897 [1]. » Du haut en bas, cet enseignement commercial a été compris et installé de même. Œuvre de gens pratiques, il a tourné toutes les théories vers une pratique immédiate, et, s'occupant un peu de sciences financières, économiques et administratives, de droit, de technique, etc., il a porté ses plus grands efforts vers les deux études maîtresses du commerce international, la connaissance des langues étrangères et la géographie commerciale.

La connaissance des langues étrangères, surtout, fut, au dire de tous les consuls, l'instrument principal de la supériorité allemande. C'est elle qui tourna au profit du commerce allemand cette « passion du dehors », par où l'Allemagne jusqu'à nos jours avait

1. *Miscellaneous Series*, n° 468, p. 1.

perdu tant de forces vives, émigrées au service du voisin. Jadis l'Allemand sans éducation commerciale allait se perdre, manœuvre industriel ou agricole, dans les humanités étrangères, latines, slaves ou anglo-saxonnes. Le commerce a canalisé aujourd'hui cet exode de jeunes Allemands vers tous les marchés du monde. Et d'abord vers l'Angleterre, pendant dix ou douze années, de 1873 à 1885 surtout, on vit s'abattre en nuées ces *clerks* qui s'enrôlaient comme volontaires dans tous les *offices* de la Cité, de Manchester et de Liverpool. L'Angleterre accueillit ces secrétaires avec empressement : ils ne demandaient aucun salaire pour commencer, puis se contentaient de salaires dérisoires, et leur savoir universel, en fait de langues étrangères, suppléait à l'ignorance de ce monde des affaires anglais qui ne sut jamais parler et écrire que sa propre langue, et incorrectement :

Une grande partie du savoir commercial dans l'Allemagne actuelle, écrit le même consul de Stettin [1], lui est venue d'Angleterre par des jeunes gens employés comme *clerks* et chargés surtout de la correspondance étrangère. Ces *clerks* restent chez nous trois ou quatre ans. Ils sont partis de chez eux en disant tout haut : « Je vais en Angleterre apprendre telle affaire : je reviendrai dans quelques années. » Et ils réussissent toujours à étudier ce qu'ils ont dit. Pourquoi? C'est que, parmi les employés anglais, il n'en est pas un sur mille capable de faire la correspondance étrangère.

L'Angleterre constate aujourd'hui les résultats. Après dix ou douze ans d'études souvent indiscrètes, ces *clerks* rentrés chez eux y ont rapporté les méthodes, les secrets et les relations du commerce anglais; ils ont appris le fort et le faible de leurs

1. *Annual Series*, n° 2064.

concurrents; ils savent où porter leurs attaques. Mais surtout leur seule présence a opéré une immense révolution dans le commerce international. Jusqu'alors seuls grands exportateurs et voituriers de marchandises, les Anglais avaient imposé au monde leur propre langue : l'univers commercial, ne pouvant se passer d'eux, avait dû parler anglais. Les *clerks* allemands incitèrent et habituèrent la clientèle anglaise à se servir de ses propres idiomes. Au nom de leurs patrons anglais, ils faisaient à chaque peuple des offres en sa langue : la Cité vit arriver, en français, en allemand, en espagnol, en italien, en russe, en turc même et en arabe, les réponses et les commandes qui jusqu'alors ne lui arrivaient qu'en anglais. Tant que les *clerks* allemands étaient là pour déchiffrer ces grimoires et pour y répondre, le patron anglais ne s'aperçut pas du changement. Mais, les Allemands partis, on se trouva en face d'une clientèle qui désormais avait la prétention et l'habitude d'être comprise en sa langue indigène. On essaya vainement de la remettre au pas. Elle ne voulut plus reprendre les anciens errements. Quittant l'ancien fournisseur qui ne se donnait pas la peine de la comprendre, elle s'en alla vers qui la comprenait, c'est-à-dire à ces anciens *clerks* devenus patrons en Allemagne, qui maintenant, ayant son adresse, lui faisaient, par des prospectus en sa langue ou par des commis voyageurs parlant sa langue, des offres de service. L'anglais n'est plus le seul idiome des affaires. Chaque peuple a la prétention aujourd'hui de trafiquer dans sa langue. Or, seul, le commerce allemand écrit et parle toutes les langues de l'univers.

1. Ce paragraphe est emprunté au rapport 2064 (*Annual Series*).

Après l'Angleterre, les *clerks* explorèrent et, pour tout dire, espionnèrent l'univers entier. Au sortir de l'école et de l'apprentissage, avant l'établissement définitif, ils prirent l'habitude des tours d'Europe et du monde. Partout le consul anglais les signale étudiant les besoins et les ressources, les habitudes et les goûts, les manies et les faiblesses, les monnaies et les échéances de leurs futurs clients, ramassant échantillons et modèles qu'ils exposeront ensuite aux fabricants de leurs villes natales, cherchant les voies de transports les plus rapides et les moins coûteuses, collectionnant et méditant les tarifs douaniers pour éviter ou tourner les droits, combinant les emballages pour diminuer les frets et la douane, etc. Le consul anglais de Stettin décrit l'une de ces associations fondées par le commerce allemand pour envoyer des jeunes gens à l'étranger : « Après 1871, l'Allemagne eut toutes raisons de croire que l'Europe allait jouir d'une longue paix, et partout on rêva d'entreprises industrielles et commerciales. Stettin démolit alors ses murailles, et dix-neuf de ses commerçants fondent un syndicat d'études pour le développement ou plutôt la création du commerce transatlantique. On part de cette double conception : 1° il nous faut une meilleure éducation de nos jeunes gens, employés ou patrons; 2° il nous faut des missionnaires pour étudier les marchés du monde et nous créer des relations[1]. » Partout ils ont procédé de même : un syndicat d'études forme un projet; des émissaires vont en vérifier les données; puis tout le monde se met à l'œuvre suivant un plan concerté et bien défini. Chacun de ces missionnaires est choisi

1. *Miscellaneous Series*, n° 434.

d'après ses aptitudes et ses études antérieures, car l'Allemand ne se croit pas apte à tout, et chacun a, dès l'adolescence, fait étude de sa spécialité. Il faudrait pouvoir citer tous les rapports consulaires depuis dix ans :

« Les Allemands, écrit le consul de Rio-de-Janeiro, ont conquis l'Amérique du Sud par l'étude toute spéciale qu'ils ont faite de ses besoins. Cinq cents *clerks* travaillent à l'heure actuelle la seule province de Santa Catarina... Les Allemands, écrit le consul de Batoum, envoient sans cesse étudier les lois, coutumes, droits, etc., de notre marché : leurs drogueries ne fournissent que des produits à l'ordonnance russe... Il est indéniable que les industriels allemands connaissent beaucoup mieux le marché du Guatemala que nous. Leurs commis voyageurs visitent le pays, et si du premier coup ils ne réussisent pas à « pousser » leurs marchandises, ils recueillent du moins toutes les informations et étudient le marché. Au second effort, ils sont payés de leurs peines.... Tout le commerce d'Arkhangel est allemand à cause de *clerks* allemands qui peuplent les bureaux sur tout le pourtour de la mer Blanche... La place de Jérusalem se fait allemande grâce aux commis voyageurs qui viennent étudier les besoins et les prix de notre marché : vingt-neuf ont passé depuis dix mois, et nous n'avons vu que quatre représentants anglais... En Chine, toute maison allemande a au moins un agent parlant chinois, ce que les maisons anglaises n'ont jamais. Au Japon, les jeunes Allemands arrivent avec une culture oute différente de leurs concurrents anglais. Nous n'avons pas en Angleterre de classe d'hommes qui veuillent servir de détaillants, *we have not the class of men who are willing to play the role of salesman*... Il nous faudrait, dit le consul anglais aux Samoas, des voyageurs comme les Allemands. L'un d'eux part d'ici : il a obtenu cinquante mille francs de commandes. Il continue son tour du monde qui doit durer trois ans. A chaque escale il trouve un assortiment complet d'échantillons et de modèles aux goûts du pays, avec de complètes instructions sur les marques, formes,

longueurs et largeurs et conditions demandées. Les Allemands, écrit le consul de Chicago, nous envoient des commis experts pour étudier les goûts et les désirs locaux. C'est par cette étude scientifique du marché qu'ils s'implantent [1]. »

Le commis voyageur allemand est partout. Il regarde, étudie, compare, note et retient tout, et rapporte à sa maison qui, tout aussitôt, met les conseils en pratique, change les procédés, les modèles, les couleurs, les formes, les matières pour satisfaire telle clientèle donnée et désormais connue, pour parer à tels inconvénients ou à tels frais dénoncés. Elle fabrique pour le Portugal des rideaux non bordés qui ne paieront que six shillings à la douane : l'Anglais, qui borde les siens, continuera à payer quinze ou seize shillings. Elle ôte tout ornement de cuivre ou de nacre dans ses cadres de pendule pour l'Espagne : l'horloger français, faute de connaître le tarif espagnol, paiera de ce chef douze ou quinze francs. Elle emballe sans bois ni paille, en wagons complets, sa porcelaine pour l'Italie, la douane italienne tarifant le poids brut : les porcelaines anglaises verront leurs droits doublés par leurs lourdes caisses et par leurs triples couches de papier ou de foin. Partout, dans les deux mondes, pour le commerce comme pour l'industrie, c'est par ce savoir expérimental et par cette étude constante que l'Allemagne a réussi : la science a toujours été sa première force; son génie, suivant le mot d'un consul anglais, n'a été qu'une constante persévérance, *a steady perseverance*.

1. *Annual Series*, nos 1903, 1872, 1865, 1853, 1933, 1874, 1691, 1990, 2049. — *Blue Book*, C-4621, p. 34.

*
* *

Mais la science n'a pas tout fait, et les résultats eussent été sensiblement moindres sans une autre vertu de la nation tout entière. Affabilité, cordialité, politesse, sociabilité, cette qualité foncière de la race avait été disciplinée depuis un siècle par les prédications morales des philosophes, tournée par eux, sous la loi du devoir, en une solidarité nationale et humaine. A l'intérieur, c'est elle qui, après avoir fait la réelle unité de l'Allemagne impériale, a donné l'admirable et fraternelle coopération de l'Allemagne traficante, que les *Fair Traders* attribuent aux ordres de l'État, mais que seule l'unanimité des sentiments pouvait produire. A l'extérieur, c'est elle encore qui a fait du commerce allemand le fournisseur attentif et le serviteur complaisant de toutes les humanités.

Cette « entente commune », que vantent tous les observateurs anglais, a groupé dans chaque ville d'abord, dans chaque province ensuite, puis dans chaque État particulier, et enfin dans l'Empire entier, toutes les volontés et tous les efforts attelés à la même œuvre. Des syndicats, petits, ou grands, ou gigantesques, en sont nés, qui ont tressé en câbles irrésistibles les mille fils ténus et pliants des énergies et des capacités individuelles. Contre le colosse anglais, ces fils n'auraient rien pu : malgré ces toiles d'araignée, Britannia trônerait encore, inébranlable, sur ses bases massives. Mais comme les bataillons de fourmis humaines que l'on voit aux monuments d'Égypte accrochées à quelque énorme statue et la mouvant et l'arrachant à la montagne par l'union et par la cadence de leurs milliers de frôlements, les

secousses disciplinées de la multitude allemande ont ébranlé déjà cette colossale Albion. Charbon, fer, produits chimiques, sucre, borax, glycérine, joujoux, glaces, mobilier, etc., toutes les branches, grandes ou petites, de l'industrie; importation, exportation, acclimatation, colonisation, transport, batellerie, garage, emmagasinage, toutes les classes du commerce ont à leur tête un *Verein* pour le développement et la protection des intérêts communs. Ici encore, il faudrait citer tous les rapports consulaires qui, tous, tiennent ces *Vereine* pour les facteurs les plus certains de la réussite allemande [1].

Stettin et son *Verein pour le développement des relations outre-mer* serait encore le meilleur exemple. Stettin, en 1870, n'était qu'un pauvre port de la Baltique, sans autres clients que ses voisins les plus immédiats de Russie ou de Suède. En 1871, dix-neuf notables se réunissent en un *Verein*, fondent des cours de langues étrangères et de géographie commerciale, une bibliothèque et des bourses de voyages. En 1872, les premiers missionnaires partent pour l'Amérique du Sud, puis d'autres vers les Indes anglaises et hollandaises, puis d'autres vers l'Australie et l'Amérique Centrale : chaque année, depuis trente ans, Stettin a ainsi partagé le monde entre ses « espions », disent les Anglais jaloux. Elle a aujourd'hui des clients et des correspondants sur toutes les places de l'univers. Elle a décuplé ses fonderies, cimenteries, briqueteries, chantiers de construction

1. *Miscellaneous Series*, n° 490, p. 8 : *Another factor that is considered to have helped the development both of home industries and foreign trade is the great extension in Germany of the principle of association or co-operation among the commercial classes for every kind of mercantile enterprise.*

et ateliers de confections : elle habille sur mesures les humanités de toutes couleurs; elle a exporté en 1897 soixante-dix mille tonnes d'habits tout faits [1].

On peut constater par cet exemple — et tous les autres concordent — que l'initiative privée, et non pas l'action gouvernementale, a syndiqué les énergies individuelles. Les *Fair Traders* voient partout la discipline militariste et la courbache de l'Empire. Mais c'est la nation qui a tout voulu, tout combiné, tout accompli. La concorde et la camaraderie ont été les seuls liens : le *Verein* de Stettin avait dans ses statuts prévu les promenades et excursions en famille pour les dimanches d'été. L'intime union, qui partout à l'étranger règne entre Allemands domiciliés de tout état, est presque toujours le résultat de pareils *Vereine* fondés et maintenus par la seule bonne volonté réciproque. Jamais, dans la nation de Kant, d'autre « impératif » n'a été imposé ni reconnu que l'impératif catégorique et universel, implanté dans la conscience et dans les conceptions de chacun par les doctrines des philosophes, — l'impératif du devoir national et social. Personne ne s'est soustrait à la tâche : les plus grands savants ont pris la tête des laboratoires les plus industriels, et les plus gros capitalistes celle des *Vereine* les plus hardis. Personne n'a douté de la foi commune : tous ont regardé le travail comme le premier devoir de l'honnête homme. Personne n'a cru que la prospérité individuelle pût aller ou durer sans la prospérité générale : le petit profit immédiat et personnel s'est presque toujours soumis au grand bénéfice national et lointain. Les consuls

1. *Annual Series*, n° 2064. Tout ce paragraphe est emprunté au rapport 434 (*Miscellaneous Series*).

anglais ont récemment conté avec admiration quels sacrifices se sont consentis les uns aux autres les grands *Vereine* du fer, du charbon et de la construction navale pour rendre possibles les débuts et pour prolonger ensuite les premiers succès des chantiers germaniques. Chacun a réduit ses bénéfices à presque rien; quelques-uns ont même travaillé à perte pendant les premiers mois; là où les *Rings* anglais auraient rivalisé d'âpreté et de désirs *monopolist*, les *Vereine* allemands ont lutté de complaisances et de libéralités.

Il est possible que le désir de corriger leur propre nation ait influé sur les vues et sur les expressions de ces consuls anglais : il est difficile d'admettre cependant que tous se soient donné le mot pour nous peindre, à la façon de Tacite, une Germanie idéale et, quand on lit leurs rapports depuis 1870, il semble bien que le ton dans ces vingt dernières années a complètement changé. Jusqu'en 1880, le consul anglais est optimiste, fier d'être le représentant de la première puissance commerciale du monde. De 1880 à 1890, l'inquiétude commence à se faire jour. A partir de 1890, le consul anglais est obligé de reconnaître la vigueur de la concurrence allemande et de prédire le succès prochain de ces nouveaux venus.

Donc la solidarité allemande partout s'affirme dans les questions commerciales aujourd'hui, comme hier dans les questions militaires, comme dans les questions sociales demain. Et ici encore, c'est l'exemple de l'étranger que l'Allemagne a médité; l'Allemagne des *Vereine*, par le calcul et la conciliation des intérêts de tous, n'a fait que poursuivre les rêves du radicalisme anglais, car cette Allemagne fut une vraie radicale dans sa politique. Entre les *Vereine* et l'État ou

les États, il y a eu sans doute actions et réactions. Mais l'action principale a été des *Vereine* sur les États et sur l'Empire même, et non de l'Empire sur les *Vereine*. Dans chaque État confédéré et dans la Confédération même, par une double action sur les suffrages des électeurs et sur les décisions des autorités, les *Vereine* ont incliné vers leurs intérêts toute la politique locale ou générale de l'Empire. Le rapport consulaire sur les canaux de l'Empire [1] met en leur meilleur jour ces relations du peuple commerçant et des pouvoirs. L'industrie des transports a été bouleversée par cette canalisation allemande. Les railways avaient fait la fortune anglaise. Les canaux assurent à l'Allemagne une énorme économie, partant de gros bénéfices annuels, grâce à la différence des frets sur terre et sur eau. Les compagnies, puis les *Vereine* de transports, furent les premiers à concevoir et à commencer cette œuvre. Puis les villes, Hambourg ou Lübeck, furent conquises à l'idée, puis les États et enfin l'Empire même. Ainsi fut conçu et se réalisa le grand ensemble dont le *Canal Central* du Rhin à l'Elbe et à l'Oder sera l'achèvement. Pour les transports par terre, les États n'ont pas seulement suivi les conseils des *Vereine*. Parfois ils sont devenus eux-mêmes de véritables *Vereine* : si la Saxe est un *Verein* d'éducation commerciale, la Prusse est un *Verein* de transports ; elle a pris en main l'exploitation de ses chemins de fer d'État non pour des raisons politiques ou stratégiques, mais « pour satisfaire aux aspirations du nouvel Empire industriel et commercial [2] ». Partout et en toutes occasions il en fut ainsi :

1. *Miscellaneous Series*, n° 490, p. 25.
2. *Annual Series*, n°s 3135 et 1815 ; *Miscellaneous Series*, n° 494.

« Nous sommes une union d'États, écrivait un consul américain; l'Allemagne est aujourd'hui un État d'unions. » Quand les *Fair Traders* célèbrent cette aide perpétuelle de l'État allemand et cette adaptation de la politique aux intérêts matériels, ils oublient, malgré le nom de radicaux que J. Chamberlain persiste à leur donner, que le radicalisme anglais ne fut aussi que l'effort de l'Angleterre travailleuse à « presser », comme elle disait, sur la machine gouvernementale. L'Allemagne impériale n'a fait que continuer chez elle, par d'autres moyens, la politique radicale à l'heure même où l'Angleterre impérialiste abandonnait cette politique.

Et l'Allemagne fut encore plus radicale au dehors. Les radicaux anglais, disciples de Bentham, se proclamaient ennemis de la force et citoyens du monde. Ils recommandaient à leur peuple, comme premières et fondamentales conditions du bonheur, l'amour de la paix et le service de l'humanité. L'Allemagne impériale, depuis qu'elle existe, n'a pas fait une guerre, pas même, à vrai dire, une expédition coloniale. Mais partout elle s'est présentée en amie, en collaboratrice, en servante. Par son industrie, par son commerce ou simplement par le prestige de son succès, elle n'a point essayé d'imposer ses modes ou ses préférences : elle s'est pliée aux caprices de toute sa clientèle. Elle a exagéré même dans cette voie : elle a flatté toutes les manies, exploité toutes les faiblesses humaines. Ses complaisances se sont faites très humbles et ses représentants obséquieux. Elle abuse un peu des démonstrations et des protestations presque serviles, envers ceux-là même que ses premiers triomphes ont le plus durement atteints. Il n'est pas touriste, commerçant ou étudiant français qui n'ait rapporté

d'outre-Rhin quelque souvenir parfois touchant, parfois bouffon, parfois gênant, de cette cordialité et de cette politesse allemande, lourde, naïve, maladroite, mais toujours « bon enfant ». A part la brutalité aristocratique des officiers, l'étranger n'a jamais à souffrir chez eux de cette morgue insupportable, de cette raideur mal complaisante et de ce dédain de parvenu, que l'Anglais apporte à toutes ses relations d'affaires : « La première raison du succès des Allemands, écrit le consul de Varsovie, est l'arrogance des industriels anglais... Le commerçant anglais, écrit le consul de Hambourg, en est encore à penser que sa clientèle doit prendre ce qu'il aime et qu'il n'a pas à lui fournir ce qu'elle veut, *the belief that his customers are to take just what he likes, and not he to supply what they like...* » « Toute la différence entre la vieille tactique anglaise et la nouvelle tactique allemande pourrait tenir en quelques mots, écrit le consul de Francfort. Tant que l'Angleterre posséda le monopole universel, la clientèle fut obligée de s'accommoder aux habitudes anglaises, aux goûts anglais, aux usages, aux mesures, aux prix anglais ; l'industrie anglaise *anglicisait* le monde ; l'Allemand, comme le prophète, s'est dérangé ; il est allé à la montagne ; il s'est donné beaucoup de peine pour satisfaire tous ses clients[1]. »

Les rapports consulaires[2] donnent mille preuves détaillées de cette affirmation :

Nos commerçants anglais, écrit le consul de Belgrade, ne veulent pas se rendre compte du bénéfice que l'on peut avoir à montrer beaucoup d'égards au client. Les Allemands

1. *Miscellaneous Series*, n° 340.
2. *Annual Series*, n°s 1933, 1864, 1860, 1901, 2064, 2029, 1828, etc.

savent parler et agir pour plaire : ils n'ont pas les manières brusques et cassantes, le ton raide et même rogue de nos représentants... L'Allemand, écrit le consul de Riga, saisit toutes les occasions de plaire à sa clientèle. Il a vu que les scies anglaises ne convenaient pas à nos exploitants : il en a fabriqué pour eux sur dessins spéciaux. Il a vu que le moindre clou ou ornement de cuivre entraînait en douane de grosses contestations ou difficultés pour nos importateurs; il a supprimé le cuivre dans tous ses articles. Il a suivi pour les transports et pour les échéances toutes les indications, tous les désirs de notre place. Il a fait ses catalogues en langue, poids et monnaies russes... Les tailleurs et marchands de confections allemands, écrit le consul de Stettin, ont constitué un musée de poupées et de modèles habillés à la mode de tous les pays. Pour chaque peuple, ils fabriquent aujourd'hui le costume national ou habituel, dans les étoffes et les couleurs que tels et tels clients préfèrent. Ils ne présentent les modes allemandes que si on les leur réclame : ils ne mettent aucun point d'honneur à ne point copier les modes française ou anglaise... Voulez-vous un exemple de l'habileté allemande? écrit le consul du Havre. Les Allemands ont obtenu la fourniture de l'école industrielle d'Elbeuf. Ils ont fourni toute la machinerie à un prix dérisoire. Ils ne l'ont fait payer que pour la forme. Et ils ont donné gratuitement tous les produits nécessaires au laboratoire. Ils ont ainsi gagné le bon vouloir de la ville, et ce cadeau leur sera amplement payé par la clientèle future de tous les élèves sortis de cette école et habitués aux articles, procédés, outils et tours de main allemands... L'Allemand, écrit le consul de Ténériffe, a pris pour règle de contenter les goûts, les convenances et la bourse de ses clients. Que ces goûts lui semblent barbares, inexplicables, déraisonnables, n'importe : il pliera toujours sa fabrication aux demandes les plus fantastiques. Quant aux convenances, il s'acharne à supprimer toute peine et même tout ennui à son client. Il catalogue et facture toutes ses marchandises franco à domicile, frets et douanes compris, dans la monnaie du pays et au cours de la place. Le client

ne peut jamais avoir de surprise désagréable sur le prix de revient. Pour les échéances, l'Allemand fera volontiers quatre, six et même douze mois de crédit : en temps de crise ou d'accident, il renouvellera ses traites. Il ménage la poche de tous, se dérange pour la moindre commande, commence avec de petites affaires et de petits profits, abaisse ses prix au fur et à mesure de ses bénéfices : il tâche de fournir à chacun ce que chacun peut payer.

Sur tous les marchés du globe, l'article allemand a copié les modes et trop souvent contrefait, « piraté », disent les Anglais, les modèles et marques indigènes ou en vogue (car cette Germanie n'a pas toutes les vertus); le commerce allemand, se faisant tout à tous, a sollicité et sans hésitation accepté tous les ordres, petits et grands, fructueux ou à peine rémunérateurs; il s'est adressé partout aux foules et non à l'élite; en conséquence, il a dû fournir beaucoup et à très bon marché et, pour les paiements, faciliter les longs crédits; bref, l'Allemagne est devenue en cette fin de siècle démocratique le grand bazar populaire du monde : c'est elle qui remplace Birmingham, la boutique à joujoux de l'univers. Les deux succès, à un siècle de distance, sont le produit des mêmes puissances éternelles. « La force, disait autrefois Birmingham, n'est un remède à aucun mal » et ce n'est la source d'aucun bien. L'Angleterre des radicaux, après avoir créé par la science de ses grands inventeurs les moyens d'action, vapeur, gaz, fer, railways, bateaux, etc., des siècles nouveaux, s'était pénétrée, à l'école de sa philosophie utilitaire et de son christianisme dissident, des véritables devoirs de l'humanité nouvelle et de l'idéal démocratique de paix, de justice, de fraternité, de solidarité nationale et humaine. La

force et la discipline allemandes n'ont pas eu, en réalité, d'autres sources que cette même science inventive et cette même solidarité pacifique. Lorsque *Joe* conseille à son peuple de méditer l'exemple allemand, il ne semble pas se douter quelle conséquence immédiate pour son influence personnelle et pour sa folie impérialiste devrait avoir cette méditation.

L'EMPIRISME ANGLAIS

I

La première cause de nos revers commerciaux n'est peut-être pas la supériorité de nos concurrents, de leurs méthodes ou de leurs marchandises. Mais, presque absolument et indubitablement, c'est l'apathie et l'arrogance de l'industriel anglais.

Le consul anglais à Varsovie, *Annual Series*, n° 2135.

C'est notre paresse plus que toute autre chose qui a livré notre clientèle aux Allemands. Que nous soyons battus par nos propres armes, battus par une équipe qui fut notre élève et notre pupille, voilà un état de choses qui disparaîtrait sans grand effort, si l'entreprise britannique voulait s'en donner la peine.

Le consul anglais à Saint-Pétersbourg, *Annual Series*, n° 1198.

En méditant les premiers revers de la guerre sud-africaine, la presse britannique [1] en a cru trouver deux causes principales : d'abord, l'ignorance où l'on était du pays, des hommes, des ressources, des positions, des routes, des cartes même; ensuite, le manque de

1. Voir *Review of Reviews*, 15 février 1900, p. 136 et suiv.

cohésion dans cette armée mercenaire et aristocratique, où le soldat, voyou de la rue, ne se bat que pour son shilling par jour, où l'officier, cadet de noblesse, ne cherche à satisfaire que son point d'honneur et sa conception toute sportive, toute « amateur » de la guerre. En étudiant la baisse du commerce britannique et les revers que lui a infligés depuis vingt ans la concurrence étrangère, allemande surtout, les rapports consulaires et les *Blue Books* arrivent à peu près aux mêmes conclusions :

Consul de Moscou. — Notre désavantage est dans la négligence de nos industriels qui ont laissé couler aux Allemands une grande part des affaires de ce pays. Si nous voulons garder notre commerce russe, il faut des représentants mieux instruits, *better educated*, qui sachent parler le russe et connaître les besoins et les désirs de leurs clients. Je vois arriver des commis voyageurs anglais qui ne savent aucune autre langue que l'anglais : tous leurs confrères allemands savent assez de russe pour se faire comprendre. Ajoutez la mauvaise volonté de nos fabricants, qui ne daignent pas contenter les habitudes ou les caprices du client : nos concurrents y prennent grand soin [1].

Consul de Christiania. — En premier lieu, nous sommes trop indolents. Nous ne prenons pas la peine de connaître un marché, de plaire aux clients, de satisfaire les besoins locaux. Nos concurrents ont des agents parlant deux ou trois langues. Nous nous contentons d'envoyer des catalogues à tort et à travers : j'ai vu arriver ici de nos catalogues en espagnol ou en quelque autre langue parfaitement inconnue de nos clients norvégiens.

Consul de Hambourg. — Je suis bien sûr que les produits allemands valent les nôtres. Mais je suis encore plus sûr que les Allemands mettent bien plus de soin à étudier et à satisfaire la clientèle. Le fabricant anglais vit toujours dans la foi que ses clients doivent prendre ce qui lui plaît, et

1. *Miscellaneous Séries*, n° 409.

qu'il n'a pas à leur fournir ce qu'ils désirent. A moins que nous nous préparions à lutter contre nos rivaux avec leurs propres armes, avec la même méthode, avec le même esprit d'entreprise et d'inlassable persévérance, à moins que nous ne mettions une bonne fois de côté la pensée que nous sommes supérieurs à tous, j'ai bien peur que nos fils n'aient à payer chèrement notre manque d'efforts et nos courtes vues [1].

Consul de Cherbourg. — On m'envoie des prospectus en anglais et rien qu'en anglais. Il est à peine croyable — c'est pourtant un fait — que je voie arriver ici des commis voyageurs pour machines agricoles, qui par conséquent doivent s'adresser à la classe paysanne et qui pourtant ne parlent et ne comprennent pas un mot de français. N'est-ce pas à notre déplorable négligence des langues étrangères, à notre manque de culture scientifique que les *clerks* allemands ont dû tout leur succès ?

Consul de Naples. — C'est une pitié de voir nos représentants de commerce remorqués le long des rues par un interprète, alors que leurs confrères allemands parlent couramment l'italien, et, pis encore, de voir toutes nos marchandises cataloguées en mesures et en monnaies anglaises : c'est du sanscrit pour nos Italiens...

Consul de Lourenzo Marquès. — Les Allemands envoient ici et au Transvaal, outre de nombreux représentants parlant portugais et hollandais, des catalogues en hollandais et en portugais. Le commerce anglais, dans cette colonie portugaise, envoie des catalogues en espagnol, et ces catalogues n'arrivent encore que par la grâce de la poste, plus forte en géographie que l'envoyeur ; car ces catalogues portent, comme seule adresse, *Lourenzo Marquès, Portugal...*

Consul de San Francisco. — Voici un bel exemple de l'indolence britannique. Il y dix ans, tout le ciment pour la côte Pacifique venait d'Angleterre. Quand parurent les ciments belge et allemand, les correspondants anglais d'ici prévinrent leurs maisons du danger : les maisons répondirent que jamais les ciments étrangers ne pourraient rivaliser avec les

1. *Annual Series*, nos 2013, 2119, 1815.

ciments anglais, et elles maintinrent leurs prix et leurs vieux errements. Aujourd'hui, tout le ciment vient de Belgique ou d'Allemagne...

Consul de Shang-Haï. — L'une des raisons du succès de nos concurrents en Chine est certain préjugé britannique sur les commerces qu'il est plus ou moins distingué de faire. En Angleterre, le brasseur tient un rang social plus élevé que le mercier ou l'épicier. En Chine, c'est le thé et la soie qui font l'aristocratie commerciale : nos nationaux daignent s'occuper de ces commerces. Mais tenir les autres articles, pour eux, c'est déroger. Et ces autres articles vont à nos concurrents [1].

Gouverneur des Bahamas. — Les Américains viennent étudier notre place et faire connaissance avec les marchands et les besoins locaux. L'Anglais n'a plus l'air de savoir ce qu'est le commerce, *the English merchant appears to be ignorant of trade.* Chacun de ses envois prouve cette ignorance : nous recevons à chaque courrier des marchandises tout à fait invendables, sans utilité pour nos climats et pour notre consommation.

Gouverneur du Queensland. — Il est regrettable, sans doute, de voir le commerce anglais chassé de ses propres marchés coloniaux. Mais je ne puis m'empêcher de dire que c'est sa faute et qu'il n'a jamais voulu étudier les besoins de sa clientèle. Nous ne pourrons pas lutter tant que nos industriels attacheront tout leur *conservatisme* aux vieux modèles et aux vieux produits.

Gouverneur de la South Australia. — Les systèmes d'éducation continentale, pour l'enseignement technique ou l'enseignement commercial, ont eu des effets marqués. En Angleterre, on se repose sur les lauriers anciens ; on continue les affaires et la fabrication suivant la vieille méthode : on est trop conservateur. On se figure que le marché colonial est acquis à jamais et l'on ne se donne plus aucune peine pour le contenter. On traite le petit client avec dédain et volontiers on lui répond : « Nous n'avons pas de temps à perdre pour les petites commandes [2]. »

1. *Annual Series*, nos 1699, 1855, 1703, 1904, 1922, 1863.
2. *Blue Book*, C-8449, p. 93, 450, 430, 477, etc.

De tous les points du globe, de la part de témoins non récusables, depuis la grande Commission Parlementaire de 1885-1886, sur *la Baisse du Commerce*, qui la première signala le mal, ce sont les mêmes plaintes toujours répétées. Les journaux, *magazines* et revues, les politiciens, économistes, essayistes et pamphlétaires, les syndicats et Chambres de Commerce ont enregistré et longuement commenté ces plaintes. Malgré quelques efforts individuels ou communs, il ne semble pas que la réforme ait été sérieusement tentée ou qu'elle ait déja porté ses fruits. Deux péchés mortels continuent de ruiner l'Angleterre industrielle et commerçante : l'ignorance, d'une part, le snobisme aristocratique de l'autre. C'est l'union de ces deux vices, disent les consuls britanniques, qui a donné à presque toute la nation sa caractéristique actuelle, « ce *conservatisme* des fabricants ou trafiquants qui ne savent ou ne veulent pas répondre aux besoins de leur clientèle », ce *conservatisme insulaire*, cette *insularity*[1], qui « isole splendidement » l'Angleterre de J. Chamberlain et qui la rend étrangère ou odieuse au reste de l'humanité, alors qu'elle ne peut vivre sans la fréquentation et la sympathie de cette humanité.

*
* *

L'Angleterre en ce dernier demi-siècle a été de plus en plus ignorante, je veux dire de moins en moins soucieuse de savoir, de moins en moins sympathique aux gens de science, de plus en plus défiante des méthodes et des théories scientifiques. Uniquement guidée par

1. *Annual Series*, consuls de Riga, Panama, le Pirée, etc. nos 1895, 1901 et 1958.

l'expérience personnelle, elle est arrivée à mettre en cette seule expérience son espoir et sa règle. La science théorique ou pratique, surtout la science livresque de tout ce qui n'était pas *matter of fact*, lui est restée déplaisante et inconnue. « Lire un ballot de livres ! » disait déjà Burke en haussant les épaules, et, de Burke à Balfour, la nation a toujours eu un faible pour les détracteurs du rationalisme scientifique, pour les procureurs et avocats des vieux errements, du vieil esprit, des vieilles lois et de la vieille foi. En politique, le rationalisme radical de Manchester n'a pu trouver sa voie que sous la bannière constitutionnelle, c'est-à-dire traditionnelle et empirique, de Birmingham, et ce néo-radicalisme, inclinant de plus en plus vers l'empirisme conservateur, a fait aujourd'hui de *Joe* Chamberlain le collègue de lord Salisbury. En affaires, industrie ou commerce, la marche a été toute pareille. Par la houille, par la vapeur, par les machines de tissage, d'extraction et de traction, par le puddlage et les procédés de traitement ou de fusion, par les grandes découvertes, le dernier siècle avait scientifiquement rénové tout le travail anglais. Cette rénovation, qui créa la fortune de l'Angleterre du fer et du coton et engloba toutes les industries, dura deux ou trois générations et n'atteignit son maximum qu'au plein épanouissement du mouvement radical vers 1830. Mais, depuis cette époque, la foi ou l'ardeur réformatrice perdit son empire sur l'ensemble de la nation. Manchester continua jusqu'à nos jours ses innovations incessantes, perfectionnant son outillage et ses procédés, jetant au rebut, tous les cinq ans, ses vieilles *jennies* et ses vieilles teintures. Birmingham s'endormait sur les vieilles tâches et se traînait dans l'ornière.

Ne prenons qu'un exemple, mais en plein Pays Noir, dans le fief électoral de *Joe* Chamberlain : l'histoire des industries sidérurgiques et minières est à ce sujet d'une singulière éloquence.

Pour la houille, les Anglais sont les premiers à reconnaître que leurs admirables richesses naturelles ont été gaspillées au caprice du bénéfice immédiat[1] : le Continent, s'il eût agi de la même façon, serait depuis longtemps épuisé. Pour le fer, je ne fais que résumer ici l'exposé de sir Lowthian Bell, président de la British Association of the Iron Trade, devant la Commission de 1885[2]. Au commencement de ce siècle, les Anglais ont en main les deux procédés nouveaux de la fonte au charbon et du puddlage, et ils ont à peu près le monopole de ces deux procédés. L'Angleterre aurait donc pu dès 1815, après Waterloo, faire ce que l'Allemagne a fait après 1870, révolutionner l'industrie et le commerce, la vie du monde entier, si dès lors elle avait capté les sources et cherché les emplois de son fer, si chez elle et au dehors elle eût rationnellement étudié l'étendue de ses ressources et les besoins de ses clients. Mais, cinquante ans, elle vivote sans chercher. Chez elle, elle exploite ses minières comme elle exploite ses champs, en *gentleman farmer*, peu soucieux et routinier. Au dehors, elle répond aux demandes sans les provoquer, et elle y répond paresseusement. En trente ans, elle ne fait guère que tripler sa production de fonte (200 000 tonnes en 1800 ; 678 000 en 1830) ; elle se contente d'utiliser au jour le jour les pauvres minerais qu'elle trouve mêlés à son charbon de Galles ou des Midlands.

1. Cf. *Blue Book*, C-4715, n[os] 3030 et suiv., 12 300 et suiv.
2. Cf. *Blue Blook*, C-4715, p. 318 et suiv.

Vers 1840, un coup de fortune lui vient : elle découvre parmi les houillères d'Écosse ce fameux *Black Band*, ce banc de minerais épais et presque purs, que le procédé du *banking* permet d'exploiter à frais très réduits. Le *Times*, du 5 décembre 1842, dénonce l'invasion du fer écossais et conseille aux concurrents anglais de recourir au même procédé. Mais la construction des chemins de fer absorbe tout le fer que l'on veut bien produire, et l'on continue à produire lentement, négligemment, sans tant de peine ni d'études : il faut quinze ans pour populariser les méthodes écossaises. En 1850, nouveau coup de chance : on découvre les minerais du Cleveland, des Lincoln et Northamptonshires, sur lesquels on va vivre tranquille pendant vingt ans ; de 1850 à 1870, le minerai et le charbon abondent ; le Continent et l'Amérique consomment ce que l'on veut bien leur vendre et l'on continue à leur vendre du fer ou de la fonte de même qualité médiocre que depuis cinquante ans.

Un Anglais pourtant, Bessemer, a dès 1853 découvert, et dès 1856 exposé à Cheltenham, devant la *British Association of the Iron Trade*, le procédé nouveau qui va révolutionner l'industrie sidérurgique et détrôner le fer au profit de l'acier. L'acier, qui jusque-là nécessitait une cuisine compliquée et coûteuse, peut désormais s'obtenir aussi facilement et presque aussi bon marché que la fonte. Mais l'Angleterre reste près de vingt ans sans adopter cette admirable et pourtant si simple invention. Jusqu'en 1875, ignorant toujours ou méprisant l'acier nouveau, elle ne cesse pas de développer ses fourneaux à puddlage, de fabriquer ses rails, poutres, plaques et ustensiles presque uniquement en fonte ou en fer. En 1864, elle

vend encore sept livres la tonne les rails de fer (175 francs) et dix-sept livres (425 francs) les rails d'acier. En 1870 elle ne fabrique que 240 000 tonnes d'acier. Il faut la concurrence allemande, belge et française, les succès du Creusot et d'Essen, pour qu'elle adopte enfin ou qu'elle généralise cette invention nationale. Et pourtant ce procédé Bessemer, exigeant des minerais très purs, était tout à l'avantage des mines anglaises bien pourvues d'hématites espagnoles ou écossaises. Le Continent, avec ses minerais phosphoreux, dut recourir à un nouveau perfectionnement pour être en état de concurrence. Ce fut encore un Anglais, Thomas, qui tomba, en 1879, sur les moyens de réaliser le procédé *basique*, dont se préoccupaient les savants et les ingénieurs continentaux. Mais l'Angleterre encore ignora ou méprisa cette découverte, qu'elle laissa vendre pour une centaine de livres à des étrangers. Ce procédé *basique*, en trois années — l'Angleterre a mis vingt-trois ans à connaître le procédé Bessemer, — transforme toutes les usines continentales. La science et la technique allemandes ou françaises mettent alors en exploitation les minerais impurs de Lorraine ou du Luxembourg, et chassent devant leurs aciers les fers anglais. Le monopole de l'Angleterre est à jamais ruiné.

A défaut de monopole, mieux pourvue de charbons et de minerais, elle aurait dû garder la plus large part des affaires sidérurgiques et devenir au moins la grande fournisseuse d'acier comme elle avait été la grande fournisseuse de fer. Mais il eût fallu briser encore avec la routine, et l'Angleterre, restant aux vieux procédés, se contenta longtemps de calomnier les nouveaux. En 1885, devant la Commission Parlementaire, Birmingham et Sheffield accusent la pira-

terie allemande de contrefaire leurs propres marques; elles attribuent la réussite allemande à ce mauvais acier, disent-elles, obtenu à pleins creusets sans la longue cuisine d'autrefois, et transformé en mille objets de camelote, disent-elles, gros et petits, voiturés presque sans frais des lointaines usines de Westphalie jusqu'à la mer, exportés sur tous les marchés du monde grâce à la protection gouvernementale, disent-elles encore [1]. Sans incriminer cette mauvaise humeur, il ne faut pas accepter non plus ces mauvaises raisons. L'acier allemand à la mode nouvelle coûtait moins cher, mais pour la plupart des usages, sauf peut-être pour les outils de précision, il valait autant que l'acier anglais *old fashion :* le président de la *British Association of the Iron Trade* en convenait tout le premier. Les Allemands pirataient, il est vrai, les marques anglaises, mais c'était pour complaire et peut-être pour obéir à leurs correspondants de Londres ou de Liverpool qui se chargeaient, eux, de vendre ces fausses marques.

Et ces marques imitées couvraient, en réalité, des produits tout nouveaux. Non contente d'obtenir l'acier à bas prix, l'Allemagne des ingénieurs et des chimistes l'avait plié à toutes sortes de nouveaux usages. Rails, charpentes, machines, armes, cordages, instruments, outils, meubles, jouets, l'acier, entre ses mains, servit à tout et remplaça le fer, le cuivre, l'étain, les autres métaux, et le bois, dans une foule d'ustensiles de première nécessité. L'Angleterre continuait de fabriquer ses rails en fer : l'Allemagne n'usa et ne vendit que des rails d'acier; à peine plus chers et beaucoup plus durables, ils firent prime sans avoir besoin de la protection impériale. L'Angle-

1. *Blue Book,* C-4715, *passim.*

terre établissait toujours ses voies ferrées sur des traverses de bois ; encore aujourd'hui, elle achète à l'étranger les bois nécessaires à ses lignes ferrées ; en pleins Midlands et dans la banlieue même de Birmingham, sur cette terre productrice de fer, on voit empilées les traverses de bois exotiques : jusqu'à Angora, en pleine Asie Mineure, les ingénieurs allemands ont couché leurs traverses métalliques.

Cette routine anglaise se traduit aux yeux les moins observateurs et dès les premiers regards, quand, au sortir de la grande et légère station de Calais, toute en fer et brique, on débarque aux bas et lourds hangars de bois, pesants, massifs, de Douvres, — John Bull aime les choses taillées à son modèle, — et tout le long des lignes anglaises, à chaque station, on retrouvera le même *conservatisme* des ais et poutres d'autrefois. Dans les villes encore, même spectacle : pour ses monuments publics, l'Angleterre conserve les matériaux et les formes des temples grecs ou romains ; pour ses maisons, elle a, jusqu'à ces années dernières, conservé le plan et les colombages de ses huttes et cottages anciens. En dehors des deux ou trois rues centrales, et sauf trois ou quatre édifices religieux ou municipaux, Birmingham, la ville du fer, n'est faite que de maisons en bois semi-gothiques, — John Bull aime les vieilles choses, — à pignons, à charpentes, à escaliers, et souvent à murailles mêmes de bois. L'Angleterre, depuis quarante ans, loin de diminuer ses importations de bois de charpente, les a triplées :

Importations anglaises de bois
(en milliers de loads = 1 415 m. cubes).

1860	1870	1880	1890	1897
3 070	4 428	6 750	7 467	10 950

Au dehors, l'entreprise anglaise garde les habitudes nationales : sur les lignes anglaises d'Asie Mineure, la majorité des ponts sont en bois. Et ne construisant pas elle-même, l'Angleterre n'a pas cherché à perfectionner la bâtisse en fer. Elle s'est laissée distancer par les concurrents plus instruits : ce sont les Américains, les Belges, les Allemands, les Français même, qui, par des tâtonnements répétés et par une étude journalière, découvrent les lois et les applications du nouveau matériel; les ayant conquises pour eux, ils peuvent ensuite les offrir aux autres. Les consuls britanniques signalent partout l'arrivée des poutrelles et même des maisons toutes faites en fer, en tôle, en acier, belges ou américaines.

Dans les rues, dans les champs, dans les usines, pour les machines de toutes sortes, c'est la même ignorance et le même retard. L'Angleterre en est toujours à la machine à vapeur, puissante et régulière, mais encombrante et impersonnelle. Les énergies nouvelles, pétrole et électricité, — plus maniables, plus faciles à fractionner et à conduire au gré du besoin ou de la fantaisie, — lui demeurent inconnues ou peu familières. Aux dires des consuls anglais, il n'est pas de ville allemande qui ne possède son *Elektricitaetsgesellschaft*, avec savants, ingénieurs, laboratoires et ateliers, pour l'étude et pour l'exploitation de cette *Elektrotechnik*, qui va révolutionnant toutes les industries de transport, d'éclairage et de chauffage. L'Allemagne savante a conquis cette force électrique que d'autres, et même des Anglais, avaient étudiée avant elle, mais que l'Angleterre ignorante commence à peine à soupçonner [1]. L'Allemagne fournit aujour-

1. *Board of Trade Journal*, octobre 1898, p. 413.

d'hui l'Europe orientale et centrale de machines électriques, qui transforment l'industrie continentale et qui feront revivre peut-être les anciens jours du petit artisan isolé, de l'ingénieux travail personnel, de la production locale et libre : tous éléments de ruine plus profonde pour le brutal machinisme anglais [1]. Le Journal du *Board of Trade*, en octobre 1898, signalait ce danger croissant : « Chaque année, l'Allemagne nous devance. » A cette date, en pleine Angleterre noire, dans les rues de Birmingham, la foule s'attroupait encore autour de rares automobiles importées de France et d'Allemagne. Car l'ignorance anglaise a pareillement négligé le pétrole : c'est l'entreprise américaine ou l'ingéniosité française qui ont capté cette nouvelle source de profits. Faut-il montrer ce que la même ignorance de l'agriculture nouvelle a produit pour la fabrication des machines agricoles? jusque dans les colonies anglaises, ce sont les machines américaines qui remplacent les vieux modèles anglais, — et ce que la même ignorance de la guerre nouvelle a produit pour la fabrication des armes? au Transvaal, ce sont les fusils et les canons allemands ou français qui battent les armes anglaises... Avant peu, faute de connaître les nouvelles nécessités des transports, l'Angleterre en arrivera pour la fonte brute même à ne pouvoir lutter contre l'Amérique. Et voici d'après deux témoins non suspects d'entente, la *National* et la *Contemporary Reviews*, quelle est la situation actuelle de l'Angleterre métallurgique :

Ce n'est pas seulement dans les champs de la politique ou de la guerre que l'aube du siècle nouveau trouve l'Angle-

1. *Annual Series*, n° 1977.

terre en mauvaise passe. Les échecs et les défaites sont ailleurs encore. Nous pouvons vanter à notre fantaisie la qualité admirable de notre outillage et l'extrême activité de nos usines. Nous avons en ce moment une reprise des affaires due principalement à des causes toutes passagères, retards de commandes empilées durant les dernières grèves, demandes de locomotives, de cuirassés, etc. Mais, sur nos têtes, pend l'épée de Damoclès. L'Amérique nous a déjà pris le commerce des petites machines-outils. Winterthur, Zurich et Berlin nous prennent le commerce des lourdes machines à vapeur. L'Amérique nous fournit à nous-mêmes les meilleures machines à imprimer. Vous ne voyez plus une bicyclette anglaise sur le Continent. Les chantiers américains et allemands construisent beaucoup mieux et beaucoup plus vite que nous. L'Allemagne détient le record pour la vitesse des croiseurs et des transatlantiques. L'Amérique seule a pu livrer au Soudan le pont de l'Abbara. Elle seule peut suffire aux démarches du monde pour les locomotives... Le remède? Ce serait d'améliorer tout notre système d'instruction. L'instruction anglaise n'existe pas, à vrai dire, si l'on appelle instruction l'entraînement intellectuel de tout un peuple vers les besoins d'une grande démocratie qui doit lutter contre la hardiesse américaine et contre la parfaite et méthodique organisation allemande [1].

Cet exemple des industries sidérurgiques peut suffire. Mais si l'on faisait une pareille revue des autres industries, chez toutes, sauf à Manchester, on trouverait la même ignorance et la même *incuriosité*. A s'en tenir aux généralités, on peut dire que, dans ce demi-siècle, l'Angleterre a produit sa part, sa large part d'utiles et grandes inventions. Mais c'est aux chances du hasard, au bonheur inattendu et le plus souvent immérité de quelques individus, qu'elle a dû ses grandes et petites découvertes. Jamais la patiente

1. *National Review*, an Englishman; *Contemporary Review*, M. Maningham, 1er janvier 1900.

recherche et la méthode scientifiques n'ont présidé à un effort continu des individus et de la communauté. L'Angleterre n'a eu ni un Pasteur ni, toutes proportions gardées, un Edison, bien que dans les deux sciences créées ou appliquées par ces maîtres, ce soit elle qui, par rencontre, ait ouvert les premiers chemins. Quand chez elle, par exception, quelques individus se sont groupés en un effort de recherche et quand cet effort a été couronné de succès, jamais, — l'exemple de Bessemer est typique en cela, — jamais l'ensemble de la nation n'en a su profiter aussitôt; les intéressés eux-mêmes ne les ont connues que par l'exemple ruineux pour eux de la concurrence étrangère. Jamais la classe industrielle n'a d'elle-même prouvé le besoin d'étendre ses connaissances théoriques et pratiques. Propriétaire ou voisine des grands marchés de la soie, Inde, Chine et Japon, elle n'a essayé que tout dernièrement de pénétrer les mystères de la soierie : elle est restée tributaire de Lyon, de Zurich, de Milan ou de Crefeld. Semblablement propriétaire ou voisine au Cap des grandes mines de diamant, détentrice à Londres du marché universel du diamant brut, elle n'a pas encore appris à tailler ce diamant, dont ses bijoutiers de Birmingham vendent tant de millions à leur clientèle indigène ou coloniale : elle reste tributaire des tailleurs belges, hollandais ou franc-comtois.

Tout ce qui exige une main-d'œuvre habile, ingénieuse, artiste ou savante : horlogerie, lunetterie, soierie, produits chimiques, objets d'art, joyaux, bibelots, lui devient ou lui demeure antipathique et étranger[1]. Elle n'a toujours qu'une main-d'œuvre

1. *Blue Book*, C-4797, p. 8 : *Principally in silk goods and in the finner cotton goods we are not able to compete, because we*

nombreuse et régulière, mais un peu grossière et routinière; c'est que, là encore, elle n'a pendant longtemps connu qu'une règle : l'expérience personnelle, et qu'un maître : l'empirisme le plus individuel et le moins méthodique. Jusqu'à ces années dernières, elle n'a formé sa main-d'œuvre que par un long et infructueux apprentissage. La véritable lutte sur ce point est aujourd'hui entre la sélection technique des écoles allemandes et le recrutement à la grosse de l'atelier anglais. Devant la Commission parlementaire de 1885, les couteliers de Sheffield déclarent :

Les apprentis, à Sheffield, font d'ordinaire sept ans d'apprentissage. Mais, sans direction spéciale, ils sont confiés ou abandonnés, par groupes de deux ou trois, à un ouvrier qui ne s'occupe pas d'eux, qui n'a d'autre intérêt à les avoir près de lui que le supplément de paye à lui donnée pour jeter de temps à autre un regard sur ce qu'ils font, et qui par conséquent ne demande qu'à prolonger cet apprentissage fructueux pour lui seul. Il arrive que la plupart des apprentis ne donnent jamais ce qu'ils auraient pu; ils deviennent de médiocres ouvriers; ils ne connaissent qu'une partie du métier, et, pour la majorité, ils sont incapables de tout travail productif avant vingt-deux ou vingt-trois ans [1]. Nous sentons toute l'avance des Allemands sur ce point, et notre Chambre de commerce a voulu y remédier en ouvrant à ses frais une école professionnelle. Mais, depuis longtemps, nous avions une école d'arts et métiers qui n'était pas fréquentée : les patrons semblent l'ignorer ou la dédaigner; les apprentis ne s'en soucient pas davantage [1].

Nos surveillants et contremaîtres, ajoutent les soyeux de Macelesfield, sont en général inexpérimentés. Ils ne connaissent la fabrication que de quelques articles. Quand une

have not got the labour and we are not so skilful as the French and German. Cf. *Blue Book*, C-4715, p. 173, 225, 273 : *we are handicapped by the French workmen.*

1. *Blue Book*, C-4715, p. 12, 24; cf. p. 177, 178, etc.

nouveauté paraît, comme la peluche, il y a quelques années, ou le velours de brocart, nous n'avons pas six hommes capables de nous indiquer les moyens de la produire. Nous avons vécu trop longtemps sans nous rendre compte de l'utilité de l'éducation professionnelle. Le système de l'apprentissage fournissait des ouvriers médiocres. Le patron, de son côté, ne connaissait rien à la fabrication. Jamais nous n'avons eu cette collaboration constante que l'on trouve entre l'industriel français et sa main-d'œuvre. L'industriel français, en présence d'une nouveauté, peut consulter ses ouvriers, et ceux-ci sont à même de lui donner de bons conseils. Chez nous, le fabricant décide et travaille à l'aveuglette, *we work in the dark at a great extent* [1].

Pendant un siècle, l'industriel anglais, asservissant à la machine son peuple ouvrier, ne lui a jamais donné l'instruction technique, artistique, scientifique, qui fait de l'homme, au contraire, le vrai maître de la machine. Aussi l'Angleterre ouvrière n'a que de mauvais exécutants sans goût et sans patience. Elle n'a pas de créateurs [2]. En 1885, tous les industriels s'accordent à déplorer cet état de choses : « Ce dont nous souffrons avant tout, disent-ils, c'est le manque d'éducation [3]. » Les plus optimistes aujourd'hui prétendent que, depuis dix ans, tout a été transformé : les corporations, les villes et les Chambres de commerce ont ouvert des écoles techniques de toutes sortes aux ouvriers et patrons de tout âge et de tout métier. Il est certain qu'un grand effort a été fait et qu'il se poursuit. De superbes bâtisses, en effet, sont sorties

1. *Blue Book*, C-4715, p. 277-282.

2. *Blue Book*, C-4797, p. 8 : *The workpeople do not originate anything : they carry out the instructions they receive. — The difficulty is to obtain workpeople capable of understanding tedious work*. Cf. *Blue Book*, C-4715, p. 135-139.

3. *Blue Book*, C-4715, p. 271 : *We have suffered very much for want of what our people require, namely technical education.*

du sol. Un corps professoral a été réuni et payé. En même temps qu'il voulait donner à ses Midlands le monopole de l'empire, *Joe* Chamberlain tâchait de leur assurer une meilleure chance de salut. Il entreprenait la création de cette « Université du Centre » fondée et outillée à l'américaine par les souscriptions du commerce pour la « promotion » des affaires. Birmingham qui déjà possède son école des arts et métiers, aura bientôt son université. Mais il ne semble pas que les effets aient déjà répondu aux efforts : surtout l'on peut se demander si le tempérament et les préjugés nationaux pourront jamais se plier à ces exigences nouvelles. Car l'Anglais, ouvrier et patron, n'est pas seulement ignorant, il est et reste malgré tout sceptique sur l'utilité de « cette instruction scientifique qui seule permettrait au peuple d'appliquer rapidement et de développer les connaissances popularisées[1] ». Il aime mieux croire à la faillite de la science : l'auteur des *Fondements de la Croyance*, l'aimable philosophe de l'inévitable, M. Balfour, est son *leader* en morale comme en politique.

*
* *

Pour le commerce, c'est pis encore, disent tous les consuls britanniques, qui d'ailleurs donnent les vraies raisons de cette « indolence conservatrice ». Jadis seule productrice des articles les plus nécessaires, l'Angleterre n'avait pas à « pousser » dans le monde la vente de ses produits. Derrière ses guichets, elle attendait les commandes des nations : forcé de venir à elle, le monde devait poliment, humblement, lui

1. *Blue Book*, C-4715, p. 273.

demander son heure, ses prix, ses conditions. Elle daignait enregistrer les commandes; elle les exécutait au fur et à mesure, sans se presser. Elle exigeait le prix d'avance. Elle voulait du moins qu'on eût chez elle correspondants et répondants. Entre l'industrie anglaise et sa clientèle universelle, c'étaient le plus souvent des maisons étrangères, allemandes surtout, grecques et arméniennes, établies à Londres, à Liverpool, à Manchester, etc., qui servaient d'intermédiaires. Le fabricant anglais livrait sur comptoir, contre argent comptant, sans emballage même; le métier de boutiquier ne convenait pas à sa morgue; comme M. Jourdain, il ne vendait pas de la toile ou du drap ; il était *lord* du coton ou *lord* du fer, comte de la ferraille et duc du calicot [1]. Aujourd'hui, ce n'est plus la clientèle qui se bat à la porte du fournisseur; la porte des clients est assiégée par la foule des offres : les deux mondes se sont mis à fabriquer pour le marché du voisin. Manchester, depuis longtemps, s'est aperçue qu'il ne s'agit plus seulement de produire, qu'il faut encore exporter et placer. Dès 1885, elle proclamait la nécessité pour l'industriel d'être de plus en plus un commerçant, un détaillant *to be more of a warehouse man* [2]. A sa mode ordinaire, elle s'est donc réformée, et même transformée en port de mer; les grands navires remontent aujourd'hui jusqu'à ses quais. Elle a ouvert boutique chez elle, et sur tous les points du globe : partout pourvue d'entrepositaires, elle a envoyé « une armée incomparable de représentants étudier les besoins et les habitudes [3] ».

1. *Blue Book*, C-4715, p. 368 : *The alcyon times where large mill owners were frequently saluted as cotton lords.*
2. *Blue Book*, C-4621, p. 105.
3. *Blue Book*, C-8963, p. 18 et suiv.

Mais le reste de l'Angleterre continue les errements d'autrefois. Du haut de son *jingoïsme*, Birmingham ignore toujours le reste du monde, ses goûts, ses besoins, ses langues, ses routes même, et jusqu'à son existence. Elle s'en remet aux commissionnaires de Liverpool ou de Manchester[1]; elle embauche pour secrétaires et traducteurs des *clerks* allemands qui l'espionnent pendant quelques années, puis qui la trahissent :

Pour ne parler que de mon expérience, qui pourtant n'est pas grande, j'ai vu à l'étranger, partout où je suis allé, que l'on apprenait l'anglais : c'est le cas en Hollande, en Belgique, en France, en Allemagne, parce que le commerce y doit vivre de l'Angleterre. Pareillement nous devrions apprendre à nos enfants les langues du pays où nous vendons nos marchandises. A Manchester, la commission est encore en grande partie entre les mains d'étrangers. Je ne dis pas que cela soit un mal; mais il nous faudrait aussi à l'étranger des maisons de commission anglaises. J'ai été envoyé à Paris par le ministre pour le dernier traité. Tous nos compatriotes dans les affaires à Paris m'ont dit qu'ils manquaient de jeunes Anglais sachant le commerce et sachant les langues. Notre premier devoir, à nous Anglais, si nous comprenons nos intérêts réels, serait d'enseigner à nos fils les langues étrangères, surtout le français, l'allemand, l'italien et aussi l'espagnol, et d'élever le niveau intellectuel de notre classe marchande[2].

L'ignorance du commerce anglais, au dire des consuls britanniques, atteint parfois le comique de haut goût. Le coutelier de Sheffield ou le bijoutier de Birmingham divise les langues de l'humanité en deux classes : latines et non latines. Tout ce qui ne parle

1. Cf. les exemples typiques donnés par le *Blue Book*, C-8963, p. 23 et suiv.
2. *Annual Series*, nos 1904 et 2119.

pas anglais ou allemand doit parler français ou espagnol. Le client de Christiania et le client de Lourenzo-Marquès se plaignent de ne pas comprendre les prospectus et prix courants en anglais; on les leur envoie en espagnol[1]. Pour le commissionnaire de Londres ou de Liverpool, les pays anglo-saxons eux-mêmes, les domaines du panbritannisme futur sont terres presque inconnues : « A quoi bon la géographie? disait le gouverneur du jeune marquis de la Jeannotière; quand monsieur le marquis ira dans ses terres, ses postillons ne sauront-ils pas les chemins? » Les postillons du commerce anglais connaissent mal les chemins nouveaux.

Pour eux, — si l'on veut un exemple, — les États-Unis sont toujours une grande chose lointaine et obscure, une bâtisse profonde avec une seule façade éclairée sur l'Atlantique et une seule porte, New-York. New-York reste le grand, l'unique débarcadère des marchandises anglaises, même à destination des villes et provinces continentales, Pittsburg, Chicago ou Saint-Louis, même à destination du Far West le plus reculé. Vers ces villes centrales et vers ce Far West, jamais le commerce anglais ne s'est enquis d'une route plus courte ou moins coûteuse. L'Allemand, bon géographe, a calculé quelle énorme économie il réaliserait en empruntant la route d'eau *maxima* pour la voie ferrée *minima* : il a donc fait du golfe du Mexique et du Mississipi son front d'attaque et sa porte d'accès. C'est par là qu'il a entamé et conquis les États agricoles du Sud et le Far West, atteint les districts industriels des Alleghanys et les marchés des Grands Lacs. L'Anglais fréquente aussi le golfe

1. *Blue Book*, C-4715, p. 145.

du Mexique et les ports du Mississipi : bon an mal an, il y vient charger du coton brut pour trois ou quatre cents millions de francs. Mais il n'y vient que pour acheter. Dans la seule année 1896, quatre-vingt-quinze bateaux anglais arrivent *sur lest* prendre des balles de coton à Galveston : exportant de ce port pour plus de 180 millions de francs, ils n'importent que pour deux millions à peine. Les trains américains qui leur ont descendu les balles, remontent à vide, lorsqu'ils ne trouvent pas un chargement à moitié prix dans les articles allemands que le *North German Lloyd* ou la *Hamburg American Company* viennent de débarquer[1]. La Commission de 1886 concluait déjà dans son rapport final :

En matière d'instruction, nous sommes tout particulièrement faibles en regard de nos concurrents, et non seulement pour l'instruction professionnelle et technique, mais pour la plus ordinaire instruction commerciale, pour les connaissances nécessaires aux maisons de trafic, pour les langues étrangères surtout, et, plus encore, pour la géographie. Nous devons appeler toute l'attention du public sur cette condition nécessaire à l'ouverture des marchés, — la connaissance de la géographie commerciale[2]. La géographie commerciale n'a jamais reçu chez nous l'attention qu'elle mérite. Si notre commerce a grandi, c'est malgré notre ignorance et non par notre connaissance des besoins et des ressources du monde qu'il exploite. Si l'on n'était lié par des considérations personnelles, on citerait de beaux exemples de l'ignorance de tous nos gens d'affaires en géographie[3].

Depuis 1886, l'Angleterre a beaucoup agité cette question de l'éducation commerciale. Elle en a beau-

1. Tout ceci est la traduction résumée du rapport 1894 (*Annual Series*).
2. *Blue Book*, C-4893, p. XXIV-V.
3. *Blue Book*, C-4893, p. 71 et 72.

coup écrit dans ses revues ; elle en a beaucoup discuté dans son Parlement et commissions parlementaires ; elle a comme nous sa crise de l'enseignement secondaire. Il faut le reconnaître : les mêmes efforts ont été faits de ce côté que pour l'éducation technique. On a tenté d'introduire et de développer dans nombre de collèges anglais, un enseignement moderne calqué sur les programmes du *realgymnasium* allemand. Mais, du bas en haut de l'échelle, dans les collèges ou dans les écoles élémentaires, il ne semble pas que les efforts des individus puissent venir à bout du préjugé national :

Nous ne pouvons rien apprendre à nos élèves, écrit au *Mac-Millan's Magazine* le directeur de la *grammar school* de Bristol[1], — parce que le savoir, loin de servir à leur entrée aux affaires, leur nuirait. Les patrons ne désirent pas des employés instruits. Les patrons, quand ils ont à prendre un employé, ne font aucune différence entre un candidat très instruit et un candidat presque illettré : pourvu qu'un enfant, — ils veulent des enfants et non de jeunes hommes, — sache lire, écrire et compter, et qu'il leur paraisse sobre, zélé et honnête, — c'est la formule, — ils le prennent sans chercher davantage. Ils ne se soucient même pas d'employés instruits, qui seraient, comme ils disent, *above the work*, au-dessus des basses besognes qu'on leur fait faire pour commencer. Car on veut que tous débutent par le commencement et l'on croit que la seule expérience personnelle pourra former l'apprenti. Avec cette théorie, on ne prend que des enfants de onze à douze ans et l'on refuse ceux qui ont poussé leurs études jusqu'à seize ou dix-sept. L'école ne peut plus être une pépinière d'employés, mais une crèche de nourrissons. Les enfants eux-mêmes savent qu'il

1. Août 1897. Cf. *Review of Reviews*, novembre 1896, p. 428 ; *England's need of Education : we choose to sacrifice our children to the necessities of their parents and to the industries of the country; until the school age is raised, English children cannot be turned out by the schools*, etc.

est inutile d'y travailler, que ce travail ne leur servirait à rien plus tard, qu'il faut seulement tuer le temps jusqu'à l'âge des affaires, *for killing time till they are old enough for business*, et que le patron se moque du savoir autant qu'eux-mêmes.

L'école élémentaire ne fournit donc pour employés que des ignorants. Le collège secondaire, la *public school* de tout rang, ne fournit comme patrons que des amateurs, et l'Angleterre impérialiste veut que la *public school* ne lui fournisse que des amateurs, surtout des amateurs de sport : « Le rôle de l'éducation anglaise, dit le *Journal of the Royal Colonial Institute*[1], a toujours été et doit toujours être de développer les cinq vertus impériales, la vigueur, l'agilité, la confiance en soi, le caractère, la religion. Elle n'a pas à faire des mathématiciens ou des érudits : l'Angleterre n'a pas besoin de *scholars*. Il lui faut des hommes ayant foi en eux, en elle et en Dieu. La crainte de Dieu doit être enseignée comme le secret de toute réussite. » La force du muscle et la crainte de Dieu sont en dernier terme le but de l'éducation de la bourgeoisie anglaise. Le succès prolongé des armes, des individualités et des communautés anglaises a longtemps fait croire au monde que ce sont les grandes vertus humaines et qu'elles suffisent en tout pays à l'éternelle prospérité d'un peuple moderne. Les derniers événements prouvent que ce peuvent être les *vertus* impériales et qu'elles suffisent aux coups de main impérialistes; mais il semble que la vie d'affaires réclame quelques autres *aptitudes*.

Nulle part n'apparaît mieux qu'ici le sophisme de quelques sociologues anglais, passé dans le sens

1. Cf. *Review of Reviews*, juillet 1895.

commun de la nation : « La nature nous montre, disaient-ils, que, dans la lutte universelle, ce sont les plus *forts* qui subsistent et grandissent aux dépens du voisin. » Le peuple anglais s'est pénétré de cette doctrine, qu'il croyait conforme aux dernières découvertes de la science, conforme surtout aux dernières théories des grands penseurs anglais, de Darwin ou de ses disciples, et qu'il sentait plus conforme encore au tempérament de la race. C'est cette doctrine qui a vraiment créé l'état d'âme impérialiste; c'est du moins cette apparence doctrinaire qui a fait accepter le jingoïsme agressif comme une nécessité vitale : « Il faut pour vivre être plus fort et imposer sa force au reste du monde. » Mais la nature ou plutôt les naturalistes n'ont jamais tenu pareil langage; ils ont dit simplement et montré que la concurrence vitale élimine lentement, mais sûrement, les moins *aptes*, c'est-à-dire ceux qui ne *savent* pas se plier aux conditions de leur milieu. Car les plus aptes ne sont pas toujours les plus gros ni les plus forts : le mammouth a disparu et l'éléphant s'en va, alors que la fourmi pullule. Il est probable que l'éléphant britannique aura depuis longtemps rejoint le mammouth romain, mogol ou assyrien, alors que la fourmi suisse ou belge vivra toujours et prospérera. Le savoir semble, par contre, la première des aptitudes nécessaires à la concurrence actuelle. Un changement complet s'est opéré à cet égard depuis un siècle. La force sous tous ses aspects, robustesse, vigueur, hardiesse, physiques et morales, furent des armes de première nécessité tant que le monde fut peuplé de monstres réels ou imaginaires, bêtes sauvages ou humaines, périls des océans lointains ou des terres inconnues. Mais quand Hercule eut purgé le monde

antique, on vit surgir le règne d'Athèna; après le règne de la force britannique, il semble que déjà l'on voit venir l'âge de la science allemande. Le monde entier est ouvert aujourd'hui à l'entreprise européenne : il ne s'agit plus de *pouvoir* le conquérir; il faut *savoir* l'exploiter.

Or, l'Anglais, que l'école a muni d'un savoir si léger, ne songe nullement à réparer plus tard les défauts de son éducation première. Enfant, il n'a rien appris; homme, il continue à ne rien apprendre, à ne rien lire même : « La masse du peuple anglais ne lit rien, absolument rien, dit un observateur américain[1]. Ceux qui, par hasard, lisent quelque chose, dévorent d'interminables romans, des biographies, des mémoires, des voyages, et quelque peu de théologie fortement diluée. La plupart s'en tiennent à leur *magazine* ou journal, et leurs journaux ne sont pleins, entre les dépêches et les annonces, que de dissertations sportives sur le match du lendemain, ou de détails horrifiants sur le crime de la veille. John Bull est un homme de plein air et non de cabinet, un homme de tout métier, sauf d'étude. » Tous ceux qui connaissent la vie d'affaires anglaise, reconnaîtront la justesse de cette observation. Il suffirait d'ailleurs de feuilleter, au hasard, quelques-unes des innombrables revues ou *magazines* qui sont la pâture intellectuelle de la bourgeoisie et même de toute la nation. En dehors de la Bible et des questions bibliques, John Bull ne s'intéresse qu'aux amusettes de pseudoscience et aux combinaisons de haute politique ou de théologie. Il tâche de concilier les rayons X et le dogme de la présence réelle. Il cherche l'opinion de

1. Cf. *Review of Reviews*, janvier 1895, p. 43.

saint Paul sur le suffrage des femmes. Il calcule la fin prochaine du monde et l'absorption non moins prochaine de la Russie par la Chine, ou l'avenir du cannibalisme, ou l'union de la chrétienté, ou la fédération panbritannique. Il se demande pourquoi on ne laisse pas l'Allemagne annexer l'Argentine et l'Espagne reprendre l'Aquitaine, ou ce que dirait Jésus en débarquant à Charing-Cross. Surtout, il combine les plans de défense contre l'invasion française qu'il attend tous les matins...

Mais les sports ont encore ses préférences. Il passe des heures à suivre et à critiquer, d'après son journal, les péripéties d'une partie de *foot-ball* ou de cricket. Il médite, de longs dimanches, les conseils de Sandow pour devenir un homme fort. Quelques-uns pourtant, dans l'intervalle des laborieuses digestions de ces longs dimanches, ouvrent parfois un livre, mais un seul. Car il leur arrive de mettre leur *hobby* (dada) — et il est *select* d'avoir son *hobby* — à se proclamer l'homme de Ruskin, ou de Carlyle, ou de Shakespeare, et à ne parler que de leur auteur et par citations même de leur auteur : « Rien n'est plus fatal à la vie de l'esprit, dit un autre Américain [1], que l'Angleterre actuelle. L'existence extérieure ne pivote qu'autour du plaisir de tuer ou de voir tuer des choses, comme on dit. La vie intime n'est que club et dîners. Les maisons de campagne qui pourraient être des centres de vie intellectuelle ne sont que mode, sport et gastronomie. La perte du temps, la routine des engagements sociaux, la tyrannie des opinions reçues ne laissent ni loisir ni place pour la méditation. » Et la *Contemporary Review*, tirant la

1. *North American Review*, février 1891.

morale des événements actuels, conclut : « De la crise présente, rien ne ressort autant que l'infériorité profonde au point de vue intellectuel de ce peuple fort et vigoureux, bien trempé moralement, mais si pauvre dans toutes les branches du travail de l'esprit, de ce peuple de brutes, *a nation of muddlers* [1]. »

En faisant la part de l'exagération, on peut dire que, si l'éducation et la vie françaises produisent des dilettantes et des fonctionnaires, l'éducation et toute la vie anglaises ne vont à produire que d'admirables bêtes humaines, des hommes de luxe et de course, aux muscles et au tempérament solides, mais d'un entretien coûteux et d'un rapport minime. De part et d'autre, mais en Angleterre surtout, la nation n'a pas encore *réalisé* que la science est la première arme offensive et défensive de l'humanité nouvelle et que l'utilité sociale est la seule valeur de l'individu démocratique.

1. *Contemporary Review*, février 1900.

II

Rien n'est plus choquant, à mon avis, que de voir l'opinion réfléchie de trente millions d'hommes, pervertie ou annulée par trois ou quatre cents *gentlemen*, qui siègent en une chambre dorée et qui représentent les vertus, les vices et les capacités d'ancêtres morts depuis des siècles et incapables, hélas ! de transmettre ces capacités à leurs descendants, beaux sires dont l'un des grands hommes de ce pays pouvait écrire : à l'exemple des pommes de terre, ils n'ont de bon que ce qui est enfoui !

J. Chamberlain, *Discours de Sheffield*, 1er janvier 1874.

Il en a été de l'aristocratie en Angleterre comme de la papauté dans le monde catholique : du jour où ces vieilles choses perdirent leur pouvoir temporel et leurs prétendus droits souverains, elles gagnèrent la puissance que l'on est convenu d'appeler morale, c'est-à-dire l'influence réelle. Politiquement et en théorie, les lords semblent ne plus rien être. Socialement et dans la pratique quotidienne, l'Angleterre de J. Chamberlain vit sous leur règle et sur leurs exemples. C'est que du jour où la réforme politique brisa leur tyrannie d'autrefois, la nation devait trouver dans son individualisme empirique et dans son fétichisme conservateur des trésors d'admiration

pour ces représentants du passé, pour ces héritiers de la force heureuse et de l'égoïsme triomphant. Il faut dire que, contre ces maîtres de la glèbe, l'Angleterre industrielle ne pouvait plus nourrir la haine vivace que se transmettent les générations paysannes : elle ne se souciait pas des champs. Elle ne protesta donc pas contre le droit féodal qui laissait la terre aux mains des aristocrates. Elle lutta seulement contre le privilège féodal qui, par des droits protecteurs, imposait au peuple industriel l'achat du blé indigène et des autres récoltes des aristocrates. Quand le libre-échange eut aboli ce privilège, l'industrie anglaise ne calcula jamais et ne sembla jamais soupçonner de quels énormes *drawbacks* elle était chargée par l'entretien et par la seule présence de ces parasites.

Car l'entretien restait et reste toujours à sa charge. Si elle ne paie plus cet entretien sur sa nourriture, elle le paie sur le loyer du sol, du sous-sol et des immeubles. Le lord continue à posséder la surface et la profondeur : l'usage des baux emphytéotiques lui assure au bout d'un siècle la propriété de tout ce qui se bâtit ou se creuse. Londres pour un quart appartiendra bientôt au duc de Westminster. La loi maintient ces *estates* inaliénables que l'industrie travaille à entretenir et à augmenter. Et cet entretien est très lourd. Les *royalties*, les redevances vraiment royales, payées par le fer aux lords, rendront avant peu toute concurrence impossible avec l'Allemagne ou l'Amérique [1] : la tonne de fonte paie en royalties diverses de trois francs soixante-quinze à sept francs cinquante,

1. Voir les plaintes des métallurgistes, *Blue Book*, C-4715, p. 338.

la tonne d'acier de quatre francs cinquante à huit francs quarante-cinq; en Allemagne les redevances ne dépassent jamais quatre-vingts centimes, en France de quatre-vingt-dix centimes à un franc. Et cet entretien rapporte quoi? cette aristocratie a-t-elle gardé le rôle et le métier de ses pères? combien de soldats a-t-elle fournis à la nation, de Clive à Kitchener? On vante ses capacités politiques : combien de grands ministres, combien même de grands *lords* a-t-elle produits, de Pitt à Beaconsfield? Et les frais matériels de cet entretien ne sont rien encore. Dans la course aux affaires, la surcharge des lords menace de briser les reins de la nation commerçante.

« Il est absurde, disait jadis J. Chamberlain, que ces trois ou quatre cents *gentlemen* pervertissent trente millions d'hommes... Voilà trop longtemps que nous sommes une nation montée par les lords, *a peerridden nation.* » Aujourd'hui, J. Chamberlain, victime lui-même de cette absurdité, est devenu la personnification de l'Angleterre commerçante. A étudier sur lui cette « perversion » mobiles et résultats, on voit ce que l'exemple et la fréquentation des lords fait d'un *self made man*, jadis grand travailleur et honnête radical, aujourd'hui brasseur d'affaires et bandit impérialiste. Toute l'Angleterre vit sur le même exemple et dans la même fréquentation : la morale des lords, cette morale d'une classe jadis guerrière et dirigeante, aujourd'hui dilettante et parasite, jadis orgueilleuse et assoiffée de domination, aujourd'hui simplement vaniteuse et avide de *distinction*, cette morale du *select*, du *distingué*, est devenue la morale anglaise. Dans la nation comme individu, et dans le monde comme nation, l'Anglais s'efforce avant tout d'être *select*, *distingué*, un homme et un

peuple à part, à l'écart et au-dessus de la foule, qu'il dédaigne mais qu'il veut exploiter. Or, voici quelques-uns des petits profits de cette morale appliquée aux affaires.

Il est *select* pour un lord d'avoir son *estate* et de clôturer cet *estate* sans se soucier des commodités publiques, si ce n'est pour les soumettre à de plus fortes redevances, et d'exploiter cet *estate* sans se soucier des intérêts voisins, si ce n'est pour s'étendre encore à leurs dépens. Pareillement il est *select* dans les affaires d'avoir son monopole que l'on défend et que l'on pressure. L'industrie est devenue la proie des *monopolists*, isolés ou syndiqués en *rings*, qui cherchent seulement à extraire de la bourse publique le maximum de redevances et à tondre le voisin jusqu'à la peau, sans daigner s'apercevoir qu'ils mettent les individus en danger de mort et le troupeau en passe de ruine. Prenons encore l'exemple du fer. Birmingham et Sheffield prévoient aujourd'hui l'heure prochaine où pour la fonte brute même elles ne pourront plus lutter contre l'Amérique. Elles sont pourtant aussi bien pourvues de charbons et de minerais que Pittsburg, et la situation réciproque de ces deux facteurs de leur prospérité ne devrait pas les mettre en moins bonne posture. Entre le lac Supérieur, qui fournit le minerai, et le coke de Pittsburg, qui le traite, la distance est double, triple peut-être, en tout cas beaucoup plus grande qu'entre les mines d'Écosse, du Cleveland, ou même de Suède et d'Espagne, et les houillères les plus centrales des Midlands. Mais les Américains, de même que les Allemands, ont calculé qu'avec les lourds transports de matières et de produits sidérurgiques, la question des frets devenait vitale, que rapides mais limités,

compliqués et coûteux, les chargements, envois, déchargements, transbordements de minerais ou de métaux sur wagons et lignes ferrées grevaient intolérablement les prix de revient. Américains et Allemands sont revenus au transport par eau. Ils ont par d'énormes travaux transformé tout leur pays, canalisé ou régularisé leurs fleuves et leurs rivières. Les uns ont fait des rives au Rhin, sur cinq ou six cents kilomètres entre Mannheim et Rotterdam, un gigantesque embarcadère continental. Les autres, entre les minières du Minnesota et les houillères de la Pensylvanie, ont fait de la rivière Détroit une rivale pour le tonnage de la Tamise même, et leur canal du Sault Sainte-Marie a un trafic double du canal de Suez. En Angleterre, Birmingham et Sheffield sont séparées de la mer par des distances relativement courtes; elles ont des rivières qui y conduisent; elles ont même des canaux qui servaient aux longs et plats bateaux d'autrefois et qui, creusés, élargis et curés, pourraient servir encore. Mais les compagnies de chemins de fer ont acheté ces canaux, pour s'assurer le monopole des transports. Elles ont tué ou laissé périr toute la batellerie. Birmingham et Sheffield sont à la merci du railway *monopolist*. Les Midlands entiers sont devenus un *estate* que les Compagnies épuiseront pour leur seul profit personnel[1].

Dès 1872, les plaintes étaient si fortes et si générales qu'un acte du Parlement défendit aux compagnies de posséder en même temps chemin de fer ou canal. Mais on s'arrangea pour tourner la loi et, devant la Commission de 1886, les mêmes plaintes

1. Cf. *Blue Book*, C-4714 et 4797, les réclamations de tous les industriels des Midlands.

recommencèrent. On fit des retours « sur le temps où, le pays ayant le monopole du commerce du monde, on ne prit aucune garde aux frais de transport, *the existing state of canals is the result of past carelessness* ». Et l'on fit des prédictions « sur l'avenir probablement désastreux que le manque de transports économiques réservait aux industries du centre, *there are a great many trades which cannot possibly survive in the interior of the country*[1] ». Mais tandis que Manchester, restée fidèle au radicalisme, se délivrait des Compagnies *monopolist* en creusant elle-même son canal jusqu'à la mer, Birmingham et Sheffield, devenues unionistes, c'est-à-dire alliées et servantes des lords, restaient la proie du monopole : on peut prévoir que l'Allemagne, malgré d'énormes difficultés techniques, aura son grand Canal Central de l'Elbe au Rhin avant que les Midlands aient entrepris les canaux si nécessaires et si faciles de la Severn à l'Humber et de la Tamise à la Mersey.

On donnerait mille exemples pareils, grands et petits, si l'on pouvait encore entrer ici dans la technique ou le détail des autres industries et commerces : partout on découvrirait les effets désastreux du monopole, sinon légal du moins réel, des *rings* ou des individus, et de l'égoïsme de chacun de ces monopoles. Mais il est quelque chose de plus *select* encore que le monopole : c'est l'oisiveté. Vivre dans l'abondance et pourtant dans la paresse, est évidemment le propre d'un véritable aristocrate. Ajoutez que parmi ces lecteurs de Bible, le travail reste une déchéance, dont l'homme distingué se libère. Vivre en lord, ce rêve de toute l'Angleterre unioniste a eu pour pre-

1. *Blue Book*, C-4797, p. 250.

mier effet à l'intérieur du Royaume, — nous nous bornerons à celui-là, — l'éclosion des *limited companies* et la transformation du commerce en un simple jeu de spéculation. Le mécanisme est simple. Quand on a conquis un monopole ou acquis un *estate* industriel, on ne veut plus se donner la peine de le travailler. On lance une compagnie fermière dont les obligations et les actions, à versements très minimes et à responsabilités limitées, sont prises comme billets de loterie par tous les *gentlemen*, grands et petits, rêveurs de fortune. Tous, actionnaires et directeurs, comptent s'enrichir sans se donner la moindre peine, par le seul travail automatique de l'affaire elle-même.

Ces *limited companies* sont très différentes des sociétés en commandite françaises, où la direction responsable n'a fait qu'emprunter à autrui un capital qu'elle travaille à faire valoir. Elles sont plus différentes encore des *vereine* allemands, sociétés de coopération, c'est-à-dire de travail en commun où chacun, pour le bien de tous, apporte à la tâche commune son tribut d'efforts et de sacrifices. Dans les compagnies *limited*, personne n'est responsable et personne ne compte travailler. C'est une machine à argent que l'on acquiert à frais communs, une poule aux œufs d'or qui, d'elle-même, doit produire la fortune pour toute une société de co-jouissance et de co-parasitisme. Les résultats ne se sont pas faits attendre et, devant la Commission de 1885, tous se plaignaient de « ces *limited companies* qui, pour le profit de quelques lanceurs, *promoters*, ruinent la communauté : ce mouvement des *limited* a détruit le commerce, tantôt par la mauvaise foi des *promoters* vendant dix fois son prix aux actionnaires une affaire bonne ou mauvaise, tantôt par le simple travail de

ces machines qui, sans direction, produisent à tort et à travers, empilent des stocks et s'en défont à vil prix, ne se rendent jamais exactement compte de ce qu'elles font ou de ce qu'elles gagnent, perdent sur le détail avec l'espoir de gagner sur l'ensemble, gâchent les prix et la main-d'œuvre et, n'ayant pas d'honneur à sauver, deviennent des éviers de piraterie, *sinks for all sorts of roguery*, détruisant partout le sens et le goût des affaires par la passion du jeu, *purely speculative Companies*[1]. » L'Angleterre impérialiste, surtout Sheffield et Birmingham, a retrouvé dans sa paresse la même passion de loterie que l'Espagne impériale...

Sur le commerce extérieur, les effets de la *distinction* sont plus grands encore et plus désastreux. Les consuls signalent par vingtaines et trentaines ces effets désastreux. Voici les plus notables. Un *lord* de la quincaillerie ne s'abaisse pas à la vente au détail : il ne fait que les grandes affaires et, de toutes parts, les consuls s'écrient : « L'Allemand prend une commande de dix sous; l'Anglais ne se soucie que des grosses commandes. L'Allemand se contente des plus petits bénéfices et, pour la moindre affaire, il apportera le même soin et la même politesse que pour la plus grande; l'Anglais ne se souvient plus de son vieux proverbe : *Prends garde au sou, la guinée se surveille d'elle-même*[2]. » Résultat : dans tous les pays du monde, le quincaillier détaillant est Allemand et fait venir ses marchandises d'Allemagne... Grande ou petite, d'ailleurs, à l'égard de toute sa clientèle, l'Anglais garde le ton et les manières d'un *gentleman*

1. *Blue Book*, C-4621, p. 42-44; C-4715, p. 10, 36, 145, 197-198, etc.
2. *Annual Series*, nos 1936, 1841, 1836, etc.

correct mais froid, distingué mais à distance, droit mais rigide, toujours un peu hautain et dédaigneux : « Nos commerçants ne *réaliseront* jamais assez, écrit le consul de Belgrade, les bénéfices de la politesse allemande et de la camaraderie française [1]... » L'Anglais propose sa marchandise comme un service et presque une faveur; ses concurrents « poussent » les leurs; l'Allemand surtout met à *push his goods* toute sa patiente et humble amabilité [2]. Et la marchandise anglaise se présente comme le vendeur anglais, foncièrement bonne, peut-être, d'apparence et de réalité solides, massives, mais sans grâce et sans apprêt. Roulée dans du mauvais papier gris ou jetée pêle-mêle en un grossier emballage, elle ne s'offre jamais pimpante, tentante, parée. Dans les colonies anglaises et sur les places anglo-saxonnes, les correspondants anglais eux-mêmes se plaignent de l'inattention donnée à l'empaquetage [3].

Vos faïences nous arrivent en morceaux. Jamais on ne suit nos instructions précises pour de menus détails, formes de boîtes ou couleurs de papiers, qui ont une importance capitale sur la vente (*Singapore*). La quincaillerie anglaise est bonne, mais invendable. Voici l'un de nos marchands qui importait toutes ses serrures d'Angleterre. Elles arrivaient pêle-mêle, clefs, gonds, pênes, plaques, ficelées en du papier gris; il fallait deux heures à un commis pour débrouiller et servir. L'Amérique nous fournit aujourd'hui toute la serrurerie, parce que chaque serrure, empaquetée complète dans sa boite, se présente et se conserve facilement. Ajoutez que les clefs américaines, légères et petites, sont autrement commodes que les massives et lourdes clefs anglaises (*Bahamas*). La bière allemande, légère et appro-

1. *Annual Series*, n° 1685.
2. *Blue Book*, C-8439, p. 356 : *The Germans bring their goods to the buyers, the British wait for them.*
3. Cf. tout le *Blue Book*, C-8449, en particulier p. 275, 92, etc.

priée à notre climat, nous arrive en caisses cloisonnées qui permettent de la débarquer, transporter et conserver sans risques et sans précautions spéciales. Le déchargement et l'emmagasinage des bières anglaises, trop lourdes, d'ailleurs, est d'un trop gros frais (*Victoria*, *British Guinea*, etc.). Les Anglais ont perdu chez nous le commerce des pointes et clous en refusant toujours de nous les envoyer en boites de cartons au lieu de papier gris, et le commerce des cartouches, en ne voulant pas les séparer par liasses de vingt-cinq au lieu de cent. Autre défaut et non moins grave : le *conservatisme* des fabricants anglais refuse de changer leurs modèles et leurs formes suivant l'utilité de leurs clients : ils ne fabriquent que pour l'Angleterre : c'est à prendre ou à laisser. Les haches, marteaux et autres outils américains conviennent mieux à nos charpentiers à cause de la nature de nos bois ; les maisons anglaises refusent de changer leurs modèles anglais (*Victoria*). Les parfumeurs français ont l'art de présenter leurs produits. Les moins chers sont soignés et parés. Les produits anglais les meilleurs semblent, à la comparaison, communs et mesquins, vilaines étiquettes, grossiers bouchons, vieilles bouteilles que l'on connaît depuis trop longtemps : les modes anglaises ne sont pas les nôtres. Les pianos anglais ne nous plaisent pas et les fabricants anglais ne veulent rien y changer. Leur *conservatisme* est intolérable. Les Allemands, au contraire, viennent s'enquérir de nos goûts. Ils ne nous disent pas : *Vous devez acheter ce que nous fabriquons*. Ils disent : *Si notre fabrication ne vous convient pas, nous allons la changer* (*South Australia*).

You must buy what we make, l'Anglais tient ce langage à toute l'humanité : « Nous sommes la nation *select*, distinguée entre toutes. Nous fabriquons donc pour nous et vous devez vivre, trafiquer, manger, vous vêtir et vous meubler à notre goût. » Pour l'Anglais d'aujourd'hui, tout ce qui n'est pas anglais est *barbare*, comme disaient les Grecs, c'est-à-dire racaille sans importance, bétail humain, auquel l'Angleterre,

de par son droit de nation supérieure, prétend imposer sa langue, ses idées, ses préjugés, ses modes et jusqu'à ses besoins. Si l'on veut autre chose, qu'on aille chercher ailleurs, *they make for the british market only, and if the goods are not suitable the supply must be sought elsewhere*[1]. Depuis vingt ans, les avertissements de ses consuls, gouverneurs coloniaux ou représentants à l'étranger n'ont encore pu la persuader qu'il y a une mode chinoise et une mode brésilienne, que blancs, noirs, rouges ou jaunes, tous les hommes ont une conception de l'utile et du beau, dont ils ne peuvent ni ne veulent se départir, et que l'humanité tout entière peut aujourd'hui, grâce à la surproduction universelle, trouver des fournisseurs à ses besoins ou à ses caprices. L'Anglais continue son ancienne offre : « Prenez mon drap; il est à la mode de Londres. Prenez ma charrue: elle est en usage sur toutes les terres du comte de Warwick. »

Dans tous les pays, il se trouve une minorité de gens « distingués » pour suivre les modes anglaises. Michelet le disait déjà en 1848 : « Dans le monde démocratique d'aujourd'hui, le fils de l'enrichi, le petit-fils du nabab et du marchand, se lançant dans le haut monde, trouvent dignité et sûreté dans la *distinction* anglaise, taciturne, raide, insolente[2] » ; il est plus facile de se distinguer par une cravate ou par une coupe d'habit que par une vie de travail, d'inventions ou de droiture. — En tous pays, donc, une infime minorité s'enrôle dans la clientèle anglaise. Mais la grande majorité secoue cette tyrannie étrangère et reste ou redevient fidèle aux conceptions et aux habi-

1. *Blue Book*, C-8449, p. 357.
2. Michelet, *l'Étudiant*, p. 109.

tudes traditionnelles ou rationnelles. Le peuple, en tout pays, consulte d'abord ses besoins et ses goûts, et bien plus encore, sa bourse. Il lui faut d'abord des articles *bon marché*.

L'Anglais riche et aristocrate ne crée que des articles chers; il ne veut pas comprendre que le monde pauvre a d'autres besoins : il raille cette camelote allemande — comme il dit — qui daigne se mettre à la portée de toutes les bourses. Tous ses consuls et fonctionnaires au dehors s'usent à lui répéter que « le bon marché est aujourd'hui la première nécessité [1] ». L'Anglais s'en tient aux prix anglais. Et il s'en tient aux conditions de paiement de l'ancienne Angleterre *monopolist* du monde. Tout ce qui n'est pas anglais doit payer comptant ou même d'avance. On ne fait pas crédit au reste de l'humanité. Les bons Suisses eux-mêmes sont blessés de cette marque de défiance. Les colons et sujets anglais n'obtiennent pas dans la mère patrie les trois ou même six mois de crédit que l'Allemagne fait à tous ses clients [2]... Et l'Anglais s'en tient à sa monnaie, à ses mesures, que dans le monde actuel, où règne le système métrique, il est seul à posséder, que le reste de l'humanité ne comprend pas : « Le monde entier et les Chinois eux-mêmes, écrit le consul d'Hanoï, ont adopté le système métrique. Il est impossible à nos clients de s'orienter dans nos catalogues et prix courants. Faites-leur multiplier des *shillings* et *pence* par des *yards* et *inches* : ils y perdront leurs chiffres et leur patience... Quelle absurdité, écrit le consul de Naples, pour la première nation commerciale de n'avoir pas encore adopté le

1. Cf. *Blue Books*, C-8449, p. 8; C-9078, p. 1.
2. *Annual Series*, n° 1925; *Blue Book*, C-8449, p. 10.

système rationnel et universel du mètre et du kilogramme... Je suis bien sûr, écrit le consul d'Amsterdam, que la classification métrique de tous les produits sidérurgiques allemands, poutrelles, fers à T, fils de fer, tuyaux, etc., a été une grande cause de succès. J'estime que la concurrence nous devient impossible sans l'adoption de pareilles mesures[1]. » Depuis vingt ans, l'Angleterre radicale réclame cette adoption du système métrique. Mais l'Angleterre *jingo* repousse cette intrusion des mesures étrangères : un bon Anglais ne doit pas se servir de mesures françaises; il faut garder les mesures anglaises, coûte que coûte, dût-il même en coûter la vie. Voilà bien le triomphe du snobisme nationaliste.

*
* *

Que l'Angleterre puisse durer longtemps encore avec de pareils errements, — alors même que des succès momentanés et des reprises passagères interrompront la série *à la noire*, — les conservateurs les plus endurcis et les *jingoes* les plus optimistes ne peuvent le penser. La nécessité d'une réforme apparaît à tous. Lord Salisbury et lord Rosebery, les deux organes de la vieille Angleterre, l'ont proclamé à la Chambre des Lords, en pleine tanière du conservatisme, quand les revers de la guerre sud-africaine ont conduit aux saines réflexions :

Cette guerre doit porter ses fruits et nous devons mettre en pratique les dures leçons qu'elle nous donne. Je n'hésite pas à dire que cette guerre aura été un bon marché si elle nous a enseigné que, jusqu'ici, nous avons trop vécu au jour le jour et que, dans la guerre aussi bien que dans le

1. *Annual Series*, nos 1863, 1703.

commerce et dans l'instruction publique, il faut appliquer partout un procédé scientifique et méthodique. Or, il faut bien l'avouer, nous n'avons pas été méthodiques; nous n'avons pas été scientifiques; et la tâche scientifique qui nous incombe aujourd'hui est la plus grande qui puisse incomber à une nation. Il faut que délibérément, patiemment, scientifiquement, nous revisions les méthodes d'après lesquelles nous avons, jusqu'ici, été habitués à procéder. C'est la tâche à laquelle nous avons à faire face. C'est une tâche qui occupera ce gouvernement-ci et bien d'autres gouvernements après lui[1].

J. Chamberlain lui-même fait réunir en un gros *Livre Bleu* (C — 8449) les preuves de la décadence anglaise et de la compétition étrangère, toujours croissantes au sein même de l'empire britannique. Comme préface à cet in-folio de six cents pages, il résume les causes de décadence et propose les remèdes. Il faut réformer toute la tactique commerciale : 1° produire à meilleur marché : « nos concurrents gagnent leur vie à *pousser* des articles tout semblables aux nôtres et beaucoup moins chers »; 2° meilleure adaptation des marchandises aux goûts et besoins du client; production mieux étudiée et mieux finie; 3° meilleur emballage pour diminuer les frets et la casse, pour augmenter les facilités d'étalage et d'emmagasinage et les chances de vente; 4° meilleure connaissance des marchés; 5° crédits plus libéraux; 6° meilleures études des transports et diminution des frets... Le *Foreign Office*, ayant réuni en un autre *Livre Bleu* (C — 9078) les avis des consuls sur les *British Trade Methods*, ajoute : 7° nécessité d'accepter les petites affaires d'abord; 8° nécessité d'adopter le

1. Discours de lord Rosebery à la Chambre des Lords, 30 janvier 1900.

système métrique; 9° nécessité d'envoyer des représentants, et non pas seulement des catalogues, dans le monde; 10° nécessité de supprimer les grèves qui changent à tout instant la condition et les prix du marché intérieur.

Voilà qui est simple : dix commandements à méditer et à respecter! Dieu lui-même n'en donna pas davantage au peuple élu. Mais la Loi, divine pourtant, ne fut acceptée qu'après de dures épreuves : serpents, pestes et famines, il fallut que toute la génération qui avait connu l'Égypte pérît au désert; nul d'entre eux ne connut la Terre Promise parce que tous avaient adoré le veau d'or et que leurs cœurs en demeuraient impurs. La génération anglaise de nos jours a, elle aussi, adoré les faux dieux : elle a mis son espoir dans la force et dans l'Empire, et son cœur en reste à jamais impuissant et souillé. Elle a le commerce qu'elle mérite et elle ne peut en avoir d'autre. Car la tactique commerciale d'un peuple ou d'un âge n'est pas le fruit isolé d'une conception, d'une volonté ou d'une lubie. Chaque race, chaque nation, chaque génération a son commerce, comme elle a son art, sa philosophie ou sa morale. Toutes ces efflorescences de la vie nationale sont les effets apparents d'une cause profonde et obscure, mais identique, unique, semble-t-il, que les uns appellent le tempérament, d'autres le génie, d'autres encore l'esprit d'une époque ou d'une communauté. Au même titre que l'art, le commerce d'un peuple est le produit ou du moins le corollaire fatal de son état politique et économique, de son idéal national et privé, de sa morale individuelle et sociale. L'Angleterre impérialiste et *jingo* a, comme on pouvait le prévoir, un commerce ignorant, conservateur et nationaliste, *insulaire*.

Joe lui demande de changer seulement sa tactique commerciale et d'avoir un commerce savant, alors qu'elle ne rêve que violence, un commerce serviable aux autres, alors qu'elle ne désire qu'oppression, un commerce vraiment international, alors qu'elle s'enfonce dans le *jingoïsme*, — c'est dire au poisson d'ouvrir ses nageoires dans l'air et de voler; c'est demander à ce peuple d'athlètes de devenir en un jour un peuple d'artisans et d'artistes. Ces conseils prennent une valeur d'*humour* tout anglais dans la bouche de J. Chamberlain, chef et personnification de cette Angleterre empirique, *snob* et *monopolist*. C'est l'organisateur du *raid* Jameson et de la guerre sud-africaine qui offre ses conseils de moraliste et de tacticien! Mais vraiment s'écrier comme il le fait : « L'Empire c'est le Commerce! » dépasse un peu les bornes de la plaisanterie. Dans le monde actuel, un peuple ne peut être à la fois impérialiste, — c'est-à-dire sectateur de la force, contempteur et tyran d'humanités, — et commerçant, c'est-à-dire ouvrier de paix et de concorde humaines, serviteur de l'utilité et de la science internationales, conciliateur de tous les intérêts : on ne peut *s'entraîner* à la fois vers les besognes de la guerre et vers les travaux de la paix. Il faut choisir.

« C'est l'esprit de ce peuple, qu'il faut changer », disaient déjà les représentants de Manchester à la commission de 1885, et ils répétaient à la commission de 1897 : « Faites ce que nous-mêmes nous avons fait : réformez vos habitudes et toutes vos conceptions. Voyez une bonne fois ce que vous voulez être et, si vous désirez conserver ou reprendre la suprématie commerciale, donnez au commerce, au seul commerce, tous vos soins. Faites du commerce le centre

de votre politique et le maître de votre vie sociale[1]. » La vieille radicale, la grande dissidente des anciens jours, poursuit son rêve et son effort de transformation radicale, de réforme complète. Plus que jamais, à voir la faillite lamentable des principes adverses, elle peut reprendre confiance dans les principes qui, jadis imposés par elle, firent, durant cinquante ans, de l'Angleterre la reine presque absolue du trafic international... Et ces principes sont faciles à prêcher au peuple, qui n'a pas encore entièrement désappris certaines formules autrefois familières : « La force n'est pas un remède! Vive la paix! » et certains cris de guerre jadis enthousiasmants : « A bas les lords! Vivent les quatre F, *free labour*, *free land*, *free church*, *free school*! A bas les parasites du travail, de la terre, de l'église et de l'école! »... Et l'on sent bien que ces principes, admis par une majorité et introduits dans la vie nationale par le moyen ordinaire aux vieux radicaux, *by pressure from without*, transformeraient toutes les manifestations de cette vie anglaise, le commerce aussi bien que la politique.

Et si l'on veut calculer l'opportunité du moment, il semble bien encore que la guerre finie et les premiers revers vengés rendront à tout ce peuple, avec la liberté d'esprit, la claire notion de la tâche nécessaire. A voir lord Rosebery reprendre la tête du mouvement réformiste, à l'entendre proclamer l'urgence d'une rénovation complète, méthodique, scientifique, on peut prédire que les temps sont proches où l'effort sera tenté. Il est même des signes plus manifestes. Des mots sont imprimés ou prononcés que l'Angleterre n'avait jamais entendus : « Nous sommes gou-

1. *Blue Book*, C-8963, p. 49 et suiv.

vernés par une bande d'Espagnols, dit la *Review of Reviews*; la classe gouvernante s'est ramollie; nos maîtres parlent et agissent en dilettantes; il nous faut, comme disait Gambetta, l'avènement des nouvelles couches sociales [1]. » Et lord Salisbury déclare que la constitution britannique a fait son temps.

Manchester peut donc se mettre à l'ouvrage et, pour cette œuvre, elle peut compter sur de puissantes aides, sur elle-même d'abord, sur le prestige universel que gardent encore son nom et sa devise du *Free Trade*, et sur la majorité de ses anciens alliés. Car le fer et les Midlands, Birmingham et Sheffield, ont pu déserter sa cause. Mais il lui reste encore le charbon et les chantiers; j'ai tâché d'expliquer pourquoi Glasgow et Cardiff, les Galles et l'Écosse ne sauraient être impérialistes... Elle peut compter aussi sur de nouvelles recrues dans les classes populaires que l'Angleterre actuelle ne veut pas encore admettre au gouvernement, mais qui y tendent et qui y arriveront et qui ne peuvent y arriver que par l'expulsion des lords et autres parasites. La masse du peuple anglais a pu être séduite un instant : les sourires des duchesses ont pu l'amener à la *Primrose League*. L'Angleterre ouvrière elle-même s'est laissé entraîner par les grosses caisses patriotiques derrière les musiques militaires de l'impérialisme *jingo*. Mais déjà les prédications d'un Keir Hardie, montrant toute l'iniquité de cette guerre africaine et réveillant les sympathies internationales de tous les exploités, commencent à produire leurs effets. Le premier résultat de la guerre a été de réunir les trois tronçons du monde ouvrier : *Trade-Unionists*, Socialistes et Travailleurs

1. *Review of Reviews*, 1er février 1900.

indépendants, en un parti unique avec programme commun.

Admettons cependant que la victoire définitive, complète, de lord Roberts et l'écrasement des républiques boers et la confiscation des *goldfields* et les hurlements du jingoïme triomphant étouffent tout remords dans la conscience nationale et toute protestation de l'Angleterre travailleuse. Celle-ci n'en pourra que mieux récolter et goûter à brève échéance les premiers fruits de l'impérialisme. Elle s'apercevra avant peu que les lords ou les bourgeois *monopolist* ne rêvent pas seulement l'exploitation impériale des autres humanités. Au sein de l'humanité anglaise, il leur faut le monopole du parasitisme : leur dixième commandement est la suppression du droit de grève ; les organes impérialistes réclament cette suppression depuis longtemps : « les grèves sont également funestes au bien-être du travailleur et à la prospérité commune », et la grande lutte entre mineurs et patrons gallois a pu montrer quelle férocité d'égoïsme les accapareurs mettraient à la défense de leur monopole patronal. Que Manchester pousse donc aujourd'hui ou demain le cri de guerre à ce gouvernement de lords et de *promoters* : toute une armée réformiste et démocratique se lèvera sans doute, et la grande réforme de 1830 montre tout ce qui peut sortir d'un pareil mouvement...

*
* *

Mais l'Angleterre de 1830 a peut-être donné tout ce que pouvait donner l'Angleterre. A voir d'un peu haut l'histoire commerciale aussi bien que politique, littéraire ou artistique, des quatre ou cinq derniers siècles,

il semblerait que chaque communauté humaine, façonnée par les mille forces extérieures ou internes de la race, du tempérament, du milieu, de l'éducation surtout, arrive un jour à produire un ensemble de qualités qui, favorisées par les circonstances et par l'état du monde étranger, s'épanouissent, et cet épanouissement donne la première place à la communauté espagnole, française, anglaise ou allemande. Puis les circonstances de l'état du monde s'altèrent ou disparaissent. Telle qualité foncière devient un défaut radical. L'absolutisme espagnol, qui a imposé sa royauté catholique à toute la Péninsule, puis aux deux tiers de l'Europe chrétienne et aux trois quarts du monde américain, sombre brusquement avec l'Armada, à la lueur des bûchers sous l'abêtissante discipline des moines. L'autoritarisme français lui succède : par la puissance du sceptre bourbonien et de la raison cartésienne, il étend son domaine politique, intellectuel et commercial sur l'Europe presque entière, et, brusquement aussi, il succombe après la conquête militaire de cette Europe, dans le prodigieux flamboiement de l'autorité napoléonienne. L'empirisme anglais lui succède : pied à pied, il transforme le Royaume-Uni et les deux faces du monde ; tout s'incline devant son triomphe; dans l'univers entier, éblouies par les soixante années d'un règne sans revers, les nations vantent l'invincible supériorité de la force anglo-saxonne... Alors une bande de paysans, à coups de pierres ou de balles, crèvent cette royauté d'apothéose. Et, par derrière, l'humanité voit lentement surgir une grandeur nouvelle : en un siècle de travail et d'étude, le rationalisme allemand a germé, grandi, épanoui ses fleurs, et voici qu'au bout de chaque branche les fruits commencent à apparaître.

La suprématie britannique endommagée peut recoudre ses déchirures et, pour un instant, dans son impérial manteau rapiécé, « stoppé », Britannia fait encore grande figure. Mais l'humanité n'a plus confiance; elle se détourne de cette grandeur déchue : au son des canons et des fanfares, dans les cantiques et dans les toasts, l'Allemagne de Kant, de Bismarck et de Wagner, l'Allemagne rationnelle, puissante et créatrice, peut saluer l'aurore du siècle qui vient.

Novembre 1898-avril 1900.

FIN

TABLE DES CHAPITRES

Joseph Chamberlain.................................. 1
L'Impérialisme.. 57
Le Protectionnisme..................................... 119
Le Libre-Échange....................................... 179
Le Panbritannisme...................................... 233
Le Rationalisme allemand............................. 289
L'Empirisme anglais.................................... 333

Coulommiers. — Imp. Paul BRODARD. — 111-1900.